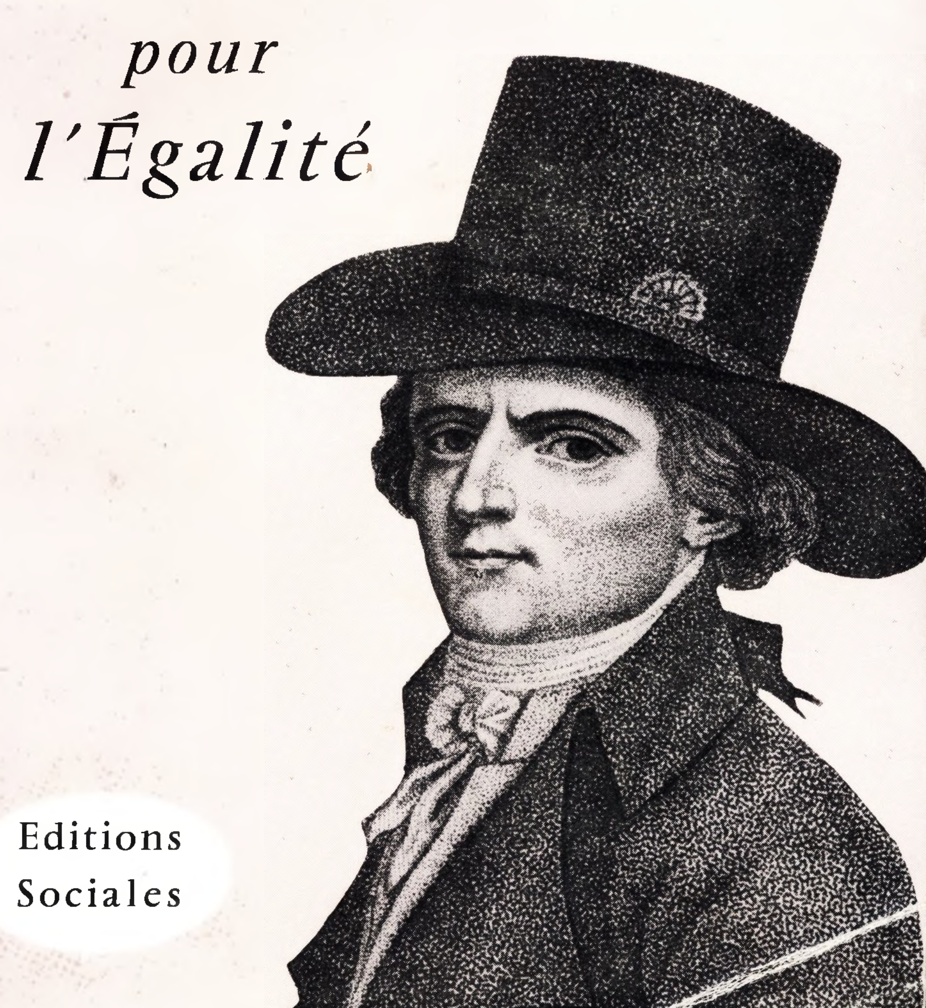
Claude MAZAURIC

BABEUF

et la Conspiration pour l'Égalité



Editions Sociales

CLAUDE MAZAURIC
Agrégé de l'Université

BABEUF
ET LA CONSPIRATION POUR L'ÉGALITÉ

ÉDITIONS SOCIALES
168, rue du Temple, Paris (3e)
Service de vente : 24, rue de Racine, Paris (6e)

AVANT-PROPOS

LE PRINCIPE EGALITAIRE ET LA REVOLUTION FRANÇAISE

La Conspiration des Egaux, tout entière, se cristallisa autour du concept d'égalité sociale. De là vient son prestige.

Peu de mots ont autant de résonance dans le monde contemporain que le mot *Egalité*. Il constitue aujourd'hui un thème de base de l'idéal démocratique. Pourtant, il n'y a pas deux siècles que la notion d'égalité sociale s'est associée sans substrat religieux, à l'idée de justice.

Lorsque la bourgeoisie, opulente, instruite, prit la pleine conscience de sa capacité à diriger le corps social, elle trouva injuste d'en être exclue au nom de l'Histoire qui avait, disait-on, institué par grâce divine l'inégalité entre les hommes : aux uns le droit de dominer par privilège de naissance, aux autres la soumission à l'ordre établi. Contre l'histoire justificatrice d'un monde intouchable, parce que divin, les philosophes humanistes du XVIII[e] siècle recherchèrent philosophiquement dans l'histoire des hommes, dans l'histoire réelle et non dans celle qu'orientaient les dogmes religieux, la machine qui détruirait au fond l'inégalité complète dans les sociétés humaines. La notion de droit naturel fit la guerre au privilège de la naissance. La revendication de l'égalité des droits, donnée de la nature, battait en brèche le prestige de l'inégalité de fait justifiée par l'Histoire. Aujourd'hui encore, peu d'œuvres conservent autant de vertu révolutionnaire que celle de Rousseau. Elle en conservera aussi longtemps que durera la revendication égalitaire et l'aspiration des hommes au bonheur.

Rousseau et les matérialistes du XVIII[e] siècle n'avaient pas mis de limites théoriques à leur démonstration de l'égalité natu-

relle, et celle-ci a toujours conservé une extension plus vaste que celle, limitée, que la bourgeoisie, première bénéficiaire de cette révolution idéologique, entendait lui donner. La Révolution française de 1789 a été une révolution sociale qui confie à la bourgeoisie la direction de la société et de l'Etat. La seule chance pour elle de garantir la pérennité de son pouvoir contre tout retour offensif de la société fondée sur le privilège était d'asseoir le monde sur le principe de l'égalité des droits. La résistance des privilégiés lui imposa de rechercher le concours populaire. Mais elle entendait limiter de ce côté-ci l'égalité à la simple affirmation de l'égalité devant la loi. Toute justice ne résiderait que dans l'égalité devant les cours de justice ! A peine au pouvoir, cette classe qui avait inspiré et revendiqué contre l'Ancien Régime l'égalité naturelle entre les hommes tenait à limiter à son profit l'égalité. Elle rejeta non seulement l'égalité sociale, contraire à ses intérêts de classe, mais aussi l'égalité politique qui risquait de limiter l'étendue de son pouvoir. Cependant, en affirmant que « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », elle ne pouvait empêcher les masses populaires dont elle avait sollicité, puis accepté difficilement le concours nécessaire, de revendiquer une égalité plus générale. La bourgeoisie ne fut plus unanime lorsqu'il fallut accorder les droits politiques, le suffrage universel; mais elle fut absolument unie en tant que classe, lorsqu'il fallut s'opposer à la revendication populaire de l'égalité sociale. Le mot *égalité* renfermait plus de chaleur et de capacité révolutionnaire que ne l'avaient supposé les premiers qui l'avaient proclamé :

> Dès l'instant où est posée la revendication bourgeoise d'abolition des privilèges de classe apparaît à côté d'elle la revendication prolétarienne d'abolition des classes elles-mêmes... les prolétaires prennent la bourgeoisie au mot : l'égalité ne doit pas être établie seulement en apparence, seulement dans le domaine de l'Etat, elle doit l'être réellement dans le domaine économique et social... l'égalité est devenue le cri de guerre spécialement du prolétariat français [1].

Mais déjà pendant la Révolution française, où le prolétariat selon l'idée d'Engels était quasi-inexistant, la revendication de

1. ENGELS : *Anti-Dühring*. Editions sociales 1950, p. 138.

l'égalité sociale fut le moteur des mouvements populaires à partir de 1792. Car l'on concevait mal que l'égalité des droits ne débouchât pas sur l'égalité réelle. Les meilleurs des révolutionnaires bourgeois, les plus radicaux, surent comprendre ce problème, non seulement le « prophète » Marat[1] qui en fut conscient dès 1789, mais aussi des Montagnards comme Robespierre ou Saint-Just. Robespierre, homme de 1789, au nom de l'égalité des droits et de la défense patriotique, fut l'initiateur de la démocratie politique et sa pensée évoluait sans nul doute, au cours de l'an II, vers l'idée d'égalité sociale. Quant à Saint-Just, il proclamait : « Ne souffrez point qu'il y ait un malheureux ou un pauvre dans l'Etat. »

Plébéiens, sans-culottes, petits-bourgeois ou travailleurs sans bien propre, quel que soit le qualificatif, n'ont jamais considéré la révolution comme devant se limiter à la conquête de l'égalité civile. Tant de sacrifices, de dévouement, pour si peu ? Ils voulaient un complément de révolution qui aboutît à faire jaillir la révolution des pauvres de cette révolution des riches, qui avait cautionné l'inégalité de fait en ruinant le principe de l'inégalité des droits. En un mot, ils réclamaient « l'égalité des jouissances ». Dans leur esprit, c'était ainsi que le fruit mûr a l'été tombe de l'arbre.

Mais il n'y eut pas d'été. Avec la chute de Robespierre, le 9 thermidor, la démocratie politique elle-même fut ruinée. La Révolution française, sauvée par l'action populaire, devenait l'apanage de « l'aristocratie de la richesse », cette catégorie de bourgeois anciens et de parvenus. La bourgeoisie devenait l'obstacle essentiel à la réalisation de l'*égalité*. Avec une conscience de plus en plus nette, contre elle désormais, se dressa « le quatrième Etat ». La tentative de Gracchus Babeuf et de ses compagnons fut le premier épisode de cette longue histoire qui mène à une société d'égaux ; elle fut en même temps le dernier acte du mouvement populaire pendant la Révolution française. Mais il y a plus; enraciné dans la Révolution, le babouvisme la dépasse puisqu'il ne propose pas seulement l'espoir élémentaire de « l'égalité des jouissances », mais ouvre la perspective d'une mise en commun des « biens et des travaux » :

1. « Pour détruire le privilège des nobles, les plébéiens ont fait valoir le grand argument, l'argument irrésistible que les hommes, étant tous égaux, ont tous les mêmes droits. Pour détruire les prérogatives des riches, les infortunés feront valoir le même argument. » (MARAT). Cité par J. MASSIN : *Marat*, Club français du livre, 1960, p. 107.

la revendication de l'égalité réelle, jaillie de la Révolution bourgeoise, s'associait à l'espoir ancestral d'une société communiste.

L'histoire de la Conspiration pour l'égalité, dite de Babeuf, n'a jamais cessé de solliciter l'attention des militants révolutionnaires, et les historiens s'y sont également intéressés. L'année du deux-centième anniversaire de la naissance de Gracchus Babeuf (1960) et de Buonarroti (1961) s'est accompagnée de manifestations d'hommage ; des historiens de nombreux pays ont tenu à faire connaître le fruit de leurs recherches personnelles sur la nature de l'idéologie babouviste et sur les origines du communisme de Babeuf ou de Buonarroti. En fait, il y a plusieurs années déjà que la Conspiration pour l'égalité est revenue au premier plan de la recherche historique. Il ne s'agit sans doute pas d'un hasard : la force grandissante du communisme comme idéologie et comme expérience humaine, l'idée de plus en plus répandue que le socialisme constitue la vraie solution du problème social ont contribué à accroître l'intérêt pour la pensée sociale archaïque. La curiosité des chercheurs a fait le reste.

Si la conspiration de Babeuf dépasse la revendication élémentaire de l'égalité des jouissances, par ailleurs bien différente des systèmes égalitaires et des utopies antérieures, elle constitue une tentative réelle et non une pure spéculation de l'esprit. De là, son immense prestige. Les penseurs communistes des siècles précédents se contentaient de décrire leur système et le présentaient comme un rêve inaccessible. Ils multipliaient même les complications matérielles qui le rendaient impraticable. Ils répandaient le rêve, découvraient la réalité et la nature de l'injustice sociale, mais en fin de compte n'engageaient pas l'action révolutionnaire décisive. De Campanella, Münzer, Morus, Morelly et de tant d'autres, il demeure de fulgurants systèmes de pensée, une recherche plus ou moins idéale d'une société équitable : recherche qui témoigne de l'immense soif de progrès qui a toujours animé les hommes. Mais il y avait discordance entre leur rêve et la réalité. Leur société communiste était d'autant plus parfaite et cohérente qu'elle était utopique. Il y avait des raisons à cela; nées dans des sociétés fondées sur la pyramide des privilèges, dans lesquelles l'égalité des droits était ignorée, les grandes utopies de l'époque moderne ne pouvaient revendiquer l'égalité réelle qu'à partir d'une prise de position humaniste sur l'égalité naturelle des hommes. Elles ignoraient la lutte des classes, levier de l'action révolutionnaire. Leur point de départ était moral ou métaphysique; il ne

reflétait en rien l'expérience de ceux-là mêmes à qui étaient destinés tant de bienfaits. Leurs systèmes partaient moins d'une critique des rapports de force dans le monde réel que d'un postulat moral ou religieux. Reflet idéologique de la division de la société en classes, l'Utopie se dissociait en pratique de la lutte des classes. Le monde n'était pas prêt d'accoucher d'une société fondée sur l'égalité de fait; tout au plus, le thème humaniste de l'égalité naturelle conduisait-il à la victoire de l'égalité des droits, c'est-à-dire de la bourgeoisie qui, de la sorte, s'émancipait de la tutelle « féodale ».

Du babouvisme, il en va différemment. Né de l'Utopie de la fin du XVIIIe siècle, précisé pendant la Révolution française au contact de l'action populaire, le programme des Egaux était nourri de l'expérience populaire de six années de révolution démocratique. Il prenait parti pour ceux à qui la Révolution n'avait apporté que des espoirs déçus. La pensée des Egaux s'associait donc à la « critique en politique » et s'affirmait liée à la lutte même des masses populaires. Le babouvisme s'établissait ainsi de plain-pied dans le monde réel. Du ciel, le communisme descendait sur terre et devenait prise de parti, non sans d'ailleurs modifier de ce fait la thématique traditionnelle. C'est pourquoi l'on ne peut dissocier le babouvisme de la Révolution française : selon Jaurès, il en fut le « frisson le plus ardent ». Que l'objectif final des Egaux participât de la pensée théorique du XVIIIe siècle, ne doit pas faire oublier tout ce qu'il doit à la Révolution de 89. De ce point de vue, il est certain que l'on apprécie mieux aujourd'hui le nature du communisme de Babeuf dans la mesure où la connaissance érudite de la Révolution française a progressé. A la suite d'Albert Mathiez et de Georges Lefebvre, les historiens d'aujourd'hui abordent la Révolution par en bas, au niveau des masses populaires des campagnes et des villes. On est donc mieux armé pour saisir la genèse de l'idéologie communiste de 1796, sachant quelles sont les aspirations populaires et les structures sociales à la fin du XVIIIe siècle. On peut ainsi sentir à quel point la pensée de Babeuf est fonction de son temps. Mais sa revendication de la communauté des biens dépassait la revendication sans-culotte de « l'égalité des jouissances » : elle supposait une transformation radicale de la société.

Le double caractère de la Conspiration des Egaux, fille de l'Utopie, mais précisée pendant la période révolutionnaire, se retrouve dans les sentiments qu'elle inspira aux générations futures.

La Conspiration en effet constitue une des dernières tentatives démocratiques de la Révolution française après l'échec définitif de la République de l'an II; elle s'affirmait en même temps comme une tentative résolument nouvelle. Issue d'un passé déjà révolu, elle annonçait cependant la révolution socialiste du XIXe siècle. Aussi, chacun n'en a retenu que l'un de ces traits, au risque, en le dissociant de l'autre, de rendre l'ensemble inintelligible. Albert Mathiez ne voyait, dans son admiration vibrante pour l'an II, qu'une tentative jacobine extrême dans la conspiration de Babeuf. D'autres, obnubilés par le présent, n'y ont aperçu que le communisme, assimilant à l'occasion bolchévisme et babouvisme, et, sans aucune médiation chronologique, la dictature du prolétariat et le gouvernement révolutionnaire prévu par le Comité insurrecteur de l'an IV !

La grandeur de la tentative de Babeuf tient à sa participation étroite aux conflits réels de son temps ; il a su comprendre les besoins du peuple affirmés avec éclat en 1793 et 1794, et préconiser une société nouvelle dans laquelle la misère, l'ignorance et la faim disparaîtraient. Plus qu'un programme éternel de révolution sociale, les Egaux ont légué leur exemple, magnifié par le sacrifice de la vie de deux d'entre eux; cet exemple est celui de leur fidélité. Babeuf ne s'y est pas trompé, écrivant à sa femme à la veille de mourir : « Le seul bien qui te restera de moi, ce sera ma réputation. »

Puisse ce court récit qui veut éclairer le plus simplement possible la conspiration babouviste et son déroulement, réussir à témoigner de la grandeur de ces précurseurs.

CHAPITRE PREMIER

DE LA DEFAITE DES SANS-CULOTTES A LA CONSPIRATION DES EGAUX

Les premières rencontres clandestines, d'où devait naître la Conspiration pour l'Egalité, datent de l'automne 1795 et sont donc contemporaines du début du Directoire. Buonarroti, dont l'ouvrage [1] constitue le témoignage fondamental, décrit longuement ces réunions, convoquées à l'improviste et qui se tenaient tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre, dans les cafés ou les jardins. Des hommes qui se concertaient de la sorte, certains sortaient de prison où leurs idées s'étaient précisées. Ils y avaient été détenus, comme Babeuf et Buonarroti, depuis le printemps 1795 lorsque triompha la réaction politique et sociale qui avait suivi le 9 thermidor.

D'autres les rejoignirent à la suite des émeutes populaires de germinal et de prairial an III (2 avril et 20 mai 1795), qui confirmèrent la défaite des sans-culottes. D'autres, enfin, les avaient précédés depuis la chute de Robespierre. Témoin et participant de ces réunions, Buonarroti nous fait part des idées débattues :

> Après leur élargissement, les patriotes et surtout les Egaux inquiets sur le sort de la liberté cherchaient à se réunir et à se concerter pour opposer une digue puis-

1. BUONARROTI : *Conspiration pour l'égalité, dite de Babeuf.* Edition Albert Soboul-Robert Brécy, préface de Georges Lefebvre. Editions sociales. « Les Classiques du Peuple », 1957, tome I, pp. 70 et 75.

> sante au progrès de la nouvelle tyrannie. Ils s'assemblaient fréquemment dans les cafés, dans les jardins, sur les places; mais comme tout s'y traitait avec une extrême et indispensable circonspection, les discussions générales sur l'état des choses ne laissaient entrevoir aucun résultat prompt et décisif au profit de la chose commune [...] Il faut avant tout, disaient-ils, rectifier les idées de beaucoup de patriotes, leur regagner l'estime du peuple et rendre à celui-ci l'ancien sentiment de ses droits et de sa force.

Leur réflexion de futurs conspirateurs s'exerçait donc dans deux directions : déterminer la nature exacte de la réaction politique et sociale pour donner à l'action populaire de nouveaux objectifs; tirer, d'autre part, les leçons de l'échec des deux tentatives insurrectionnelles plus ou moins spontanées du 13 germinal (2 avril) et du 1er prairial an III (20 mai 1795) pour trouver une forme de lutte susceptible d'assurer le succès. Leur démarche était éminemment réaliste. Les auteurs de la Conspiration pour l'Egalité ont été trop souvent présentés comme des esprits utopiques peu soucieux d'appréhender les conditions réelles de leur action pour qu'on ne réagisse pas ici contre cette idée fausse. Idée fausse parce qu'on ne comprendrait pas comment des hommes qui tous, de Babeuf et Buonarroti au plus modeste des militants de la Conspiration, avaient pris effectivement part aux luttes populaires de la Révolution française, auraient pu faire abstraction de leur action passée et de leur échec avant cette tentative d'un genre nouveau. Que certains, dont Babeuf, aient précisé les idées essentielles du futur programme des Egaux avant les débuts de la Conspiration ne peut faire oublier que ces idées ne furent proposées et acceptées par la plupart des autres qu'au cours des discussions menées en prison et pendant l'automne 1795. L'adhésion au babouvisme d'anciens Jacobins et bourgeois aisés comme Buonarroti ou Lepeletier et Antonelle vint d'une critique approfondie de la nature même de la Révolution et de l'échec d'une démocratie politique à laquelle ils avaient attaché leurs espoirs, échec patent après le désarmement des faubourgs populaires de Paris.

Aussi bien la lecture attentive du livre de Buonarroti, comme l'analyse du *Tribun du peuple* de Babeuf, témoignent de cette

réflexion constante sur la situation politique et sociale au moment où se précisaient les contours de la Conspiration. Buonarroti consacre presque un quart de son ouvrage à analyser à grands traits l'évolution de la Révolution française avant la Conspiration ; il aboutit à la conclusion que la « nouvelle aristocratie » (entendons la bourgeoisie) a confisqué au peuple une révolution dont il fut l'auteur essentiel. Buonarroti écrivit son livre en 1828 : tout confirme cependant que sur ce point les idées essentielles dataient de 1795, puisque Babeuf, dans *Le Tribun du peuple,* poursuivait des réflexions semblables.

Ces hommes ne disposaient pas des mêmes moyens d'analyse sociale que les historiens d'aujourd'hui. Engagés dans l'action, ils ne savaient pas tout, et en leur qualité d'hommes formés par les idées du XVIII[e] siècle leur attention était inégalement attirée par les différents éléments de la situation. Du moins ont-ils su comprendre pour l'essentiel les caractères de la crise sociale économique et politique qui accompagnait l'affermissement du pouvoir des notables, et de ce fait, les nouvelles conditions de la lutte populaire.

A la veille de tisser la trame de leur conspiration, au tournant de l'an III et de l'an IV (fin de l'année 1795), les Egaux s'interrogeaient sur l'histoire de leur temps. C'est à une démarche semblable que le lecteur est convié.

I. MOUVEMENT POPULAIRE ET REACTION BOURGEOISE

Contrairement à ce que l'on croit fréquemment, le 9 thermidor (27 juillet 1794) fut accueilli pour le moins avec indifférence par la population parisienne, et avec joie, bien sûr, par tout ce que la France comptait de notables, aristocrates, bourgeois, négociants ou paysans nantis.

La chute de Robespierre et de ses compagnons du grand Comité de Salut public qui avaient assuré la victoire révolutionnaire, signifiait aux yeux du plus grand nombre la fin de la Terreur. Les multiples adresses que la Convention reçut dès le 10 thermidor témoignent de la satisfaction qu'inspira la chute du « tyran ». Les masses populaires de Paris, comme celles de province, ouvriers salariés,

compagnons de l'artisanat, journaliers de campagnes, s'étaient progressivement détachées du Gouvernement révolutionnaire. En messidor et thermidor an II (juin-juillet 1794) des grèves revendicatives avaient eu lieu dans les ateliers travaillant pour la défense nationale et parmi les moissonneurs, grèves auxquelles le Comité de Salut public répondit avec brutalité. La Commune parisienne avait établi un nouveau maximum des salaires, le 5 thermidor (23 juillet), désavantageux pour les salariés. Mais Albert Soboul a montré que le divorce entre les masses populaires et le Comité de Salut public, si visible lors du 9 thermidor, remontait à des conflits plus vastes et plus anciens [1].

Les sans-culottes, élément moteur de la Révolution, avaient commencé à se détacher du Gouvernement révolutionnaire après la répression contre les hébertistes, en ventôse an II (mars 1794). L'épuration de la Commune hébertiste et l'exécution des chefs cordeliers qui jouissaient de leur confiance et s'en étaient fait souvent les porte-parole, avaient creusé un fossé d'incompréhension, voire de haine, entre le gouvernement et les masses populaires.

Dans les sections de Paris et les sociétés populaires, les protestations contre le « despotisme » des commissaires révolutionnaires, en fait choisis par le Comité de Salut public, n'avaient pas cessé malgré la répression. Les sans-culottes approuvaient la rigueur à l'égard des « indulgents » et des suspects, des « agioteurs » et des spéculateurs : de ce point de vue, la loi de Grande Terreur du 22 prairial (10 juin 1794) fut bien accueillie. Mais ils n'admettaient pas que la répression s'abattît avec la même rigueur à gauche. La dictature jacobine avait été une tentative de compromis entre les intérêts contradictoires de la bourgeoisie révolutionnaire et ceux des masses populaires des faubourgs et des campagnes. Son but avait été de réaliser l'unanimité révolutionnaire nécessaire à la victoire extérieure et à l'écrasement de la contre-révolution aristocratique. Mais, dans ce compromis, la bourgeoisie qui aspirait au succès de la révolution ne faisait, et de mauvaise grâce, que des sacrifices matériels et moraux, lourds certes, mais qu'elle savait passagers; on demandait cependant aux masses de faire l'économie de la révolution sociale qui à leurs yeux devait réaliser « l'égalité des jouissances » et la promotion populaire.

---

1. A. SOBOUL : *Les sans-culottes parisiens en l'an II*. Paris, 1958, pp. 1154 et sq.

Que dans l'esprit des meilleurs des Jacobins et des hommes purs du Comité de Salut public et de la Convention, le régime de l'an II fût une étape, une initiation à la démocratie sociale, ne change rien au fait que dans l'immédiat les espérances des sans-culottes furent déçues. Lorsque passa la charrette conduisant Robespierre au supplice, des hommes du peuple de Paris se gaussaient en s'écriant : « Foutu le maximum « ». Lâché à droite, le Comité de Salut public ne fut point retenu à gauche.

Le 9 thermidor ne fut cependant pas une victoire populaire. Ses promoteurs en furent les « coquins », ces Conventionnels véreux qui craignaient pour eux-mêmes la rigueur de l'Incorruptible. Ils surent habilement s'appuyer sur la Convention lasse d'être tenue en bride, sur la bourgeoisie en général et, en particulier, sur cette fraction de la nouvelle classe des enrichis qui avaient profité de la Révolution pour se doter en biens nationaux et réaliser des profits illicites. La victoire des notables fut d'autant plus facile que les succès des armées de la République contre la coalition aristocratique (Fleurus est du 26 juin 1794) ne rendaient plus nécessaires à la bourgeoisie les sacrifices endurés pendant la Terreur, et dont le moindre ne fut pas d'avoir été gouvernée, dominée par ces petits-bourgeois qui étaient auparavant dans sa dépendance économique.

Quoi qu'il en soit, en thermidor, l'équivoque régnait [1]. Chaque fraction sociale et politique espérait profiter de la chute du Gouvernement révolutionnaire pour réaliser ses aspirations profondes. Les suspects étaient libérés en masse, aussi bien les suspects de modérantisme que les « pauvres sans-culottes qui gémissaient dans les fers » [2]...

Mais, en libérant des forces politiques et sociales contenues depuis un an, Thermidor conduisait à des conflits politiques aigus. Trois groupes tentèrent de tirer profit de la situation nouvelle.

Les « modérés » sortant de l'ombre ou de prison étaient partisans du gouvernement des notables (« les honnêtes gens »), monarchistes ou non. Ils disposaient d'une presse politique, s'appuyaient sur des hommes de main, « les jeunes gens », jeunes bourgeois des quartiers du centre et de l'ouest, insoumis ou déserteurs. Ces « muscadins », cette jeunesse dorée, dont la mode excentrique fut le signe

1. Cf. Kare TONNESSON : *La défaite des sans-culottes,* Oslo-Paris, 1959.
2. Adresse à la Convention de la section du Panthéon du 22 thermidor an II (9 août 1794).

le plus provocant de leur esprit rétrograde, constituaient en fait une organisation de supplétifs au service de la réaction politique et sociale. Armés de bâtons et d'armes blanches, ils assaillaient Jacobins et militants populaires dans les rues et dans les salles de réunions. Ils tinrent à Paris le haut du pavé dès fructidor an II (août-septembre 1794), non sans d'ailleurs subir à l'occasion le contre-coup brutal de leurs agressions.

Les Jacobins qui disposaient encore de leur club auraient voulu maintenir l'unité du Gouvernement révolutionnaire, mais n'osaient s'affirmer disciples de Robespierre. Recrutés dans la petite-bourgeoisie, aux confins de la sans-culotterie et de la bourgeoisie aisée, ils estimaient incomplète la Révolution et la victoire militaire. Vite décriés, les Jacobins, cette « queue de Robespierre » [1], furent englobés dans la même réprobation que le gouvernement déchu, à la fois par les réacteurs et, du moins au début, par les sans-culottes.

Enfin, le Club électoral. Il réclamait la Constitution de 1793, mise en réserve précédemment, et réaffirmait les revendications traditionnelles de la sans-culotterie; mais il n'eut jamais l'autorité du mouvement populaire de 1793. Les masses étaient désorientées par les suites de Thermidor. Les pétitions du Club électoral avaient cependant de quoi satisfaire les sans-culottes puisqu'elles réclamaient l'élection de la municipalité de Paris, celle des fonctionnaires et, la panacée, la Constitution de 1793, toutes mesures qui répondaient aux espérances populaires de démocratie directe. Les chefs du Club électoral étaient d'anciens *enragés,* comme Varlet, ou d'anciens hébertistes, comme Bodson, que nous retrouverons dans la Conspiration des Egaux, ou Legray (un des dirigeants de la section du Muséum, ancien vainqueur de la Bastille, membre de la Commune du 10 août 1792, ancien commissaire révolutionnaire, arrêté avant le 9 thermidor pour avoir réclamé la Constitution de 1793), et Babeuf lui-même.

Le Club électoral eut un certain succès dans les sections des faubourgs Antoine et Marcel, dans quelques quartiers (la section des Gravilliers lui offrit une salle de réunion), comme dans les sociétés populaires. Son organe public était avant tout le journal de Babeuf, *Le Tribun du peuple.*

L'attitude de Babeuf traduit assez exactement l'évolution et

1. Expression du journaliste réactionnaire Méhée de La Touche.

les hésitations du mouvement populaire devant la crise post-thermidorienne [1].

L'évolution de Babeuf.

Après le 9 thermidor, Babeuf, sorti de prison, fait chorus avec l'ensemble des thermidoriens dans leur condamnation du régime de l'an II. « Nous ne devons plus dater aujourd'hui de cinq ans, mais seulement d'un mois et quelques jours de Révolution », écrit-il dans la première moûture de sa feuille : *Le Journal de la liberté de la presse,* le 19 fructidor an II (5 septembre 1794). Pour lui, l'an II avait constitué une période de contre-révolution qui avait abouti à l'exclusion du peuple de la scène politique où il avait fait irruption le 10 août 1792. Non sans naïveté, Babeuf estime que le 9 thermidor ouvre la voie à la victoire populaire dont le premier signe sera l'application de la Constitution démocratique de 1793, qui proclamait « le bonheur commun », but de toute société.

En cela, Babeuf suivait l'opinion populaire qui parait la Constitution de 1793 de tous les mérites. En attendant, il réclamait l'élection de la municipalité de Paris, la Commune, qui avait soutenu l'agitation révolutionnaire avant l'élimination des hébertistes.

Dans ses violentes diatribes contre le gouvernement révolutionnaire, Babeuf se rapprocha des réacteurs de droite, comme Tallien ou Fréron, artisans de la chute de Robespierre. Fréron d'ailleurs, par démagogie, ne cessait de prêcher la souveraineté du peuple et attaquait le maximum des salaires. Babeuf, avec sincérité, se méprit sur leur compte; mais s'il lui arriva de faire l'éloge de Fréron ou de Tallien, il ne fit en aucun cas l'éloge de la réaction bourgeoise. On a beaucoup reproché cette collusion de Babeuf avec les pires des « coquins ». On a insisté sur le fait que l'imprimeur de Babeuf était, au début, le riche Guffroy, ancien terroriste, ami de Fréron et réacteur dissimulé, qui fut sans doute le bailleur de fonds du journal. Certes, mais on ne signale pas assez que l'attitude de Babeuf était presque dictée par une position de principe. C'est ainsi que le 1er vendémiaire an III (22 septembre 1794), il distinguait

1. Kare TONNESSON : *La défaite des sans-culottes*, op. cit. ; et « L'an III dans la formation du babouvisme », *A.H.R.F.*, 1960, n° 4, p. 411 (*A.H.R.F. : Annales historiques de la Révolution française*).

deux partis dans la République : l'un favorable au gouvernement de Robespierre (les Jacobins), l'autre « étayé exclusivement par les droits éternels de l'homme ». Que ces principes fussent erronés et même passablement ridicules ne met pas en cause la sincérité de Babeuf. D'ailleurs, vite méfiant à l'égard des thermidoriens, il multiplia les réserves puis les attaques à l'encontre de ceux qu'il avait d'abord encensés, en particulier contre Fréron. Ceci lui valut, le 22 vendémiaire (13 octobre), l'hostilité de Guffroy qui refusa d'imprimer *Le Tribun du peuple.*

Il est incontestable cependant que la myopie de Babeuf, l'attitude de son journal comme celle du Club dans son ensemble, désorientèrent les masses populaires. Le Club électoral était allé en vendémiaire an III, au moment où s'affirmait nettement la réaction, jusqu'à réclamer la liberté du commerce sous le prétexte, inspiré par la presse bourgeoise, que les réquisitions ôtaient les subsistances du marché et créaient la disette. Babeuf commençait d'ailleurs à se départir de ce genre d'attitude : début d'une réflexion salutaire. En attendant, comme les chefs du mouvement populaire, il accepta passivement, sinon avec joie, la dissolution du Club des Jacobins en brumaire et, dans une certaine mesure, la prépara en s'opposant à la propagande du grand club révolutionnaire. Associés en cela à la réaction, les chefs du mouvement populaire ouvrirent la voie à une réaction plus étendue encore et contribuèrent ainsi à se priver d'alliés possibles quand la Convention thermidorienne et les modérés se tournèrent contre eux. La leçon ne sera point oubliée ; les Egaux, ayant établi le plan de leur conspiration, tentèrent en l'an IV, dans de multiples colloques, de renouer des liens avec les démocrates héritiers de l'an II. Mais l'interdiction des Jacobins n'alla pas sans inspirer — et singulièrement à Babeuf — des inquiétudes d'autant plus vives que la crise des subsistances et le désarroi populaire mettaient à jour toutes les virtualités de Thermidor.

La suppression du club des Jacobins facilita, en effet, l'offensive modérée qui se développa alors au grand jour. Habilement, les modérés surent prendre position dans les sections de Paris et en prendre la direction. Les démocrates, effrayés ou écœurés, désertaient les assemblées générales; d'autres tournaient casaque. Il ne restait à la droite, débarrassée des Jacobins, qu'à réduire l'opposition néo-hébertiste. Les quelques sections fidèles au Club électoral : Muséum, Lombards, Montreuil et Gravilliers, qui continuaient à réclamer

une démocratie sans-culotte, furent rapidement l'objet de l'offensive des réacteurs. En pluviôse, elles furent en partie conquises par eux.

Babeuf, progressivement, en écho aux inquiétudes populaires, révisa sa position. Guffroy lui ayant coupé les vivres, il s'en fut, le 3 brumaire an III (24 octobre 1794), lire le numéro 17 du *Tribun du peuple* au Club électoral. Le Club approuva son article, une adresse fut proposée pour être présentée à la Convention. Elle demandait l'élection de la Commune et l'application de la Constitution de 1793. Cette pétition connut un certain succès dans les quartiers populaires de l'est de Paris, mais elle servit surtout de prétexte au gouvernement pour lancer un mandat d'arrêt contre le bureau du Club et pour incarcérer Babeuf. La Convention venait, en effet, de voter une loi interdisant les pétitions collectives. Babeuf resta en prison jusqu'au 28 frimaire an III (18 décembre 1794). Pendant ce temps, les sections fidèles au Club électoral, principalement celles des faubourgs, furent muselées par la réaction.

Ainsi, dans l'automne 1795, Babeuf avait amorcé un virage politique et ses illusions thermidoriennes s'effaçaient. Sans doute n'allait-il pas jusqu'à réhabiliter Robespierre. Quelques semaines plus tard, en effet, il publia un pamphlet écrit précédemment : *Du système de dépopulation,* prétendant que la politique de Robespierre avait eu pour but, en diminuant la population par la terreur et la guillotine, de ramener le nombre des hommes au niveau de la masse des subsistances disponibles ! Du moins Babeuf se rendait-il compte, comme la plupart des chefs populaires, de la profonde équivoque de Thermidor qui avait ouvert la voie au pouvoir exclusif de la bourgeoisie. Dans le discours qui motiva son arrestation, il dénonçait la réaction. La prison allait entraîner la maturation de sa pensée.

Au sortir de prison, Babeuf apprécia la situation avec lucidité ; la réaction victorieuse apparaissait maintenant pour ce qu'elle était véritablement. Elle ne s'attaquait plus seulement au « terroriste » en la personne du « buveur de sang », mais à tout le système des valeurs républicaines. C'était, en fait, « la proscription du sans-culottisme et de tous ses attributs », selon l'expression de K. Tonnesson. La réaction politique ouvrait la voie à la pire réaction sociale. En un mois, la prise de conscience de Babeuf se précipita.

Après brumaire an III (octobre-novembre 1794), sous prétexte de répression antiterroriste, on avait progressivement assisté à la

« désans-culottisation » du régime. D'abord modéré, le mouvement s'accéléra par la suppression de l'indemnité de quarante sous à ceux qui assistaient aux assemblées de section et par la fixation d'une heure de réunion défavorable aux travailleurs. Bientôt, l'austérité morale qui avait marqué la vie de société en l'an II disparut ; l'accoutrement des muscadins et des merveilleuses devint choquant, comme l'étalage de luxe dans les soirées galantes qui se multipliaient, alors que la disette atteignait le peuple. Au sortir des salles de bal, on pouvait, selon un témoin, voir « les queues déjà formées à la porte des boulangeries ». Les cendres de Marat, qui avaient été pieusement transférées au Panthéon quelques mois auparavant, en furent rejetées en pluviôse (janvier 1795) sous la pression de la jeunesse dorée de plus en plus arrogante : plus qu'un acte sacrilège, Marat étant considéré presque comme un saint, c'était une déclaration de guerre aux sans-culottes. Au même moment, les soixante-treize députés girondins proscrits le 2 juin 1793 réintégraient la Convention.

Lorsque Babeuf reprend sa plume le 28 frimaire an III (18 décembre 1794), éclairé par les événements et par ses réflexions de prisonnier, il s'écrie : « Je ressaisis les foudres de la vérité. » Il entreprend publiquement une véritable autocritique sur sa position à l'égard de Robespierre et des Jacobins :

> Quand j'ai, l'un des premiers, tonné avec véhémence pour faire crouler l'échafaudage monstrueux du système de Robespierre... j'étais loin de prévoir... [qu]'on se servirait de cela pour saper la République dans ses fondements.

Il abandonne sa position antérieure d'hébertiste sectaire à l'égard des Jacobins ; il loue leurs journaux et ne manque pas de se rapprocher d'eux. Désormais, Babeuf ne voit plus de conflit, comme en fructidor (août 1794), entre les partisans du système de Robespierre « et les tenants des droits de l'homme ». Il révise son attitude avec sincérité et courage. Ce retour sur lui-même ne fut pas aussi systématique qu'on le dit quelquefois [1]. En fait, Si Babeuf reconnut alors certains mérites au gouvernement de Robespierre, c'est qu'en

1. Ainsi A. MATHIEZ dans « Babeuf et Robespierre », *Annales révolutionnaires*, mai 1917.

partie, dans cette période de réaction et de vie chère, l'an II se trouvait idéalisé, par contraste, dans la mentalité populaire. Babeuf, de la sorte, s'en tint finalement à réclamer non le retour au Gouvernement révolutionnaire, mais la Constitution de 1793.

Cependant, son action essentielle fut une dénonciation virulente de la réaction bourgeoise, obstacle à la réalisation de l'égalité sociale. Dans le numéro 29 du *Tribun du peuple,* il formula, pour autant que les conditions sociales le lui permettaient, une véritable analyse d'une lutte des classes :

> Je distingue deux partis diamétralement opposés en système et en plan d'administration publique. Je crois assez que tous deux veulent la République, mais chacun la veut à sa manière. L'un la désire bourgeoise et aristocratique, l'autre entend l'avoir faite et qu'elle demeure toute populaire et démocratique. L'un veut la République d'un million qui fut toujours l'ennemi, le dominateur, l'exacteur, l'oppresseur, la sangsue des vingt-quatre autres ; le million qui se délecte depuis des siècles dans l'oisiveté aux dépens de nos sueurs et de nos travaux ; l'autre parti veut la République pour ces vingt-quatre derniers millions qui en ont fondé les bases, les ont cimentées de leur sang, nourrissent, soutiennent, pourvoient la patrie de tous ses besoins, la défendent et meurent pour sa sûreté et sa gloire. Le premier parti veut dans la République le patriciat et la plèbe... Le second parti veut pour tous non seulement l'égalité des droits, l'égalité dans les livres, mais encore l'honnête aisance, la suffisance légalement garantie de tous les besoins physiques, de tous les avantages sociaux, en rétribution juste et indispensable de la part de travail que chacun vient de fournir à la tâche commune [1].

1. Il convient de préciser ici que jamais Babeuf, ni les Egaux, ni personne avant eux, n'envisagèrent une autre opposition de classe qu'entre les riches, les « ventres dorés », et les pauvres, les « ventres creux ». En cela, Babeuf demeurait fidèle aux idées de Marat, par exemple, ou des philosophes les plus avancés de la fin du XVIIIe siècle. Marx a souligné la faiblesse de cette vision élémentaire de la lutte des classes lorsque, à l'époque de la grande industrie, il analysa un monde dans lequel la structure sociale était plus claire et les processus économiques de l'exploitation de l'homme par l'homme plus nettement sensibles. (« Bourgeois et prolétaires », dans le *Manifeste communiste* de 1847.) La conception babouviste de la lutte des classes peut paraître « vulgaire ». Mais il faut admettre qu'à la

Echo des plaintes populaires, Babeuf attaque de front la Convention et les thermidoriens et s'évertue à démontrer qu'ils avaient organisé la famine. Il annonce le jour d'une insurrection vengeresse. Le 4 pluviôse (23 janvier 1795), il affirme que le peuple est prêt à soutenir une guerre civile que la réaction lui impose. Le 9 pluviôse (28 janvier), il appelle le peuple à résister à l'oppression des « Fréron, Tallien et Clique (*sic*) »,

> à se dresser pacifiquement, sûr du succès populaire, car il est constant... qu'avec des forces minimes, le parti du peuple devant être, comme je l'ai dit, immanquablement soutenu par le peuple et l'ascendant puissant de la vérité et de la raison, triomphera toujours.

Cette campagne, Babeuf la mena comme un chef populaire véritable ; son journal était recherché. Un numéro fut tiré à deux mille exemplaires, chiffre remarquable pour l'époque. L'aggravation de la crise économique rendait sensible la propagande offensive du *Tribun du peuple.* De plus, le rapprochement entre Babeuf, les chefs du mouvement néo-hébertiste et les Jacobins (le journal de Lebois, *L'Ami du peuple,* menait une campagne parallèle) redonnait confiance aux sans-culottes. L'opposition tout entière revendiquait la Constitution de 1793 ; autant d'ailleurs pour la mettre hors d'atteinte de toute révision que pour obtenir son application.

Devenu dangereux pour le régime, Babeuf fut arrêté à nouveau le 19 pluviôse (7 février 1795) après s'être caché dix jours, comme Marat autrefois. Il fut conduit à la prison des Orties pour avoir provoqué à la « rébellion » et à « la dissolution de la représentation

---

fin du XVIIIe siècle, le prolétariat était embryonnaire et, au demeurant, sans conscience de classe. Il y avait une gradation sociale infinie entre la plus grande aisance et l'indigence. En outre, l'appropriation de moyens de production puissants et chers par une minorité de capitalistes était rare. A cette époque où l'outil artisanal, que chacun pouvait espérer posséder, fournissait la masse des produits consommés, on s'explique la simplicité de la vision des conflits sociaux chez Babeuf. Sa conception, simpliste en apparence, reflétait l'infinie complexité de détail des structures sociales dans l'ancienne France. En outre, l'inégalité sociale, surtout dans cette période de crise, apparaissait non au niveau de la possession de l'outil, mais au niveau de la consommation des denrées, d'où les expressions « ventres dorés », « ventres creux » ; parmi ces derniers, on voyait réduits à la même misère le pauvre artisan, le boutiquier à la maigre clientèle et l'ouvrier compagnon. On voit que, loin d'être aussi primaire qu'on le dit quelquefois, le babouvisme témoignait d'une vision réaliste, sinon précise, des oppositions de classes de son temps.

nationale ». Mais cette brève campagne l'assurait d'une véritable autorité auprès des masses populaires de Paris. Babeuf avait compris que, désormais, le conflit se jouait entre les « plébéiens » et l'oligarchie de la fortune rassemblée autour de la Convention. Il avait formulé nettement un programme de combat. Son expérience thermidorienne l'avait définitivement persuadé de la nécessité d'une nouvelle révolution de caractère résolument social. La campagne de Babeuf et des journaux d'opposition n'était pas restée sans écho. Le gouvernement ne put empêcher les conciliabules secrets, les activités clandestines qui préparaient une intervention populaire. Dans la Convention même, la crise politique éclatait au grand jour avec l'opposition des derniers Montagnards, *la Crête*. Mais surtout l'aggravation de la disette, les difficultés d'approvisionnement de la population de Paris rendaient presque nécessaire l'épreuve de force entre les masses populaires et la réaction bourgeoise.

II. LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DES MASSES POPULAIRES A LA VEILLE DE LA CONSPIRATION DES EGAUX

De l'hiver 1794 à l'été 1796, la crise économique, plus ou moins permanente depuis le début de la Révolution, atteignit son point culminant. Elle aggrava considérablement l'inégalité sociale. L'abondance était rare jusque dans les milieux aisés, mais les effets d'une véritable famine atteignirent les consommateurs pauvres. Les insurrections du 13 germinal (2 avril) et du 1er prairial an III (20 mai 1795) qui menacèrent la Convention thermidorienne avaient pour cause majeure l'effroyable misère qui s'était abattue sur les masses populaires. Mais ce sursaut ne changea rien à l'évolution de la situation d'ensemble. Au printemps de 1795, on avait atteint le fond de la pénurie et on s'y maintint un an encore.

Cette crise résultait de toute une série de facteurs. Certains furent simplement entrevus par les contemporains, d'autres clairement ressentis. Ainsi on mit très vite en cause l'abandon, après le 9 thermidor, du maximum des prix, de la législation révolutionnaire et des mesures politiques de coercition. Le maximum des prix,

c'est-à-dire la taxation, avait, dans une certaine mesure, permis la subsistance populaire et l'équilibre économique en l'an II. On craignit en l'an III de l'abandonner tout de go ; mais comme il n'était pratiquement plus respecté et que c'était le désir profond de la bourgeoisie d'en revenir à l'économie libérale, on avait fini, le 4 nivôse an III (24 décembre 1794), par le supprimer. Tant que le maximum fut en principe maintenu, la disette avait affecté les consommateurs peu aisés qui ne pouvaient s'approvisionner qu'au marché légal, tandis que l'abondance régnait au marché parallèle toléré illégalement par le gouvernement thermidorien. Mais, après la suppression de la réglementation, une véritable famine affecta le peuple misérable des villes et des campagnes. Le retour au marché libre s'était accompagné d'une spéculation effrénée, d'une pénurie des produits de base de l'alimentation quotidienne (le pain essentiellement) fournis par les services publics, tandis que les classes aisées n'avaient aucun mal à s'approvisionner au marché libre. On se gorgeait dans les pâtisseries du centre de Paris et dans les salons des « honnêtes gens » ; on mourait de faim dans le faubourg Antoine. L'inégalité devant la souffrance entre riches et pauvres accompagnait l'exclusion des sans-culottes du rang des citoyens à part entière. Cette famine à sens unique explique la volte-face anti-thermidorienne de Babeuf en pluviôse. Elle fut le catalyseur de sa prise de conscience comme de celle du peuple des faubourgs, bientôt dressé contre la réaction bourgeoise.

Les prix avaient augmenté dans d'effarantes proportions pendant le printemps de 1795 [1]. Six mois plus tard, la situation n'avait fait qu'empirer. A la cause sociale de la misère — ce retour intégral au libéralisme dont seule profitait la bourgeoisie — s'ajoutaient d'autres éléments d'aggravation, dont certains furent moins bien perçus par les contemporains. Mais ils n'en furent pas moins réels et tout d'abord la sous-production des céréales et des autres denrées en 1794 et 1795. A cela s'ajouta la dévaluation du papier-monnaie, l'assignat.

La sous-consommation dramatique des masses populaires ne

1. Selon HARRIS (*The Assignats*, Harvard 1930), l'indice des prix sur la base 100 en 1790 passe à 580 en janvier 1795 et 900 en avril 1795. Ceci alors que la masse des salaires et des revenus moyens n'augmentait plus guère et que le chômage s'était accru avec la pénurie des matières premières, la fermeture des ateliers d'Etat et l'effroyable hiver de 1795 (la Seine, en janvier, fut prise par les glaces).

s'explique pas seulement par le retour au libéralisme. Celui-ci est sans doute la cause première, mais il n'explique ni la durée ni la profondeur de la dépression. La récolte de 1793 avait été juste suffisante compte tenu de la réglementation, mais celles de 1794 et 1795 furent nettement déficitaires du fait de l'été pourri. La rigueur des deux hivers 1795 et 1796 gêna le battage et le transport des grains. Or chez une partie des Français, les ruraux producteurs et les armées qui, malgré leur extrême dénuement, étaient privilégiées, la consommation était presque constante. S'il fut si facile, entre 1795 et 1796, de spéculer à la hausse du prix des denrées, c'est que la sous-production garantissait dans le stockage, le retard du battage et l'accaparement, l'espoir d'une vente facile à haut prix au moment de la soudure. L'été 1795 fut, de ce point de vue, dramatique pour les consommateurs et fort bénéfique pour les spéculateurs. Pour saisir dans quelles tragiques proportions la sous-production agricole pouvait affecter la consommation, il faut se représenter une France rurale à 80 %, disposant de faibles excédents de denrées destinées au marché. Cet excédent faisant défaut, la pénurie se déclenchait, la cherté sévissait dans les villes et réduisait à la disette la population urbaine démunie de terre. En retour, le cultivateur achetant moins, le chômage touchait l'artisanat et la manufacture. A ces éléments classiques de toute crise dans l'ancien régime économique, s'ajoutaient les facteurs spécifiques de la période révolutionnaire : manque de main-d'œuvre à la campagne du fait de la guerre, stockage et spéculation sur les prix des denrées, recherche des productions de plus grand profit au détriment des cultures vivrières soumises depuis 1793 au maximum des prix. Devant une telle situation, l'Etat aurait pu trouver des solutions dans la taxation et la réquisition comme en l'an II, ainsi que le réclamaient les démocrates. Mais la réaction bourgeoise de l'an III, malgré la peur sociale que lui inspiraient, avant les journées de 1795, les manifestations populaires, et après les insurrections, le souvenir même du soulèvement des faubourgs, se refusa à revenir sur le principe du libéralisme économique dont elle s'était fait un dogme. Elle maintint la liberté du commerce alors qu'elle conduisait à la misère du plus grand nombre, du fait de la conjoncture. En 1792 aussi, les notables avaient refusé taxations et réquisitions ; mais ils avaient été chassés par le mouvement populaire. Après la victoire extérieure et le désarmement des faubourgs qui suivit prairial

an III, les « ventres dorés » se sentirent, certes, encore menacés, mais, vivant sous le coup de la victoire, ils étaient moins que jamais disposés à remettre en cause les principes. Cependant, maintenir le marché libre, c'était condamner l'assignat, monnaie de papier, à une dévaluation constante par rapport à la valeur des denrées aussi bien que par rapport au numéraire.

La dévaluation de l'assignat, régulière depuis le 9 Thermidor, s'accéléra à partir du printemps 1795. Les Français n'avaient guère payé d'impôts en l'an II et ceux qu'avaient prévus avec effet rétroactif les Thermidoriens ne procuraient guère de ressources à l'Etat. Dans les administrations, on tenta de faire des économies en licenciant les fonctionnaires, mais on ne put empêcher une augmentation des traitements de ceux qui restaient ; d'ailleurs, les Conventionnels eux-mêmes donnèrent l'exemple en doublant leur indemnité journalière.

L'assignat, progressivement, se dévaluait et l'Etat ne trouvait de ressource que dans l'inflation. On ne pouvait, en effet, retirer l'assignat de la circulation sans déclencher une grave déflation qui eût bloqué toute l'activité économique, ruiné l'Etat en le mettant sous la coupe des financiers et des agioteurs, et bon nombre de Conventionnels réprouvaient une telle mesure. Si bien que, pour couvrir les dépenses de l'Etat, on multiplia le signe monétaire en prévoyant de garantir ce dernier par une accélération du paiement des biens nationaux par les acquéreurs (en janvier et février 1795). On pensait ainsi pouvoir retirer les assignats de la circulation au fur et à mesure de leur rentrée et consolider l'émission. Mais l'inflation allait trop vite et la dépréciation du papier se poursuivait de façon vertigineuse. Naturellement, comme les porteurs n'aspiraient qu'à s'en débarrasser, la dégringolade fut plus brutale encore. En thermidor an II, avant la chute de Robespierre (juillet 1794), l'assignat de 100 livres valait 34 livres en moyenne ; il tomba à 18 à la fin de 1794 et à 3 livres en juillet 1795. Il était égal à zéro au printemps 1796. Ce désastre résultait évidemment du fait que l'Etat multipliait le papier-monnaie pour faire face à ses besoins ; mais on constate que le rythme de la dépréciation allait plus vite que l'inflation ; ainsi, de novembre 1794 à mai 1795, la circulation augmenta de 42,5 %, tandis que la valeur du papier-monnaie par rapport au numéraire tomba de 68 % : l'assignat, refusé presque partout, la masse de papier en circulation paraissait d'autant plus forte.

Cependant, il convient de nuancer cette image. Ce qui importe pour apprécier l'ampleur de la crise, c'est la dépréciation réelle de la monnaie de papier non par rapport au change ou au métal précieux, mais par rapport au prix des subsistances et à la quantité de celles-ci offertes au marché. Par rapport à l'indice des prix 100 en 1790, l'indice du prix des subsistances passe à 819 en avril 1795 et dépasse 1.200 à la fin de l'année ; mais, dans la même période, l'assignat n'avait pas décru au même rythme, de sorte que le « prix » des subsistances avait augmenté plus vite encore que ne se dépréciait l'assignat. Cette hausse du prix réel des subsistances fut très inégale selon les régions : plus forte aux frontières, dans le Midi où la production était normalement déficitaire et dans les villes. La spéculation et le transport occulte réduisaient l'approvisionnement du marché, non seulement du marché taxé, mais aussi du marché de gré à gré, condamnant bientôt à la famine la masse des consommateurs, même ceux qui étaient dotés d'une certaine aisance.

La chute de l'assignat, c'était l'aveu de l'échec des mesures économiques de la Révolution. Devenue impraticable pour l'Etat lui-même, l'inflation de l'assignat cessa en mars 1796 quand les Conseils en décidèrent la suppression. Mais ils ne supprimèrent qu'un cadavre, puisque l'assignat était refusé partout, quoique encombrant le marché, et qu'il n'avait plus aucune valeur reconnue (la valeur nominale de l'assignat ne remboursait même pas le prix du papier vierge). Dès lors, que le Directoire eût recours à l'emprunt forcé, s'aliénant ainsi une partie de la bourgeoisie, ou qu'il poursuivît la dilapidation des biens nationaux au profit des notables en créant le *mandat territorial* qui, lui aussi, ne valut plus rien en janvier 1797, ces mesures ne changeaient rien à la crise profonde qui secouait la France. Bon gré mal gré, on en était revenu à la monnaie métallique, au marché libre et le peuple avait chèrement payé ce retour à l'économie libérale. D'ailleurs, depuis avril 1795, les transactions se faisaient souvent en monnaie métallique et les salaires se calculaient fréquemment en nourriture.

On en vint à certaines pratiques de l'économie de troc, car la masse de monnaie métallique en circulation en France avait fondu pendant la Révolution. Les banquiers évaluaient à trois cent millions de livres la masse du numéraire qui circulait en France en 1796, soit le sixième du chiffre de 1789. De sorte que la déflation, la famine monétaire tant redoutée suivirent l'inflation du papier,

rejetant les salariés et les personnes à revenus fixes dans la gêne la plus extrême.

Les effets de la crise à Paris et dans les départements.

Les effets de la crise furent tragiques dans toute la France, mais, contrairement à l'apparence, la province souffrit sans doute plus encore que Paris. Paris, en effet, bénéficiait d'un régime particulier comme pendant l'an II ; par *peur sociale,* ce régime de faveur avait été maintenu par les thermidoriens. L'explosion des faubourgs en germinal et prairial an III s'explique essentiellement parce que le gouvernement et l'administration des subsistances, du fait de l'accaparement, de la spéculation, de la fin de la réglementation en général, ne purent procurer les denrées au prix taxé, tandis que le marché libre offrait la plupart des produits essentiels, mais à un prix inabordable pour la masse des consommateurs. L'inégalité sociale au niveau de la consommation s'accentuait donc. Le pain avait été taxé finalement à quatre sous la livre au lieu de trois précédemment, et on promettait une livre par habitant, une livre et demie pour les travailleurs de force. Mais ces mesures elles-mêmes ne purent être appliquées. Après l'explosion de colère du printemps de l'an III, malgré certaines promesses gouvernementales, l'aggravation fut telle que la famine s'abattit sur la majeure partie de la population de Paris. Les boulangeries n'étaient pas mieux approvisionnées que précédemment et les queues devant les boutiques ne garantissaient même pas au consommateur la fourniture du pain. Par contre, au marché libre, l'approvisionnement était correct, mais la hausse vertigineuse des prix lésait même les consommateurs de la moyenne bourgeoisie. Si bien que le mouvement insurrectionnel des faubourgs en l'an III résultait autant des sacrifices imposés, de la misère que de la conscience de l'inégalité devant la souffrance. La haine du riche canalisait la rage née de la famine. Le pain atteignait vingt-cinq sous en mars 1795, seize livres [1] en mai au marché libre, alors que le salaire le plus élevé ne dépassait pas huit livres par jour. Les autres denrées connaissaient des hausses encore plus extravagantes. L'on comprend dès lors que les gravures contre-révolutionnaires qui voulaient effrayer les « honnêtes gens »

1. Une livre = un franc = vingt sous.

en présentant le visage de la misère, aient caricaturé l'insurgé de prairial en le figurant avec des yeux hagards, amaigri, couvert de haillons, car il avait vendu ses hardes et ses meubles pour subsister.

L'insurrection de prairial ne changea rien à l'évolution. Le pouvoir victorieux projetait, au contraire, de supprimer en fait l'approvisionnement à prix taxé. Paris s'enlisait dans la famine. Pourtant, ni les thermidoriens ni, plus tard, le Directoire n'osèrent brutalement supprimer les mesures relatives aux subsistances. Car la baisse de la valeur de l'assignat fut telle que la livre de pain payée en papier valait cinquante francs en décembre 1795 contre seize en mai, soit une augmentation nominale par rapport au prix taxé de plus de cinq mille fois. Au dire de Buonarroti, les prix doublaient en septembre 1795 du matin au soir. Il est vrai, cependant, que l'assignat était refusé, si bien que fréquemment les échanges se passaient en nature. A l'automne de l'an III, la livre de pain valait sept sous en numéraire, alors qu'en 1789, au fort de la crise, elle n'avait pas dépassé quatre sous ; mais la monnaie métallique était rare dans la bourse des salariés.

Pour alimenter Paris, le Directoire avait eu recours au paiement de la contribution foncière pour moitié en blé, ce qui lui permit de continuer les distributions frumentaires à bas prix. Signe définitif du désarroi économique : le traitement des conseillers et des directeurs dans le nouveau projet constitutionnel était mesuré en poids de grain. Avec l'avance, grassement rémunérée d'ailleurs, que firent des banquiers, le gouvernement put importer des céréales destinées en priorité à la capitale. Cependant, la rigueur de l'hiver 1795-1796 et la désorganisation des transports multiplièrent les difficultés d'approvisionnement. Le Directoire, en principe, maintenait la livraison d'une livre de pain par jour à quatre sous mais, en fait, il ne put en assurer que le sixième et encore s'agissait-il d'un infâme mélange de farine et de riz mouillé à peine cuit. Ces mesures revenaient très cher à l'Etat ; aussi le Directoire prévoyait-il de les supprimer pour le 1er ventôse (20 février 1796). Si l'on songe qu'au même moment renaissait l'opposition jacobine et que s'élaborait la conspiration babouviste, on comprend le danger d'une telle mesure. Les livraisons se poursuivirent donc quelque temps encore, puis on constata que la situation ne s'améliorait guère (il y avait cinq jours de vivres en réserve à la date du 23 mars 1796) ; au surplus, l'hostilité ne désarmait pas à l'égard du gouvernement.

Aussi, le 26 mars 1796, le Directoire prit l'arrêté de n'accorder des distributions à bon marché qu'à ceux qui n'étaient pas en état de travailler et aux fonctionnaires, certes misérables, mais dont on tenait à préserver la fidélité au régime. En avril-mai, les livraisons cessèrent. Il est vrai que l'annonce de la bonne récolte et une certaine amélioration dans le circuit monétaire permettaient d'espérer la fin de cette situation de famine.

Les conséquences de cette crise à Paris, nous en trouvons l'image multipliée dans les rapports de police et dans les témoignages de l'époque [1]. Image atroce du désespoir et de la misère physique : le 23 germinal an III (12 avril 1795), cinq à six citoyens sans pain et sans argent se jettent dans la Seine; le 22 floréal (11 mai) au temps de la grande famine, la police signale que plusieurs personnes, n'ayant pu obtenir de pain se sont « détruites »; le 23 floréal (12 mai) une femme, avec son enfant, se jette dans un puits. Les suicides se multipliaient chaque jour et ils ne diminuèrent pas en 1796; des hommes tombaient de faiblesse dans les rues; les services d'enterrement étaient débordés. Selon un journal bien pensant, *La Gazette française,* en floréal an III :

> Deux onces de pain par personne; des milliers d'agioteurs qui couvrent le Palais Royal; ... des cadavres que l'on retire journellement de la rivière; un luxe inexplicable que l'on trouve partout jusque dans les faubourgs; un silence morne et douloureux dans toutes les boutiques de détaillants... Voilà quel est l'état de Paris aujourd'hui [2].

En l'an IV, Paris connut un excès de mortalité de dix mille personnes sur les années normales, et cette mortalité fut surtout massive pendant l'hiver glacial. Enfin, il convient de signaler l'existence de ces bandes de Parisiens vagabonds, les « errants », qui avaient fui la ville pour tenter de trouver leur subsistance dans

1. Cf A. AULARD : *Paris sous la Réaction thermidorienne et sous le Directoire.* Recueil de documents, Paris 1898-1902, tome I.
— E. TARLÉ : *Germinal et Prairial.* Editions en langues étrangères, Moscou 1958.
— K. TONNESSON : *La Défaite des sans-culottes,* op. cit., chap. IV.

2. Cité par TONNESSON, op. cit., p. 236.

le glanage ou le pillage des régions voisines, en Beauce par exemple, où l'on en arrêta cinq cents. Inversement, des ruraux déshérités gagnaient la ville pour tenter de profiter des distributions frumentaires. De sorte que la mobilité de la population était constante et les familles brisées se comptaient par milliers.

La conjuration des babouvistes prit naissance à Paris, car Paris était depuis 1789 au cœur de la Révolution. Mais ses objectifs dépassaient le cadre parisien. Il est vrai, comme il a été dit, que c'est surtout la misère sociale des habitants de la capitale après le 9 thermidor, la seule que les babouvistes aient vraiment connue, qui imprégna leur idéologie. Plus tard, dans leur propagande, les Egaux ne semblent pas s'être beaucoup préoccupés de la situation dans le reste de la France : c'est qu'ils attendaient presque tout du milieu sans-culotte parisien, le plus avancé politiquement et le plus expérimenté. Cependant, la population rurale ou urbaine des départements subissait une disette tout aussi tragique. Dans certaines régions, la crise économique fut plus grave encore qu'à Paris, quoique souvent moins spectaculaire. Les démocrates n'ignoraient pas ces souffrances. Elles leur apparaissaient comme un écho aux difficultés parisiennes. La France tout entière était plongée dans la pénurie. Le Picard Babeuf, quelque importance qu'il ait accordée à Paris dans ses projets, devait savoir qu'en Picardie, les paysans pauvres mouraient de faim.

Pour quiconque s'interrogeait sur la situation, il n'y avait pas de discordance entre Paris et les départements : la sous-consommation des masses apparaissait non seulement comme un fait de durée, mais comme une réalité généralement répandue sur le territoire de la République. Implicitement pour Babeuf, la misère des campagnes et des villes françaises dont il entendait parler, prolongeait sa vision des phénomènes parisiens. Tout conduisait à la confirmer dans son point de vue.

En effet, la crise fut souvent pire en province qu'à Paris. A Paris, du moins, les distributions, sans lesquelles les Parisiens seraient morts de faim pour la plupart, atténuaient périodiquement la disette. Mais, dans les campagnes, la famine fit réapparaître un spectacle comparable à celui décrit par La Bruyère au XVIIe siècle : des hommes errants dans le terroir à la recherche de racines et de glands. Le cas est expressément signalé en Normandie et en Picardie,

pourtant régions de grosse production de blé [1]. Partout, les municipalités, les commissaires du gouvernement, les agents nationaux durent intervenir, mais leurs moyens d'actions étaient faibles et les réquisitions étaient destinées en priorité à Paris et à l'armée. Près des régions frontières, les services publics étaient incapables d'importer des grains, car la catastrophe financière laissait l'administration dans un tel dénuement de numéraire — seule monnaie acceptée par l'étranger dès 1795 — que l'on ne pouvait passer des marchés.

La crise fut particulièrement sensible dans le voisinage de Paris, pourtant pays de grande culture. La récolte y fut très médiocre et la priorité des livraisons au profit de Paris et des armées réduisait la part de la consommation locale. A Amiens, la situation était tragique et le représentant du gouvernement dans la Somme écrivait (en mars 1795) qu'il ne pouvait approvisionner la ville qu'au détriment de Paris. Il y eut des émeutes populaires et un représentant du peuple fut lynché par la foule. Plus près de Paris, à Mantes, à Saint-Germain-en-Laye, les distributions, dès le printemps de 1795, n'étaient que de deux cent soixante grammes de pain par jour. Les gens affamés enrageaient de voir circuler le blé du Vexin sur la Seine en direction de Paris et, comme en écho aux insurrections parisiennes, des émeutes éclatèrent. Dans l'est du Bassin parisien, en Champagne où la récolte n'avait jamais été abondante, la population s'inquiéta pendant l'hiver 1795-1796 de l'arrivée de commissaires parisiens. La disette se répandit dans la campagne au moment de la soudure. A Chaumont, l'administration municipale de tendance démocratique taxa le pain, leva une contribution spéciale pour nourrir les indigents et répartit la population en catégories qui payaient le pain distribué à un prix variant avec les revenus de chacun. Les ouvriers recevaient dans les entreprises métallurgiques leur salaire en farine. Dans le Nord, le voisinage des armées avait démuni complètement les marchés. Les paysans recevaient les réquisitionnaires avec des fusils et il y eut des émeutes pendant

1. Sur tous les aspects de la crise en province, voir M. Reinhard : *Le Directoire* (C.D.U.), tome I, pp. 39 et suivantes, qui utilise une bibliographie originale et des recherches inédites, éclairant la question d'un jour nouveau. G. Lefebvre : *Les Thermidoriens* et *Le Directoire*, op. cit.; Rudé et Cobb : « Les Journées de Germinal et de Prairial, an III », *Revue historique*, 1955, pp. 250 et suivantes ; R.C. Cobb : « Disette et mortalité : la crise de l'an III et de l'an IV à Rouen », *Annales de Normandie*, oct.-déc. 1956.

l'hiver de l'an IV. Au marché de Bourbourg (arrondissement de Dunkerque) étudié par Georges Lefebvre, le prix du quintal de blé valait en brumaire an III (octobre 1795) 1.000 francs, 5.920 le 18 janvier 95, 8.000 le 25 janvier ou 15 francs 5 sous en numéraire; mais comme il n'y avait plus de numéraire, le marché cessa d'être approvisionné, les transactions se passant directement à la ferme. En juillet, on signalait des prix supérieurs en numéraire à ceux qui avaient été fixés payables en assignat au temps du maximum. On connaît assez bien les effets de la crise à Rouen et dans la Basse-Seine. A Rouen sur quatre-vingt-quatre mille habitants, il y avait cinquante-quatre mille indigents secourus, ouvriers du textile ou journaliers de la campagne venus de la ville. Il y eut des pillages de chalands chargés de grains destinés à Paris. L'administration municipale promettait du riz, mais les chargements débarqués au Havre étaient surtout dirigés vers la capitale. On ne livrait à Rouen que 40 % au maximum de ce qui se consommait les années précédentes. Il y avait des « familles en haillons presque nues, en train de mourir de faim ». Des émeutes agitèrent les faubourgs ouvriers, comme celui de Martainville, jusqu'au printemps 1796. La situation au Havre — port importateur — était dans l'ensemble moins tragique bien que les faubourgs populaires eussent souffert tout autant.

A Strasbourg le pouvoir d'achat du salaire moyen qui avait été acceptable pendant l'an II était tombé à zéro pendant l'hiver de l'an IV. Dans l'Ouest, au contact de la Vendée insurgée, les villes coupées de la campagne étaient réduites à la famine et nombreux furent les citadins affamés qui, partis dans le bocage à la recherche de nourriture, furent assassinés par les Chouans. Dans la région mancelle, le salaire des ouvriers du textile ne couvrait pas l'achat de leur subsistance la plus élémentaire. Paradoxalement, le Midi naturellement déficitaire subit une crise moins violente; elle n'était que l'exaspération d'une disette à demi chronique.

Le baromètre de cette crise des années 1795 et 1796 est la mortalité qui doubla par rapport aux années normales dans la plus grande partie de la France, comme à Paris. La crise emporta quelquefois 8 % de la population et certaines régions connurent un taux de mortalité de 400 ‰. A Rouen, pour le seul mois de brumaire an IV (octobre-novembre 1795) il y eût 900 décès ; en l'an III 4.479 et 5.720 en l'an IV, soit le double et le triple des années normales.

A Ingonville, faubourg du Havre, il y a eu 1.500 décès pour 10.000 personnes en l'an IV, surtout pendant l'hiver et le printemps. La population d'Aubepierre en Haute-Marne qui avait sept cents habitants, connut en 1794 un taux de mortalité de 450 °/₀₀, 357 °/₀₀ en 1795, 200 °/₀₀ en 1796. Dans le district de Saint-Pol, dans le Nord, la mortalité atteint 289 °/₀₀ en l'an III, 214 en l'an IV. L'on ne peut chiffrer avec exactitude l'étendue de ce désastre humain dû à la famine; il suffit ici d'en signaler l'ampleur, car de tels chiffres de mortalité, qui ne s'étaient pas vus, peut-être depuis la crise de la fin du règne de Louis XIV, donnent l'image la plus saisissante de la situation déplorable de la France après le 9 thermidor.

On devine ainsi pourquoi le premier problème qui se posa aux hommes fut celui de la consommation. La profondeur, l'étendue et la durée de cette crise et surtout l'inégalité avec laquelle elle frappait les diverses catégories sociales, l'ignorance d'une possible prospérité à venir ne pouvait marquer la pensée sociale que d'un pessimisme fondamental. Devant un tel désarroi matériel, il était possible d'imaginer deux attitudes, l'une optimiste : la crise est passagère; l'autre pessimiste : la situation dépressive est envisagée comme une constante, l'homme paraissant condamné à la médiocrité matérielle (le problème étant alors d'égaliser socialement la subsistance). La première attitude se scandalise peut-être de l'inégalité des souffrances, mais avant tout cherche les éléments d'une amélioration dans le libre jeu des forces économiques : attitude bourgeoise, cela va sans dire. Elle est plus sensible au chômage, aux spéculations parasitaires qu'à la sous-consommation des masses, donnée objective et presque nécessaire : telle fut l'attitude du Directoire. La seconde au contraire s'en tient à la misère sociale, met en cause le système d'organisation des échanges et les rapports sociaux, mais accepte en fin de compte la médiocrité des ressources, cherchant à résoudre le problème de l'inégalité de la répartition des biens plus que celui de l'augmentation des disponibilités. La conspiration de Babeuf et de ses compagnons subit la marque profonde de cette dépression économique.

En 1795, lorsque les futurs Egaux, en prison, analysaient la situation concrète, ils se rendaient compte de la détresse des masses populaires et du poids de leurs souffrances; leur pensée n'était pas tournée à l'optimisme, car ils ne voyaient guère de germes d'un renouveau. Fidèles à leur interprétation du régime économique, ils

ne voyaient dans la disette que l'exaspération d'une crise sous-jacente depuis 1792 au moins. Ce qui les frappait, ce n'était pas les chances d'une abondance future, mais la pénurie présente. Ce qui les indignait c'était, tout autant que la misère du plus grand nombre, l'opulence d'une minorité. En cela, ils étaient proches de l'état d'esprit des sans-culottes des périodes antérieures. Comme eux, ils se souciaient moins de promettre l'abondance, se contentant de « l'honnête médiocrité », que d'assurer l'égale répartition des biens de consommation. Au milieu de tant de misère, se dresser contre l'inégalité des jouissances c'était en fait revendiquer un nivellement alimentaire garantissant à tous une consommation frugale ; la satisfaction morale de l'égalité ainsi obtenue devant inspirer un sentiment de bonheur que l'impossible abondance matérielle ne pouvait procurer. Au demeurant, cette aspiration à une société ignorant le luxe et l'abondance, allait dans le sens de l'idéal ascétique du rousseauisme et du communisme primitif qui avait nourri la pensée des héros de la Conspiration. D'ailleurs était-il vraiment possible d'imaginer en 1796 l'abondance des produits ? Qui dans le peuple, à cette date, aurait cru l'abondance possible ? N'est-ce pas encore un des traits du réalisme des babouvistes que ce pessimisme ?

Il fallut attendre Saint-Simon pour qu'à la suite de la relative abondance de biens, du plein emploi relatif et du bas prix des subsistances après 1800, apparaisse l'idée que la prospérité réside dans le développement des forces de production et qu'il y a là un élément de la solution du problème social. En 1795 et 1796, la conjoncture inspira aux Egaux l'idée que la justice sociale passait par les répartitions égalitaires des biens de la terre. C'est à partir de cette constatation, en harmonie avec leurs réflexions précédentes, qu'ils précisèrent leur système d'un communisme de répartition et de contrôle de la production basé sur la suppression de la propriété privée. Buonarroti affirme nettement le but final des conjurés :

> Il voulait [le Directoire secret] reprendre l'ouvrage brisé le 9 thermidor, et à l'exemple des victimes de cette funeste journée, ajouter à la Révolution des pouvoirs et des grandeurs, celle incomparablement plus juste, dont l'impartiale distribution des biens et des lumières eût été le résultat final [1].

Signaler ce pessimisme qui imprègne la pensée égalitaire des Egaux, c'est indiquer les conditions de la genèse de leur pensée. D'autres réflexions naquirent de l'analyse de ces événements de la période post-thermidorienne : ceux-ci influèrent essentiellement sur la conception babouviste de la Révolution.

III. LE MOUVEMENT POPULAIRE DU 13 GERMINAL (2 avril) ET DU 1er PRAIRIAL AN III (20 mai 1795) LES LEÇONS DE L'ECHEC

Insurrection et mouvement populaire

Les sans-culottes parisiens s'étaient soulevés en armes contre la Convention thermidorienne accusée à juste titre d'avoir laissé se développer la famine à Paris et dans la France entière, mais aussi d'avoir consacré la réaction politique qui éliminait les masses populaires de la direction politique du pays. Le peuple, envahissant l'Assemblée était « debout », réclamant « du pain et la Constitution de 1793 ». La conscience populaire établissait un rapport de cause à effet entre l'aggravation de la misère et le recul politique de la Révolution depuis le 9 thermidor. Cette démarche qui fut celle de Babeuf pénétra la pensée des Egaux. L'insurrection populaire paraissait légitime. Puisque les gouvernants avaient abandonné le peuple à sa misère, celui-ci prétendait reprendre les droits qu'il avait confiés à des représentants félons. Conformément à l'idée rousseauiste que le peuple est le seul souverain, ils indiquèrent brutalement que le pouvoir devait s'effacer devant le peuple « debout » et « en armes ». Les militants populaires avaient appris dans les assemblées de section, depuis que les sans-culottes s'en étaient rendus maîtres en 1792, les rudiments d'une doctrine politique inspirée de Rousseau et la conclusion en était que l'insurrection est l'expression la plus pure de la souveraineté populaire. Les représentants, à qui avait été déléguée cette souveraineté par l'élection, ne pouvaient être supérieurs au peuple « debout » reprenant ses droits imprescriptibles. Les insur-

1. BUONARROTI : *La Conspiration...*, op. cit., tome I, p. 100.

gés de la section du Luxembourg dans la nuit du 1er au 2 prairial (20-21 mai), sur la proposition des canonniers de la section, prononçaient « qu'étant en insurrection, ils ne connaissaient point de lois » [1]. Dans ce cas, le peuple réuni en assemblée générale reprenait l'exercice de ses droits : rien ne pouvait limiter l'exercice de sa souveraineté : Idéologie insurrectionnelle abstraite, inspirée du *Contrat social* certes : tout prouve qu'elle fut largement répandue dans le peuple; les sans-culottes l'avaient largement expérimentée de façon concrète au cours de la Révolution démocratique.

L'attribut essentiel du citoyen exerçant la parcelle de souveraineté qui lui appartient en propre, c'est le port des armes. La pique — « la Sainte Pique » — arme du pauvre, devient ainsi le signe tangible de son accession au pouvoir politique, expression de sa dignité d'homme; le citoyen c'est l'homme armé. Le désarmer, c'est l'humilier civiquement.

C'est ainsi qu'en 1789, le 14 juillet et lors des journées d'octobre ; en 1792, le 10 août ; en 1793, les 31 mai-2 juin lorsque furent éliminés les Girondins, le peuple de Paris avait imposé, en partie du moins, sa façon de voir. Se mettre « debout » était un thème idéologique, mais aussi un fait d'expérience. En germinal et prairial, la tentative insurrectionnelle se nourrissait de la même imagination et la confiance était aussi réelle chez les insurgés et chez les patriotes emprisonnés qu'elle l'était au temps de la Révolution ascendante.

Ils étaient persuadés, comme si les conditions politiques et sociales étaient les mêmes qu'en 1793, que leur « insurrection pacifique », leur présentation « debout » et « en armes » devant la Convention suffirait à renverser le cours réactionnaire de la politique suivie depuis le 9 thermidor. Les Thermidoriens de droite seraient abandonnés, pensaient-ils, par la masse des députés, comme au 2 juin 1793, et les volontés du peuple affirmées directement seraient respectées. Babeuf et ses futurs compagnons alors en prison ne pensaient pas différemment. Babeuf, le 9 pluviôse an III (28 janvier 1795), pourchassé par la police, préconisait dans *Le Tribun du peuple* l'insurrection pacifique. Le patriote Brutus Magnier, alors en prison, dans *L'opinion de Démocrite* qui passe pour l'une des brochures ayant eu le plus d'influence sur les insurgés,

1. TONNESSON : *La Défaite des sans-culottes...* op. cit., p. 350.

proposait que les sans-culottes se rendissent à la Convention en armes avec les canons, qu'ils prissent position autour du palais national où siégeait la Convention; il estimait qu'en immobilisant les comités du gouvernement leur seule présence imposerait l'isolement des hommes de la réaction « dans un seul coin ». Le libelle *L'Insurrection du peuple* publié le 30 floréal (19 mai 1795) et dont les insurgés du 1er prairial reprirent les thèmes, affirmait également :

> Les citoyens et les citoyennes de toutes les sections indistinctement partiront de tous points dans un désordre fraternel, et sans attendre le mouvement des sections voisines qu'elles feront marcher avec elles, afin que le gouvernement astucieux et perfide ne puisse plus emmuseler le Peuple comme à son ordinaire, et le faire conduire comme un troupeau par des chefs qui lui sont vendus et qui nous trompent [1].

Il s'agissait, on le voit, plus de manifester que de renverser le pouvoir, les armes ne devant servir qu'à se défendre. A elle seule la majesté du peuple devait suffire à assurer la victoire. Cette conception et cette forme d'insurrection conduisait à l'échec parce qu'à la différence de 1793, les sans-culottes ne pouvaient compter ni sur les sections qui leur avaient échappé, ni sur le soutien de nombreux Conventionnels prêts à faire accepter à la majorité des députés des concessions aux revendications démocratiques en échange du concours populaire nécessaire à la victoire de la révolution bourgeoise elle-même.

Les conditions objectives étaient autres en 1793 : la première coalition des puissances aristocratiques menaçait la révolution bourgeoise et leur victoire pouvait ramener l'Ancien Régime, de sorte que la bourgeoisie inquiète pour son avenir accepta, non sans réticences, le concours populaire. Au printemps de 1795 les sans-culottes étaient seuls. Les Conventionnels de la Crête, vestige de la Montagne, isolés et ne disposant plus de cet instrument de prestige et de direction politique de l'opinion qu'était le club des Jacobins, en butte à l'hostilité de la majorité de la Convention qui n'attendait qu'une occasion pour les éliminer, ne pouvaient jouer le rôle qui était celui des Montagnards en 1793. En germinal et en prairial,

1. Cité par TONNESSON, op. cit., p. 251.

on ne vit pas se reconstituer ce large « front populaire » (Georges Lefebvre) de la bourgeoisie démocrate et des sans-culottes, qui avait été irrésistible jusqu'en 1794.

Au reste, cette alliance sociale et politique des pauvres et des riches n'était plus nécessaire à la bourgeoisie. Les armées étaient victorieuses. La paix était en vue — elle fut signée pendant l'insurrection de prairial — et si l'on entendait à l'occasion solliciter le concours populaire, on comptait, il va de soi, en fixer les bornes.

Toute la réflexion traditionnelle sur l'insurrection populaire qui animait les sans-culottes et les futurs conspirateurs de l'an IV, nécessitait une révision. Les circonstances l'imposaient. De même que Babeuf en pluviôse avait abandonné ses illusions thermidoriennes, de même après germinal et prairial lui et ses compagnons abandonnèrent l'idée que l'insurrection spontanée du peuple était suffisante. La lutte des « pauvres » contre les « riches » nécessitait de nouvelles méthodes d'action : l'organisation du mouvement et la prise du pouvoir par les insurgés.

De la direction du mouvement populaire

L'épilogue des « journées » de germinal et prairial fut la défaite des sans-culottes. Ceux qui en avaient tant espéré ne tardèrent pas à tirer les leçons de l'échec. Brutus Magnier, interrogé en messidor an III (juin 1795), déclara que l'insurrection pacifique, « mouvement majestueux d'un peuple qui dit à ses mandataires, faites cela parce que je le veux » était désormais insuffisante. Germinal et prairial furent l'épisode le plus marquant peut-être de toute la Révolution française, de la lutte des « pauvres » contre les « riches », des sans-culottes contre les notables, des masses plébéiennes de Paris contre ces nouveaux privilégiés du régime : « l'aristocratie de la richesse ». Pour ce conflit social nouveau, il eût fallu des moyens de luttes rénovés. C'est ce que comprit Babeuf après prairial. Il perdit confiance dans un mouvement spontané du peuple prétendant influencer une assemblée composée en majorité de notables. Dès les premiers colloques des Egaux, apparut une idée nouvelle : celle du complot détruisant par un coup de main brutal et efficace les organismes du pouvoir établi par l'adversaire :

> Ceux qui composaient le comité réuni chez Amar, considéraient unanimement le gouvernement établi par la Constitution de l'an III, comme illégitime dans son origine, oppressif dans son esprit et tyrannique dans ses intentions; tous demeuraient d'accord que le salut de la République et de la liberté commandait impérieusement sa *destruction*[1] [souligné par nous].

Ce fut la leçon majeure de la défaite de prairial. On ne pouvait plus compter sur l'efficacité d'une grande manifestation pour en imposer à une assemblée bourgeoise maîtresse de la situation.

Les babouvistes, néanmoins, tirèrent d'autres conclusions des échecs populaires de l'an III : au mouvement spontané du peuple « debout » mais sans chefs prêt à s'emparer du pouvoir, comme ce fut le cas en prairial, il fallait substituer une direction secrète, mais effective de l'insurrection. Le rôle de cet organisme dirigeant devait être d'entraîner le peuple insurgé et d'organiser après la victoire la dictature populaire.

Les patriotes emprisonnés se rendaient compte en effet que le peuple insurgé avait été abandonné à lui-même. Il semble aujourd'hui confirmé par des études récentes qu'il n'y eut pas de centre de direction unique au mouvement insurrectionnel de prairial[2]. Les hommes de la réaction, soucieux de se débarrasser de l'opposition de la Crête dans la Convention, ne manquèrent pas d'utiliser les événements de germinal et de prairial. Ils dénoncèrent les députés qui avaient proposé à la Convention, pendant l'invasion du Palais national par les sans-culottes armés, des mesures favorables à leurs revendications comme les chefs du mouvement subversif. Il est certain qu'en cas de succès, les derniers Montagnards en eussent bénéficié, mais il est non moins certain qu'ils n'eurent aucune part à l'organisation ni à la direction du mouvement. Mieux encore, pour la plupart, les députés de la Crête étaient ignorés des insurgés et la Convention en bloc, dans l'esprit du plus grand nombre de ceux-ci, était associée aux ennemis avérés du mouvement populaire. Le conventionnel Levasseur de la Sarthe ne manque pas de le

1. BUONARROTI : *Conspiration*, op. cit., t. I, p. 78.

2. Cf. K. TONNESSON : *La Défaite des sans-culottes*, op. cit., et « L'An III dans la formation du babouvisme », *A.H.R.F.*, 1960, n° 4.

signaler dans ses *Mémoires*, non pour fuir ses responsabilités, mais par souci de vérité historique :

> J'ai conspiré plus tard et je le dirai sans déguisement, parce que je crois avoir bien fait, mais je n'ai point conspiré depuis le 9 thermidor jusqu'au moment de mon arrestation [1].

Pendant l'insurrection du 1er prairial même, les Montagnards parlèrent très tard à la tribune et sur l'invitation expresse du président de l'Assemblée qui cherchait à les compromettre. L'historien soviétique E. Tarlé insistait à juste titre sur cette passivité des « Crêtois » qui ne songeaient à soutenir le mouvement que si celui-ci se montrait irrésistible [2].

Les chefs populaires agissants ne furent que des cadres subalternes : anciens militants ayant exercé des fonctions au temps de la Terreur et éliminés après le 9 thermidor : ainsi Van Eck, de la section de la Cité. Il en avait dirigé la force armée avant le 9 thermidor et fut l'un des protagonistes du mouvement du 13 germinal. Nous le retrouverons plus ou moins lié à la conspiration de Babeuf, dans le groupe des patriotes « propres à commander ». Ses convictions républicaines le feront déporter par le Premier Consul après l'attentat de la rue Saint-Nicaise. D'autres chefs secondaires se recrutaient parmi quelques sans-culottes militants, sortant de leur inactivité forcée depuis le 9 thermidor : ainsi le maître cordonnier Geoffroy, de la populeuse section des Gravilliers. L'historien Tonnesson a multiplié dans son ouvrage les exemples de ces chefs improvisés, les seuls connus finalement, car ils furent poursuivis après le désarmement du faubourg Antoine, commencé le 4 prairial. Il semble cependant que peu des anciens commissaires révolutionnaires de l'an II (800 environ à Paris) aient joué un rôle dirigeant. Plus menacés que d'autres par leur participation à la Terreur, écœurés le plus souvent par les suites du 9 thermidor, fréquemment discrédités aux yeux des sans-culottes pour leur participation à la répression contre les hébertistes, ils paraissent être demeurés étrangers aux insurrections de l'an III; ceci s'explique d'autant mieux que l'exercice de fonctions rémunérées les avaient souvent éloignés

1. Cf. LEVASSEUR DE LA SARTHE : *Mémoires*, t. V, pp. 205-208.
2. E. TARLÉ : *Germinal et Prairial*, op. cit., p. 181.

du menu peuple des faubourgs révolutionnaires [1]. Il en fut de même des anciens cadres jacobins qui ne disposaient plus de moyens d'actions véritables.

Il n'y eut donc pas véritablement de centre de direction insurrectionnel. Le gouvernement, pour faciliter l'étendue de la répression, avait intérêt à forger ce mythe d'une organisation précise de l'insurrection de connivence avec les députés de la Crête. Il alla même jusqu'à affirmer l'existence d'un lien constitutif entre les insurrections parisiennes et celles qui éclatèrent parallèlement dans la vallée de la Seine ou à Toulon par exemple, comme si la famine et la réaction ne suffisaient pas à expliquer le soulèvement populaire ! D'ailleurs les insurgés désorientés, une fois envahi le Palais national, le 13 germinal comme le 1er prairial, furent incapable de pousser leur action plus loin. Ils se laissèrent influencer par les bonnes paroles des chefs d'un service d'ordre très hésitant et par le simulacre de fraternisation de certains Conventionnels. Finalement ils reprirent d'eux-mêmes le chemin des faubourgs. Le 3 prairial encore, ils hésitaient à engager l'épreuve de force qui leur eût sans doute donné l'avantage. De sorte qu'il paraît vain de chercher un centre de direction à cette insurrection manquée et l'on comprend que, forts de l'expérience, les babouvistes aient systématiquement organisé plus tard la centralisation de la direction insurrectionnelle.

Il est évident cependant qu'il y eut au cours des semaines qui précédèrent le soulèvement des faubourgs une propagande efficace, orale et écrite, dont le résultat fut la mobilisation des masses populaires. Certes, le 13 germinal le mouvement fut plus spontané et s'étendit de quartier en quartier. Mais il fut déclenché par une campagne de pamphlets dont la brochure : *Peuple réveille-toi,* constitua une sorte de programme. En prairial le début de l'insurrection fut général et synchronisé et, jusqu'à l'invasion de la Convention par les sans-culottes, il parut suivre un plan établi : celui qui avait été distribué à profusion la veille, le 30 floréal (19 mai) sous le titre de *L'insurrection du peuple.* Il y eut donc un groupe d'hommes, à l'origine du mouvement. Le muscadin Jullian, chef de muscadins et homme de confiance de la bourgeoisie des quartiers du centre de Paris, remarque fort justement dans ses *Mémoires :*

1. A. SOBOUL, dans *Les sans-culottes parisiens en l'an II,* op. cit., insiste sur ce divorce progressif entre les cadres révolutionnaires et le mouvement populaire à partir de germinal an II (mars 1794).

> Cette foule d'hommes dirigée par des chefs malhabiles qui ne lui avaient donné qu'une impulsion générale et qu'on avait laissée sans instruction particulière pour agir suivant les circonstances [1]...

Le plan d'insurrection qui fut diffusé proposait en neuf points une sorte de soulèvement pacifique, « le plus sacré des devoirs ». Il réclamait le pain, l'abolition de la forme actuelle du gouvernement, la Constitution de 1793, l'arrestation du gouvernement, la convocation des assemblées primaires électorales; le plan prévoyait quelques mesures pour éviter le pillage, le respect de la Convention contre laquelle il n'attisait pas le mécontentement. Rien n'était prévu en cas de résistance du gouvernement et l'on peut se demander si cette résistance avait été sérieusement imaginée par ceux qui avaient élaboré le plan d'insurrection. De fait, devant l'échec de leurs mots d'ordre les insurgés n'eurent aucune solution de rechange. On ne peut penser que des chefs insurrectionnels, voyant la profondeur du mouvement sur place eussent laissé le peuple sans direction effective. C'est ce qui conduit K. Tonnesson à penser, conformément au témoignage de Buonarroti, que le plan d'insurrection avait été rédigé par des hommes extérieurs au mouvement lui-même; *et ceci parce qu'ils étaient en prison.* Buonarroti écrit :

> Les prisons de Paris, et particulièrement celles de Plessis et des Quatre-Nations, furent alors les foyers d'une grande fermentation révolutionnaire. Là se rencontrèrent les principaux auteurs de la conspiration dont je me suis proposé de décrire les événements... [il cite Babeuf, Bodson, Germain, etc. que nous retrouverons]... et beaucoup d'autres démocrates de tous les départements, étaient détenus à la prison du Plessis au mois de floréal de l'an III. De ces maisons de douleurs jaillirent les étincelles électriques qui firent pâlir tant de fois la nouvelle tyrannie... Je sais à n'en pas douter que l'insurrection du premier prairial an III fut en grande partie l'ouvrage de plusieurs citoyens détenus au Plessis, parmi lesquels on nommait plus particulière-

1. Cité en note par TARLÉ : *Germinal...*, op. cit., p. 368.

ment Leblanc, depuis commissaire du Directoire à Saint-Domingue et Claude Figuet[1].

Cette affirmation de Buonarroti semble conforme à la réalité. D'abord elle est plausible; car pendant la Révolution, les prisons ne furent jamais coupées de l'extérieur, la croyance au complot aristocratique qui fut le moteur psychologique du mouvement populaire avant le 9 thermidor, était accréditée dans l'esprit des masses révolutionnaires par la facilité avec laquelle les suspects se concertaient dans les prisons et communiquaient avec l'extérieur. En sens inverse, en l'an III on débattait dans les prisons de tous les problèmes politiques et sociaux, on y lisait les journaux patriotes. Les emprisonnés conservaient des intelligences à l'extérieur et le 12 germinal ils s'attendaient à être libérés après la manifestation du lendemain. Après l'échec du 13 germinal, le projet de leur évasion fut mis au point par un groupe de patriotes en liberté, mais ce projet échoua. Si bien que la libération des détenus ne pouvait venir que d'une insurrection populaire victorieuse et dans ce but certains d'entre eux appelèrent au soulèvement populaire en rédigeant *L'Insurrection du peuple,* la fameuse brochure qui servit de programme aux insurgés de prairial. Comment le texte en fut-il connu dans les faubourgs ? K. Tonnesson s'appuyant sur Buonarroti voit dans Claude Figuet, architecte et ancien administrateur de police en l'an II, qui passait pour « terroriste » aux yeux des « honnêtes gens » de Valence où il demeurait avant de venir à Paris, le responsable de l'impression et de la distribution du plan d'insurrection, parce qu'il fut élargi en floréal. Il aurait été en liaison avec Leblanc, homme de confiance des sans-culottes de la section des Gravilliers.

Si cette hypothèse est exacte, on comprend mieux pourquoi l'ouvrage de Brutus Magnier : *L'Opinion de Démocrite sur l'insurrection à opérer pour sauver la patrie,* présente tant de points communs avec le programme de l'insurrection elle-même; car Brutus Magnier, ancien président d'une commission militaire chargée de juger les Vendéens, se trouvait au Plessis en floréal. Cette ressemblance entre le plan de Brutus Magnier et le plan anonyme d'insurrection fut si manifeste que la Commission militaire qui jugea

1. BUONARROTI : *Conspiration pour l'égalité,* op. cit., t. I, p. 59.

les insurgés de prairial accusa Magnier d'être l'inspirateur du soulèvement. Magnier accorda d'abord que ceci était vrai, puis se rétracta en déclarant que s'il y avait ressemblance, cela ne faisait que prouver *qu'il n'était pas seul de son avis.*

Cette digression qui en apparence a éloigné le lecteur de la conspiration de Babeuf, prouve en réalité que les tentatives insurrectionnelles de l'an III prirent sans doute naissance dans les prisons de Paris où se trouvaient les futurs babouvistes. C'est aussi dans ces mêmes prisons que s'élabora leur conception de la prise du pouvoir. Au moins pour un certain nombre, difficile à préciser, des futurs adhérents de la Conspiration, germinal et prairial ont donc été en partie une œuvre personnelle. De l'échec de cette tentative ils ne pouvaient manquer de tirer certaines leçons. A la prison du Plessis, étaient détenus en floréal an III nombre de ceux qui seront intégrés dans la conspiration de Babeuf : ainsi, d'après le témoignage de Buonarroti,

> Debon, Julien de la Drôme, Bertrand ex-maire de Lyon..., Simon Duplay, Bodson..., Massart, Bouin, Moroy, Trinchard... Buonarroti, les membres de la Commission populaire d'Orange.... et beaucoup d'autres démocrates de tous les départements [1]...

Babeuf et Germain venaient d'être transférés à la prison d'Arras. De même que Babeuf et les conspirateurs de l'an IV comprirent après Prairial que le peuple manifestant pour ses objectifs propres ne pouvait plus espérer influencer une assemblée de notables, de même il est hors de doute que Babeuf et ses compagnons admirent qu'il fallait à la tête d'un mouvement insurrectionnel un appareil dirigeant, efficace, secret, hors de toute atteinte de la répression, menant dictatorialement l'action des masses sur le lieu même de leur action et prêt à prendre en main la direction de l'Etat après la victoire : tels sont les traits essentiels parmi d'autres qui définiront en l'an IV l'organisation du Comité insurrecteur babouviste. Ainsi du mouvement majestueux, mais anarchique, du peuple on en venait à l'idée d'une sorte de « parti » révolutionnaire dont le rôle devait être de diriger la prise du pouvoir et de fonder la société

1. BUONARROTI : op. cit., t. I, p. 59. Nous avons isolé le patronyme des Egaux les plus remarquables.

nouvelle. En sorte que dans les prisons en l'an III se précisèrent les méthodes d'une action dont l'objectif dépassait le cadre d'une simple révolution politique.

Le jugement des démocrates sur le régime du Directoire (*début de l'an IV - Automne* 1795)

Les institutions du nouveau régime légalisaient en fait la réaction thermidorienne. Le nouveau système politique était différent de celui qui avait présidé aux actes de la Convention thermidorienne, mais ni les hommes ni les principes ne changeaient, et cela seul était décisif. L'organisation des pouvoirs et l'exercice de la souveraineté, tels que les voulurent les Thermidoriens, devaient assurer l'efficacité du gouvernement contre toute menace des royalistes, mais surtout empêcher tout retour offensif du jacobinisme et du sans-culottisme. La Constitution de l'an III rédigée après l'échec de l'insurrection de prairial était marquée au coin de la peur sociale qu'avait engendrée chez les notables le soulèvement des faubourgs. Le « bonheur commun », fixé comme objectif de toute organisation politique dans la Constitution de 1793, cessait d'être l'idéal qui devait animer l'action des pouvoirs constitués. La souveraineté n'appartenait plus au peuple, même formellement. Boissy d'Anglas, surnommé pendant l'hiver 1794-1795 « Boissy-famine » par les sans-culottes, exprima bien à la tribune la pensée des rédacteurs de la nouvelle Constitution, quand il proposa d'éliminer du corps politique ceux qui n'ont rien (« car en général l'indigence suppose la fainéantise ou la paresse »), au profit de ceux qui, possédant une propriété, sont « les plus intéressés au maintien des lois ». Seule l'oligarchie des possédants bénéficiait donc du nouveau régime. En fin de compte, trente mille électeurs à peu près nommèrent les membres des assemblées législatives (les Conseils), les administrateurs locaux, les juges, bref, tous ceux qui détenaient une parcelle de l'autorité publique. Pour mettre les Conseils à l'abri de la pression populaire, les pétitions étaient interdites, et il va sans dire que le droit à l'insurrection contre la tyrannie, qui donnait à la Constitution de 1793 son caractère éminemment démocratique, était supprimé. Le pouvoir exécutif était confié à cinq Directeurs, constituant ensemble le Directoire, et de larges pouvoirs leur étaient attribués; mais la

peur d'un régime trop fort, susceptible d'empêcher la libre gestion de la France par les notables, avait conduit les Conventionnels à limiter les possibilités d'action du pouvoir exécutif.

Les démocrates en prison évaluèrent avec beaucoup d'exactitude la nature profonde du régime directorial. Ecoutons Buonarroti :

> Ils en examinèrent toutes les dispositions [de la Constitution de l'an III] avec plus de maturité que dans aucune assemblée primaire [1].

De leurs méditations, les plus avancés conclurent que cette constitution visait à « conserver l'opulence et la misère » et que, de la sorte, le régime directorial devenait l'obstacle essentiel à la réalisation « du bonheur commun ». Consacrant la division de la société entre riches et pauvres, la Constitution de l'an III, en assurant tout le pouvoir aux « riches », se fit des ennemis nombreux parmi certains révolutionnaires authentiques, anciens Jacobins attachés à la démocratie politique autant qu'à la forme républicaine de l'Etat, sans pour autant faire figure de niveleurs ou d'« anarchistes ». Sans doute certains hommes comme Amar, ancien membre du Comité de sûreté générale et adversaire de Robespierre au 9 thermidor, et surtout comme Antonelle ou Félix Lepeletier, frère du Conventionnel assassiné en janvier 1793, banquier de son état, qui tous protestèrent contre cette Constitution, trouvèrent-ils là le point de départ de leur sympathie pour le système égalitariste de Babeuf. Pour Babeuf, la cause était entendue : la Constitution de l'an III, c'était le « code du million doré » et les attaques de Babeuf contre le Directoire assimilé à un régime de « tyrannie à cinq » ne cessèrent plus.

Cependant, si les Thermidoriens et leurs épigones directoriaux dirigèrent leurs coups avant tout contre les démocrates, ils n'admettaient pas que la réaction conduisît à remettre en cause les principes mêmes de la révolution bourgeoise, en particulier l'égalité devant la loi qui faisait des « gens de mérite », des « meilleurs » (au sens où l'entendait Boissy d'Anglas) les administrateurs de la fortune française en même temps que de la leur. Comme les royalistes avaient profité de l'écrasement des démocrates au printemps 1795, pour

1. BUONARROTI : *Conspiration*, op. cit., t. I, p. 63.

multiplier tantôt leurs agressions contre les républicains — dans le Midi par exemple — tantôt leur propagande insidieuse en se donnant l'air patelin d'être les hommes de la paix et de la prospérité, les Conventionnels ruinèrent toutes les chances d'une restauration de l'ancien régime, même pacifiquement, en décidant que les Conseils du Directoire seraient composés des mêmes hommes qui avaient contresigné l'acte de baptême du nouveau système. Avec cette conscience aiguë des réalités que l'expérience politique depuis 1789 avait inspirée à ces bourgeois néo-conservateurs, il fut décidé les 5 et 13 fructidor an III (22 et 30 août 1795) que les deux tiers des membres des futurs Conseils du Directoire seraient recrutés parmi les Conventionnels sortants. C'était détruire les espérances des royalistes qui s'étaient accommodés plus ou moins d'une constitution, dont l'application seule finalement décidait de l'avenir. Le 11 vendémiaire an IV (24 septembre 1795), les sections bourgeoises de Paris dominées par les royalistes — en tête la section Lepeletier, la section des banquiers comme l'appelait Mathiez, dans l'actuel quartier de la Bourse — puissamment armées, soutenues par des hommes en place, en sympathie avec certains cadres mal républicanisés de l'armée (le général Menou), tentèrent un coup de force contre la Convention. Le 12 vendémiaire, le général Menou se montra incapable d'agir (et pour cause !) Le 13, le général Bonaparte, connu pour ses sympathies jacobines anciennes, et que son ambition poussait à se montrer dévoué au gouvernement, fut chargé par Barras à qui avait été confiée la mission de défendre l'Etat, de réduire l'insurrection royaliste. Ce qui fut fait avec célérité.

Mais la tentative royaliste avait suffi à inquiéter les Conventionnels sur les dangers, pour eux-mêmes et pour le régime de leur choix, d'une trop grande sollicitude à l'égard de la droite et d'une répression trop étendue vers la gauche. Aussi, avaient-ils rapporté le décret interdisant l'armement des « terroristes » et ils acceptèrent le concours des quinze cents « patriotes de 89 » armés.

Le 22 vendémiaire (14 octobre 1795), les jugements provisoires et les instructions judiciaires entamées contre les patriotes furent annulés. Les prisonniers furent libérés le 4 brumaire (26 octobre) et parmi eux les conventionnels arrêtés après Prairial, qui furent cependant maintenus en état d'inégibilité, et cela montre les limites de ce libéralisme occasionnel. De nombreux officiers destitués pour leurs opinions démocratiques furent réintégrés dans l'armée. Paral-

lèlement, fut remise en vigueur la législation révolutionnaire, en sommeil depuis plus d'un an, contre les prêtres réfractaires et les émigrés rentrés; les parents d'émigrés étaient exclus des fonctions publiques et l'on mettait fin à la « terreur blanche » dans le Midi.

Etait-ce acte de grandeur et de générosité de la part de ces républicains de Thermidor ? S'agissait-il d'une reconversion au jacobinisme ? Certainement pas. Les notables comprenaient que le futur régime ne pouvait se soutenir qu'en se démarquant à droite comme à gauche; chez certains peut-être, se faisait jour l'idée d'une réconciliation sous la bannière de la République bourgeoise, telle que la laissait entrevoir l'esprit de la Constitution de l'an III, mais la plupart tenaient à conserver la balance égale entre démocratie et contre-révolution, au besoin pour jouer de l'une contre l'autre en effrayant les possédants par le spectre de l'anarchie et prêcher le ralliement aux démocrates en agitant la menace royaliste. Certains parmi les anciens révolutionnaires amnistiés se laissèrent prendre au jeu des gouvernants, mais ceux que nous pouvons dès maintenant appeler les Egaux ne manquèrent pas de circonspection :

> Ils durent la liberté, *écrit Buonarroti,* non au triomphe de la cause populaire, mais à la lâche politique de ses ennemis : en sortant des cachots où ils avaient sondé la profondeur des maux publics, ils menaçaient les traîtres qui venaient de briser leurs fers [1].

Pour l'heure, les Conventionnels, qui, en majorité, allaient peupler les Conseils du Directoire en étaient à l'attitude gauchisante. Ne se laissant pas attendrir par les sirènes de droite, le Conseil des Cinq-cents présenta au suffrage du Conseil des Anciens une liste de Directeurs possibles dans laquelle cinq noms s'imposaient : La Revellière, Letourneur, Reubell, Sieyes et Barras. Sieyes, inquiet, refusa et Carnot fut nommé à sa place. Tous passaient pour être attachés à la forme républicaine de l'Etat et tous avaient, peu ou prou, approuvé les mesures nécessaires à la victoire révolutionnaire, sauf La Revellière qui était un ancien girondin. De la même manière, tous furent des hommes de Thermidor : ils étaient l'image assez peu déformée du régime qui s'installait, de la majorité des

1. BUONARROTI : *Conspiration*, op. cit., t. I, p. 69.

hommes qui occupaient les places dans les Conseils, des principes qui guidaient les hommes de pouvoir.

Quoi qu'il en soit, en brumaire an IV (octobre 1795) de nouvelles possibilités s'offraient d'un réveil de l'opposition de gauche et la propagande démocratique pouvait renaître. La tentative contre-révolutionnaire écrasée avait redonné courage aux tenants de la démocratie politique et les prisons s'étaient ouvertes. Parmi les amnistiés, certains, appelés « patriotes de 89 » par Buonarroti, se rallièrent au Directoire, non sans arrière-pensée souvent, et acceptaient les places qui leur étaient offertes dans l'administration ou la politique. D'autres, les plus fermes ou les plus compromis par leur action passée et parmi eux la plupart des Egaux, se préparaient à des luttes de plus grande envergure dans le sens de leurs méditations de prisonniers. En effet, les événements récents et ce repos forcé que fut la prison leur avaient permis de formuler assez clairement certaines notions qui seront à la base de la Conspiration pour l'Egalité. D'abord, ils voyaient comme objectif ultime de la lutte sociale engagée l'instauration « d'un communisme » dont tout prouve que, sous la forme que nous lui connaissons en l'an IV, les thèmes généraux avaient été débattus en prison. Ensuite les moyens de leur lutte avaient été clarifiés par une révision totale de leur pensée ancienne sur la nature du gouvernement révolutionnaire, de la dictature populaire. Beaucoup d'illusions les avaient quittés. Ils comprirent qu'il fallait que « ou les gouvernants ou les sans-culottes succombent » (Babeuf). Leurs espérances de transformation sociale radicale passaient en quelque sorte par l'utilisation de nouvelles formes d'agitation, d'insurrection, et de gouvernement, autres que celles qu'ils avaient imaginées naguère.

Enfin, loin de considérer que la révolution des pauvres pouvait procéder par étapes, par une série de réformes évolutives qui ne pouvaient être en fait qu'un replâtrage du régime d'oppression, Babeuf et ses compagnons en arrivèrent à la notion d'une offensive révolutionnaire définitive, totale, résolue, entraînant les masses populaires, sous la direction d'une sorte de « parti » qui, prenant le pouvoir politique, après la victoire de l'insurrection, entreprendrait la refonte totale de la société. Ainsi à la suite de leur expérience pendant la période thermidorienne, ceux des Egaux dont ce n'était pas déjà un article de foi en arrivèrent à estimer que la solution démocra-

tique du problème social était la condition évidente de l'égalité politique.

Cette radicalisation de leur pensée fut le résultat de leur participation fructueuse aux conflits de l'an III :

> Ainsi l'aspiration à un but lointain se transforma en une volonté d'action immédiate. Les idées de Babeuf avaient été mûries de longue date, mais ce sont les événements de l'an III et du début de l'an IV qui provoquèrent leur éclosion. Ce n'est pas diminuer l'intérêt du babouvisme que de dire que la tentative des Egaux fut le fruit du désespoir, — du désespoir causé par la réaction thermidorienne [1].

On pourrait discuter de la nature de ce « désespoir », du moins est-il hors de doute que la Conspiration, comme événement historique, est le fruit de la réaction thermidorienne et de l'échec populaire en l'an III.

1. TONNESON : *L'An III dans la formation du babouvisme*, op. cit., p. 424.

CHAPITRE II

LA FORMATION DES HOMMES

La Conspiration pour l'égalité s'explique par les conditions générales, sociales, économiques et politiques de la république en l'an III et en l'an IV.

Mais elle est aussi le résultat d'une décision réfléchie et volontaire de quelques hommes. Ceux-ci lui ont imprimé une marque d'origine qui est le fidèle reflet de leur personnalité. Babeuf, Buonarroti et leurs compagnons ont apporté à leur tentative tout le fruit de leur expérience personnelle, de leur jugement critique sur les faits, de leur tempérament. La tentative communiste et égalitaire de l'an IV devient incompréhensible si l'on ne tient pas compte, en même temps que du mouvement des forces sociales, des individus eux-mêmes.

I. GRACCHUS BABEUF

Picard, feudiste et philosophe : Babeuf avant 1789

François-Noël Babeuf est né en 1760, à Saint-Quentin, le 24 novembre. Ses origines familiales sont assez mal connues et la date de sa naissance elle-même est restée longtemps discutée. On sait que sa famille était pauvre et ses ressources le plus souvent incertaines. Son père Claude Babeuf, né en 1716, avait été soldat. Déserteur en 1738, il avait bénéficié d'une amnistie l'autorisant à revenir en France en 1755, après un long exil en Allemagne. Claude Babeuf bénéficiait de quelques lumières — peut-être fût-il précep-

teur du futur empereur Joseph II de Habsbourg — en tout cas d'une culture d'autodidacte. Il apprit au jeune François-Noël les rudiments essentiels du français, du latin, de l'allemand et il lui inculqua, non sans le rudoyer à l'occasion, quelques connaissances de mathématiques et de géométrie. Modeste employé des gabelles, il perdit sa place pour des raisons obscures et peut-être inavouables, si bien qu'à quinze ans son fils, aîné d'une famille nombreuse, dut gagner sa vie et contribuer aux dépenses de la famille. Comme il possédait quelque instruction et, sous l'influence paternelle, était sans doute formé à la connaissance des documents fiscaux, il fut embauché comme clerc chez un commissaire à terrier. En 1777, on le trouve domestique chez un noble, Monsieur de Bracquemont, près de Roye-en-Santerre : sans doute y était-il employé comme apprenti feudiste, mais la situation devait y être assez précaire puisqu'en mars 1779, il est employé par un greffier de communauté à Flixecourt. Là, on lui verse un salaire de trois livres par mois, après l'avoir simplement nourri pendant un an et gratifié d'un habit et d'une paire de souliers. Encore considère-t-il sa situation comme assez favorable en regard de celle du reste de la famille. En 1780, son père meurt et François-Noël a la charge de nourrir sa mère, à qui il vouera une longue affection jusqu'à sa mort, et aussi ses frères et ses sœurs. En 1782, le 13 novembre, il épouse Marie-Anne-Victoire Langlet, ancienne femme de chambre de Mme de Bracquemont. Toute sa vie durant, Babeuf éprouvera une affection sans égale pour son épouse. Le couple s'installe à Noyon, où Babeuf est employé chez un arpenteur-géomètre. Sans doute, durant ce long apprentissage a-t-il perfectionné sa pratique et ses connaissances de feudiste; car en 1784 il s'établit à Roye comme arpenteur-géomètre, profession qu'il complète par celle de commissaire à terrier. Il tirera de sa profession jusqu'en 1790 une aisance matérielle certaine. Donc, une jeunesse besogneuse aux ouvertures limitées et l'apprentissage de toutes les difficultés matérielles de la vie et de l'humiliation des pauvres. A titre de comparaison, songeons qu'au même moment Robespierre, le type du révolutionnaire jacobin, s'était, quoique pauvre, inscrit sans difficulté au barreau d'Arras, après des études au collège royal Louis-le-Grand. Dès leur départ dans la vie, l'expérience individuelle orientait des hommes comme Robespierre vers les spéculations philosophiques sur l'égalité — du moins à l'origine — et d'autres comme Babeuf vers la revendication pas-

sionnée de l'égalité dans les faits. Mais de ces premières années de Babeuf il y a plus à retenir pour comprendre la formation de sa personnalité : Babeuf est picard et il est feudiste. Tout ce qu'il a vu du monde à l'âge de vingt-quatre ans, ce sont les campagnes picardes et sa profession lui donne les ouvertures nécessaires pour une compréhension profonde du système agraire.

Qu'était un commissaire à terrier ? Un expert chargé par le propriétaire d'une seigneurie (ensemble de terres sur lesquelles pesaient des droits féodaux) de rechercher dans les archives, contrats et chartes, tous les droits anciens et récents, casuels ou permanents, quelquefois tombés en désuétude, souvent oubliés, que le seigneur pouvait encore revendiquer comme reconnaissance par les paysans de son autorité éminente sur la terre et les hommes.

> Le terrier, *dit Babeuf,* était un recueil énumératif des biens domaniaux féodaux et censuels d'une terre et en général de tous les droits et appartenances qui en dépendaient.

La fonction de Babeuf était donc de chercher à maintenir et de retrouver des droits seigneuriaux pesant sur la terre « pour éviter prescriptions et envahissements ». Par sa profession, Babeuf était donc de plain pied dans la vie du monde rural picard. Il était à même de sentir les contradictions entre les cultivateurs pauvres ou aisés, solidaires dans la communauté rurale, et l'aristocratie foncière d'origine noble ou bourgeoise que l'évolution économique poussait à devenir plus exigeante. Comme l'ont montré Albert Mathiez et Georges Lefebvre, la période qui précéda la Révolution de 1789 fut marquée par une *réaction féodale.* Victime de la concurrence de la bourgeoisie marchande et manufacturière, la noblesse, dont la richesse était terrienne, voyait sa situation économique se dégrader. Déjà réduite à l'obéissance par la monarchie depuis Louis XIV, quoique son rôle politique eût retrouvé dans la seconde moitié du XVIIIᵉ siècle une certaine vigueur, la noblesse souffrait de la conjoncture marquée par la hausse des prix : les revenus du capital foncier augmentaient moins vite que les revenus mobiliers. Souffrant de cette dégradation de leur situation sociale, certains nobles, dits libéraux, cherchèrent dans une meilleure exploitation technique de leur domaine et par des investissements à maintenir leur rang ; mais beaucoup, ignorant le progrès économique et technique, ne

cherchaient de solution que dans la remise en vigueur et dans l'élargissement des anciennes formes de l'exploitation féodale [1]. Ils confiaient à des bourgeois de profession libérale, plus aptes à tenir comptabilité, le soin de faire payer aux paysans les banalités, cens, et champarts... Cet état d'esprit rétrograde de la noblesse et sa paresse eurent, du moins, cet avantage d'ouvrir les portes des cabinets d'archives et des coffres à terrier; ce qui allait permettre à Babeuf de connaître dans le détail l'évolution de l'exploitation de l'homme par l'homme dans le régime féodal. Il dira plus tard en 1795 « ce fut dans la poussière des archives seigneuriales que je découvris les mystères des usurpations de la caste noble [2] ».

Aussi bien, sa profession mettait Babeuf en contact avec l'économie rurale. Parmi les diverses formes régionales de l'exploitation du sol, la Picardie lui offrait un champ d'études particulièrement suggestif. A la fin du XVIIIe siècle, sa province était comme aujourd'hui un pays de grande culture. Exerçant à Roye-en-Santerre, province limoneuse au sud de la Somme et à l'ouest de l'Oise, Babeuf connaissait en gros toute la Picardie orientale : grenier à blé fournissant à Paris une grande partie de ses subsistances. La structure agraire et les méthodes d'exploitation du sol, surtout dans le Santerre, étaient assez typiques de ces régions du nord et de l'est de la France où la communauté villageoise et les coutumes collectives, se maintenaient encore très vigoureuses, bien que fussent apparues certaines méthodes d'exploitation de type capitaliste inspirée par l'exemple anglais. La physionomie agraire du pays picard, région de champs ouverts et d'habitat concentré, est assez bien connue. Le terroir cultivable, encadré de friches et de pacages naturels, était divisé en trois soles, chacune cultivée en blé (froment) une année sur trois; au blé succédaient l'année suivante des céréales de printemps (avoine, orge); la troisième année la jachère permettait au sol de se reposer. La jachère, les bois, les pacages, les taillis, les prés, les étangs, bien communaux ou appropriés, étaient utilisés collectivement par le troupeau communal qui avait droit au « libre parcours » et à la « vaine pâture » sur l'ensemble des terres non cultivées. Il va de soi que ce système n'était possible qu'à la condition que les terres indi-

1. Cf. H. MÉTHIVIER : *L'Ancien Régime*, « Que sais-je ? », P.U.F., 1961, ch. V.

2. *Le Tribun du peuple*, n° 29 (décembre 1795).

viduelles ne fussent ni encloses, ni cultivées hors des règles fixées par la communauté de paroisse, car cela eût signifié la cessation du vagabondage des troupeaux et, *ipso facto,* la misère pour le plus grand nombre des paysans, privés des revenus complémentaires de l'élevage et du glanage.

Or, depuis 1750 principalement, les restrictions aux coutumes collectives se multipliaient, en fait sinon en droit, dans tous les terroirs. De plus, les pauvres, journaliers sans terre, paysans insuffisamment pourvus qui trouvaient dans les pâtures communales ou dans les biens communaux un complément de ressource à leur maigre revenu de salarié de la terre ou de métayer, étaient acharnés à défendre les pratiques communautaires. La communauté rurale, quoique socialement très diverse, veillait jalousement au maintien des coutumes parce qu'elles limitaient l'intervention du seigneur dans l'utilisation du terroir. Mais depuis 1750 environ, la noblesse et la bourgeoisie foncière, en proie à la baisse relative des revenus de la terre, cherchaient les moyens les plus efficaces de renforcer leur potentiel économique. Nous avons vu la résurrection de la revendication féodale sur la terre, procédé absolument élémentaire; mais il faut signaler que de nombreux grands propriétaires plus ouverts aux connaissances modernes transmises par les physiocrates, soucieux d'imiter l'exemple prestigieux des « Landlords » anglais, cherchaient dans le progrès économique une solution à leurs difficultés. De nombreux « grands fermiers » qui avaient loué plusieurs terres penchaient à utiliser des méthodes équivalentes. Babeuf ne pouvait qu'être sensible à ces tendances nouvelles : nous le verrons participant en juin 1785 à un concours de l'Académie d'Arras sur les avantages ou inconvénients des grandes fermes. Peut-être, cet homme à l'esprit ouvert avait-il entendu parler du duc de la Rochefoucauld-Liancourt, grand seigneur libéral, qui fut l'un des premiers à introduire dans ses exploitations de Picardie la culture des plantes fourragères et sarclées en assolement, supprimant ainsi la jachère.

Dans l'ensemble des régions limoneuses du Bassin de Paris, les seigneurs cherchaient souvent à reprendre les terres qu'ils avaient confiées en métayage ou en fermage à de petits exploitants pour les confier à de grands fermiers, riches et bien équipés, exploitant des surfaces plus ou moins remembrées sans tenir compte des coutumes collectives. Est-ce là un progrès ? Sans doute si l'on envisage le plan économique; mais socialement, cette évolution était rétro-

grade et désastreuse, car elle condamnait la petite paysannerie à végéter, à vivre en état de surpeuplement sur une terre opulente. Même les biens communaux étaient menacés par la noblesse qui essayait d'en récupérer une part en vertu de son « droit de triage ».

La population des campagnes depuis le début du XVIIIe siècle n'avait cessé d'augmenter et le nombre de paysans sans terre s'élevait au même rythme. L'industrie naissante ne pouvait absorber le trop plein d'hommes, le travail à domicile n'étant qu'un complément aux ressources de la terre. Si bien que la situation des campagnes atteignait à la fin du XVIIIe siècle un niveau critique.

N'imaginons pas les paysans assistant sans broncher « aux usurpations dont ils étaient victimes » de la part de l'aristocratie foncière. Surtout dans cette Picardie, pays à la tradition révolutionnaire vivante. Là, avait pris naissance la grande Jacquerie de 1355. Pendant tout l'Ancien Régime, la révolte agraire avait été un fait endémique. La communauté rurale assise sur la propriété moyenne et la petite exploitation, dont la masse active rassemblait journaliers et paysans sans terre, demeurait puissante et réagissait à toute menace de la noblesse ou des grands propriétaires [1]. Il suffisait qu'un riche fermier prît à ferme, en sus de ses autres exploitations, une terre récupérée par le propriétaire à un exploitant moyen ou pauvre, et la réaction était rapide : attentats divers, d'abord contre les biens du gros fermier, puis contre sa personne même, s'il n'abandonnait pas la terre usurpée. Ce *mauvais gré* sévissait, comme le dit Georges Lefebvre, contre le laboureur qui acceptait la terre d'un fermier évincé, et ceci depuis le XVIe siècle.

Lutte de classe implacable contre la noblesse considérée comme systématiquement usurpatrice et contre le « riche laboureur », solidarité et esprit communautaire des paysans : telle était la leçon fondamentale que Babeuf put acquérir de son expérience de feudiste. Au temps de la Conspiration, Babeuf fut le seul à connaître vraiment comme s'il l'avait vécue la vie des paysans. Sa doctrine, si tant est qu'elle fut communiste avant 1789, trouva pour le moins son aliment égalitariste dans la vie quotidienne des paysans picards. Mais Babeuf put enrichir sa vision des choses par les réflexions que lui inspiraient ses lectures.

1. Cf. Pierre DEYON : « Quelques remarques sur l'évolution du régime seigneurial en Picardie (XVIe-XVIIIe siècle) », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine,* tome VIII, pp. 271-281.

A partir de 1785, la pensée de Babeuf et les principales tendances de sa personnalité nous sont assez bien connues par les lettres qu'il écrivit, comme correspondant à Roye, de juin 1785 à mars 1788, du secrétaire perpétuel de l'Académie d'Arras, Dubois de Fosseux. Cette correspondance de Babeuf nous le montre passionné de connaître, travailleur plein de fougue à l'esprit ouvert sur de multiples problèmes, interlocuteur dynamique et fidèle jusqu'en 1787 et surtout disciple des philosophes, véritablement gagné par les préoccupations intellectuelles de cette fin du XVIIIe siècle. Non, certes, que sa ligne de pensée avant 1789 soit d'une clarté qui ne souffre aucune discussion ! Il y a des points d'ombre, singulièrement en ce qui concerne les sources théoriques de son communisme utopique et de son adhésion aux systèmes communistes de son époque. On peut néanmoins dégager le sens de sa démarche intellectuelle ; pour la suite, cela seul importe.

L'Académie d'Arras était une société savante comme il en existait de nombreuses à la fin du XVIIIe siècle. Elle tenait des réunions où des communications quelquefois importantes étaient produites et sa réputation de sérieux était solidement établie. Son secrétaire perpétuel, le riche Dubois de Fosseux, homme qui vivait noblement, était un personnage fort actif et dévoué aux Lumières. Il entretenait une abondante correspondance avec des amis de la société résidant loin d'Arras, correspondance facilitée parce que l'Académie jouissait de la franchise postale, grâce à l'appui de l'intendant de Lille, Calonne. Au demeurant, Dubois de Fosseux était un esprit averti, quoique non sans limites, sur ce qui touchait au problème social ; il était correspondant du Musée de Paris et futur représentant du Tiers-Etat à l'assemblée provinciale des Etats d'Artois. Résidant tantôt au château de Fosseux, tantôt à Arras, où il fut élu échevin de la ville, il consacrait toute son énergie à la propagation des Lumières et à la gestion de ses propriétés foncières. Il devint vraiment une sorte de mentor au savoir encyclopédique pour les « intellectuels » de l'Artois et de la Picardie.

Les académies de province, comme celle de Paris, avaient coutume de mettre au concours des sujets soit d'ordre général, soit d'actualité. C'est à un concours de ce genre, donné à Dijon, que Rousseau avait répondu par son célèbre *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes*. L'Académie d'Arras, en 1785, proposa un sujet touchant à la « division des grandes fermes » et aux

« avantages et inconvénients de cette mesure ». Babeuf fut sans doute séduit par un propos si proche de ses préoccupations professionnelles. Sa réponse, parvenue après les délais fixés, une longue dissertation qui ne nous a pas été conservée, fut l'occasion pour lui de prendre contact avec la société savante d'Arras et, au-delà de son secrétaire perpétuel, avec les idées philosophiques et sociales en cours à la fin du XVIII[e] siècle. A partir de cette date, la correspondance entre Dubois de Fosseux à Arras et Babeuf à Roye se poursuivit jusqu'au printemps 1788. L'on imagine sans peine quelle ouverture sur le monde pouvait constituer ce lien épistolaire entre le modeste arpenteur de Roye en Picardie et le prestigieux personnage d'Arras, brillant et prolixe, propagandiste officiel des idées modernes dans la région. Pendant plus de deux ans, Babeuf fut harcelé de lettres, de propositions de travail et de recherches locales par l'infatigable Dubois de Fosseux. Celui-ci lui expédiait prose, poésie et écrits divers touchant à l'histoire, au droit, à l'agriculture, au problème des subsistances... Babeuf, avec une fidélité exemplaire, répondait en essayant de satisfaire les exigences du secrétaire perpétuel ; lisant les ouvrages expédiés, répondant aux questions les plus diverses, il prétendait « ne rien vouloir perdre ». Pourtant, au bout d'un temps (en 1787), la lassitude le gagna ; car cette avalanche de lettres, de propositions lui demandait trop de temps et Babeuf n'était pas démuni de famille ni de travail professionnel, comme Dubois de Fosseux à qui l'opulence permettait de vivre sans difficulté dans le monde des idées. Aussi, en juin 1787, Babeuf qui ne voyait pas un égal intérêt dans tout ce qu'il recevait, jugeant futile l'objet de certaines enquêtes car il était surtout préoccupé par le problème social, envisagea de cesser cette correspondance. Il fut bouleversé par la mort accidentelle de sa fillette en 1787 ; ce fut l'occasion pour lui de prendre congé du secrétaire perpétuel de l'Académie d'Arras (avril 1788).

En fait, entre Babeuf et Dubois de Fosseux, il y avait un véritable « abîme » (M. Reinhard) idéologique et social. Babeuf, qui croyait à sa vocation de réformateur, supportait de plus en plus mal la légèreté de son correspondant et le fatras de ses lettres ; Dubois de Fosseux, tout libéral qu'il pût être, s'inquiétait du sérieux de son correspondant et de sa volonté, nettement affirmée, de transformer le monde.

Les lettres que reçut Babeuf sont si abondantes qu'on s'est

demandé les raisons de l'intérêt qui ont poussé un temps le riche Dubois de Fosseux à cultiver ainsi des relations épistolaires avec le petit géomètre de Roye. On a remarqué que Babeuf prenait certainement pour des missives personnelles — et ses biographes ont agi de même par la suite — des lettres qui, en fait, n'étaient que des circulaires semblables à d'autres, expédiées à d'autres correspondants dans le ressort de l'Académie d'Arras [1]. Mais certains chercheurs, suivant Advielle qui a publié en 1884 une grande partie de cette correspondance, considèrent que Babeuf reçut des lettres très personnelles de Dubois de Fosseux. Elles sont cependant moins nombreuses. Il reste en tout cas que le secrétaire de l'honorable société savante dut être touché par l'ardeur de néophyte du correspondant de Roye ; c'était tout à l'honneur de l'Académie d'Arras. Pourtant, on doit constater qu'il ne lui apporta aucune aide pratique dans ses projets de réformateur [2].

Il est indéniable que ces relations ont été profitables à Babeuf. On ne connaît pas la liste des ouvrages de sa bibliothèque, qui pourtant a été tenue à jour par Babeuf lui-même ; mais dans ses lettres on retrouve l'écho de ses lectures, surtout de celles qui le passionnaient. Parmi celles-ci, les ouvrages de Rousseau, Helvétius, Mably et Morelly lui ont donné essentiellement les thèmes de réflexions philosophiques. D'ailleurs, Babeuf, quoique ne voulant « rien perdre », ne pouvait s'intéresser à tout.

Le 16 novembre 1786, il écrit :

> ...Il est souvent question dans vos feuilles de bien des parties qui se trouvent éloignées de ma sphère. Vous ne me ferez donc point de crime de n'en parler pas [3].

Sa sphère, c'est ce que nous appellerions les « sciences sociales » pour lesquelles il n'envisage d'autre conduite que celle qui consiste

1. *Correspondance de Babeuf avec l'Académie d'Arras* (1785-1788), publiée sous la direction de Marcel Reinhard, professeur à la Sorbonne. P.U.F., 1961 (cf. Introduction, pp. 5-10).

2. Cf. C. MAZAUBIC : « La Correspondance de Babeuf », *La Pensée*, décembre 1961, n° 100, pp. 96-101.

3. Sauf contre-indication, tous les textes cités concernant Babeuf sont choisis par priorité dans le recueil des *Textes choisis de Babeuf* publié par M. Dommanget dans la collection « Les Classiques de la Révolution française ». A. Colin, 1935. La correspondance de Babeuf avec l'Académie d'Arras, publiée sous la direction de M. Reinhard, ayant paru après la rédaction de cet ouvrage, les extraits des lettres sont tirés des recueils traditionnels (cf. Bibliographie, § 2).

à rechercher pour les hommes le plus grand bonheur et les meilleures conditions de leur épanouissement. La culture de Babeuf est d'un autodidacte, souvent sans ordre ni méthode, mais il s'agit d'une culture largement assimilée, critique et créatrice.

Babeuf, en général, s'affirme comme un disciple de Rousseau et un partisan de la philosophie, considérée dans le sens du XVIII[e] siècle comme la recherche du bonheur sur terre. Il est partisan de l'éducation des enfants selon les préceptes de l'*Emile ;* c'est pourquoi il prénomma son fils Robert, Emile. Il fait cependant une critique du système d'éducation de Jean-Jacques, estimant que l'instruction des enfants doit préoccuper les parents dès le plus jeune âge. Comme Rousseau, mais non sans réserve, il oppose le « bon sauvage » libre et spontanément humain à l'homme écrasé sous le poids de la « civilisation » et des « superstitions » ; pourtant, il ne considère pas cet « âge d'or » révolu comme une sorte d'idéal. Dans ce domaine, finalement, il n'y a rien dans sa pensée qui ne soit très banal à cette époque. Plus originales et plus décisives sont ses préoccupations sociales. Dès 1785, puis à plusieurs reprises par la suite, on le voit s'intéresser aux questions théoriques touchant à la propriété et à l'exploitation du sol puisque, dans son traité remis en 1785 au jury de l'Académie d'Arras avec laquelle il prenait contact, il se montre préoccupé par la question des « grandes fermes ». Par son expérience propre, Babeuf est capable d'apporter effectivement des réflexions originales ; mais le plus frappant, c'est de le voir solliciter de ses interlocuteurs un effort de compréhension dont le point de départ serait une réforme totale de la société.

L'historien soviétique V.M. Daline, dans une communication récente [1], a révélé un document de 1786, brouillon d'une lettre de juin 1786 à Dubois de Fosseux sur la division des grandes fermes, et qui ne fut jamais expédiée. Ce document, qui n'est pas cité dans les ouvrages précédents sur Babeuf mais qui se trouve conservé dans les archives de l'Institut du marxisme-léninisme à Moscou, constitue une des premières pièces de la correspondance avec Dubois de Fosseux. C'était en quelque sorte l'avis de Babeuf sur les résultats du concours de l'Académie d'Arras en 1785, qui reçut trop tard sa

1. V.A. Daline : « Les Idées sociales de Babeuf à la veille de la Révolution », communication au colloque Babeuf du Congrès des sciences historiques, Stockholm (août 1960). A paraître en 1962 dans les *Actes du colloque sur Babeuf*, publiés par les soins de l'Institut Feltrinelli à Milan.

communication et qui couronna un partisan des grandes fermes. S'interrogeant sur le problème de la division des grandes fermes, contrairement à d'autres correspondants de l'Académie et en général aux économistes du XVIIIe siècle qui prônaient le groupement des exploitations aux mains des grands fermiers, se faisant ainsi les théoriciens de l'agriculture capitaliste, Babeuf constate que ces grandes fermes risquent d'entraîner le chômage rural et d'accentuer la misère des paysans pauvres. Son métier le mettait à même d'en juger ; mais il faut signaler que, dès cette époque, sa prise de parti pour les plus déshérités des hommes était solidement établie :

> Si, dans une paroisse, trois ou quatre cultivateurs en chef tiennent seuls toute l'exploitation du territoire avec un petit nombre de bras mercenaires, ils parviennent à exécuter toute leur besogne, et alors ils est démontré que tous les autres habitants ne peuvent pas trouver place à labourer même pour le compte des autres... Les grosses fermes sont accessibles seulement aux cultivateurs riches.

Mais, pressentant l'avantage économique de la grande exploitation qui, entre autres, supprimait la jachère, Babeuf ne propose pas le démembrement des parcelles, leur « dissémination » ; il préconise l'exploitation collective de grandes terres :

> 50, 40, 30, 20 individus viennent à vivre en associés sur cette ferme autour de laquelle, isolés qu'ils étaient auparavant, ils végétaient à peine de la misère, ils passeront rapidement à l'aisance.

Babeuf envisage par la suite le travail en commun et la répartition égalitaire des produits du travail. Comme dans d'autres textes de cette période, Babeuf met en cause la propriété privée, racine de l'inégalité sociale. On peut penser qu'il préconisait virtuellement, en même temps que l'exploitation collective, l'appropriation collective des biens ; mais ceci n'est pas explicite dans la lettre de 1786 révélée par V. Daline qui procède sur ce point par induction.

Pensée singulièrement en avance, véritablement révolutionnaire en un temps où l'individualisme exalté par nombre de philosophes cautionnait à l'avance l'émancipation sociale de la bourgeoisie !

Cependant, il est juste de signaler que, par la suite, Babeuf ne parlera jamais plus de cette notion collectiviste de ses premières années. Oubli d'une première réflexion ? Plutôt crainte, sans doute, d'être en avance sur les aspirations profondes des masses rurales auxquelles il s'adressait : ce désir instinctif des petits paysans de posséder un lopin de terre exploité en famille sous la tutelle de la communauté villageoise. Peut-être, aussi bien, Babeuf a-t-il procédé par une véritable dialectique verbale ne préjugeant pas d'une attitude pratique. Il n'est pas sans intérêt, en tout cas, de signaler ici ce pressentiment du communisme moderne chez Babeuf et aussi cette prise de position absolue en faveur du bien-être social des pauvres qui fut la préoccupation de toute sa vie. Dès 1786, à 26 ans donc, Babeuf s'interrogeait sur les problèmes essentiels de l'organisation sociale.

Dans le même esprit, un peu plus tard, il rédigea un deuxième mémoire pour l'Académie d'Arras qui répondait à une question sur les avantages de la réduction des chemins en Artois, pays de champs ouverts traversés par de nombreux chemins. Mais son traité ne fut pas pris en considération. En mars 1787, répondant à l'invitation de Dubois de Fosseux, Babeuf proposa des sujets de concours pour l'Académie d'Arras : sur la réduction de la jachère, sur l'établissement d'un cadastre perpétuel (dont il établira à partir de 1787 un projet) et sur la communauté des bien en affirmant qu'il pourrait traiter de telles questions. Mais les propositions de Babeuf ne furent pas plus acceptées par l'Académie d'Arras que n'avait été couronné par l'Académie de Dijon le *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes*, de J.-J. Rousseau, en 1754 [1].

Les préoccupations majeures de Babeuf, on le voit, étaient sociales et surtout agraires. Tout l'y portait, son ascendance paysanne et picarde, son métier de feudiste et sa sensibilité aux souffrances des plus pauvres de ses compatriotes des campagnes. Rien n'en témoigne mieux que les lettres écrites par lui d'octobre 1786 au 21 juin 1787 ; elles mettent en évidence d'ailleurs des tendances en fait, plus profondément égalitaristes que collectivistes.

Dubois de Fosseux lui avait annoncé la parution prochaine

1. J.-J. ROUSSEAU, à propos de son *Discours sur l'origine de l'inégalité*, écrit (*Confessions*, livre VIII[e]) : « Il avait été fait pour concourir au prix, je l'envoyai donc, mais sûr d'avance qu'il ne l'aurait pas et sachant bien que ce n'est pas pour des pièces de cette étoffe que sont fondés les prix des Académies. »

à Orléans d'un ouvrage dont le prospectus alignait le titre suivant : *L'Avant-Coureur du changement du monde entier par l'aisance, la bonne éducation et la prospérité générale de tous les hommes, ou Prospectus d'un mémoire patriotique sur les causes de la grande misère qui existe partout et sur les moyens de l'extirper radicalement.*

Par circulaires successives, de mars à juin 1787, le secrétaire perpétuel communiqua à ses correspondants, donc à Babeuf, qui en était avisé, un ensemble de propositions sur cette nouvelle Salente inspirée du *Code de la nature* de Morelly. La correspondance entre Babeuf et Dubois de Fosseux cessa bientôt après que Babeuf eut obtenu communication du contenu du prospectus. Peut-être ne jugea-t-il pas nécessaire de continuer des relations qui ne lui apportaient aucun rêve nouveau supérieur à celui-là.

Entre la forme d'organisation sociale fondée sur l'abolition de la propriété privée telle que la concevait le *Prospectus* et une société, certes, bien ordonnée, mais qui ne faisait que consolider la propriété privée comme ce « Code Frédéric » — le code de Frédéric II de Prusse — inspiré par les philosophes, Babeuf choisit nettement. Sa lettre du 8 juillet 1787 est à cet égard décisive :

> ...Tous deux [le système de réforme tel que le concevait le Code Frédéric, et le système communiste du Réformateur général] paraissent tendre au bien commun [1]. Mais, rêve pour rêve, paradoxe par paradoxe, je ne sais guère auquel des deux penseurs j'accorderais la préférence. Cependant, l'objet de l'un embrasse bien plus d'espace que celui de l'autre. L'apôtre du Code universel semble désirer qu'on accorde aux hommes de chaque Etat les mêmes droits dans tous les pays, pour l'ordre des successions ; *et ceci serait fort bon.* Mais le Réformateur général voudrait qu'on procurât à tous les individus indistinctement, dans tous les biens et les avantages dont on peut jouir en ce bas monde, une portion absolument égale ; et cela *me paraîtrait*

1. Babeuf précisera toujours que le « bien commun » est son objectif ultime, la « communauté des biens » n'étant que le moyen d'y accéder (lettres à Germain, à Arras, en 1795). C'est pourquoi il fera plus tard grand cas de la Constitution de 1793 dans laquelle le « bonheur commun », pierre angulaire de son rêve légendaire de « bien commun », était préconisé comme but de toute société. Le point de départ théorique de Babeuf est donc bien utopique et moral.

> *beaucoup meilleur...* Mais que j'aime le Réformateur général ! C'est bien dommage qu'il laisse les moyens en blanc [1].

Babeuf compare les idées de Rousseau à celles de l'auteur du *Prospectus ;* il voit que l'un et l'autre rêvent d'une société égalitaire, mais Rousseau ne s'était jamais départi de son rêve pessimiste sur l'égalité primitive, tandis que l'autre

> nous fait faire quatre bons repas par jour, nous habille très élégamment et donne à chacun de nous autres, pères de famille, de charmantes maisons de mille louis. C'est là avoir bien su concilier les avantages de la vie sociale avec ceux de la vie naturelle et primitive [2].

Dans cette nouvelle République dont il s'affirme un partisan enthousiaste, Babeuf se prononce pour que les revenus de tous les citoyens soient strictement égaux. Pour lui, la division du travail ne saurait justifier une hiérarchie entre les diverses professions :

> Est-ce la faute de ce dernier [le « malheureux ouvrier »] s'il n'a point reçu en naissant des dispositions plus heureuses ? Doit-il, pour cela, jouir de moins d'avantages que si le sort avait permis qu'il eût été capable de gouverner en chef toute la République ? Il n'a su apprendre qu'à tricoter ? Eh bien ! il fera des bas pour les laboureurs, pour les cuisiniers, pour les

1. Cette recherche, pratique et utopique en même temps, montre bien quel homme d'action en puissance était Babeuf dès avant la Révolution. A toutes les époques de sa vie, Babeuf ne s'est jamais totalement abandonné au rêve lorsque celui-ci ne pouvait s'incarner. On peut mesurer de la sorte le divorce idéologique entre Babeuf et Dubois de Fosseux.

2. Babeuf, à cette époque, rêve d'une société nouvelle, mais ne la conçoit pas comme un retour à l'antique égalité primitive qui laissait l'homme désarmé face au déchaînement des forces naturelles. Son idéal, comme le montre ce texte, c'est d'utiliser la « civilisation » pour assurer à chacun une aisance moyenne quoique frugale, et il ne paraît pas sentir les possibilités d'assurer aux hommes l'abondance des biens car, à cette époque, comme plus tard au temps de la Conspiration des Egaux, il paraît ignorer l'industrie de type nouveau qui, pour lui, n'est pas susceptible d'assurer le « bien commun ». Pourtant, cette lettre de 1787 sonne différemment que ses articles du *Tribun du Peuple* de 1795 et 1796. Elle témoigne d'un certain optimisme économique, que la crise des subsistances pendant la Révolution française va réduire à néant. On voit ainsi combien la situation économique concrète peut influer sur l'idéologie.

> vignerons, pour les fabricants d'étoffes, pour les cordonniers, pour les perruquiers, pour les maçons, pour les hommes de loi, etc. ; et ceux-ci, en retour, lui procureront le pain, la bonne chère, le vin, les habits, les souliers, la frisure, le logement, la conservation, en général, de tous ses droits. Il en sera de même réciproquement pour tous les états ; et j'espère que, de cette manière, chacun sera parfaitement content.

L'égalitarisme était donc, chez Babeuf, la clef de voûte de sa conviction sociale.

Dans ses dernières lettres à Dubois de Fosseux, Babeuf prend parti contre l'héritage, pensant que des biens également répartis entre tous les hommes devraient toujours revenir, pour une nouvelle attribution, à la société, indépendamment du nombre des enfants d'une famille qui, lorsqu'elle est nombreuse, laisse les derniers-nés sans ressources. De même, constatant à la lecture d'un mémoire sur l'histoire romaine, le grand nombre des inventions perdues, il estime que les découvertes devraient être remises à la société, en remerciements pour les services rendus, à charge pour celle-ci de ne pas les laisser inutilisés. Ailleurs encore, selon la mode des réformateurs de la fin du XVIII[e] siècle, il proteste contre le luxe dans lequel il voit la manifestation de la dépravation des mœurs. Il ne propose pas de supprimer l'industrie des objets de luxe, car cela entraînerait le chômage pour de nombreux travailleurs ; mais il ne paraît pas concevoir, limité par son expérience rurale, que ce luxe, assimilé à toute recherche nouvelle dans la technique et les méthodes de production, puisse être la source d'une plus grande aisance matérielle pour les hommes. C'est que l'inégalité criante des conditions sociales rend scandaleux à la fois l'étalage du luxe et l'insatisfaction des besoins élémentaires dans les campagnes. Pour Babeuf, les industries de luxe paraissent se développer au détriment de la richesse des campagnes, faisant fuir vers la ville de nombreux revenus de la terre. Il bénit le ciel de ce que les paysans en sont encore à se contenter de l'artisan de village. A aucune époque de sa vie, Babeuf ne s'est débarrassé vraiment de ces conceptions pessimistes et rétrogrades sur la vie économique.

Ainsi, dès avant 1789, Babeuf avait donné, semble-t-il, son adhésion aux thèmes du communisme égalitaire et utopique du

XVIIIe siècle. Sans doute, le principal inspirateur de sa réflexion fut-il Morelly dont le *Code de la nature* était attribué au XVIIIe siècle à Diderot. Mais Mably, qui voyait dans la propriété privée la source de tous les maux, dut fortement influencer la pensée du futur chef de la Conspiration des Egaux. De Mably, en effet, il hérita de l'idée que la réforme sociale passait en fin de compte par la réforme de l'Etat. Cette réforme sociale, chez Babeuf comme chez les utopistes du XVIIIe siècle, n'avait de sens que si elle débouchait sur une réforme des mœurs. Le point de départ de ses aspirations avant 1789 relevait donc avant tout d'un point de vue moral : il s'agissait de réagir contre l'humiliation et l'inculture des masses engendrées par la propriété privée. Une sorte de volonté rationnelle et une foi presque religieuse dans le progrès social animaient en même temps sa réflexion. Cependant les lettres de Babeuf à Dubois de Fosseux sont loin de faire toute la lumière sur ses convictions profondes avant 1789. Certains ont nié que Babeuf fût communiste avant 1789 ; il n'aurait apporté qu'une adhésion théorique à certaines idées en vogue à la fin du XVIIIe siècle. Babeuf se serait montré partisan du partage des propriétés (ou au moins d'une répartition égale des terres en fermage) seulement après avoir constaté les insuffisances de la révolution bourgeoise. Enfin en 1795, par une réflexion expérimentale, Babeuf en serait arrivé à concevoir la « communauté des biens ».

Il est vrai que, dans ses lettres, Babeuf n'emploie presque jamais le terme « communauté des biens » ; même si, en 1785, il a laissé entrevoir la possibilité d'une exploitation collective des terres, le communisme n'est encore pour lui qu'un thème de réflexion. Il ne parle à cette époque que du « bien commun » qu'il entend au sens moral et comme un objectif qui ne préjuge pas des moyens. D'autre part, son action pendant la Révolution française jusqu'en 1795 ne paraît pas animée par l'idée d'une mise en commun des moyens de production ou des biens de consommation, ce qui serait le propre d'une doctrine communiste. Pourtant, on ne peut douter que Babeuf, intuitivement, ne soit favorable à un idéal communiste, même s'il ne l'affirme pas très clairement ; et ceci pour deux raisons. La première, c'est que l'idée de communauté lui était familière, car il avait l'expérience directe de la solidarité villageoise des communautés rurales, qu'il imaginait victimes d'une dépossession par les seigneurs. Deuxième raison : Babeuf, lorsqu'il se préoccupe de la réforme de la société, ne reproche qu'à un seul auteur d'avoir « laissé

les moyens en blanc », et cet auteur c'est celui de l'ouvrage annoncé à Orléans dont toutes les thèses, selon le *Prospectus,* étaient inspirées du communiste Morelly. « Haletant » comme il l'a dit à la lecture du *Prospectus,* il était déjà gagné à l'idée de l'action, ce qui suppose au moins l'adhésion intellectuelle au système proposé. Ce fut cependant la Révolution française qui lui donna les moyens d'agir et de préciser son idée. Il reste qu'avant 1789 déjà, Babeuf ne dissociait pas sa recherche intellectuelle de sa volonté pratique d'agir.

Si Babeuf n'est pas toujours très précis dans l'affirmation de ses convictions avant 1789, c'est en partie parce que les conditions historiques ne paraissaient pas imposer un choix définitif. Au demeurant, de nombreuses lettres, infiniment plus suggestives sur ses aspirations révolutionnaires, n'ont jamais quitté son écritoire. Les plus audacieuses de ces pensées, Dubois de Fosseux n'en a sans doute jamais eu vent : ainsi du brouillon de 1786 sur les fermes collectives. On peut retenir cependant que les aspirations révolutionnaires de Babeuf avant la Révolution étaient celles d'un homme gagné à l'optimisme philosophique, et c'est dans ce sens qu'il demanda son adhésion à la franc-maçonnerie dans laquelle il voyait une organisation d'esprit philanthropique capable de diffuser cette éducation morale et fraternelle si nécessaire à la réalisation du « bien commun ».

Militant et partisan de la révolution sociale : Babeuf pendant la Révolution.

L'action de Babeuf pendant la Révolution a été celle d'un militant assez obscur en France, mais auréolé de prestige dans sa province. Les ébranlements révolutionnaires à partir de 1789 firent de Babeuf un agitateur local et un dirigeant révolutionnaire proche du peuple. Il fut entraîné dans des courants de pensée et d'action, le plus souvent déjà constitués en dehors de lui, mais au contact desquels il approfondit sa propre réflexion et affirma sa personnalité. L'expérience révolutionnaire a été enrichissante pour la doctrine égalitaire de Babeuf, telle qu'elle sera affirmée plus tard ; elle lui a permis de manifester son tempérament de lutteur. Pourtant, jusqu'à la Conspiration, tout n'est pas clair dans l'itinéraire idéologique du futur tribun du peuple. Une question ne laisse pas d'être ambiguë :

Babeuf a-t-il fait connaître ses idées sur la « communauté des biens », a-t-il, en pratique, engagé une action en ce sens, ou a-t-il au contraire subi, approuvé et propagé cette revendication élémentaire assez éloignée du communisme, le partage des terres = la « *Loi agraire* ». Plus tard, au temps de la Conspiration, il niera avoir jamais approuvé le partage des terres, solution impraticable et sans avenir. Pourtant, en Picardie, aussi bien dans le choix de ses amitiés politiques que dans l'action qu'il a menée, Babeuf, de 1790 à 1794, paraît pencher vers ceux qui ne voient de révolution sociale, terme ultime de la Révolution des droits commencée en 89, que dans un nivellement social qui prendrait aux riches le superflu pour l'attribuer aux pauvres. Le simple fait de se prénommer Gracchus en 1794, en hommage aux héros de l'Antiquité romaine qui avaient préconisé le partage des biens de l'Etat, paraît témoigner du fait qu'il approuva la loi agraire. A-t-il eu, comme on le pense quelquefois, conscience du caractère trop avancé de ses idées communistes, à supposer qu'il les ait nettement formulées, même à l'égard des plus « enragés » des révolutionnaires ? A-t-il senti qu'elles ne répondaient pas aux exigences et au niveau de conscience des plus déshérités des sans-culottes ? Peut-être Babeuf estima-t-il nécessaire de garder par devers lui le fond de sa pensée, n'ayant pas, comme Marat ou Jacques Roux « l'enragé », la même audience populaire. Il n'est pas impossible de penser, si l'on accepte en partie l'idée que Babeuf, en 1789, n'avait pas de doctrine très cohérente, qu'il s'est engagé dans l'action sans avoir toutes les munitions idéologiques avec lesquelles il jaillit sur la scène historique en l'an III et en l'an IV.

Par contre, un fait reste certain : l'engagement pratique de Babeuf dans les mouvements les plus démocratiques de la Révolution française. Babeuf était à Roye lorsqu'il apprit la convocation des Etats généraux. Il ne put faire accepter ses propositions dans les Cahiers de doléances. Pourtant, à la nouvelle de la prise de la Bastille, il sent toute l'importance de l'événement. Présent à Paris le 17 juillet, il assiste à l'effervescence populaire et au châtiment expéditif de Foulon et de son gendre Bertier de Sauvigny, rendus responsables de la famine. L'agitation parisienne le bouleverse tant qu'il n'écrit que le 27 juillet 1789, à sa femme, laissée à Roye avec la responsabilité du cabinet de feudiste. Lettre étonnante, assez naïve, et qui révèle d'un certain choc nerveux devant l'énormité du mouvement populaire. Babeuf est ému par la mise à mort des

responsables aux subsistances, mais il décrit avec perspicacité les tentatives contre-révolutionnaires de l'aristocratie et s'en indigne. Il prend son parti de la marche en avant. Pourtant, sa présence à Paris s'explique par une affaire importante : la mise au point et la publication d'un ouvrage qu'il avait entamé en 1787, au moment de la convocation des assemblées provinciales de Notables. Cet ouvrage reprenait certaines idées émises dans sa lettre du 21 mars 1787 à Dubois de Fosseux, proposant des sujets de concours pour l'Académie d'Arras. Le séjour de Babeuf à Paris dura jusqu'au 5 octobre 1789 et il l'a consacré à suivre les événements et à rédiger son ouvrage. L'évolution des conflits révolutionnaires l'intéresse vivement et c'est comme correspondant d'un journal de Londres qu'il analyse la situation [1]. Moins porté que Marat à réclamer une accentuation de la lutte dans un sens démocratique, il montre dans ses écrits une perspicacité plus grande sur la question des subsistances, ce qui le porte à aborder un aspect nouveau de la réalité qu'il n'avait jamais supposé à Roye : le problème du ravitaillement de cette ville énorme qu'était Paris. Quant à son livre, écrit en collaboration avec un géomètre qui ne partageait pas toutes ses idées mais auquel il était lié par contrat, il parut bientôt sous le titre : *Le Cadastre perpétuel.*

De tous les écrits de Babeuf, c'est peut-être celui qui, tout en étant dégagé de l'action concrète, fut le mieux pensé, le plus profondément critique à l'égard des conditions de l'époque. *Le Cadastre perpétuel* était précédé d'un « discours préliminaire » où les aspirations humanistes de Babeuf apparaissent clairement. Il y prend parti en faveur de « l'opprimé » ; il conçoit l'opprimé comme l'homme qui, autrefois membre de la collectivité propriétaire en commun des terres, s'est vu dépossédé, en vertu des « lois sociales », de sa part légitime. Ici tout dérive directement du *Discours* de Rousseau *sur l'origine de l'inégalité.* Mais Babeuf va plus loin, car il ne considère pas la sacro-sainte propriété privée comme une réalité désormais intangible et il prend positivement parti pour l'action des masses populaires dont le rôle a été décisif dans l'été de 1789. Il glisse l'idée que la justice naturelle, le respect de la qualité d'homme des pauvres exigent, sinon le retour à la « primitive égalité », du moins des « secours honorables et tels qu'ils

1. V.A. Daline : « Babeuf et Marat », *A.H.R.F.*, 1958, n° 1, p. 16.

puissent être regardés comme devant convenir à des égaux » ; mais on sent bien que le partage des terres lui paraît la solution de justice. Etait-ce un recul par rapport à l'adhésion donnée au système du réformateur de 1787 qui préconisait non le partage, mais la mise en commun des terres ? Nous pensons plutôt que, parti des analyses de Rousseau, vérités incontestées à cette époque, Babeuf en tire une première conclusion logique, ni pratique ni définitive. Reprenant les prémisses de Mably, il cherche comment le peuple qui est le nombre, donc la force (il écrit après le 14 juillet et la Grande Peur), s'est laissé déposséder de ses droits légitimes par ceux qui possèdent tout, la minorité. Babeuf, dans la ligne de son matérialisme critique inspiré de la philosophie du XVIII[e] siècle, ignorant les processus économiques comme, plus tard, Blanqui et en général les meilleurs démocrates de la Révolution française, recherche l'explication de cette spoliation dans l'inéducation du peuple. Pour lui, les préjugés inculqués, l'ignorance dans laquelle les possédants laissent les déshérités, leur font ignorer leurs droits. Donc, pour assurer la liberté et l'égalité, il convient d'abord d'instruire le peuple et seule la Nation peut prendre en charge l'instruction de ses enfants ; pour salarier les instituteurs, elle doit sécuraliser les biens du Clergé :

> Si les hommes avaient toujours eu une égale éducation, s'ils n'avaient point été asservis aux sots préjugés qui les ont si longtemps empêchés de connaître ce qu'ils étaient et ce qu'ils valaient, jamais le grand nombre ne se serait soumis à ce que le petit osât lui imposer des chaînes flétrissantes, dont le temps a un peu diminué le poids, mais desquelles il n'a point entièrement effacé les traces.

Ce sont là des pensées typiques du matérialisme du XVIII[e] siècle ; mais elles soulèvent ici une question d'un autre ordre : Babeuf, dans sa recherche progressive d'une société égalitariste, ne voit pas l'origine économique de l'inégalité sociale, celle-ci étant pour lui le résultat de la mauvaise volonté, de l'intrigue des puissants et de l'ignorance des masses. Si bien qu'il n'envisage encore d'autres solutions révolutionnaires que la diffusion des Lumières. Il se montre en cela disciple des plus avancés des révolutionnaires de 1789

comme Nicolas de Bonneville et ses amis du Cercle social. Comme s'il suffisait de dire la vérité pour qu'elle pénétrât la conscience des hommes ! Sans revenir sur les principes affirmés à cette date, Babeuf, en pratique, puisera dans l'histoire de son temps et dans des arguments historiques plus ou moins fantaisistes d'autres réflexions ; en particulier, la résistance des privilégiés par le rang ou par la fortune lui fera comprendre, en 1794 et 1795, que la révolution politique et sociale précède nécessairement la diffusion des Lumières. Il n'empêche que les idées du *Cadastre perpétuel* constituent le fond idéologique dans lequel, par la suite, il puisera les propositions de bases de son égalitarisme et certains traits de son idéal communautaire de 1796.

Le 5 octobre 1789, Babeuf regagna la Picardie. Entraîné par l'action révolutionnaire des Parisiens, c'est tout transformé qu'il arrive dans sa province. Sa situation matérielle est devenue dramatique : il est vrai qu'être feudiste de profession au temps de la révolution antiféodale n'est pas sans poser des problèmes matériels ! Mais Babeuf, avec sa bonté et son attachement aux principes, se réjouit de ce qu'il est contraint de changer de métier. D'ailleurs, il espère que les temps nouveaux apporteront à ceux qui, comme lui, ont du talent et de la fidélité à la cause révolutionnaire, de nouveaux moyens de subsister. Aussi, en Picardie, s'engage-t-il de toute son âme dans le courant révolutionnaire. Il ne peut être question de tracer par le menu le récit détaillé de ses actes en Picardie et à Paris jusqu'au 9 thermidor [1]. Toute cette action paraît se cristalliser autour d'un principe qui lui servit de guide dès son retour en Picardie en 1789 ; la révolution libérale est insuffisante. Pour Babeuf ou pour Marat, l'égalité des droits doit déboucher sur l'égalité de fait et, pour commencer, la destruction du régime féodal doit conduire à la destruction de tous les attributs du régime déchu.

La vie de révolutionnaire de Babeuf pendant cette période se présente sous deux aspects : d'abord celui de Babeuf militant populaire, ensuite celui de Babeuf théoricien révolutionnaire.

Très largement reconnu par les paysans de Picardie comme leur défenseur, il a acquis à leur contact sa vocation de tribun. Elu membre du Conseil général de Roye à partir du 14 novembre 1790, administrateur de la Somme après le 10 août 1792, journaliste plein de zèle patriotique dans *Le Correspondant picard*, plus tard employé

1. Sur toute cette question, cf. *Bibliographie*.

à l'administration des subsistances de Paris en 1793, à toutes les époques de sa vie de militant, Babeuf se situe toujours à l'extrême pointe du mouvement et c'est en cheminant ainsi qu'il a précisé sa pensée sociale. Ce qui rend si attachante la personnalité de Babeuf, c'est cette conviction qui est sienne que les idées ne doivent jamais se séparer des actes. C'est donc par un artifice formel que l'on peut dissocier l'engagement pratique de Babeuf de sa réflexion intellectuelle.

La première évidence pour Babeuf, c'est que l'affirmation de l'égalité, si elle n'implique pas l'égalité politique et l'égalité sociale, n'est qu'une égalité illusoire et la Révolution, une mystification. En cela, il ne se distingue pas de nombreux démocrates futurs Montagnards ni des chefs du mouvement sans-culotte, mais son originalité réside dans l'action pratique qu'il entreprend comme agitateur populaire pour faire passer dans les faits cette opinion clairement affirmée dès l'aube de la Révolution. En 1790, il encourage puis organise la lutte, à Roye, contre le paiement des impôts indirects hérités de l'ancien régime (les aides pesant sur les boissons). Huit cents communes picardes et artésiennes approuvent sa pétition refusant le paiement des impôts exécrés, car dans la mentalité populaire (et Babeuf répond à ces espérances) à quoi servirait la Révolution si les anciennes taxes subsistaient ? Accusé de prêcher l'anarchie, il est arrêté, transféré dans la prison de la Conciergerie à Paris, d'où il est libéré grâce à l'appui de quelques nobles libéraux mais surtout à la protestation véhémente de Marat dans *L'Ami du peuple.* Pendant le trajet de son retour de Paris à Roye, sa réputation est telle qu'il est porté en triomphe par les populations locales comme un héros vers qui monte la reconnaissance des pauvres. Cette action énergique a fait de Babeuf un véritable chef populaire. Arrivé à Roye, il publie son journal, *Le Correspondant picard,* dont il rêve de faire l'organe coordinateur des luttes populaires en Picardie contre les droits féodaux comme plus tard, en l'an III, il cherchera à faire du *Tribun du peuple* l'organe de combat des sans-culottes parisiens. Peut-être a-t-il puisé dans l'exemple donné par *L'Ami du peuple* de Marat cette réflexion que le journal est le moyen d'agitation populaire le plus efficace.

Il est certain que l'action de Babeuf en Picardie a connu des succès notables et que sa réputation a gagné toutes les villes et les campagnes de sa province : en mai 1791, il encourage le peuple à

monter à l'assaut des châteaux et des droits féodaux, et il entraîne les pauvres du misérable quartier Saint-Gilles à Roye, où il réside, à faire front aux prétentions des moines de disposer de biens communaux ; son journal colporte partout des mots d'ordre d'action populaire. Tout ceci ne manque pas d'attirer sur sa personne la haine des notables et en particulier celle de Longuecamp, maire de Roye, dont l'hostilité, plus tard, nous le verrons, sera plus redoutable encore. Arrêté une nouvelle fois, Babeuf est remis triomphalement en liberté. Il use de son prestige pour lancer des cris d'alarme dénonçant les résistances de l'aristocratie, les manœuvres de la cour et les hésitations de la bourgeoisie à proclamer l'égalité politique. A Noyon, après la fuite du roi, il propose une motion réclamant la chute de la royauté et la proclamation de la République, persuadé que le changement des institutions politiques est une étape nécessaire dans l'émancipation progressive du peuple. Les élections à l'Assemblée législative lui paraissent de nature à offrir des conditions favorables à cette révolution sociale à laquelle il aspire. Babeuf fait campagne pour Coupé, curé démocrate de Sermaize, entre Roye et Noyon. Coupé était son ami et Babeuf voyait en lui un démocrate convaincu, entièrement dévoué à la cause populaire. Coupé, sans doute au début, approuva l'action pratique de Babeuf et il fut abonné au *Correspondant picard.* Les relations entre Babeuf et Coupé de l'Oise, sont si importantes dans l'histoire de l'idéologie babouviste qu'il faudra y revenir. Retenons que Coupé fut élu député à la Législative mais qu'à partir de cette date, malgré les lettres insistantes de Babeuf, il cessa toutes relations avec le champion des luttes populaires en Picardie. Il est évident que les propositions du militant Babeuf ont dû effaroucher le député.

Babeuf ne se décourage pas ; il poursuit son action pratique sans se faire d'illusions sur l'état d'esprit d'une assemblée dominée par des possédants prêts au compromis (Brissotins et Feuillants). Elu administrateur de la Somme, le 17 septembre 1792, par les paysans pauvres qu'il a sans doute gagnés à ses idées égalitaires — il avait cependant espéré être député de la Convention — Babeuf se montre très vigilant. Il enquête à Péronne sur une trahison des royalistes, qui avaient prévu de livrer leur ville à l'ennemi avant que Valmy ne vienne ruiner leurs prétentions. Nommé membre du Directoire du district de Montdidier, il se montre administrateur appliqué et confiant, essayant, au début tout au moins, de faire rentrer l'impôt.

C'est que la victoire révolutionnaire aux frontières et l'élection de la Convention avaient soulevé son enthousiasme. Mais il s'aperçut rapidement que ses espérances de transformation radicale trouvaient encore une résistance puissante de la part des privilégiés et des riches. Poursuivant son travail d'agitateur en profitant de son poste de responsabilité, il ne tarde pas à s'attirer l'animosité des notables de Montdidier et de la région. Depuis 1790 il s'est suscité tant d'ennemis qu'il devient le point de mire de tous ceux que ne satisfait pas l'évolution démocratique. Longuecamp, qui représente un type assez remarquable de notable conservateur, avait été élu procureur-syndic du district de Montdidier; c'est à lui que Babeuf devait d'avoir été mis en prison naguère au sujet de l'affaire des cabaretiers de Roye qui refusaient de payer l'impôt. En juin 1792, Babeuf avait dénoncé la municipalité de Roye dirigée par Longuecamp comme « concussionnaire » et le 14 juillet de nouveau comme « aristocrate et modérée ». Il ne pouvait s'attendre à ne pas subir les foudres d'un homme aussi considérable que Longuecamp. Cependant Babeuf va fournir à tous ses adversaires un moyen de se débarrasser de lui. En toute naïveté, il raye, devant témoin d'ailleurs, un nom dans un acte d'adjudication de biens nationaux (30 janvier 1793) pour y substituer celui d'un pauvre sans-culotte. Cette affaire de faux, dans laquelle, sans entrer dans le détail, on s'accorde aujourd'hui à signaler la bonne foi naïve de Babeuf, permit à la réaction locale de le faire destituer de ses fonctions, puis condamner à vingt ans de fers. Babeuf dut fuir à Paris pratiquement sans ressources et sans travail. Déjà sa situation économique et celle de sa famille était fortement dégradée. Sa femme vendit leur pauvre bien et gagna Paris, elle aussi.

Dès lors, à Babeuf, sa base d'opération, la Picardie, était interdite. Son rôle, actif jusqu'au 9 thermidor, était terminé. A Paris il fut employé pour un temps dans l'administration des subsistances. Ceci fut essentiel dans la formation de sa pensée, car il put pénétrer au cœur même d'un problème qu'il n'avait qu'entrevu en 1789 ; la grave question des subsistances dans cette ville de plus de 600.000 habitants. Expérience nouvelle : prise de position nouvelle. Babeuf fut amené progressivement à se ranger aux côtés des révolutionnaires les plus avancés : les hébertistes. Cependant Babeuf à Paris n'était qu'un militant presque anonyme, en partie discrédité, toujours en proie aux tracasseries judiciaires pour l'affaire du faux, tantôt arrêté,

tantôt libéré, obligé sans cesse de se justifier en attendant le règlement des poursuites judiciaires. Elargi le 30 messidor an II (18 juillet 1794), il partit pour Laon où il apprit la chute de Robespierre.

On ne peut s'empêcher de penser que si Babeuf fut ainsi rejeté de la vie politique active en Picardie, ce n'est pas simplement un coup de hasard. Certes la maladresse de Babeuf est réelle dans l'affaire du faux, mais il convient surtout de retenir qu'elle n'a été en fin de compte qu'un prétexte. C'était moins un administrateur indélicat qui était suspendu, que l'homme du mouvement populaire picard. Babeuf était devenu gênant non seulement pour les modérés du district de Montdidier, mais bientôt aussi pour le Gouvernement révolutionnaire lui-même, car on n'ignorait ni les liens de pensée qui l'unissaient aux « Enragés », ni sa propagande en Picardie pour la loi agraire. De sorte qu'on comprend mieux l'hostilité de Babeuf après le 9 Thermidor à l'égard des « tyrans robespierristes » de l'an II et de la politique jacobine du Salut public. Au fond, il y avait entre Babeuf et les hommes de sa trempe d'un côté, et la bourgeoisie prise dans son ensemble de l'autre, une incompatibilité idéologique et sociale qui était apparue progressivement pendant tout ce temps où Babeuf s'était affirmé militant révolutionnaire.

De 1789 à 1794, Babeuf, en Picardie ou à Paris, n'avait cherché qu'à se mettre pratiquement sur les positions les plus avancées du mouvement populaire. Il avait pris conscience de la force irrésistible du « mouvement des masses », comme l'on dirait aujourd'hui. En tête des luttes populaires, il fut l'organisateur vigilant et persévérant de la lutte contre l'aristocratie, et de là contre les possédants dans leur ensemble, et en ce sens il apparaît comme l'un de ces hommes qui, dans l'obscurité de leur province, ont incarné l'idéal démocratique de l'an II. C'est une sorte de chevalier de la Révolution qu'il nous a été donné de suivre, sacrifiant sa position personnelle à la cause qu'il défend[1]. Courageux, d'un caractère entier, incapable de compromission, voire de compromis, il ne transige pas avec les objectifs qu'il s'est donnés, même si, par souci tactique, il atténue quelque peu la violence de sa pensée; tel est Babeuf. L'audace de son caractère fait de Babeuf l'un de ces hommes

1. Avant 1789, Babeuf avait employé jusqu'à vingt commis et son aisance était certaine. En 1793, il est réduit à la pauvreté : son métier est devenu impraticable et son engagement révolutionnaire lui avait fait abandonner tout autre travail. De plus, les fonds qui lui étaient dus pour des recherches antérieures ne lui furent jamais versés, ni avant ni après 1789.

que l'on ne peut imaginer que dans un temps de révolution lorsque l'avenir individuel paraît indissociable du mouvement général dont il n'est qu'un témoignage exemplaire. Un tempérament de feu, c'est là tout le personnage [1].

Pris par l'action, Babeuf, quelquefois, paraît avoir abandonné sa conviction communiste d'avant 1789. Dans tous les documents de la période révolutionnaire qui nous restent de lui, on ne le voit jamais donner comme objectif final de son action « la communauté des biens et des travaux ». Mieux encore il se fait sans doute le protagoniste en Picardie de la loi agraire qu'il dénoncera en l'an IV comme une dangereuse utopie. L'intransigeant Babeuf reniait-il les principes de sa jeunesse, son idéal communautaire des premières années, pour suivre sans résistance, mais en y mettant toute son énergie, la plus élémentaire et la plus passionnée des revendications populaires, celle d'un partage égalitaire des propriétés ? Ainsi, Babeuf voulait-il cesser d'être le chef qui éclaire pour devenir l'agitateur qui sait flairer le vent pour être élu et se faire l'écho des aspirations souvent démagogiques de quelques chefs populaires ? Ce point mérite d'être vu de près.

Pour raisonner, nous disposons de plusieurs éléments : d'abord quelques écrits de Babeuf lui-même dans *Le Correspondant picard,* puis les lettres écrites à Coupé avant l'élection de celui-ci comme député à la Législative; enfin une lettre à Chaumette, procureur de la Commune de Paris. En outre, des échos de la propagande orale de Babeuf en Picardie nous sont parvenus, principalement dans l'acte d'accusation et l'interrogatoire de l'abbé Croissy, d'Etalon dans le district de Montdidier, devant le Tribunal révolutionnaire en floréal an II (avril-mai 1794) [2].

De tous ces documents, il ressort que Babeuf fut incontestablement partisan d'un morcellement de la propriété foncière ; il pensait jusqu'en 1794 que ce partage donnerait aux paysans le lopin de terre qui assurerait leur subsistance et celle de leur famille. Mais il convient de savoir comment Babeuf envisage la loi agraire et s'il est possible d'intégrer cette revendication d'un partage des terres dans une conception plus large de la révolution sociale, la loi agraire venant

1. *Le Tempérament de Babeuf,* communication de M. Dommanget à la Société des études robespierristes (novembre 1960).

2. G. LEFEBVRE : « Où il est question de Babeuf ». *Etudes sur la Révolution française,* P.U.F., 1954, p. 298.

alors, non comme un recul, mais comme un enrichissement de la théorie communiste. Il faut reprendre la question au point de départ. Babeuf, au moment où commence la Révolution, nous l'avons vu, avait déjà esquissé une solution communiste au problème de l'inégalité sociale. Il s'était affirmé, sans le dire très nettement, partisan d'un système comparable à celui de Morelly, instituant une société égalitaire dans laquelle « le sol ne serait à personne, quoique tout fût commun jusqu'aux produits de tous les genres d'industrie ». Mais dans *Le Cadastre perpétuel*, Babeuf, qui avait semble-t-il perdu de vue son idée de fermes collectives de 1785, penchait vers une redistribution égalitaire des parcelles.

Georges Lefebvre pensait concilier la contradiction qui existe entre cette notion de propriété collective nationale des biens et celle de répartition morcelée des moyens de production, en supposant que, dans l'esprit de Babeuf, l'exploitation individuelle se serait maintenue tout en confirmant la propriété éminente de la collectivité nationale, comme auraient pu le donner à penser à Babeuf la forme même du travail agricole dans sa province où se maintenaient très vivantes les coutumes collectives et, plus généralement, les traditions juridiques héritées de la féodalité qui distinguaient la possession utile du bien et la propriété éminente du seigneur.

Cependant l'on ne peut oublier que Babeuf avait déjà songé en 1786 et 1787 à la communauté des travaux et il paraît peu probable qu'il considéra l'exploitation individuelle d'un lopin comme la meilleure solution économique. En fait, à bien peser le bilan de sa réflexion et de son expérience, il semble que l'image que Babeuf a dû retenir de son expérience picarde devait être celle de la crise agraire; ce simple fait que la moitié des paysans étaient sans terre ou insuffisamment pourvus de terre. La Révolution et son action personnelle de militant ne pouvaient que le confirmer dans cette idée d'une révolution sociale abolissant l'accaparement des terres. Quelle que soit la forme que prendrait cette mesure, elle paraissait être à la base de toute transformation radicale de la société. *Le Cadastre perpétuel* insistait surtout sur l'inégalité de la propriété foncière, plus que sur la façon qui devait être utilisée pour résoudre la crise sociale permanente à la campagne. Indiscutablement, les événements furent le meilleur guide de la doctrine babouviste en voie de s'affirmer.

En 1791, Babeuf a déjà derrière lui deux ans de révolution.

Il assiste aux résistances à l'égalité des droits, aux hésitations de la bourgeoisie à étendre la conception d'égalité, et à la vente des biens nationaux. Or, ce qui pour les démocrates était scandaleux dans cette vente était que, loin de rendre propriétaires les plus déshérités, le système adopté enrichissait les « nantis », « coqs de village », bourgeois ruraux qui seuls pouvaient suivre les enchères et spéculer sur l'assignat. La revendication populaire devint alors, et ceci jusqu'en 1794 (décrets de ventôse an II-février 1794), la réclamation d'une méthode démocratique pour la distribution des biens nationaux et des biens des émigrés. On devine aisément que le véritable problème était moins de supprimer la propriété et l'exploitation privées de la terre que de distribuer facilement les terres disponibles à ceux qui en étaient démunis. De ce fait, par souci d'être compris, peut-être Babeuf, sans abandonner fondamentalement son idéal communiste, le tint en réserve pour plus tard, le « bien commun » supposant d'abord la réalisation des mesures immédiates les plus faciles à promouvoir. Dans cet esprit on comprend mieux sa fameuse lettre à Coupé de l'Oise écrite à Beauvais le 30 septembre 1795. Elle demandait la généralisation légale des revendications populaires encore étroites et à peine formulées. Elle répondait ainsi, en la devançant presque, à l'aspiration quasi-instinctive des pauvres à « l'égalité des jouissances » :

> Je vous le dis tout haut à vous mon frère et ce ne sera pas encore si tôt que j'oserai le dire tout bas à d'autres : cette loi agraire, cette loi que redoutent et que sentent bien venir les riches, et à laquelle ne pense nullement encore le grand nombre des malheureux, c'est-à-dire les quarante-neuf cinquantièmes du genre humain, qui cependant, si elle n'arrive point mourra en totalité en dedans de deux générations tout au plus...; cette loi que vous vous rappelez bien que, étant entre nous deux, nous avons vu Mably appeler par ses vœux ardents, cette loi, qui ne reparaît jamais sur l'horizon des siècles que dans des circonstances comme celles où nous nous trouvons; c'est-à-dire quand les extrêmes se touchent absolument; quand les propriétés foncières, seules vraies richesses, ne sont que dans quelques mains, et que l'impossibilité universelle de pouvoir assouvir la terrible faim, détermine le plus grand nombre à revendiquer le

> grand domaine du Monde où le créateur a voulu que chaque être possédât le rayon de circonférence nécessaire pour produire sa subsistance...

Ainsi Babeuf, sur la lancée du *Cadastre perpétuel* se prononce en 1791 pour la répartition égalitaire des biens-fonds. Ainsi la répartition des terres devenait pour lui le but pratique le plus nécessaire de la Révolution; mais il avait conscience de la brutalité d'un tel programme, qui, tout en lui paraissant aller dans le sens de l'évolution, était encore loin de portée de la conscience des plus larges masses. C'est pourquoi il recommande au député Coupé de donner la loi agraire comme objectif secret, tout en procédant au grand jour, par mesures transitoires.

Pourtant Babeuf lui-même dans sa propagande personnelle, malgré qu'il en ait, n'en parle pas tout bas, même s'il ménage les transitions. Le curé d'Etalon, Croissy, accusé en floréal, an II, entre autres, d'avoir préconisé la loi agraire avec Babeuf au temps des élections à la Convention, s'en défendit devant le Tribunal révolutionnaire. Il déclara qu'il n'avait voulu que le partage des grandes fermes — aspect le plus sensible de l'accaparement des terres en Picardie — mais il prétendit que Babeuf, lui, avait préconisé ouvertement une véritable loi agraire touchant à la propriété foncière. Peut-être Babeuf n'avait-il fait que propager l'idée du partage des biens communaux et des grandes fermes, comme ce devait être la pensée des paysans pauvres de Picardie. Mais la lettre à Coupé, antérieure d'un an, témoigne en tout cas des intentions profondes de l'ancien feudiste de Roye. D'ailleurs, la situation après le 10 août 1792 pouvait paraître de nature à offrir des conditions favorables à la réalisation de l'idéal « niveleur » de Babeuf. En même temps que lui le Cordelier Momoro à Evreux et l'abbé Dolivier de Mauchamp défendaient des points de vue semblables [1].

Ainsi, comme l'a pensé G. Lefebvre, Babeuf était à cette époque ce que l'on appellera en 1848 un « *partageux* » et apparemment pas un communiste. Cependant on peut penser que la loi agraire ne le satisfaisait pas entièrement, même si en apparence elle répondait en toute logique à l'idéal social ultime de la sans-culotterie. Babeuf ne pouvait ignorer que nombre de chefs des mouvements les

1. Il est significatif que dans les papiers saisis chez Babeuf, après l'échec de la Conspiration, on ait trouvé l'ouvrage de DOLIVIER : *Essai sur la justice primitive*.

plus extrêmes, tels que Vincent, Varlet et plus tard Hébert, dans *Le Père Duchesne,* refusaient la loi agraire parce qu'ils la trouvaient inefficace, dangereuse et éphémère. Inefficace et dangereuse parce que la terre, après le partage des propriétés, si elle demeurait aliénable, se concentrerait de nouveau entre quelques mains; éphémère parce que de ce fait elle ne durerait qu'un jour. Certes, Babeuf avait condamné l'héritage dans le *Cadastre perpétuel.* Mais y aurait-il concordance entre le nombre des hommes et le nombre des parcelles ? N'y aurait-il pas accumulation d'argent chez certains propriétaires, si la vente des produits demeurait libre ? Et en ce cas une nouvelle inégalité n'apparaîtrait-elle pas ? Et à moins de ruraliser la France entière (y compris Paris) comment seraient alimentées les villes et les travailleurs urbains. Or ceux-ci, Babeuf qui avait pris contact avec la vie parisienne, ne pouvait les ignorer. Ces questions, il est bien probable que sous une forme ou sous une autre il se les soit posées. De sorte qu'on est bien forcé d'imaginer que dans son esprit la loi agraire n'était qu'une vision partielle dans un horizon révolutionnaire de plus grande ampleur mais qui se manifestera plus tard lorsque les événements imposeront des solutions nouvelles plus radicales.

Babeuf apprit beaucoup à Paris, même si son rôle fut infiniment moindre qu'en Picardie. Pendant une longue période de sa vie, Babeuf n'avait jamais imaginé une autre misère que celle du journalier agricole, une autre spoliation que celle du paysan sans terre. A Paris au printemps de 1793, Babeuf, employé à l'administration des subsistances, peut analyser la misère des travailleurs urbains. Il en est exaspéré et le premier problème dans son esprit devient d'assurer la nourriture au plus grand nombre, aux centaines de milliers de pauvres de la grande ville. Il est évident alors que la loi agraire qui paraissait convenir à la campagne ne pouvait résoudre en rien, seule, les difficultés d'une ville de six cent mille habitants. Le ton tragique que trouve Babeuf pour écrire à Chaumettre le 7 mai 1793 témoigne d'une probable mutation idéologique. Il approuve la Commune de s'être déclarée « en révolution tant que les subsistances ne seront point assurées » et il poursuit :

> Il ne s'agit plus que de soutenir le fondement et de poursuivre l'édification de ce bel œuvre ! le jour est arrivé où la Commune de Paris doit montrer que ce n'est pas vainement qu'elle s'engage à défendre

> les droits du peuple. L'avez-vous vu cet article de la déclaration des prétendus droits de l'homme qui définit la propriété : « le droit de disposer *à son gré* de ses biens, de ses revenus, de ses capitaux, de son industrie : droits naturels imprescriptibles ! Etes-vous assez criminellement violés ! ! ! accapareurs !... Vous tous qui êtes en possession de pomper à qui mieux mieux les sources vitales de la grande masse du peuple ! Réjouissez-vous, ce sont seuls vos droits affreux qui sont consacrés.

Babeuf, comme tous les sans-culottes, consommateurs misérables, voyait l'exploitation des pauvres par les riches au niveau de la vente de produits (« *pomper* »), mais il va plus loin en ce qu'il associe dans le même refus le droit de propriété et la sous-consommation des masses. Dès lors, il lui apparaît sans doute clairement que l'augmentation du nombre des propriétaires ne peut résoudre à Paris comme en France la disette. Dans l'immédiat, il préconise un maximum des prix « borné à un prix auquel tous puissent atteindre ». Mais dans le futur ? Nul doute que commence à germer dans son esprit l'idée d'une répartition générale et collectivement administrée des biens de consommation. L'économie dirigée de l'an II, aussi bien que l'organisation des fournitures nécessaires aux armées vont le renforcer dans cette conviction. Aussi va-t-il se formuler de moins en moins confusément les linéaments d'un système à la fois collectiviste pour la distribution des produits et individualiste pour la production des biens, ne reniant donc en rien ses campagnes précédentes pour la loi agraire. Ce sont là deux traits essentiels du babouvisme tel qu'il s'affirmera au moment de la Conspiration.

On conçoit assez bien que la politique du Comité de salut public pouvait lui apparaître comme un ensemble de demi-mesures. Et après le 9 thermidor, l'abandon même de la réglementation, le retour à la liberté économique et la crise qui s'ensuivit ne purent que conduire Babeuf à exprimer totalement son idée d'un communisme orienté vers la répartition égalitaire des biens. Ainsi Babeuf, en 1794, et ceci de plus en plus fermement par la suite dans la période thermidorienne, retrouvait son idéal communiste d'avant 1789 mais infiniment transformé, adapté à une situation concrète et enrichi de tout le fruit de l'expérience.

Une telle réévaluation de sa conception alla de pair avec des notions de plus en plus complètes sur les moyens de la révolution sociale. Fidèle à l'optimisme philosophique de 1789, jusqu'en 1792, Babeuf voyait dans la diffusion des Lumières et de la saine philosophie la condition fondamentale de l'établissement de l'égalité sociale. Pourtant, lorsqu'en juillet 1787 il avait reproché au Réformateur général de laisser ses « moyens en blanc », on le sentait déjà insatisfait de cette méthode idéaliste. Pendant toute la Révolution française jusqu'en 1793 (les lettres à Coupé), il pense que le pouvoir politique constitué (les Assemblées, par exemple) peuvent par étapes instituer la société nouvelle. Mais en 1793 il ne voit d'issue que dans une lutte farouche des « pauvres » contre les « riches ». Cette idée, il l'avait déjà émise, mais de façon assez théorique, en novembre 1790, dans *Le Correspondant picard,* quand il avait développé la parabole des « patards » (la classe indigente des citoyens passifs exclus du droit de suffrage) réclamant l'égalité politique au même titre que les citoyens du « marc » (les éligibles) avec l'appui des ordres de la « pistole et de l'écu » (les actifs non éligibles). A la fin de 1791, devant la résistance opposée par la bourgeoisie révolutionnaire à l'extension des principes de 1789, Babeuf commence à ne voir de solution que dans la lutte ouverte contre les notables. Comme Marat à la même époque, la passivité populaire et la confusion des esprits le désespèrent ; ceci explique qu'il ait mis ses espoirs dans le « législateur » (comme Marat dans la « dictature »). Ses lettres-programmes semi-clandestines à Coupé de l'Oise et ses tentatives pour être élu député peuvent s'expliquer de la même façon. Mais en 1793, et pendant la période de « réaction défensive » du peuple qui suivit l'invasion étrangère, le développement du mouvement sans-culotte à Paris et en France lui montra que c'est dans l'action des masses misérables elles-mêmes que résidaient les chances de la révolution sociale à laquelle il aspire. Comment n'aurait-il pas été inspiré de la sorte quand les sans-culottes parisiens, dans leurs sections, multipliaient manifestations et pétitions pour la taxation, la défense révolutionnaire, etc. ? Quand reprenait dans toute la France l'agitation paysanne contre les derniers vestiges des droits féodaux ? Quand la loi agraire, revendiquée, de-ci de-là, devenait le spectre des possédants tous unis contre elle ? Dans la lettre à Chaumette, s'adressant à celui qui faisait figure de chef du mouvement populaire à Paris, il le somme véritablement

de prendre l'initiative d'une vaste action contre les possédants accapareurs représentés en masse dans la Convention. Si, avant le 2 juin 1793, il appelle de ses vœux un gouvernement dirigé par Robespierre, c'est que Robespierre affirmait comme un devoir national de placer des bornes à l'exercice du droit de propriété [1]. Mais, dès cette époque néanmoins, il n'envisage le succès que dans l'insurrection populaire forçant les hommes d'Etat à décider les mesures les plus extrêmes. Il croit encore — et ceci jusqu'à l'échec de prairial an III — à l'insurrection spontanée et victorieuse du peuple. Mais il se fait peu d'illusions sur le « pouvoir » central et ne croit absolument pas à une pénétration progressive des bons principes dans l'action gouvernementale sans la pression populaire. C'est pourquoi, après l'élimination par le Comité de Salut public des chefs du mouvement populaire, il condamne la dictature révolutionnaire, faisant confiance uniquement à la force spontanée des masses populaires insurgées. Nous avons vu comment la dernière étape de ce cheminement vers la notion conspiratrice et organisatrice de l'an IV fut le résultat des désillusions thermidoriennes de Babeuf. Il ne faut d'ailleurs pas y voir un recul, une perte de confiance dans le mouvement populaire. Au contraire, c'est d'un enrichissement de la théorie de l'insurrection qu'il s'agit, car le centre de direction unique et dictatorial du mouvement de masses ne visait pas, dans son esprit, à remplacer l'insurrection populaire, moteur unique de la Révolution des pauvres, mais bien au contraire à donner une tête à un corps, malhabile certes, mais seul détenteur légitime de la puissance et de la souveraineté.

Ainsi, à l'aube de la Conspiration des Egaux, six ans de révolution et de luttes populaires, de drames personnels et d'interrogations sur la nature des choses ont réellement transformé Babeuf. Dans sa prison de Paris, puis dans celle d'Arras où l'avaient conduit ses articles antithermidoriens de ventôse an III (février-mars 1795), Babeuf, indigné par la réaction thermidorienne, mûrit intellectuellement et précise ses conceptions. D'abord, il a un but qu'il commence à définir clairement : établir l'égalité sociale par un système qui assurerait l'égalité de consommation des individus en supprimant la propriété des biens ; ensuite une méthode révolutionnaire, l'insurrection organisée des « pauvres » contre les « riches » ; enfin un

1. V. Daline : « Danton et Robespierre vus par Babeuf », *A.H.R.F.*, 1960, p. 388.

moyen d'amener le peuple à la victoire en lui donnant un cerveau pour diriger son action. Le rôle personnel de Babeuf, on s'en doute, ne se borne pas à la formulation de ces conclusions théoriques. Babeuf, homme d'action, fut l'âme de la Conspiration pour l'Egalité et, dans les nouveaux cadres politiques du début du Directoire, il cessait d'être un héros provincial et presque solitaire.

Saurons-nous jamais ce qui relève de son énergie propre et ce qui fut l'œuvre de Buonarroti et des autres conjurés ? Sans doute fut-il l'instituteur de la plupart des conjurés, le premier des propagandistes de l'Egalité, le plus efficacement engagé, mais la Conspiration dans son ensemble fut une œuvre collective. De sorte qu'il serait contraire à la vérité historique de dissocier Babeuf de ses compagnons au moment où prend forme la Conspiration. Il faut cesser de suivre l'individu pour l'entrevoir dans le cœur du mouvement babouviste. C'est dans le cadre des discussions politiques, commencées dans les prisons et poursuivies à Paris après l'amnistie de brumaire an IV (octobre 1795) qu'il faut replacer l'action personnelle du tribun du peuple.

Pourtant, c'est à cet instant qu'on voudrait connaître l'homme. Babeuf n'a que trente-cinq ans et son expérience et sa maturité paraissent plus riches que celles d'un vieil homme. Les gravures nous le montrent bien tenu avec ses « mouillettes » de part et d'autre du visage. Ce visage, il est franc, passionné et les yeux pleins de tendresse ; sa plume est acerbe ; le ton de sa parole est presque désespéré, plein de hargne, mais il témoigne cependant d'une pleine confiance dans l'élan populaire. Babeuf est tout entier dans la révolution pour l'égalité, il fait corps avec son idéal et lui sacrifie tout. Pourtant, il ne cesse de tourner un regard plein de tendresse vers sa femme et ses enfants, que son engagement révolutionnaire laissent dans la plus grande gêne. Soucieux de présenter ses idées et ses actes, le biographe quelquefois oublie de signaler les liens affectueux qui unissaient Babeuf à son épouse et à ses enfants et les préoccupations éducatives du père. Babeuf engagé dans la révolution n'a jamais perdu le sens de ses obligations familiales et morales. Au contraire, il les a ressenties comme liées à son propre destin de révolutionnaire. Jamais il ne songe à lui personnellement ; comme Robespierre autrefois, il accepte de sacrifier sa vie si la fidélité à son choix fondamental l'impose, mais il ne recherche pas un martyre gratuit ; Babeuf est

trop vivant, trop agissant pour préférer la mort, mais si la sienne devait servir il l'accepterait car, plus que sa vie, l'avenir de millions d'hommes auxquels il croit l'avoir consacrée, lui est cher. Passion et dévouement jusqu'au sacrifice, c'est bien le trait majeur du révolutionnaire de légende car il n'y a que la révolution qui puisse ainsi soumettre totalement l'individu à la cause dans laquelle il a pleinement développé ses virtualités. C'est ainsi que s'est forgée l'âme du héros qui écrira au seuil de la mort :

> Je crois avoir à me consoler de la manière dont je me suis conduit pendant le procès. Malgré le trouble qui m'agite, je sens que jusqu'à ma dernière minute je ne ferai encore rien dont n'eut à se louer la mémoire d'un honnête homme. Adieu. (*Lettre à Lepeletier,* 5 prairial an V.)

II. FILIPPO BUONARROTI

Babeuf, toute sa vie, a senti vibrer en lui la fibre plébéienne. Buonarroti, au contraire, n'a pas subi la même expérience populaire et son origine sociale était autre. Mais, parti d'un haut idéal philosophique, il en est venu à l'action révolutionnaire et finalement au communisme par un effort de réflexion systématique sur les choses et les événements.

De la philosophie des lumières à l'action révolutionnaire

Filippo Buonarroti est né en 1761 à Pise. Son origine toscane d'abord, italienne ensuite est d'une extrême importance pour saisir la génèse de ses idées. Sa famille était aisée et de bonne noblesse — par branche colatérale, on la disait issue de Michel-Ange — ; une enfance heureuse et facile, une éducation soignée, des études cohérentes dans un milieu cultivé ; quel contraste si l'on compare cela aux difficultés de la jeunesse de Babeuf, dégrossi intellectuellement par son autodidacte de père ! Mais l'essentiel dans

la formation de Buonarroti est sa présence en Toscane à l'âge où se forment les idées. Les historiens en général et les biographes de Buonarroti ont toujours insisté, et à juste raison, sur sa jeunesse florentine. La Toscane, en effet, sous l'autorité du Grand-duc Léopold, prince éclairé, connaissait un renouveau économique et culturel qui n'était pas superficiel et que, à l'exception en général du Midi italien et des Etats du Pape, on pouvait également apercevoir dans tout le nord de la péninsule. Certes, l'industrie florissante du moyen âge avait subi une décadence irrémédiable, mais la conjoncture poussait les propriétaires fonciers à améliorer le rendement de leurs terres et, pour accroître l'initiative de leurs paysans, à leur laisser plus d'aisance et de facilité. En Lombardie, des fonctionnaires gagnés aux Lumières et aux doctrines physiocratiques firent cesser l'affermage des impôts, abolir les frontières intérieures et diminuèrent sensiblement les pouvoirs de l'Eglise, puissance idéologique et grand propriétaire foncier, soutien essentiel des mouvements rétrogrades. En Toscane, Léopold cédant aux idées en vogue à cette époque, mais avec une énergie très réelle, sécularisa des biens de l'Eglise et supprima l'ordre des Jésuites ; il entreprit de grandes réformes économiques en abaissant les charges seigneuriales pesant sur les tenures paysannes et simplifia la collecte des impôts. Lui-même donnait l'exemple de méthodes nouvelles en agriculture. Le jeune Buonarroti évoluait donc dans un monde où s'épanouissait l'idée générale de progrès.

A partir de 17 ans, après de solides études secondaires en mathématiques et en philosophie, il s'inscrivit à l'université de Pise comme étudiant en droit, mais seule la philosophie le passionnait réellement. Dans ce domaine, l'université de Pise lui ouvrit les vastes horizons du matérialisme du XVIIIe siècle et des théories sociales qui se faisaient jour. Il suivit les enseignements de Sarti et de Lampredi auxquels plus tard, au procès des babouvistes, il rendit hommage. Sarti s'intéressait à la psychologie dans la ligne des philosophes matérialistes comme Condillac ; Lampredi reprenant les propositions de Jean-Jacques, de Locke et de Mably, faisait porter ses leçons autour des thèmes, classiques dans cette seconde moitié du XVIIIe siècle, du pouvoir et de la souveraineté. Par ces maîtres, Buonarroti put connaître la philosophie des Lumières. Parmi les auteurs qui l'ont marqué le plus profondément, Helvétius, Rousseau, Mably et Morelly tiennent la première place et c'est dans leurs

écrits qu'il a acquis les bases essentielles à sa formation théorique [1]. D'Helvétius, il retint l'idée que la recherche du bonheur sur terre est la destination ultime de la vie humaine et que le bonheur individuel ne peut se séparer de celui des autres (le « bonheur commun » réclamé plus tard par les babouvistes), que la morale qui est soumission de l'intérêt particulier à l'intérêt général ne peut se dissocier, de ce fait, de la politique et de la « législation » (Cf. *De l'esprit*) ; donc, la morale ne peut être réalisée que par une « législation » qui détruirait à la fois la misère du plus grand nombre et l'opulence de la minorité, seule condition qui permît de donner à tous une égale instruction, élément de base du bonheur. Buonarroti, dix ans plus tard, soutiendra cette idée tirée d'Helvétius que c'est par la réforme des lois qu'il faut commencer la réforme des mœurs et en ce sens, comme Babeuf, il accordera le plus grand prix à l'éducation du peuple. Cependant, l'influence prédominante est bien celle de Rousseau, du Jean-Jacques du *Discours sur l'inégalité* et du *Contrat social.* Buonarroti a nourri sa pensée des thèmes rousseauistes sur la souveraineté populaire et c'est chez lui qu'il a puisé sa condamnation du luxe et de la grande ville, et son indéfectible attachement à la croyance en « l'être suprême », à la grande différence de Babeuf qui, lui, paraît n'avoir jamais ressenti de foi en l'au-delà. Cependant, comme Babeuf, qui reprochait à Rousseau de regarder en arrière, le jeune Buonarroti a prolongé sa réflexion en cherchant dans le *Code de la nature* de Morelly l'idéal d'une société communautaire dans laquelle la vie économique et sociale serait réglementée et abolie dans la propriété privée, réalisant de la sorte l'égalité naturelle. Mably, qui écrivait dans les *Entretiens de Phocion* que

> la propriété partage la société en deux classes, les riches et les pauvres, et établit entre eux de tels liens de dépendance qu'il n'y a plus que vices, abrutissement, corruption,

a fourni à Buonarroti comme à Babeuf le fondement de leur critique sociale et à toutes les périodes de leur vie de révolutionnaires cette idée se retrouve comme un leit-motiv.

L'important cependant n'est pas tant que Buonarroti ait ainsi pris contact avec la philosophie, même avec ses représentants les

1. A. Galante-Garrone : *Buonarroti e Babeuf.* Turin, 1948, p. 50.

plus radicaux d'après 1760, mais bien que, partant de là, il ait engagé complètement un combat pour réaliser les espérances de la philosophie. C'est sa prise de parti qui est essentielle.

> Les dogmes de l'égalité et de la souveraineté populaires enflammèrent mon esprit. Dès lors, j'eus la profonde persuasion qu'il était du devoir d'un homme de bien de concourir au renversement du système social qui opprima l'Europe civilisée, pour y substituer un ordre conservateur de la dignité et du bonheur de tous [1].

En 1782, Buonarroti terminait ses études de droit, mais son métier d'avocat ne le passionnait guère car il n'en voyait pas l'utilité. Il consacra la majeure partie de son temps à fréquenter les sociétés secrètes et les cercles philosophiques. Il fut en contact, peut-être, avec la tendance rationaliste du mouvement illuministe et fut admis à la franc-maçonnerie dans laquelle, plus tard, il puisera tant de procédés d'information et de liaison. Il publia des pamphlets, écrivit des articles de presse contre le régime féodal et le despotisme à tel point que le « bon gouvernement » du Grand-duc de Toscane, malgré ses velléités progressistes, s'inquiéta : un « despote » peut être « éclairé », il n'en reste pas moins un monarque absolu qui doit, comme le bon berger, éloigner la brebis galeuse. En 1786, une perquisition menée chez Buonarroti permit de saisir le *Système de la nature* du baron d'Holbach, livre hostile à la religion et au clergé, et pour cela condamné à Florence.

Le grand événement qui permit à Buonarroti, enflammé déjà de la fièvre révolutionnaire, de donner sa mesure, fut l'annonce de la Révolution française. Comme tant d'autres en Europe, la nouvelle de la prise de la Bastille, ses prodromes et ses suites, détermina chez lui un enthousiasme de plus en plus révélateur des tendances profondes de sa personnalité :

> Est-ce tout de bon que commence le règne de la justice ? J'attendais depuis longtemps le signal ; il fut donné, quelques articles de la première déclaration des droits de l'homme et du citoyen confirmèrent mes espérances et achevèrent de m'enflammer [1].

1. *Débat du procès instruit par la Haute-Cour de Justice*, séante à Vendôme. Tome IV, p. 211.

Décidé à mettre pratiquement sa personne au service des idées nouvelles, Buonarroti s'exila en novembre 1789 en Corse, française depuis 1768. La suite montrera qu'il n'abandonnait pas l'Italie, mais, dans l'esprit cosmopolite du XVIII[e] siècle, il considérait avant tout comme sa patrie le pays où s'établissait le règne de la Justice et de la Liberté. Cela avec d'autant plus de raisons sans doute qu'il fut presque obligé de quitter la Toscane à cause de son comportement. De Corse, d'ailleurs, il correspondait secrètement avec ses amis demeurés en Toscane et dans le reste de l'Italie, essayant de susciter, de ci de là, dans la péninsule, des foyers révolutionnaires. L'agitation révolutionnaire en Italie, c'est le but qu'il assignait à son journal, imprimé en Corse mais rédigé en langue italienne et publié dès 1790 : *Le Journal patriotique de Corse,* dans lequel il attaquait la papauté, le clergé et la noblesse [2]. A la fin de 1790, les patriotes avancés de Corse lui confièrent une responsabilité à la direction du Bureau du clergé et de l'administration des biens nationaux en Corse. C'est ce qui lui attira la haine des cléricaux de Bastia qui s'appuyaient sur le profond sentiment religieux du peuple corse. En outre, l'on conçoit que son origine italienne ne devait pas manquer de lui valoir certaines inimitiés dans l'île. Lorsque la constitution civile du clergé fut votée par l'Assemblée constituante, Bastia se souleva et Buonarroti, à moitié lynché par la foule comme « ennemi du Christ », fut expédié enchaîné à Livourne pour être remis au Grand-duc. Il fallut une intervention directe de l'Assemblée nationale française pour que Léopold, qui n'était pas partisan d'une rupture dans l'immédiat avec la France révolutionnaire, libérât Buonarroti. Il put donc rejoindre la Corse, mais cette fois-ci il vint à Corte y reprenant naturellement sa place dans l'administration révolutionnaire. Membre de la société patriotique locale, il faisait figure de patriote avancé, intéressé avant tout par les questions concernant l'instruction publique qui, en cette fin d'année 1791 dans la France entière, préoccupait les cercles révolutionnaires. Certain de ne pouvoir retourner en Italie tant que s'y maintiendrait l'ancien régime, il sollicita sa naturalisation française, mais on aurait tort d'y voir un détachement à l'égard de sa patrie d'origine au moment même où germait sa conception de l'unité

1. *Idem,* p. 212.

2. *Le Journal patriotique de Corse* est conservé à la bibliothèque de l'Institut Feltrinelli à Milan.

de la nation italienne et des moyens de la réaliser. Toute son action postérieure détruit l'interprétation selon laquelle Buonarroti se serait détaché de sa patrie, de l'Italie. Déjà, en publiant son journal peu après son émigration, Buonarroti se présentait comme un exilé politique italien. Mais dans sa pensée, dès cette époque, s'opérait un véritable *télescopage* entre le problème de l'unité nationale italienne et la victoire des principes révolutionnaires en France. C'est pourquoi sa demande de naturalisation française lui apparaissait comme un moyen de contribuer au mieux à la réussite de ses objectifs proprement nationaux [1]. Le Conseil général de Corse approuva sa requête de naturalisation qui ne fut cependant acceptée qu'un an plus tard. Entre temps se situe l'action politique essentielle de Buonarroti dans cette première période ; celle qui devait lui valoir la reconnaissance de la Nation.

En mars 1792, il put faire un séjour en Toscane pour régler diverses affaires de famille et d'héritage — a-t-on dit — mais il eut des ennuis avec la police du Grand-duc ; ses papiers furent saisis, ses biens séquestrés et il ne put se déplacer que sous un faux nom. C'est qu'au printemps 1792 la situation internationale était radicalement changée et le processus de guerre se déclenchait. L'on conçoit assez bien que l'un de ces « commis principaux de l'administration [2] » révolutionnaire en Corse et qui plus est, un ardent propagandiste, ne fut pas accueilli avec les honneurs par l'administration florentine ! Deux mois plus tard, de retour en Corse, Buonarroti reprit ses fonctions. Mais ici encore la nature des problèmes avait changé. Le patriote corse Paoli dirigeait tout un parti hostile à la Révolution française et, profitant de son autorité, tentait de séparer la Corse de la Nation en guerre depuis le 20 avril 1792. Nommé commissaire national auprès du tribunal de district de Corte en octobre, Buonarroti put s'opposer efficacement à l'administration départementale qui subissait l'influence de Paoli.

Tout enflammé, comme la plupart des émigrés politiques européens, par la « croisade pour la liberté » et la guerre révolutionnaire. il soutint la politique expansionniste de l'Assemblée législative puis de la Convention girondine ; si bien que la société populaire de

1. A. LEHNING : *Les Sociétés secrètes internationales de Buonarroti* (cf. *Bibliographie*) considère Buonarroti comme le premier émigré politique italien.

2. Expression du Conseil général de la Corse, pour appuyer la demande de naturalisation de Buonarroti.

Corte le désigna comme « apôtre de la liberté » auprès des Sardes. Il partit pour la Sardaigne le 17 décembre 1792, muni d'encouragements, dont ceux de la famille Bonaparte, hostile à Paoli. Il écrivit alors à la Convention une lettre admirable de dévouement révolutionnaire qu'il termine par ces mots typiques de son adhésion à la Révolution française et de ses espoirs nationaux : « L'Europe soit libre et je meurs content. » Il ne put cependant atteindre les côtes sardes à la suite des intrigues de Paoli et il débarqua à l'île Saint-Pierre, la future « île de la liberté », où il rédigea, dit-on, mais nous n'en avons pas recueilli le texte, une constitution « modèle de sagesse » à l'usage des habitants de l'île. Ceux-ci le mandatèrent pour se rendre à Paris plaider leur rattachement à la France. C'est ainsi que Buonarroti gagna, pour la première fois sans doute, en mars 1793, la France continentale. Il fut accueilli avec enthousiasme par les patriotes de Toulon qui lui décernèrent un brevet de civisme. Il arriva à Paris dans la pleine effervescence populaire des journées qui précédaient la chute des Girondins. Le 29 mai 1793, il recevait sa naturalisation française. A Paris, il se lia avec les groupes montagnards les plus décidés à accepter le concours populaire. Ce patriote italien émigré politique qui avait eu à souffrir, depuis qu'il avait pénétré dans l'arène politique, des manœuvres des « aristocrates » et des modérés ne pouvait que prendre parti pour les Jacobins. Ceci, d'autant plus qu'une profonde communion d'idées, sur un fond rousseauiste, le poussait vers Robespierre et ses amis.

Premier bilan

A ce point de l'esquisse biographique de Buonarroti, une question se pose. Quel profit cet homme nourri de philosophie égalitaire, profondément engagé dans les conflits politiques sociaux et nationaux depuis 1789, a-t-il acquis de son expérience corse ? D'abord, et ceci va de soi, une grande maturité politique et la révélation de la difficulté, insoupçonnée par la philosophie, avec laquelle pouvait se réaliser le « règne de la justice ». Ensuite, une formation de militant énergique, conscient des difficultés concrètes du gouvernement populaire ; mais surtout, lui, rejeton de famille noble et aisée, a pu prendre contact avec le peuple et les problèmes sociaux, non pas tels que les exposaient les livres de Mably, mais tels que la

vie pouvait les offrir à ceux à qui l'enthousiasme révolutionnaire ouvrent les yeux sur le monde. A. Galante Garrone, le plus familier des biographes de Buonarroti avec cette période de sa vie, a pu écrire :

> L'expérience révolutionnaire de Buonarroti en Corse a été plus importante qu'on ne le croit communément, non seulement pour sa pensée politique et sociale ; elle a été un pas décisif vers ses positions égalitaires et communistes exprimées plus tard [1].

Et Georges Lefebvre s'est plu à insister sur cette affirmation. Buonarroti partant pour la Corse n'avait pas choisi au hasard. Il se rendait dans l'île où pouvait, pensait-il, se réaliser cette cité égalitaire à laquelle lui avaient fait rêver Morelly et Mably [2]. Car la cité de justice pour Buonarroti, comme pour Babeuf, ne pouvait se contenter de la simple affirmation de l'égalité des droits. La Corse était une île et son peuple courageux était, à cette époque, nombreux. Le particularisme des Corses paraissait offrir des conditions favorables pour tenter des expériences politiques et sociales en milieu restreint. La possibilité semblait s'offrir d'une expérimentation de la philosophie, et ceci témoigne une fois de plus de ce que Buonarroti, pas plus à Pise ou à Florence avant 1789, que par la suite au temps de la Conspiration des Egaux, n'a dissocié ses convictions intellectuelles de la volonté d'agir. Ce que Buonarroti découvrit en Corse ne pouvait le laisser indifférent. Un pays où l'économie patriarcale précapitaliste était particulièrement bien conservée. Le sol était infiniment morcellé et chaque exploitant pouvait prétendre à la jouissance d'un lopin de terre. Le niveau de vie était bas, mais il y avait une certaine égalité dans la consommation des produits. Comme il n'y avait pas, en regard de la France continentale, une masse énorme de journaliers agricoles (de quinze à cinquante pour cent, selon les régions en France) on

1. A. Galante-Garrone : *Buonarroti e Babeuf*, Da Silva, Torino, 1948, p. 52.

2. J.-J. Rousseau dans le *Contrat social* (livre 2°, chap. X) jugeait le peuple corse comme un peuple neuf qui n'avait pas encore été usé par la législation. C'est pourquoi des patriotes corses, dont Paoli, lui proposèrent en 1764 d'établir un « plan de système politique » pour la Corse. Rousseau envisagea très sérieusement de s'installer dans l'île. On voit assez bien où Buonarroti a trouvé son préjugé pour la Corse et à quel exemple il se montrait fidèle.

ne distinguait pas la même brutale différence dans les jouissances matérielles. De plus, l'ampleur des biens communaux (maquis, pâquis paluds — la « silva » et le « palus » des Latins —) apportaient un complément de ressources à des paysans dont la frugalité, qui était une habitude, ne pouvait que satisfaire l'idéal moral rousseauiste de Buonarroti, comme elle avait enchanté Rousseau lui-même. Buonarroti se réfère explicitement à cet état social pour le louer dans un article de son *Journal patriotique de Corse* de septembre 1790 lorsqu'il compare la « multitude et la quasi-égalité de la propriété foncière en Corse » et la frappante inégalité entre riches et pauvres qui régnaient sur le continent, singulièrement en Italie, puisqu'il ne connaissait pas encore la France. Il voyait donc dans ce type d'économie la réalisation d'une sorte d'idéal spartiate qui concordait assez bien avec les convictions qu'il s'était données par ses lectures. Son égalitarisme philosophique y trouvait sa mesure et il n'était pas loin d'estimer qu'il suffisait de donner à la Corse une bonne administration pour que tout y fût selon son cœur, ce qui avait été également l'avis de Rousseau qui n'y était jamais allé. Il n'était que de bloquer les tentatives du ci-devant gouvernement royal qui, depuis le rattachement, tentait de mettre un peu d'ordre dans la structure foncière, tout en essayant d'implanter des formes d'économie plus modernes telles que la clôture des parcelles et la destruction des droits collectifs, car cela aurait entraîné une structure sociale basée sur l'inégalité sociale. Mais si Buonarroti a connu en Corse une expérience qui pouvait le renforcer dans ses conceptions égalitaristes, celles-ci étaient encore assez loin du communisme de distribution proclamé par lui en 1795 et 1796 au temps de la Conspiration, même si ce communisme au fond restait attaché à l'idée d'une mollécularisation de la production. On voit qu'au moment même où Babeuf, dont l'action se déroulait en Picardie, prêchait la Loi agraire, Buonarroti, en Corse, « mutatis mutandis », était préoccupé des mêmes problèmes. L'un et l'autre étaient attentifs au problème social et l'un et l'autre, dès cette époque, ne concevaient de terme à la Révolution qu'avec la solution de ce problème. Cependant, comme chez Babeuf, il n'y a pas de doute qu'à la réflexion le simple égalitarisme au niveau de la production n'ait pas réussi à satisfaire Buonarroti, car il ne débouchait pas sur le véritable « bien commun », vers l'émancipation des hommes. De ce point de vue, il ne tarda pas à sonder la profonde inculture du

peuple corse — il n'existait aucune bibliothèque publique dans l'île — la brutalité de ses mœurs et l'égoïsme des familles. Il pouvait constater que la petite propriété foncière, l'économie fermée au marché et l'usage des biens communaux n'atténuaient en rien l'esprit de propriété et tous les obstacles qu'il semait sur le chemin d'une véritable fraternité humaine. Il n'est pas impossible qu'ait pris alors naissance dans l'esprit de Buonarroti, par une véritable projection des réalités communautaires des villageois corses sur un plan plus général, l'idée d'une propriété éminente du sol par la communauté tout entière qui laisserait seulement aux hommes l'exploitation individuelle et l'administration locale dans le sens, d'ailleurs, des analyses de Morelly. Aussi, sans rien perdre de ce qu'il y avait de positif en Corse du point de vue de l'égalité réelle, Buonarroti fut-il prêt par un relatif désenchantement à accueillir les nouveaux enseignements que les événements n'allaient pas manquer de lui donner.

A Paris, il fut accueilli avec sympathie par les Jacobins, portés au pouvoir après l'élimination de la Gironde le 2 juillet 1793. Il se lia dans les cercles montagnards les plus avancés avec des Conventionnels comme Ricord, Vadier, Laignelot, relations qu'il reprendra au temps de la Conspiration. Mais avant tout, il fut impressionné par la personnalité de Robespierre. Il est difficile de dire s'il fut intimement lié à l'Incorruptible. On a dit qu'il fréquentait la famille Duplay chez qui logeait Robespierre et qu'il interprétait au piano-forte les compositeurs italiens. Du moins, il acquit au contact de Maximilien, indépendamment d'une admiration sans limite et durable pour l'homme, une certaine conception réaliste des événements politiques et en même temps l'esprit de fidélité aux principes, vers quoi il était naturellement porté. En même temps, se confirma chez lui cette métaphysique rationaliste de la croyance en l'être suprême. De la même façon, les théories éducatives du Rousseau de l'*Emile* le préoccupaient au premier chef en ce temps où la question de l'instruction publique, posée comme une des bases de la démocratie, attirait les meilleurs esprits — aussi bien naguère Condorcet, que le conventionnel Lepeletier, assassiné en janvier 1793, qui avait déposé un projet de loi dans ce sens. Mais à Paris, comme Babeuf qui se trouvait dans la capitale contraint par la force des choses, Buonarroti fut mis en présence de la crise des subsistances, des difficultés d'approvisionnement des armées et de la population civile et des mesures dirigistes

du Gouvernement révolutionnaire prises progressivement sous la pression des sans-culottes. Il découvrit alors ce que jamais la Corse n'avait pu lui montrer : une masse d'hommes engagés dans l'action révolutionnaire, détachés de la production agricole et dont la première pensée était celle de leur subsistance. Il ne fut sans doute pas passif, quoique fidèle à Robespierre, devant les revendications des Enragés pour la taxation, la réquisition, et il approuva les mesures de septembre 93 assurant le maximum. Comme le pense A. Galante-Garrone [1], cette vision le porta, compte tenu de sa formation antérieure corse et de sa connaissance des questions agraires, à imaginer une transformation radicale de la société assurant à la fois l'égalité au niveau de la production, la nécessité d'une émancipation morale des hommes et l'égale répartition des produits. Le vote de la Constitution de 1793 qui donnait le « bonheur commun » comme objectif des institutions politiques dut le satisfaire. On voit donc qu'en même temps que Babeuf, et pour des raisons identiques, Buonarroti fut contraint de compléter son système doctrinal en comblant les lacunes de ses aspirations sociales antérieures.

Cependant, l'action politique avait ses exigences. Son action en Corse l'avait fait remarquer du gouvernement et il était Français d'adoption. Complètement ruiné — il donnait des leçons particulières pour subsister — Buonarroti accepta, sur la proposition de deux députés montagnards corses, un poste de commissaire civil dans l'île, le 7 juin 1793. Ceci lui revenait d'autant plus légitimement qu'il avait préconisé des mesures radicales pour résoudre la défection corse en pleine guerre défensive. Expédition extraordinaire que ce voyage manqué pour la Corse ! [2] Il fut arrêté à Lyon gagné à l'insurrection fédéraliste, dut passer par les Alpes pour éviter la vallée du Rhône insurgée et, arrivant devant Toulon bloqué par l'escadre anglaise, il apprit que les commissaires civils étaient tous rappelés à Paris ; il regagna la capitale non sans avoir emprunté de quoi vivre tout le long du chemin (heureusement direct au retour !). Il arriva à Paris en octobre 1793 après les premières victoires révolutionnaires au moment où venaient d'être prises les grandes mesures politiques et économiques par le Comité de Salut public. Mais à Paris, les ennemis qu'il s'était faits en Corse, profitant de

1. A. Galante Garrone, op. cit., p. 69.
2. Dowd : *Les Missions de Buonarroti en Corse* (compte rendu dans *A.H.R.F.*, 1956, p. 400).

ce que les étrangers devenaient facilement suspects dans cette citadelle assiégée qu'était la France, essayèrent de le faire passer pour agent du Grand-duc de Toscane. Buonarroti répondit avec énergie par la publication, au début de décembre, d'une brochure : *La Conspiration de Corse entièrement dévoilée.* Il y dénonçait Paoli — celui-ci avait proposé la cession de l'île à George III d'Angleterre — et démontrait l'existence d'une conjonction d'intérêts entre les « riches égoïstes » et les « aristocrates » et de ceux-là avec les Anglais. Dans cette brochure comme dans ses rapports au ministre de l'Intérieur sur l'esprit public dans les départements qu'il avait traversés pendant l'été, il insistait principalement sur les mesures soicales à prendre pour attacher le petit peuple à la Révolution : regrettant qu'on n'ait pas assez agi « pour faire sentir au peuple la différence du nouveau gouvernement avec celui sous lequel il a vécu » [1], il proposait d'employer de « grands moyens » ce qui, dans sa pensée, implique à la fois de vastes mesures sociales de distribution de terre, l'accentuation de la réglementation des prix, le développement de l'instruction publique et l'agitation patriotique. En cela d'ailleurs il ne se séparait pas, au moins en apparence, des idées développées par Robespierre et surtout par Saint-Just. Son dévouement au Comité de Salut public lui fit confier de nouveau une mission en Corse sur la proposition des deux députés Casabiancá et Moltedo. Les plus vifs éloges accompagnaient la recommandation des deux conventionnels corses ; ceux-ci proposaient en outre que l'on donne à Buonarroti tous les moyens d'action, principalement pécuniaires, et ils demandaient que, dans le cas où il ne pourrait atteindre la Corse, on lui confie également des pouvoirs dans les Alpes-Maritimes « où il est très avantageusement connu », où il a « beaucoup de bien à faire et où nous ne doutons pas qu'il soit très utile » [2]. Effectivement, arrivé à Toulon, Buonarroti ne put que constater la maîtrise de la mer par les Anglais qui lui ôtait toutes chances de passer dans l'île. Sur place, avec l'appui et les encouragements des représentants en mission Albitte, Salicetti et Robespierre jeune — peut-être avait-il connu Salicetti à Pise — il accomplit diverses missions dans le Midi et les Alpes-Maritimes.

---

1. Pierre CARON : *Rapport des agents du ministère de l'Intérieur dans les départements,* Paris, 1913, pp. 114-120. Cité par BERNSTEIN : *F. Buonarroti,* éditions Hier et Aujourd'hui, 1948, p. 34.
2. Cité par E. MICHEL : *Vicende de F. Buonarroti in Corsica,* Archivio Storico in Corsica, 1933, p. 47.

Le grand événement fut qu'au printemps 1794 la frontière fut franchie par les armées françaises. Salicetti, à cause des convictions révolutionnaires de Buonarroti, de son ascendance italienne et de sa réputation chez les patriotes italiens le nomma commissaire révolutionnaire pour tous les territoires conquis sur le royaume de Piémont, à l'est de Menton. Directement mêlé aux problèmes de gouvernement, en Italie même, Buonarroti allait entreprendre un apprentissage nouveau dans sa résidence d'Oneglia (à cinquante kilomètres de Menton). Que le lecteur songe par comparaison que Babeuf, poursuivi en justice et incapable matériellement de faire connaître son programme, ne pouvait avoir la même opinion à l'égard du Comité de Salut public que Buonarroti, fidèle robespierriste, à qui, décidément, toutes facilités étaient offertes d'exprimer sa personnalité.

Du proconsulat d'Oneglia aux origines de la Conspiration des Egaux.

Buonarroti est resté onze mois à Oneglia, du 22 avril 1794 au 15 mars 1795 (5 ventôse an III). On ne manquera pas de s'étonner qu'il ait été maintenu dans ses fonctions sept mois encore après la chute de Robespierre, le 9 thermidor. Mais il faut songer qu'Oneglia est loin de Paris et surtout, comme l'a montré K. Tonnesson, qu'il fallut attendre l'hiver 1795 pour que toute équivoque se dissipât sur le sens même du 9 thermidor et que s'opérât la réaction générale que portait en germe la chute de Robespierre.

Pendant son séjour à Oneglia, muni de pouvoirs étendus, Buonarroti poursuivit un double but : établir dans la mesure du possible un gouvernement selon ses vœux dans le territoire sous sa juridiction, et ensuite faire d'Oneglia le centre d'une vaste action de propagande révolutionnaire et nationale unitaire, dans toute l'Italie. C'est dire qu'il associait dans les faits la révolution sociale à la réalisation pratique des aspirations nationales des Italiens [1]. Dans une certaine mesure, c'est dès cette époque que s'affirme cette

1. Cf. Pia ONNIS : « F. Buonarroti e i patrioti italiani dal 1794 al 1796 », *Nuova rivista italiana* 1937, pp. 36-85; « Buonarroti commissario rivoluzionario a Oneglia », *ib.*, 1939, pp. 353-379 et pp. 477-500 ; « Ancora su Buonarroti », *Nuova rivista storica,* 1955, fasc. 3.

conception de Buonarroti qui fondait en un tout l'émancipation nationale et la transformation de la société. Comme l'a démontré A. Saïtta, ce sont Buonarroti et les Jacobins italiens rassemblés autour de lui à Oneglia qui, les premiers, ont fait passer l'idée d'unité italienne du stade de la généralisation abstraite au niveau de la tentative expérimentale. Bientôt ils en arrivèrent à ne plus distinguer leurs objectifs proprement patriotiques de leur conviction socialement égalitaire ; ou plutôt ils n'imaginèrent pas qu'il fut possible de réaliser l'unité de leur pays sans que soient assurés fermement les fondements de la démocratie en France et dans les pays occupés par les armées révolutionnaires. Dans sa première proclamation de commissaire révolutionnaire, Buonarroti déclara :

> La Révolution française est la rédemption du genre humain prédite par l'Evangile [l'Italie était un pays catholique très fervent dans sa masse et il paraissait bon d'insister sur le sans-culottisme de Jésus, de quoi d'ailleurs, jusqu'à sa mort, Buonarroti fut persuadé à la différence de Babeuf] et accompli par la loi bienfaisante des « senza-calzoni ».

Cette apologie de la Révolution française allait de pair avec la promesse de l'émancipation sociale : « il ne doit plus exister un seul malheureux sur la terre de la liberté » « la divinité a créé tous les hommes égaux et pour être heureux ». Aussi bien, il développa son action italienne en rassemblant des dizaines de patriotes italiens qui venaient à Oneglia chercher à la fois un refuge politique, à l'abri des armes des soldats de l'an II, et un tremplin pour leur action patriotique. Dès son arrivée, les actes suivant les paroles, Buonarroti organisa la distribution à bas prix des denrées, la vente des biens des émigrés et distribua des secours aux indigents et aux infirmes. Avec l'aide des patriotes italiens piémontais et napolitains réfugiés, il établit un comité d'instruction publique et une société populaire destinée à faire approuver par l'opinion les diverses mesures révolutionnaires. Des écoles furent ouvertes à Oneglia et un bulletin périodique éclairait les gens sur les décisions prises. Cette idée d'associer les masses populaires à ses décisions par un journal est une constante de l'action de Buanorroti ; naguère, il avait proposé à Barrère, membre du Comité de Salut public, de

rédiger un journal pour la Corse. A partir de toutes ces mesures révolutionnaires, il espérait profiter de l'émigration des nobles et des riches pour établir progressivement une « heureuse égalité des conditions économiques ». Mais, pour ce faire, il se heurtait à la résistance des riches négociants du patriciat gênois et des aristocrates locaux de l'intérieur. Après le 9 thermidor, il fut sans doute contraint d'atténuer un peu, sinon sa propagande politique à l'usage de l'Italie entière, du moins ses perspectives sociales. D'autant que celles-ci lui paraissaient peut-être moins claires qu'il ne l'avait pensé avant d'être choisi à un poste de responsabilité. Mme Pia Onnis, constatant les difficultés de Buonarroti à concilier le problème de l'entretien de l'armée française en territoire italien qui pesait sur la masse de la population — Buonarroti se dressa souvent contre les exigences des fournisseurs — et son idéal de distribution égalitaire des biens pour assurer la subsistance des familles, suppose justement que Buonarroti dut se poser le grave problème de concilier la mobilité nécessaire des subsistances et le principe de la répartition égalitaire de la terre. Ceci indiquerait de la part de Buonarroti une sorte de crise idéologique, et ce fut sans doute ce besoin de réflexion qui lui inspira de demander son rappel en 1795 pour méditer, dit-il, « sur d'autres manières d'aider à la cause du monde ».

Néanmoins, le 25 brumaire an III (15 novembre 1794) encore, le décret de Buonarroti sur l'enseignement secondaire venait témoigner de sa conviction profonde du rôle d'une éducation nationale comme moyen d'émancipation humaine. Cette idée restera d'ailleurs un des fondements du babouvisme tel que Buonarroti l'a exprimé dans ses écrits. Il plaçait au premier plan l'étude du droit naturel, du droit public, de la Constitution française, de la théorie du gouvernement révolutionnaire et de l'histoire de la Révolution française, considérée par lui comme la base de toute formation civique. Progressivement cependant, alors que le gouvernement d'Oneglia restait populaire, la Convention thermidorienne, elle, glissait à une réaction de plus en plus visible. En janvier 1795, le dernier acte de Buonarroti fut de faire voter par ses administrés leur rattachement à la France ; ceci pose une question : Buonarroti aurait-il abandonné son espoir de voir réalisées l'indépendance et l'unité italienne ? Sans doute songeait-il déjà que le seul moyen de ne jamais perdre cette base de propagande patriotique qu'était le territoire d'Oneglia était de le rattacher à la République française. Cela

confirme une fois de plus qu'il n'envisageait pas de dissocier l'avenir national de son pays du succès de la Révolution française à l'intérieur et aux frontières.

Les échos de son action parvinrent jusqu'à Paris sur la plainte d'un noble gênois dont les terres avaient été confisquées. Le 15 mars 1795 (25 ventôse an III), Buonarroti fut rappelé à Paris et ses opinions le conduisirent immédiatement dans la prison du Plessis où il retrouva pêle-mêle anciens Jacobins et anciens hébertistes.

Le proconsulat d'Oneglia, venant après le séjour en Corse et sa participation aux clubs révolutionnaires parisiens, avait confirmé Buonarroti dans sa volonté de ne pas mettre un terme à la révolution avant que n'aient été réalisées les espérances que le mot d'égalité portait en lui. Il fut désespéré sans doute du 9 thermidor et de l'échec des tentatives démocratiques de l'an II. En prison, il eut le temps de méditer sur les causes de cet échec et il glissa à une conception plus radicale des moyens d'opérer la révolution sociale.

Le lecteur se souvient du rôle éminent joué par la prison du Plessis dans la préparation de l'insurrection des faubourgs en germinal et en prairial an III. Buonarroti qui, dans son livre, est presque muet sur son rôle personnel, est éloquent lorsqu'il parle de l'agitation et de la fermentation intellectuelle qui régnaient en prison. C'est là en particulier qu'il connut Debon qui « avait écrit contre la propriété », Bodson l'hébertiste et les amis de Babeuf. On imagine assez bien que c'est dans cette période que Buonarroti, sans pour autant renier son inaltérable fidélité à la mémoire de Robespierre, apporta son adhésion aux principes babouvistes. Mais riche de sa propre vie, de ses propres lectures, de ses propres contacts avec la réalité, ce n'est pas une adhésion passive qu'il apporta ; au contraire, son esprit rationaliste et clair le poussait à nuancer et à préciser ce qu'il pouvait y avoir de confus dans la doctrine de Babeuf et de grossier dans l'idéologie sans-culotte. En outre, il fut sans doute l'un de ceux qui ramenèrent vers une plus juste appréciation du rôle de Robespierre et du Gouvernement révolutionnaire, nombre de ceux qui avaient été hostiles à la politique d'unité révolutionnaire du Comité de Salut public. On voit, sans qu'il soit possible de préciser exactement, faute de document, le détail de ces conversations, que Buonarroti eut sans doute une influence

majeure sur l'élaboration finale de ce qu'il convient d'appeler le babouvisme.

Hélas ! on ne sait rien de précis sur la rencontre de Babeuf et de Buonarroti après leur élargissement, et pourtant de quelle vie serait animé un tel récit ! Babeuf, l'anti-robespierriste en voie de repentir, et Buonarroti, le robespierriste fidèle qui, dans une certaine mesure, projetait sur la politique de l'Incorruptible ses propres aspirations sociales et politiques. L'un le Picard bouillant d'impatience, plébéien autodidacte, obsédé par le problème de la justice sociale ; l'autre, l'Italien, élégant et raffiné, instruit selon les meilleures méthodes, l'esprit méthodique et délié et tout à la fois préoccupé avec une passion contenue du problème national et de la question sociale ; le tribun méditant sur cette victoire du « million doré » contre laquelle il avait fulminé, et l'ancien commissaire révolutionnaire établissant une sorte de bilan de son gouvernement à Oneglia et des difficultés rencontrées pendant onze mois de pouvoir ; Buonarroti, esprit très porté vers la théorie, la spéculation et l'analyse ; Babeuf, plus brouillon peut-être, mais tout enflammé d'indignation et de colère. Dissemblables, c'est certain, ne serait-ce que dans le visage et l'aspect, tous deux avaient en commun la même dévotion enthousiaste pour le peuple et la même flamme révolutionnaire ; ils étaient faits pour se compléter plus que pour étouffer leur personnalité au contact l'un de l'autre. En outre, les mêmes interrogations avaient animé leurs veilles. Comme tous les autres patriotes emprisonnés et bientôt libérés, ils regardaient la Révolution française d'un œil critique. La révolution interrompue par le 9 thermidor sollicitait un complément tel que *l'égalité réelle,* leur aspiration ultime, vînt assurer le fondement même de cette démocratie politique promise par la Constitution de 1793 et ébauchée sous une forme dictatoriale par le Comité de Salut public. De ce point de vue, leurs réflexions apparaissent comme le couronnement des promesses de l'an II. Cette volonté de réaliser la véritable égalité entre les hommes supposait la transformation radicale et brutale, compte tenu de la victoire de la réaction, d'un monde dans lequel l'existence de l'opulence et de l'indigence rendait illusoire toute réforme. L'expérience avait donné à ces hommes des leçons irremplaçables ; à partir d'elles ils pouvaient trouver des moyens d'action nouveaux. Leurs réflexions inspirées de la philosophie, affûtées, critiquées au fil même des événements permettaient l'éclosion de leur rêve de cité idéale. De ce point de vue,

le babouvisme comme théorie et comme pratique, quel que soit l'apport primordial de Babeuf et de Buonarroti, est une œuvre collective et c'est pourquoi il est nécessaire de tenir compte des autres Egaux.

En octobre 1795, Buonarroti, plus aguerri encore par son incarcération, sortit de la prison du Plessis. Dès lors, il participa éminemment à cette renaissance de l'opinion démocratique de laquelle allait surgir la Conspiration des Egaux. Parallèlement, au moment où se préparait la campagne d'Italie, il reprit contact avec les patriotes émigrés en France. Son rôle, dans tous les domaines, à partir de là se confond avec l'histoire même de la Conspiration.

III. QUELQUES SIGNALEMENTS D'EGAUX

Antonelle.

Né à Arles, Pierre-Antoine, marquis d'Antonelle se fait remarquer dès la fin de l'ancien régime par son enthousiasme pour les idées révolutionnaires. Quoique d'origine noble, en 1789, il publie un *Catéchisme du Tiers-Etat.* Il est élu maire de la ville d'Arles en 1790 et, en 1791, député à l'Assemblée législative. Homme de conciliation à cette date, il est proposé pour être maire de Paris. Membre du jury dans le procès des Girondins, il proteste contre les pressions exercées sur les jurés par le Comité de salut public, de sorte qu'il devient suspect de sympathie pour les accusés. Arrêté sur ordre du Comité de Salut public, il ne sort de prison que le 19 thermidor an II, après la chute de Robespierre et de ses amis.

Paradoxalement, c'est la réaction thermidorienne qui le pousse vers l'extrémisme révolutionnaire, et, bien que lié aux républicains modérés, puisqu'il est rédacteur au *Journal des hommes libres,* il s'associe aux mouvements républicains radicaux au tournant de l'an III et de l'an IV ; orateur au Club du Panthéon, journaliste réputé, il sympathise avec Babeuf qui apprécie hautement son honnêteté et son talent. Buonarroti affirme qu'il devint membre du Directoire secret babouviste aux côtés de Babeuf le 10 germinal an IV (30 mars 1796). La question est de savoir s'il fut vraiment acquis au communisme et si sa participation à la Conspiration a été active [1].

1. Note page 139.

Il ne fut pas inquiété après l'échec du complot, mais ceci ne prouve pas une défection de sa part car d'autres, sur l'engagement desquels il n'y a pas de discussion, n'ont même pas été cités au procès de Vendôme qui fut, à vrai dire, un procès bien étrange.

Bertrand.

Antoine-Marie Bertrand était, en 1789, un manufacturier aisé, engagé très tôt dans la Révolution. Les résistances à l'égalité des droits, son propre tempérament bouillant et sa fidélité aux principes le portent au républicanisme intransigeant. Il est nommé à la tête de la Commune de Lyon dès 1792 et résiste aux tentatives royalistes et modérées. Il subit l'influence de son ami Chalier qui devint, après son assassinat par les contre-révolutionnaires, un *martyr de la liberté,* célébré comme un saint dans les cultes populaires. L'insurrection fédéraliste à Lyon en juin 1793 contraint Bertrand à fuir la ville où il a failli périr. A Paris, il se lie aux milieux les plus avancés du Club des Cordeliers. Il comprend que l'affermissement de la révolution suppose une transformation sociale profonde au profit du petit peuple et, en ce sens, il a sans doute été influencé par les mesures prises à Lyon après la reconquête de la ville, par les représentants en mission, Collot d'Herbois, Fouché et Albitte, qui, à cette époque, faisaient figure de démocrates extrêmes.

Arrêté après le 9 thermidor, Bertrand ne sort de prison qu'après le 13 vendémiaire an IV (14 octobre 1795). Il est rapidement entraîné dans le sillage des babouvistes ; on lui confia la responsabilité de regrouper les patriotes lyonnais et provinciaux autour de la conjuration.

Il sera exécuté illégalement sur ordre du Directoire après l'affaire du camp de Grenelle.

Darthé.

Augustin-Alexandre Darthé est né à Saint-Pol (Pas-de-Calais). Dès sa jeunesse, il s'enthousiasme pour les idées de 89. Les premières journées révolutionnaires à Paris le trouvent étudiant en droit.

Homme d'action, il est l'un des vainqueurs de la Bastille et participe aux mouvements populaires de l'été 1789. Démocrate convaincu, il est nommé, après le 10 août 1792, accusateur public près les tribunaux d'Arras et de Cambrai, après avoir été membre du Directoire de son département. Dans la région du Nord, il travaille en accord avec Joseph Lebon, son beau-frère, qui fut l'un des représentants les plus intransigeants en province de la politique du Comité de Salut public. Caractère entier aux convictions inébranlables, personnalité intègre, Darthé se montre d'une rigueur extrême sur le plan politique. On lui reconnut en l'an II d'avoir « bien mérité de la Patrie ».

Fidèle à la mémoire de Robespierre, c'est par Buonarroti qu'il fut admis au sein du Directoire secret babouviste. Il paraît avoir été l'un des promoteurs de la fusion entre robespierristes et anciens hébertistes. Son talent d'orateur et sa fermeté politique le désignaient pour présider, après l'insurrection, l'assemblée babouviste prévue dans l'Acte insurrecteur. Traduit devant la Haute-Cour de Vendôme, Darthé refusa d'être jugé et il se réfugia dans le mutisme le plus total. Condamné à mort, il accompagna Babeuf sur l'échafaud.

Pour saisir tout ce que la notion babouviste de dictature révolutionnaire doit à Darthé et, par lui autant que par Buonarroti, aux principes du robespierrisme, il suffit de citer de lui cette phrase :

> Depuis le commencement de notre révolution, on a eu de grandes préventions contre la dictature ; on en a toujours parlé comme d'un pouvoir très dangereux ; cependant je ne sais si, dans le passage d'un gouvernement à un autre, ce pouvoir ne serait pas très propre à activer et assurer la réorganisation de l'ordre social.

Debon.

Il est l'un de ces hommes qui, après sa sortie de prison au début du Directoire, essaya, aux côtés de Buonarroti, de recréer une opposition démocratique intransigeante pour combattre les bénéficiaires de la réaction thermidorienne. Robespierriste fidèle, c'est sur la proposition de Darthé et de Buonarroti qu'il pénétra au sein du

Comité insurrecteur. Il était partisan d'une dictature révolutionnaire confiée à un magistrat intègre. Il semble en tout cas gagné à l'idée d'une révolution sociale prenant appui sur l'abolition de la propriété privée. En l'an III, dit Buonarroti,

> Debon avait rédigé un ouvrage dans lequel il démontrait l'injustice du droit de propriété et développait la longue série des maux qui en sont les suites nécessaires,

mais le texte n'en pas été retrouvé.

Germain.

Charles Germain est né le 20 septembre 1770 à Narbonne. Son père, conseiller du roi, assurait une modeste aisance à sa famille. Charles Germain fut élève du collège royal de Narbonne puis, venu à Paris, il poursuivit ses études comme boursier du roi. Etudes brèves puisqu'en 1789 il s'engage dans l'armée et, dès lors, commence pour lui une carrière de soldat révolutionnaire. En 1790, il se « fédère ». Combattant aux frontières, il est envoyé avec son régiment à Nice puis en Italie et, en 1793, dans les Pyrénées-Orientales où il est nommé officier de hussards. La réaction thermidorienne interrompt sa promotion : il est destitué pour avoir tenu des propos démocratiques. Le 27 nivôse an III (15 janvier 1755), il est arrêté pour avoir insulté un muscadin dans l'enceinte de la Convention ; ce qui le fait considérer comme un Jacobin par le Thermidorien Rovère. Il apparaît comme un soldat farouchement patriote et très attaché au souvenir grandiose de l'an II ; mais c'est dans la prison d'Arras, où il est transféré avec Babeuf, qu'il paraît avoir approuvé la doctrine du tribun du peuple. C'est à lui que Babeuf, dans des lettres d'une rare richesse de pensée, a exposé largement sa théorie économique et sociale. Libéré de prison le 14 fructidor an III (31 août 1795), Germain s'engage à fond dans le mouvement babouviste. A lui, que Babeuf appelait « Général », fut confiée la direction du travail d'agitation dans l'armée. Arrêté en mai 1796 (floréal an IV), il s'attendait à être condamné à mort au procès de Vendôme, comme l'indiquent certains graffiti tracés par lui sur les murs de sa prison. En fait, il fut condamné à la déportation. Il

reste que, par sa vie et son adhésion indiscutable au système de Babeuf, il fut sans doute l'une des personnalités les plus marquantes de la Conspiration.

Lepeletier.

Félix Lepeletier, né en 1767, était issu d'une famille très riche de noblesse de robe. Lui-même était banquier et son domicile était situé près des boulevards. Les nécessités de la lutte révolutionnaire l'ont conduit, dès le début de la Révolution, vers un jacobinisme nuancé. Il était le frère cadet de Michel Lepeletier, ce Conventionnel montagnard assassiné le 20 janvier 1793 qui s'était rendu célèbre par un projet démocratique d'instruction publique. L'assassinat de son frère d'abord, puis la chute de Robespierre et enfin la réaction thermidorienne expliquent que ce grand bourgeois, par fidélité aux principes de sa jeunesse, se soit rangé aux côtés de Babeuf dès le début du Directoire. Il avait écrit une brochure incendiaire contre la Constitution de l'an III. Babeuf le tenait en haute estime et lui confia ses enfants à la veille de mourir. Membre du Comité insurrecteur, ce fut lui qui rédigea le numéro 7 de *L'Eclaireur du peuple,* feuille d'agitation éditée par les babouvistes en germinal an IV (mars-avril 1796). Il fut peut-être le bailleur de fonds de la Conspiration. Comme Antonelle, il ne fut pas inquiété au procès de Vendôme, mais on ne doit pas s'étonner outre mesure des singularités de ce curieux procès.

Peut-être fut-il authentiquement communiste en 1796, comme le pense A. Saitta [1]. En tout cas, par la suite, il s'affirma partisan du libéralisme politique et économique. Il mourut en 1837, sinon fidèle à ses idées révolutionnaires, du moins attaché aux amitiés de sa jeunesse.

Sylvain Maréchal [2].

Voici une personnalité étonnante et un vigoureux poète. Né en 1750, Sylvain Maréchal, qui fit quelques études de droit après

1. Cf. Chapitre V et *Bibliographie.*
2. Cf. M. DOMMANGET : *S. Maréchal, l'égalitaire, l'homme sans Dieu* (1750-1803). *Vie et œuvre de l'auteur du Manifeste des Egaux.* Paris, Spartacus 1950.

être sorti du collège, s'était déjà fait un nom avant 1789 par son athéisme militant et son non-conformisme. Poète léger, multipliant les brocards contre les riches, l'Eglise et le roi, ses idées le font chasser d'un emploi qu'il avait péniblement trouvé à la bibliothèque Mazarine (1780). Auteur d'un *Almanach des honnêtes gens* fort anticlérical et brûlé sur ordre du Parlement de Paris, Sylvain Maréchal fut arrêté et passa trois mois à Saint-Lazarre. Il participe dès le début de la Révolution à l'agitation démocratique, comme journaliste aux *Révolutions de Paris,* de Loustalot, et comme pamphlétaire, réclamant dès 1791 un élargissement de la révolution politique au domaine social. « Un pas de plus et il [le peuple] rentrera dans ses biens. » Théoricien égalitariste, il adhère comme tel au « Cercle social », mais le trait le plus frappant de ses idées est son athéisme métaphysique bien plus que son adhésion, indiscutable pourtant dès cette époque, aux théories de l'égalitarisme social. Par contre, ses convictions politiques ne sont pas très fermes : hébertiste en 1794, il approuve bientôt la Fête de l'Etre suprême qui scandalisa les amis survivants d'Hébert, clame contre la tyrannie de Robespierre après le 9 thermidor et s'engage à fond avec Babeuf en 1795. Il paraît avoir été lié très intimement avec le tribun du peuple qui, à n'en pas douter, a subi l'influence de Maréchal. Membre du Comité insurrecteur dès le 10 germinal an IV (30 mars 1796), il contribua à diriger l'agitation en écrivant quelques chansons assez bien venues, mais il est surtout célèbre pour avoir rédigé le *Manifeste des Egaux.* La publication de ce *Manifeste* ne fut pas acceptée par les babouvistes parce qu'il paraissait trop sectaire, mais, à quelques exagérations près, il exprime assez bien le fond de leur pensée. Sylvain Maréchal se montre très méfiant à l'égard de toute forme d'Etat et il est sans doute responsable de ce caractère libertaire de la Conspiration des Egaux si souvent signalé par les historiens. Il ne fut pas poursuivi après l'effondrement de la Conspiration, et si cela ne manque pas d'être inquiétant au point que certains auteurs l'ont soupçonné d'avoir été un agent double, on ne peut nier son adhésion intellectuelle au communisme de Babeuf. Un communisme assez élémentaire d'ailleurs, puisqu'il imaginait sa cité idéale sous la forme de multiples cellules familiales vivant en semi-autarcie. Son titre de gloire inattaquable fut d'avoir été un vrai poète réaliste, fécond et plein d'une sève toute plébéienne comme en témoignent ces quelques vers de 1793 tirés du *Calendrier des*

républicains et dirigés contre le frère de Mirabeau émigré à Coblence :

Ci-gît Mirabeau-la-futaille
Sancho-Pança des émigrés,
Ce héros d'estoc et de taille
Fit maints exploits tous célébrés
Par la noblesse et la prêtraille.
Hélas, ce rude champion,
La surveille d'une bataille,
Frappé d'une indigestion,
Glissa le long d'une muraille
A la porte d'un cabaret
Il rendit son dernier hoquet.

Didier (agent de liaison du mouvement babouviste) et *Clémence* (militant babouviste qui fut membre de la première tentative de complot dite du « Comité Amar ») furent jurés au Tribunal révolutionnaire de l'an II.

Bodson.

Peintre de profession, il fut commissaire révolutionnaire en l'an II. Il fut arrêté en 1794 comme hébertiste par ordre du Comité de Salut public. Bien qu'en l'an III il fût un ferme opposant aux Thermidoriens de droite, il ne réhabilita cependant jamais la politique du Comité de Salut public et la personnalité de Robespierre car il les rendait responsables de l'échec du mouvement populaire. Ami de Babeuf avec lequel il fut l'un des chefs les plus écoutés des sans-culottes en l'an III et en l'an IV, il n'en arriva cependant pas, comme le tribun du peuple, à reconsidérer sa position à l'égard de Robespierre.

Il fut agent révolutionnaire babouviste dans le XIe arrondissement.

Drouet.

En 1796, Drouet était membre du « Comité des Conventionnels » et il devint l'artisan du rapprochement entre les babouvistes et les Montagnards proscrits, en floréal an IV[1]. Il était le plus

1. Cf. chapitre V, § 3.

prestigieux des hommes impliqués dans la Conspiration des Egaux, quoique n'étant pas fondamentalement babouviste. Il ne fut pas traduit devant la Haute-Cour de Vendôme, ayant réussi à s'évader de prison avant le procès.

Drouet était l'ancien maître de poste qui découvrit la fuite du roi à Varennes, le 17 juin 1791. En 1792, il fut élu à la Convention et le Comité de Salut public lui confia diverses missions de représentant dans les départements et aux armées. Prisonnier des Autrichiens dès 1793, il dut à son absence de n'avoir pas à prendre parti pour ou contre le 9 thermidor. Revenu à Paris à la suite d'un échange de prisonniers, il apporta tout son crédit au mouvement démocratique en assistant aux réunions du Club du Panthéon. Il devint membre du Comité insurrecteur élargi et c'est à sa qualité de député au Conseil des Cinq Cents que les accusés durent d'être traduits devant une Haute-Cour et non devant un tribunal militaire aux jugements plus expéditifs.

CHAPITRE III

LA CONSPIRATION

I. DES PRISONS A LA LIBERTE
(brumaire an IV-octobre 1795)

Les prisons ont toujours été l'école des révolutionnaires. Image concrète de l'oppression, la prison renforce chez les meilleurs la volonté de lutte. Privant l'homme de liberté, elle excite sa volonté de libération. Le rendant impuissant, la prison exacerbe sa volonté de puissance ; ceci était vrai singulièrement pendant la Révolution française.

On peut supposer que la Conspiration des Egaux trouva ses premières ébauches dans les deux prisons où étaient alors reclus les futurs Egaux : à partir du 25 ventôse an III (15 mars 1795), Babeuf, Germain et quelques patriotes du nord de la France étaient enfermés à Arras dans la prison des Baudets, tandis que Buonarroti et la plupart des autres restaient détenus au Plessis à Paris. Tous les prisonniers, certes, ne furent pas ensuite de la Conspiration babouviste, mais tous collaboraient à des projets futurs.

Dans les prisons du Plessis et des Quatre-Nations à Paris, on avait constaté, aux dires de Buonarroti, la marche rétrograde de la Révolution depuis le 9 thermidor et on y avait condamné la Constitution de l'an III. Les patriotes emprisonnés se rendirent à l'évidence que le régime directorial n'avait qu'un but : éliminer toute participation du peuple à la vie politique et maintenir aux pouvoirs ceux à qui la période thermidorienne avait apporté argent et puissance.

Dans les prisons, se forgeaient les cadres de l'opposition démocratique au Directoire et se cristallisaient les thèmes définitifs du babouvisme. Dans sa prison d'Arras, Babeuf continuait à juger son attitude politique depuis le 9 thermidor et il affermissait ses idées sur les conditions de la révolution sociale à laquelle il aspirait depuis toujours. Là, il fut mis en contact avec Charles Germain et entra en relations avec les sans-culottes du Pas-de-Calais, enfermés dans d'autres prisons d'Arras ; correspondant avec eux et exposant ses idées, il en venait naturellement, par la discussion, à préciser sa pensée et à rendre cohérent son système. Là, Babeuf paraît avoir mis au point les éléments critiques de son programme égalitaire. Les lettres à Germain qui nous sont parvenues sont d'une rare richesse de pensée. Mûries longuement dans le silence de la cellule, elles témoignent que Babeuf affûtait sa pensée en l'exprimant à d'autres et qu'il la soumettait à la critique de ses compagnons. Plusieurs thèmes reviennent dans cette correspondance : le commerce et la monnaie considérés comme les catalyseurs de l'inégalité sociale ; le travail comme source d'oppression dans un régime d'inégalité ; la propagande et l'insurrection organisées comme moyen d'établir le règne de l'égalité réelle. Posant des questions, Babeuf essaie d'y répondre pour Germain, supposé être un interlocuteur sceptique. Le commerce ? Il deviendra dans la cité communiste un simple procédé technique dans la distribution égalitaire des biens, et la monnaie y sera inutile. Le travail cessera d'y être oppressif pour devenir une simple « égalité de mise » au profit de la communauté qui répartira également les biens de consommation. A la propagande et à l'insurrection anarchiques et mal dirigées, il convient de substituer une « Vendée plébéienne », de donner une base géographique à la Révolution des pauvres à partir de laquelle, par capillarité, l'exemple s'étendrait à tout le territoire de la République[1]. Mais le plus original dans ces lettres, c'est toute l'importance que Babeuf accorde à l'industrie et aux productions urbaines qu'il s'agissait d'intégrer dans son système économique jusqu'alors uniquement agraire.

1. C'est une idée qui a toujours sollicité l'attention des révolutionnaires, aussi bien celle de Blanqui que celle des socialistes communalistes de la fin du XIXe siècle. On pourrait trouver chez Sun Yat-sen et Mao Tsé-toung, mais avec plus de rigueur scientifique et dans des conditions différentes, des conceptions similaires se justifiant par l'inégal développement de la conscience révolutionnaire selon les régions dans une nation encore peu cohérente.

Cette idée nouvelle qui apparaît au centre de la réflexion ne se trouvera pas aussi abondamment développée dans d'autres textes des babouvistes. Pourquoi l'industrie suscite-t-elle soudain un tel intérêt chez Babeuf ? L'on ne peut voir d'explication à ce fait que dans l'expérience parisienne de Babeuf depuis 1793. Babeuf s'est rendu compte que son système exclusivement agraire du début ne pouvait s'adapter à un pays dans lequel l'industrie était déjà solidement implantée. Néanmoins, l'« industrie » (les productions artisanales et manufacturières) reste secondaire dans son système. D'abord, et ceci est le reflet des données de l'expérience de Babeuf qui ne connaissait que l'ancien régime économique, il n'envisage l'industrie dans sa société idéale que sous la forme d'une multitude d'ateliers travaillant pour les organismes de distribution. Sa grande idée, c'est la suppression du commerce, donc de la concurrence qui conduit au monopole, donc à l'écrasement des petits producteurs. Il pense que cela permettra d'utiliser les progrès techniques, moins d'ailleurs pour augmenter la productivité du travail que pour diminuer la peine des hommes, maintenant, de ce fait, leur consommation à un niveau stable. Il condamne comme éléments de luxe la recherche de nouveaux produits et, partant, les besoins nouveaux. On s'étonne quelquefois que Babeuf ait consacré la première place aux productions urbaines dans sa lettre à Germain du 10 thermidor an III (28 juillet 1795) et on en conclut qu'il accordait en l'an III plus d'importance à l'activité manufacturière qu'à l'agriculture ; ceci est sans doute inexact dans la mesure où l'on admet que l'élaboration du système babouviste s'est opérée par touches successives sous la continuelle pression des événements et de l'expérience. De sorte que si Babeuf, à Arras, songe plutôt à l'industrie, ce n'est pas qu'il lui accorde la première place dans son système, c'est que les éléments agraires de son communisme étaient déjà établis, et il sent que son argumentation à l'égard des milieux urbains est bien faible encore. Or, politiquement, c'est de Paris qu'il attend le sursaut révolutionnaire : il n'était pas convenable de ne parler que de programme agraire à ces Parisiens en surnombre, affamés, sans travail, vivant dans les masures des faubourgs à cinq par pièce, car ces hommes, quoique misérables, étaient attachés à la vie en ville et aux modes de production urbains. D'ailleurs, si Paris s'était peuplé, c'était avant tout parce que la campagne rejetait son trop-plein vers la ville et Babeuf ne pense pas que le mouvement puisse être reversible. Il

n'empêche que l'aspect agraire du communisme de Babeuf demeure, et constitue effectivement le fondement du système. Car, en ce temps de cherté des grains et de pénurie profonde, c'est de la campagne que Babeuf attend la solution à la crise des subsistances. C'est pourquoi il ne faut pas prendre ces lettres à Germain comme un programme élaboré et définitif, mais comme un ensemble de raisonnements et d'arguments logiques destinés à emporter la conviction de l'interlocuteur sur des points encore obscurs : comme telles, il sera nécessaire de les reprendre dans l'analyse du babouvisme tel qu'il nous a été transmis dans les divers manifestes des conjurés et le livre de Buonarroti. Il suffisait ici de signaler la nature de la réflexion de Babeuf à Arras qui prenait corps sur le passé récent.

Cependant, Babeuf à Arras ne s'adonne pas à la pure réflexion théorique, aussi fondamentale qu'elle soit pour l'avenir. Il suit de sa prison le film des événements politiques et, comme l'ont fait dans leur prison du Plessis les autres patriotes, il condamne sans rémission le Directoire. D'une plume brûlante, il dénonce agioteurs, spéculateurs et hommes du pouvoir : « la nouvelle aristocratie ».

En ce sens, c'est la même indignation que lorsqu'il tempêtait contre le « million doré ». La Constitution de l'an III lui inspira des paroles vengeresses :

> Les riches et les gens d'esprit seront seuls la nation ; ...on veut que chacun de nous en mourant dise à ses enfants : Mes enfants, j'ai exposé cent fois ma vie pour le triomphe de l'égalité et de la liberté, mais je n'ai travaillé que pour moi. Pour prix des périls que j'ai bravés, j'ai pu être citoyen de l'Etat ; je meurs, je n'ai pu vous laisser de propriété ni d'instruction ; je ne peux pas non plus vous laisser de droits civils ; vous n'êtes plus rien, vous êtes des esclaves ; vous rentrez sous la dépendance des riches et des gens instruits. Nous avons détruit la noblesse et les privilèges pour nous, mais nous avons voulu qu'ils soient recréés pour vous.

> ...Mais ne vous en ai-je pas fait saisir cent fois trop, *écrit-il aux démocrates d'Arras,* pour que, ennemis comme vous l'êtes de toute forme de despotisme, vous

> ne fassiez à cet édifice de tyrannie que l'honneur de le fouler au pied ?

Si quelques républicains s'interrogeaient sur leur attitude à l'égard du Directoire, il ne fallait pas s'attendre à voir Babeuf pactiser avec le nouveau régime. De son principe d'une lutte de classes entre « riches » et « pauvres », Babeuf tire une condamnation non équivoque, fondamentale, du Directoire, gouvernement des « riches ». On a pensé que cette critique de la Constitution de l'an III a été connue par les patriotes de la prison du Plessis et qu'ils en auraient été influencés. Outre que ceci n'est pas prouvé, il n'est pas nécessaire de l'imaginer, car partisans de l'égalité des droits politiques, anciens robespierristes ou anciens militants sans-culottes, ces hommes ne pouvaient sans frémir, voir abandonné le grand idéal démocratique de l'an II. D'ailleurs, sans même être liés encore intimement à Babeuf, Félix Lepeletier et Antonelle, futurs membres de la Conspiration, dénoncèrent dans des brochures ce « monument de tyrannie ». On doit même admettre que l'hostilité politique de ces anciens Jacobins au régime ploutocratique du Directoire les conduisait à envisager une véritable révolution sociale qui établirait solidement les fondements du régime politique auquel ils étaient profondément attachés. L'aspect politique de la réaction leur ouvrait les yeux sur son contenu social. Ainsi en arrivons-nous à considérer que c'est à partir d'une réflexion politique, indépendamment même de leurs origines sociales, que ces anciens adversaires de la loi agraire en arrivèrent si facilement à accepter le communisme que Babeuf va leur proposer au sortir de sa prison. L'opposition au règne exclusivement bourgeois du Directoire n'était que le point de rencontre de ces hommes de milieu social si différent. Entre eux, ne s'était pas simplement réalisé un accord tactique sur les buts immédiats, mais une véritable sympathie à l'égard du babouvisme les animait. La solution de Babeuf leur apparaissait comme la condition ultime du rétablissement et du maintien de la démocratie politique pour laquelle leur engagement était définitif ; ainsi, leur fidélité à un principe battu en brèche par la réaction sociale était devenue, comme autrefois chez Robespierre, l'élément moteur de leur dépassement idéologique. Et cela ne laisse pas de donner à penser.

II. L'AGITATION DEMOCRATIQUE AU DEBUT DE L'AN IV
(Automne-hiver an IV - 1795-1796)

L'amnistie du 4 brumaire an IV (26 octobre 1795) qui suivit l'échec de la tentative royaliste du 13 vendémiaire, et les quelques libertés retrouvées au début du Directoire, facilitaient la reconstitution d'une opinion démocratique. Les muscadins se terraient : on ne les revit qu'en 1799. Nombre de patriotes qui avaient été éloignés depuis l'année précédente, et quelquefois depuis le 9 thermidor, reprenaient place dans l'arène politique. Mais la liberté qui leur était laissée de se retrouver et de se concerter n'avait rien d'exorbitant! La liberté de réunion, en principe reconnue par la Constitution de l'an III, était contredite dans le texte constitutionnel lui-même par de nombreux articles qui interdisaient la « formation de corporations et d'associations contraires à l'ordre public » ; étaient également interdites les sociétés populaires dont le rôle fut considérable pendant l'an II dans l'encadrement du mouvement sans-culotte et l'éducation politique des faubourgs. Mieux encore, il était interdit (article 362) aux sociétés particulières s'intéressant aux problèmes politiques « de correspondre entre elles, de s'affilier, de tenir des séances publiques » sous l'autorité permanente des mêmes responsables. En outre, il ne leur était pas reconnu le droit d'imposer des conditions d'admission et d'éligibilité à leurs membres, de s'arroger des droits d'exclusion et de faire porter un insigne distinctif à leurs adhérents. En clair, la loi prohibait la création d'un « parti » politique. Ce que l'on craignait principalement, c'était d'autoriser la reconstitution d'un club comme celui des Jacobins. En effet, le meilleur moyen d'action des Jacobins avait été l'affiliation et la correspondance avec les clubs et les sociétés de province et de Paris ; et le Club avait maintenu son intégrité politique et même sociale par la cooptation et l'exclusion de ses membres. Au demeurant, la loi sanctionnait les critiques à l'égard de la Constitution de l'an III, et réclamer la Constitution de 1793 était un délit.

Ainsi, le libéralisme du Directoire revenait, en fait, à laisser parler les individus tout en les privant de moyens réels d'action et

de propagande. C'était en quelque sorte l'application dans un sens réactionnaire de la formule de Saint-Just : « Pas de liberté aux liberticides », étant entendu qu'en l'an III la liberté n'était que le droit laissé aux possédants anciens ou nouveaux de monopoliser le pouvoir politique et législatif.

La presse fut soumise à un régime semblable. Il était bien affirmé que nul « ne peut être empêché de lire, écrire, imprimer et publier sa pensée » et qu'il ne pouvait y avoir de censure, quoique dans certains cas l'Etat ait conservé la possibilité de suspendre la liberté de la presse, mais pour un an au maximum. Au début du Directoire, on n'eût pas à appliquer cette loi ; le Gouvernement agissant tout simplement en poursuivant les rédacteurs : Babeuf en particulier, comme autrefois Marat, dut bientôt se cacher pour échapper aux poursuites. Ainsi, s'agissait-il d'une liberté savamment contenue. Sans se faire d'illusions sur le style du nouveau régime, les Egaux qui sortaient de prison étaient cependant résolus à utiliser au maximum les aspects les plus favorables de la Constitution de l'an III. Mais ils sentaient bien qu'à partir d'un certain moment la lutte légale deviendrait impossible et c'est pourquoi ils se préparaient à la lutte clandestine. Ils n'avaient, à long terme, que le choix entre la capitulation et le complot insurrectionnel.

Malgré ces conditions d'insécurité, le début du Directoire est marqué par une renaissance de la pensée démocratique, plus particulièrement par une poussée jacobine et une reprise de l'agitation politique, à Paris, certes, mais aussi en province. En province, les sociétés populaires n'avaient jamais vraiment cessé de se réunir. Il est important de donner une idée de leurs attitudes au début de l'an IV car, dans une certaine mesure, cela explique que le mouvement babouviste se soit surtout cristallisé à Paris et, d'autre part, cela donne la mesure de la force réelle des démocrates en France. Sauf dans les régions où avait sévi la terreur blanche, comme le Sud-Est et le Midi méditerranéen, les militants jacobins avaient plus ou moins continué secrètement à se réunir et à publier des journaux. Au début du Directoire, ces clubs affichèrent leurs opinions démocratiques. Ainsi, à Toulouse, se manifesta au grand jour dès brumaire an IV (octobre 1795) une société populaire de coloration jacobine, dans laquelle on n'admettait que les « vrais Jacobins », sous le nom de « Club des patriotes de Toulouse ». Malgré la loi, elle entretenait une correspondance avec des sociétés similaires des villes voisines

et de Paris. Des réunions de ce genre se constituèrent à Angers, Nantes, Sète, Lyon, dans le nord et l'est de la France. Le personnel et les auditeurs qui s'y rendaient se recrutaient parmi les anciens Jacobins, dans les couches sociales de la moyenne et petite bourgeoisie, commerçants, artisans, hommes de loi qui, en l'an II, avaient constitué l'armature de l'Etat dans les départements. Relâchés de prison pour certains, sortis de l'anonymat politique pour la plupart, ils ne se réunissaient pas sans manifester leur rancœur et, ressassant les vieux souvenirs, ils sondaient la profondeur de la réaction. Il serait exagéré de dire qu'ils espéraient un retour au régime de l'an II; du moins ils imaginaient un glissement progressif du Directoire vers un jacobinisme nuancé. En tout cas, ils se gardaient d'apparaître au grand jour comme des opposants; le nom même de leur société était volontairement évasif (à Angers : « Société de littérature et de jeux ») et ils affirmaient ne se réunir que pour lire et commenter leurs journaux. Leur action se limitait à chanter des hymnes patriotiques, à manifester au théâtre ou dans la rue et à planter des arbres de la liberté. Leur presse ne désignait comme ennemis que les royalistes, évitant de s'opposer trop directement aux républicains modérés. Cette opposition démocratique paraissait en panne idéologique; incapable de se renouveler, elle regardait en arrière, tandis que les Egaux regardaient devant eux. C'est pourquoi, pour la plupart des démocrates radicaux, Paris, seul, offrait quelques chances de succès à leur propagande, la province pouvant, en cas de besoin, ne fournir qu'un appoint non négligeable. A Paris, le ferment révolutionnaire paraissait vivre encore, et c'est pourquoi Babeuf, reprenant sa propagande offensive, ne visait qu'à soulever l'opinion démocratique de la capitale.

Paris ! Les Girondins en 93 avaient fort bien compris qu'en réduisant Paris à n'être que le département de la Seine, on coupait court à toute nouvelle conquête de la Révolution. Le rôle de Paris n'avait cessé de grandir en importance au cours de la Révolution et sa fonction de capitale d'un Etat centralisé lui faisait rassembler en un même lieu le mouvement populaire le plus extrême et les tentatives contre-révolutionnaires ou modérées les plus vivantes. C'est à Paris que les conflits atteignaient le niveau le plus dramatique. Tandis que la province, même si les problèmes cheminaient en profondeur, était plus léthargique. Or, à Paris, avec l'apparent libéralisme du Directoire et la tentative royaliste de vendémiaire, une certaine

fièvre révolutionnaire était réapparue et, au moins au niveau des cadres et des militants, la reprise de l'agitation se développait. *L'Ami du peuple* de Lebois menait une campagne dans le style et l'esprit de Marat et, à l'occasion, Lebois sut se montrer favorable aux thèses de Babeuf et de ses compagnons. *L'Orateur plébéien* d'Eve Demaillot, ancien ami de Saint-Just, personnage au demeurant peu sûr, qui rêvait assez formellement de l'unanimité des républicains, ne partageait pas toutes les opinions de Babeuf, de nature, selon lui, à diviser les patriotes. Cependant des compagnons de Babeuf purent s'exprimer dans son journal. *Le Journal des hommes libres* de Duval, grand périodique républicain, était assez largement ouvert aux idées venant de gauche, et à l'occasion il fut un tremplin utilisé par la propagande babouviste. A Paris, les colloques, les rencontres se multipliaient, mais les futurs conspirateurs, loin d'être les seuls à se concerter, ne constituaient, du moins au début, qu'une minorité. Comme l'indique Buonarroti, il y avait des réunions dans tous les quartiers de la capitale; dans le faubourg Antoine (aux Quinze-Vingts), dans les cafés des boulevards (aux Bains chinois), au café Cauvin, rue du Bac. Les plus avancés se réunissaient chez Chrétien, restaurateur et aubergiste sans-culotte. C'était là des lieux de discussion, mais bientôt aussi des foyers de conspiration. Cependant, il convient de signaler que les masses parisiennes étaient beaucoup moins agitées que ne l'espéraient les démocrates libérés. En ce temps de cherté des grains et quasiment de famine pour beaucoup, les sans-culottes désarmés dans les faubourgs et encore sous l'effet de la répression de Prairial demeuraient passifs. Si les militants sans-culottes étaient dans l'attente, on conçoit bien que les masses populaires soient restées dans une sorte de prostration. L'opposition à Paris, au moins au début, était l'affaire d'une élite, peut-être assez nombreuse mais minoritaire, qui concevait comme son premier devoir de « réveiller le peuple ».

Parmi les démocrates qui se retrouvaient, il a déjà été dit que deux tendances se manifestaient : les *Patriotes de* 89 et les révolutionnaires radicaux, les *Egaux.* Les premiers étaient attachés à la légalité et ils espéraient influencer le Directoire par leur autorité personnelle ou en acceptant des charges publiques.

> On eût dit qu'ils avaient oublié la cause pour laquelle ils avaient combattu et que, voyant d'un œil indifférent

> l'envahissement des droits du peuple qui venait d'être couronné, ils faisaient consister le salut de la patrie dans le soulagement de leurs propres maux[1].

Il faut ajouter qu'ils étaient cependant inquiets de l'indifférence populaire, laquelle justifiait fréquemment leur désespoir et leur pessimisme. Les Egaux, au contraire, « se distinguaient par leur persévérance à défendre la démocratie » et ils cherchaient à regrouper l'ensemble du mouvement démocratique pour l'entraîner dans une bataille de grande envergure contre le Directoire et la Constitution de l'an III. En attendant, les uns et les autres tenaient à ne pas couper les ponts entre eux, se souvenant de l'effritement de leurs positions respectives après le 9 thermidor. On ne renonça pas, chez les Egaux, au double projet de rallier les patriotes et de renverser la tyrannie. C'était là des besoins impérieux pour tout véritable républicain. Les Egaux eux-mêmes ne formaient pas un groupe très cohérent. Certains avec Babeuf et les anciens hébertistes préconisaient une action brutale et une profonde révolution sociale. Les autres avec Buonarroti et d'anciens robespierristes s'attachaient à promouvoir la démocratie politique et, à partir de là, prévoyaient une série des mesures sociales égalitaires. Ainsi, se rencontraient des hommes dont l'aspiration commune se concrétisait autour de l'attachement à la constitution de 1793, qui, n'ayant pas été appliquée, était parée de tous les mérites. La question entre eux fut de savoir s'il fallait organiser un grand club parisien ou plusieurs sociétés réparties dans les arrondissements de Paris. Après de nombreuses discussions naquit, proposée par les Egaux, une société patriotique appelée *Club du Panthéon.* Les Egaux avaient fait prévaloir cette forme centrale d'organisation qu'ils préféraient à de multiples sociétés de quartiers où les « intrigants » pouvaient manœuvrer plus facilement. Ils n'oubliaient pas, en effet, la victoire, insidieuse mais régulière, des « modérés » et même des royalistes dans les sections de Paris avant les journées de germinal et prairial an III. Peut-être l'idée d'un club central témoignait-elle aussi du caractère minoritaire du mouvement d'opposition active au Directoire et de la crainte d'un mouvement décentralisé trop faiblement suivi.

Les premières discussions sur la création du Club du Panthéon

---

1. BUONAROTTI : op. cit., tome I, p. 69.

eurent lieu dans le jardin de l'ancienne abbaye Sainte-Geneviève. Si les Egaux proposèrent la constitution d'une grande société centrale, la création du Club fut le fait de la tendance non babouviste de la gauche démocratique, quoique de futurs babouvistes comme Darthé et Buonarroti y aient eu une grande part. Ce fut le journaliste Lebois, emprisonné pendant la réaction thermidorienne, qui annonça dans son journal *L'Ami du peuple,* le 8 frimaire an IV (28 novembre 1795), la naissance de « la Société des Amis de la République ». La salle avait été prêtée par un traiteur du nom de Cardinaux, bon Jacobin de réputation, mais peut-être agent du Directoire en même temps; cette salle de réunion se trouvait dans l'ancienne abbaye des Génovéfins que Cardinaux tenait en location des domaines depuis que l'abbaye était devenue propriété nationale. Le Directoire fut d'abord hésitant, mais finalement laissa la Société se réunir librement à la condition d'y maintenir quelques indicateurs. Pour l'heure, le gouvernement pensait en effet qu'il y avait un danger supérieur à ne pas laisser s'exprimer en parole les démocrates; en outre, il pensait trouver des administrateurs parmi eux et, en leur distribuant des places, étouffer leurs revendications politiques. Le Club se réunissait tous les jours pairs du calendrier républicain et conformément à la loi il était présidé par un « orateur » et un « vice-orateur » qui changeaient tous les quinze jours. Assez timides au début, les adhérents du Club, de recrutement aisé (ils payaient cinquante livres de cotisation), n'admettaient pas les conventionnels amnistiés, trop violents à leurs yeux, sauf le très célèbre Conventionnel Drouet, de retour en France. Ils refusèrent toute organisation interne qui, de près ou de loin, rappelât les anciennes sociétés populaires et les Jacobins. Si bien que, dans les débuts tout au moins, l'esprit de ferme opposition au régime qui était l'apanage des Egaux fut nettement minoritaire.

Malgré ses incertitudes, le Club du Panthéon avait des mérites car il était un lieu de rencontre de premier ordre. On y lisait des journaux, on y discutait de motions qu'on se gardait de rendre incendiaires, on y collectait de l'argent pour d'anciens compagnons tombés dans la misère, on préparait des démarches auprès des autorités. Mais si peu étendue qu'ait été sa propagande, la réputation du Club attirait de plus en plus d'auditeurs. Au début, le personnel panthéoniste était composé de bourgeois, de militaires, d'anciens militants et les auditeurs populaires étaient peu nombreux. Du même

coup, les modérés y prenaient les décisions, mais en quelques semaines des militants de milieu plus modeste y vinrent plus nombreux et le Club prit une coloration de plus en plus marquée. C'est que la campagne de presse de Babeuf, qui s'était amplifiée au même moment, commençait à porter ses fruits.

La campagne du Tribun du peuple *et la fermeture du Club du Panthéon*

Le 24 fructidor an III (10 septembre 1795), Babeuf et Germain avaient été transférés d'Arras à Paris et, quelques jours plus tard, ils étaient libérés. A peine sorti de prison, Babeuf, plein d'une énergie nouvelle et muni de tout l'acquis d'une longue réflexion, reprit la publication de son journal. Non sans difficulté, l'on s'en doute. Profitant d'une gêne matérielle réelle, Fouché, peut-être organe de transmission de Barras, premier personnage du Directoire, essaya de gagner Babeuf au modérantisme et lui proposa une aide financière; celui-ci répondit dans le numéro 35 du *Tribun du peuple* avec le mépris hautain qu'inspire l'amitié déçue [1] :

> Tu peux conspirer avec le gouvernement actuel : on sait comme tout gouvernement conspire. Moi je déclare que je suis aussi d'une conspiration. Ce n'est point du tout la tienne.

La conspiration de Babeuf n'était encore qu'un projet, mais la réponse en tout cas soulignait que la ligne de conduite du *Tribun du peuple* n'avait pas changé et que le journal était libre de toute attache politique ou pécuniaire à l'égard du gouvernement. Par ce biais d'ailleurs, Babeuf coupait court à toute allusion possible sur l'équivoque qui avait régné après le 9 thermidor lorsque Guffroy avait été le bailleur de fonds de son journal. A peine maître de sa publication, Babeuf ne tergiversa pas; de brumaire à ventôse an IV (octobre 1795 à mars 1796), chaque numéro était une déclaration de guerre renouvelée au Directoire. La démocratie, en effet, Babeuf ne la limite pas à l'égalité des droits politiques, comme il avait

1. Fouché, futur ministre de la Police de Napoléon et ancien « terroriste » d'idées très avancées, avait été l'ami de Babeuf. C'est à lui que Babeuf avait confié ses enfants pendant son emprisonnement — vainement d'ailleurs.

eu quelquefois tendance à le faire dans sa propagande post-thermidorienne; exprimant, enfin, le fond de sa pensée, il propose la révolution sociale comme condition du « bonheur commun ». Il pousse son analyse de la situation beaucoup plus loin que l'année précédente, ne s'en tenant pas à réclamer seulement l'application de la Constitution de 1793. Dans le numéro 34 du 15 brumaire an IV (6 novembre 1795) Babeuf constate le désarroi et l'abandon dans lequel se trouvent les sans-culottes, et il cherche à galvaniser leur énergie en rappelant les espérances d'autrefois. Très habilement, il joue sur la magie du mot « bonheur commun ». Il propose son journal comme point de ralliement pour tous les démocrates et attaque ceux qui pensent comme le Panglos de Voltaire que tout va au mieux dans le meilleur des mondes. Pour l'auditoire populaire, il trouve l'accent juste :

> La livre de pain ne se vend-elle pas toujours seize francs ? la livre de viande vingt francs ?... [Tout va-t-il mieux ?] lorsque s'organise le gouvernement le plus aristocratiquement combiné qui fût jamais ?

La République démocratique ne peut renaître que si les démocrates proposent au peuple non seulement les moyens de sa dignité civique, mais aussi de son bonheur matériel. De la sorte, ils détruiront l'écho favorable dont a pu bénéficier quelquefois la propagande royaliste parmi les pauvres. Dans le *Prospectus* qui paraît en même temps que le numéro 34, Babeuf déclare que très prochainement *Le Tribun du peuple* va donner les moyens d'établir pour tous un état de « félicité stable et la suffisance des besoins de tous ». Il montrera ce « qu'il faut faire » et en attendant lance un appel au peuple dont « l'intérêt est le meilleur levier ». Ces phrases eurent un succès certain dans l'opinion démocratique; on lut la publication de Babeuf partout, dans les cafés, dans les clubs, dans les réunions et si certains, comme Fouché qui ne digérait pas son échec ou quelques timides, essayèrent de le discréditer, la plupart, quoiqu'un peu inquiets, furent satisfaits de l'énergie du tribun. N'avait-il pas osé lancer au Directoire cette condamnation fondamentale :

> Osons dire que la Révolution malgré tous les obstacles et toutes les oppositions, a avancé jusqu'au 9 thermidor et qu'elle a reculé depuis...

Cette campagne de Babeuf était d'autant plus efficace qu'elle n'était pas solitaire; *L'Ami du peuple* de Lebois, *L'Orateur plébéien, Le Journal des hommes libres* publiaient souvent des réflexions du même ordre. Mais comme l'écrit M. Dommanget : « Tout cela n'était encore, si l'on peut dire, qu'un hors-d'œuvre. » Le numéro 35 du *Tribun du peuple* publia le célèbre *Manifeste des plébéiens* dont l'élaboration, qui était le fruit de toute l'expérience et le bilan de toute la pensée de Babeuf, avait commencé sans doute dans la prison d'Arras. Il y a dans ce manifeste un grand désordre de présentation et souvent plus d'interrogations que de précisions dogmatiques, mais Babeuf le présentait comme l'ébauche d'un grand manifeste à venir — et qui ne verra jamais le jour — destiné à donner les moyens d'établir « l'égalité de fait ». On ne doit dònc pas y chercher le détail de l'idéologie babouviste et les moyens pratiques de la révolution des pauvres.

A. Mathiez, qui a reproché à Babeuf cette imprécision, ne tint pas compte du fait que *Le Tribun du peuple* n'envisageait cette première publication que comme une bannière devant rassembler les démocrates autour de l'idée de révolution sociale et redonner aux masses l'esprit combatif par l'affirmation d'une claire perspective de lutte. Il s'agit donc d'un numéro de combat et non d'un exposé théorique. On peut en trouver la preuve dans le fait que Babeuf commence en dénonçant ceux qui avaient prétendu, comme Duval dans son journal, que les propositions de Babeuf allumeraient la guerre civile.

> Vous parlez ensuite de guerre civile ? *répondit Babeuf...* comme si nous ne l'avions pas ! comme si la guerre des riches contre les pauvres n'était point la plus cruelle des guerres civiles !... Il faut, dites-vous, pour mieux assurer le triomphe, agir politiquement, temporiser ! Politiquer quand je n'ai point mangé depuis quarante-huit heures ?

Babeuf indiquait nettement que si la révolution sociale était nécessaire, elle était nécessaire tout de suite; et il plaçait les démocrates devant leurs responsabilités : ou vous êtes avec nous ou contre nous. Il y a quelque chose de désespéré ou de véritablement tragique dans ces appels impatients à l'action. Pour accentuer le

caractère d'épopée qu'il veut donner à sa révolution plébéienne, Babeuf utilise tout un bric-à-brac historique démontrant la légitimité de son programme, mais en même temps il expose les mesures qu'il préconise contre la propriété privée. Il condamne d'abord la loi agraire car elle ne pourrait conduire à l'égalité de fait, plus d'un jour. Concrètement, il convient de former la « Vendée plébéienne » qui aurait l'initiative d'organiser à l'intérieur de son propre domaine et de faire connaître autour d'elle cette société égalitaire qui incarnera le « bonheur commun ».

Ce « bonheur commun » auquel il donne une coloration non plus morale mais matérielle et économique, il le conçoit ainsi :

> Nous prouverons que le terroir n'est à personne et qu'il est à tous.
>
> Nous prouverons que tout ce qu'un membre du corps social a au-dessous de la suffisance de ses besoins de toute espèce et de tous les jours est le résultat d'une spoliation de sa propriété naturelle individuelle faite par les accapareurs de biens communs.
>
> Que la supériorité des talents et de l'industrie n'est qu'une chimère et un leurre spécieux qui a toujours indûment servi au complot des conspirateurs contre l'égalité.
>
> Il faut donc que les institutions sociales mènent à ce point qu'elles ôtent à tout individu l'espoir de devenir jamais ni plus riche ni plus puissant, ni plus distingué par ses lumières qu'aucun de ses égaux.
>
> Que le seul moyen d'en arriver là est d'établir l'administration commune, de supprimer la propriété particulière; d'attacher chaque homme au talent, à l'industrie qu'il connaît; de l'obliger à en déposer les fruits au magasin commun; et d'établir une simple administration de distribution; une administration des subsistances qui, tenant registre de tous les individus et de toutes les choses, fera répartir ces dernières dans la plus scrupuleuse égalité et les fera déposer dans le domicile de chaque citoyen.
>
> Peuple, réveille-toi à l'espérance ; cesse de rester engourdi et plongé dans le découragement.

> Que le mont sacré ou la Vendée plébéienne se forme sur un seul point ou dans chacun des quatre-vingt-six départements ! que l'on conspire contre l'oppresseur, soit en grand, soit en petit, secrètement ou à découvert, dans cent mille conciliabules ou dans un seul, peu nous importe, pourvu que l'on conspire, et que désormais les remords et les transes accompagnent tous les moments des oppresseurs.

Ainsi dès le 1er décembre 1795, parallèlement à son cri insurrectionnel, Babeuf donne les premières précisions sur ce que sera le programme de la Conspiration. De tels appels étaient d'ailleurs de nature à donner confiance aux sans-culottes. Pourtant la conspiration elle-même n'était pas encore nouée et c'était pour lui donner des bases théoriques et pratiques que *Le Tribun du peuple* publia ce « Manifeste des plébéiens ». Dans l'immédiat, ce qui est certain, ce fut le succès public de Babeuf et l'inquiétude qui s'empara des notables devant l'accueil de plus en plus favorable que rencontrait sa propagande. « Le petit peuple, écrit Mallet du Pan, est séduit par cette doctrine qui fait des progrès alarmants. » Mais aux yeux de la loi, Babeuf était répréhensible d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat et c'est pourquoi il fut décrété d'arrestation; il arriva néanmoins à échapper à la police. Désormais c'est à partir d'une nouvelle clandestinité que *Le Tribun du peuple* va développer sa propagande et la clandestinité de Babeuf ne cessera plus jusqu'à son arrestation.

Déjà, cependant, le succès paraissait tel que la réunion du Club du Panthéon retentit des appels de Babeuf. Autour des thèmes publiés par *Le Tribun du peuple* se rassemblaient les démocrates les plus avancés. Peut-être certains d'entre eux n'attendirent pas pour conspirer les articles de Babeuf. Mais Buonarroti, qui est presque muet sur son rôle personnel, montre bien que les premières tentatives de réunion des Egaux sont contemporaines des numéros 34 et 35 du *Tribun* et l'on doit supposer que les appels de Babeuf y ont joué le rôle d'un catalyseur. En réalité, s'il y avait parmi les Egaux, deux tendances qui agissaient encore séparément, elles n'avaient jamais cessé d'être en contact : d'un côté Buonarroti avec ses amis Darthé, Debon, de l'autre Babeuf, Lepeletier, Sylvain Maréchal et Antonelle. Il semble bien qu'avec la publication du « Manifeste des plébéiens », Babeuf se soit imposé comme l'inspirateur de la

réflexion des Egaux dans leur ensemble et son journal devint en quelque sorte leur porte-drapeau. Même des démocrates jusqu'alors assez éloignés de Babeuf qui n'adhéraient pas à la brûlante prophétie du « Manifeste des plébéiens », l'utilisaient comme base de réflexion et d'agitation politique. Au Club du Panthéon, ceux que nous pouvons appeler maintenant les babouvistes autant que les Egaux, gagnaient de plus en plus en importance numérique et en prestige. Le Club au début de frimaire an IV (fin novembre 1795) voyait sa clientèle augmenter : quinze cents membres au début du mois, deux mille au 15 frimaire (6 décembre). Peut-être est-il légitime de voir dans cet afflux un témoignage du succès de la feuille de Babeuf, dont le tirage qui dépassait deux mille exemplaires (354 abonnés à Paris) était fort honorable pour l'époque. Les sans-culottes et les militaires de l'armée de l'intérieur se rendaient nombreux aux réunions du Club et celui-ci s'enhardissait : le 15 frimaire, il fit afficher « *La Vérité au peuple par les patriotes de* 1789 » qui dénonçait la réaction depuis le 9 thermidor, au moins au niveau de ses conséquences. Puis publiquement, il participa le 21 janvier à l'anniversaire de l'exécution de Louis XVI aux côtés du Directoire qui n'en fut pas des plus satisfaits, on le devine aisément. Le Club discuta quelques jours plus tard d'un projet de « maximum » et il réclamait l'application des Décrets de Ventôse an II sur la distribution des biens des émigrés aux pauvres ayant combattu pour la Nation. Les amis de Babeuf et ceux de Buonarroti en communion de pensée réelle, songeaient à utiliser le Club comme un levier de propagande pour entraîner le peuple autour d'eux. Buonarroti l'affirme expressément, et il apparaît certain que la société du Panthéon se portait un peu plus vers la gauche à chaque réunion ; ceci n'alla d'ailleurs pas sans inquiéter nombre de panthéonistes modérés qui désertèrent les réunions. Quant aux Directeurs, jusque-là assez satisfaits de la modération des panthéonistes, ils s'émurent de l'importance des babouvistes. L'existence du Club pouvait naguère servir le gouvernement en lui offrant le moyen d'effrayer les royalistes modérés avec l'épouvantail de l'an II, mais maintenant le Club devenait effectivement dangereux. Pendant quelques jours, le Club du Panthéon avait gardé le silence sur les poursuites engagées contre Babeuf mais il ne pouvait empêcher ses idées de se répandre; et d'autant moins que Babeuf multipliait les lettres à ses amis et en même temps continuait à éditer son journal. Il attaquait ceux qui

prétendaient terminer la Révolution (comme Barnave en 1791) alors qu'elle n'avait abouti qu'à mettre en place un nouveau pouvoir oppressif. Il se défendait d'être un « désorganisateur » (comme le fit Marat en 1792). Il se flattait d'être au contraire l'organisateur d'un monde nouveau. Jamais, autant que dans cette période, le journal de Babeuf n'a été aussi vivant; le tribun polémique avec tous, ennemis ou sympathisants, adversaires et partisans. De fait, son audience ne cessait de croître. Engagé dans une action de grande envergure, où son rôle est essentiel, Babeuf, pour la première fois de sa vie, paraît ressentir une exaltation confiante et un véritable bonheur. Il se savait un point de mire pour le Directoire, mais se voyait entouré d'amitié et de respect. Il dut éprouver une joie profonde lorsque le Club du Panthéon, rompant avec sa réserve, protesta quand sa femme fut arrêtée en ventôse (février 1796) sous le prétexte qu'elle diffusait son journal. Le Club réclama sa libération et fit une collecte pour leurs enfants. Certains membres de la Société se désolidarisèrent de ce geste, mais au total le plus grand nombre fut satisfait de la façon dont la bataille était engagée avec le Directoire. Pour le comprendre, il faut retenir que l'autorité de Buonarroti et de Darthé gagnait parmi les auditeurs, mais surtout qu'avec l'hiver, l'aggravation de la crise des subsistances entraînait l'agitation dans les faubourgs et bouleversait les consciences.

Enfin, le Directoire (en la personne de Carnot) jugea inefficace la politique de rassemblement des républicains autour du régime et, n'ayant pas pu rallier la plupart des démocrates, il se montra plus ferme à leur égard. Si bien que ceux-ci, par réaction, adoptèrent une attitude plus résolue. Le Club autorisa la lecture par Darthé du numéro 40 du *Tribun du peuple* (5 ventôse an IV - 24 février 1796) dans lequel Babeuf attaquait la décision du Directoire de supprimer les livraisons à la taxe des subsistances pour Paris. Babeuf, d'ailleurs, ne s'en tenait pas à des regrets, mais il essayait de démontrer à partir de cette mesure anti-populaire le caractère « affreux » de ce régime considéré par lui comme un «édifice du crime » qu'il fallait miner. Pour le Directoire c'en était trop. Il décida, non sans hésitation de la part de certains Directeurs, la fermeture du Club du Panthéon présenté comme un repaire de brigands et « d'anarchistes ». Le général Bonaparte, qui regrettait de n'être pas assez mêlé au partage des dépouilles de la République par les hommes en place, se montra complaisant envers le régime. Oubliant qu'il avait

été le républicain de Toulon et du 13 vendémiaire, ce jeune officier dévoré d'ambition dirigea l'expédition de police contre le Club du Panthéon.

Le futur Napoléon donnait ainsi son premier gage au régime des notables et des profiteurs de la Révolution.

III. L'ORGANISATION DE LA CONSPIRATION

La fermeture du Club du Panthéon coupait les ponts entre le Directoire et le plus grand nombre des démocrates. Désormais, ou bien ceux-ci plieraient, ou bien ils seraient contraints de conspirer. Certains trouvèrent ce choix gênant, mais Babeuf et ses compagnons qui ne s'étaient jamais refusés à une lutte illégale étaient prêts. Il était dans leur système de conspirer, car tel qu'il était le régime directorial ne pouvait subir aucune évolution dans le sens qui était le leur. De sa théorie de la « Vendée plébéienne », Babeuf retenait l'idée d'un vaste complot qui se présenterait sous la forme non d'un coup de main mais d'une insurrection massive et locale dirigée par un pouvoir occulte. C'est ce qu'il proposa à ses amis. Pour cela, il suffisait, paraissait-il, de ranimer l'un de ces nombreux groupements clandestins qui fleurissaient depuis quelques mois. Au premier rang de ceux-ci la réunion clandestine de la rue de Cléry, dans le Marais, chez l'ex-conventionnel Amar. Celui-ci, ancien membre du Comité de sûreté générale en l'an II, avait été l'un des artisans de la chute de Robespierre le 9 thermidor. Malgré cela, il fut comme les autres accusé plus tard d'avoir été un « buveur de sang »; proscrit et déçu par les Thermidoriens, il gardait une profonde rancune à ses anciens amis. Darthé, Buonarroti, Germain, Debon, F. Lepeletier et quelques autres se trouvèrent aux premières réunions de ce comité Amar et il semble que ce soit là que prirent naissance les formes de la future Conspiration des Egaux; au-delà des discussions proprement politiques, la question de l'origine « de l'esclavage » et de la misère sociale y fut posée. Buonarroti déclare dans son livre que chacun se persuada que la cause de tous les maux résidait dans la propriété privée. Buonarroti raconte aussi comment pour Amar ce fut une révélation. Sans insister sur le problème de la conviction égalitaire et communiste de tous les membres du comité Amar — et surtout d'Amar lui-même — il faut retenir l'influence profonde

des idées de Babeuf sur les participants. Babeuf cependant n'était pas présent dans ce premier comité Amar. Mais il était en contact avec Lepeletier et quelques autres pour qui c'était déjà un article de foi que la propriété privée était la cause de « l'esclavage ». Le comité Amar discuta aussi pour savoir ce qui serait fait une fois le gouvernement abattu : Amar proposa, comme c'était son rôle, le rappel de la Convention; Debon, fidèle à l'opinion maratiste, réclamait un « dictateur populaire », mais Buonarroti et les autres plus sensibles aux réalités nouvelles proposaient de confier le pouvoir à un corps politique nommé par le peuple insurgé. De toute façon, on s'entendit au moins pour proposer à l'acceptation de tous les démocrates le retour à la Constitution de 1793 comme première étape, quoiqu'elle eût affirmé la légitimité de la propriété privée. On pensait que dans l'application concrète, les bons principes qu'elle affirmait en préambule pouvaient ouvrir la voie à l'établissement d'une société égalitariste.

Les participants de ce comité étaient donc engagés dans l'action conspiratrice. Ils ne songeaient à la Société du Panthéon que pour l'utiliser, tel un levier, dans leur politique de regroupement. Mais ce comité n'eut pas d'existence durable car Amar inquiétait tout le monde et aussi bien les idées des autres devaient l'inquiéter. Un de ses anciens collègues du Comité de sûreté générale ne manqua pas d'évoquer son rôle au 9 thermidor et rappela son attitude équivoque et ses intrigues pendant le temps du Gouvernement révolutionnaire. Comme c'était au moment où la nouvelle attitude du Directoire se précisait (Babeuf était poursuivi et Lebois, l'ami du peuple, arrêté), le comité décida de se dissoudre. Au-delà d'ailleurs de cette explication un peu simple, on peut supposer qu'à l'intérieur du comité n'avait pas régné une parfaite communion idéologique.

D'autres réunions du même type se multiplièrent après la dissolution du comité Amar, mais ne durèrent pas, soit crainte de la police, soit par méfiance entre les participants, soit par absence d'unité de vue.

En ventôse an IV (février-mars 1796), le Directoire s'affirmait nettement résolu à tenir en bride l'opposition démocratique. Le virage à droite sous l'impulsion de Carnot s'accusait, et de surcroît, les difficultés du gouvernement se multipliaient. L'inflation et ses conséquences, la crise d'approvisionnement rendaient les faubourgs tumultueux : « le Lion » se réveillait, pour parler comme Mallet

du Pan. Il est certain, comme l'a montré Georges Lefebvre, que les conditions objectives facilitaient la renaissance d'une puissante opposition à base populaire. Babeuf et ses amis d'un côté, Buonarroti et les siens de l'autre, comprirent que les solutions radicales qu'ils préconisaient pouvaient à cet instant trouver matière à s'incarner dans un vaste mouvement insurrectionnel. Ils croyaient possible de déclencher l'action en mettant les démocrates de tous bords au pied du mur pour les entraîner aux côtés des plus résolus. Babeuf en prit sans doute l'initiative. Habitant tantôt chez Lepeletier, tantôt chez d'autres amis sûrs, il avait des liens étroits et unis depuis plusieurs mois avec Antonelle, Germain et Maréchal. Par eux il prit contact avec Buonarroti et ses amis restés très liés aux anciens panthéonistes et aux ex-conventionnels. Au début de germinal an IV (fin mars 1796)

> il paraît certain que Babeuf qui tendait à ramener tous les mouvements à un centre unique contribua par l'influence de ses amis, à faire dissoudre les comités dont j'ai fait connaître les travaux et dont on retrouve beaucoup d'idées dans les actes du nouveau corps insurrecteur [1].

C'est ainsi que le 10 germinal an IV (30 mars 1796) se constitua auprès de Babeuf « *le Directoire secret de salut public* »; en étaient membres à l'origine, outre Babeuf lui-même, Antonelle, Sylvain Maréchal, Félix Lepeletier, soit le groupe le plus anciennement babouviste auxquels s'ajoutèrent sur la proposition de Didier, l'agent de liaison du Directoire secret, Darthé et Buonarroti, et enfin par eux Debon. Ainsi fusionnaient dans le même centre dirigeant, d'anciens adversaires de Robespierre et d'anciens fidèles de sa politique en l'an II. Il y avait ceux qui avaient eu l'expérience du pouvoir et de l'organisation (Darthé, Buonarroti) et ceux qui s'étaient fait un nom surtout comme agitateurs populaires, écrivains et journalistes (Antonelle, Lepeletier, Babeuf et Maréchal). Deux groupes qui étaient liés, bien sûr, depuis la prison mais qui n'avaient jamais été réunis dans un « concert unique ».

Ce qui frappe peut-être le plus dans la composition de ce comité insurrectionnel, c'est de voir siéger en bonne intelligence

---

1. BUONARROTI : op. cit., tome I, p. 58.

des hommes dont l'attitude à l'égard de Robespierre avait été naguère bien différente. Babeuf, certes, à partir de vendémiaire an III (septembre-octobre 1794) avait révisé son jugement thermidorien à l'égard de la Terreur. Mais des hommes comme Buonarroti et Darthé, qui n'avaient jamais varié dans leur fidèle dévotion à la mémoire de Robespierre, prétendaient que leur attachement au passé guidait leur position présente.

Leur action s'inscrivait dans une perspective de robespierrisme dynamique. Dans cette mesure, la présence commune d'hommes si divers dans le Comité insurrecteur signifiait une véritable synthèse entre les aspirations égalitaristes des sans-culottes parisiens et les principes du Gouvernement révolutionnaire selon Robespierre, entre les principes de la *révolution sociale* et ceux de la *sécurité sociale* au sens propre. Les Egaux étaient conscients de cette particularité; les ex-robespierristes firent valoir que la politique de Robespierre, quoique ne résolvant pas le problème social, avait frayé un chemin vers l'égalité complète et qu'elle laissait entrevoir, sans en donner les moyens pratiques cependant, le « bonheur commun ». Les autres par tactique ou par conviction acceptèrent cette thèse qui faisait du robespierrisme une étape dans le sens de leur révolution sociale. Ainsi s'établissait une filiation entre le régime démocratique de l'an II et la grande révolution sociale projetée. Déjà quelques jours auparavant, Babeuf, dans une lettre à l'ancien hébertiste Bodson le 9 ventôse an IV (28 février 1796), avait expliqué les raisons de son attitude : Robespierre menait une politique de défense révolutionnaire dans un moment critique et il ne pouvait sous peine d'échec tolérer les oppositions et les surenchères, quoiqu'en cela les hébertistes aient été de bonne foi :

> Il est vrai que ces idées-là pouvaient entraîner toi et moi. Qu'est-ce que cela faisait si le bonheur commun fût venu au bout.

Bodson avait émis l'idée que l'apologie de Robespierre pouvait éloigner d'anciens sans-culottes. Babeuf critique cette façon de voir, car depuis le 9 thermidor chacun pouvait juger des graves conséquences de l'abandon de la Terreur et beaucoup de sans-culottes, en idéalisant après coup d'ailleurs le régime de l'an II, avaient réhabilité

la politique de Robespierre. « Au moins du temps de Robespierre on avait du pain », disait-on en l'an III. Mais surtout Babeuf insistait sur le fait que

> réveiller Robespierre, c'est réveiller tous les patriotes énergiques de la République, et avec eux le peuple, qui autrefois n'écoutait et ne suivait qu'eux... Le robespierrisme atterre de nouveau toutes les factions... L'hébertisme par exemple n'est qu'à Paris et dans une petite portion d'hommes, et encore ne se soutient-il qu'avec des lisières. Le robespierrisme est dans toute la République, dans toute la classe judicieuse et clairvoyante, et dans tout le peuple. La raison en est simple, c'est que le robespierrisme est la démocratie, et ces deux mots sont parfaitement identiques : donc en relevant le robespierrisme vous êtes sûr de relever la démocratie.

Le Directoire secret tenait donc pour une tâche d'honneur de ne pas rompre avec le passé. Apparaître dans la ligne du Gouvernement révolutionnaire était non seulement un acte de justice et de foi, c'était aussi de bonne propagande, singulièrement à l'égard des divers clubs jacobins de province. On s'est demandé si Babeuf ne s'était pas soumis à cette réhabilitation de Robespierre par tactique politique pour gagner tous ceux qui restaient attachés au principe de la démocratie politique. Ce serait rendre alors un magnifique hommage à sa sagesse politique. Mais pourquoi suspecter sa sincérité ? on n'a pas assez souligné jusqu'à une date récente toute l'originalité du mouvement babouviste parce qu'on en a pas eu une vue dialectique. En l'an IV la victoire extérieure était assurée et après deux ans de réaction, le robespierrisme, comme tel, était une affaire définitivement dépassée et, avec le recul, il était possible à ceux qui en avaient souffert, malgré leur bonne foi révolutionnaire, de le reconnaître pour ce qu'il fut. En faisant valoir les aspects du robespierrisme allant dans le sens de leur révolution, des hommes comme Babeuf opéraient un véritable dépassement idéologique, au moins aussi considérable que celui qui conduisait des robespierristes impénitents comme Buonarroti ou Darthé à adhérer à un programme radical de révolution sociale. L'on pourrait s'étonner à plus juste titre de la mutation de ces derniers, car elle supposait un engagement

à venir, que du jugement de Babeuf qui était le fruit d'une réflexion politique sur le passé. Pour tous ces hommes, il était moins question en l'an IV contrairement à ce qu'avait pensé Mathiez, de réintégrer le robespierrisme dans l'Etat que de renverser le pouvoir bourgeois des parvenus thermidoriens. C'est d'ailleurs ainsi que le comprit le gouvernement directorial lui-même.

La cohabitation fraternelle dans le Directoire secret de ces hommes d'origine si différente ne manque pas en effet d'être un événement considérable. Certes, ils étaient unis par les souffrances matérielles et morales endurées ensemble depuis la Réaction. Mais dans la mesure où ils avaient encore la ferme volonté de poursuivre l'œuvre de la Révolution jusqu'à son but ultime, il était évident qu'ils ne pouvaient s'enfermer dans ce choix ambigu : hébertisme ou robespierrisme. De quelque point de vue qu'on se soit placé au départ, les difficultés qu'éprouvait le peuple et l'exclusivisme bourgeois du Directoire démontraient à l'évidence que tout pas en avant supposait une liquidation absolue du « système d'oppression » en cours. Pour garantir l'avenir, il fallait une refonte sociale qui détruisant le profit individuel, donc la notion de « propriété particulière » assurât le « bonheur commun », au départ mélange indéterminé de démocratie politique et sociale et de sécurité sociale.

La communion idéologique entre Babeuf et ses amis et les fidèles de Robespierre appuyés ainsi sur des bases nouvelles, était le ciment de leur fraternité. Cette fraternité explique que l'œuvre du directoire secret ait été une œuvre collective. Chacun y apportait le meilleur de ses capacités et de sa personnalité. Cela ne peut se concevoir — sans nier pour autant les différences individuelles d'aptitude, de préférence, ou d'orientation — que parce que le comité fut entièrement babouviste (au sens où nous l'entendons en l'an IV). En tout cas, si Buonarroti nous rapporte quelquefois des conflits sur la tactique, on ne voit pas dans son livre ni dans d'autres documents de divergences profondes sur les aspects fondamentaux de la doctrine. Les documents saisis et transmis dans les dossiers d'accusation au procès de Vendôme étaient rédigés, élaborés par l'un ou l'autre des membres du comité, avec cependant une présence plus fréquente de textes paraissant émaner de Buonarroti et Babeuf. C'est par exemple Buonarroti, à n'en pas douter, qui répondit à M. V... qui avait écrit à Babeuf pour mettre en doute les bienfaits

du communisme[1]. C'est encore lui vraisemblablement qui rédigea « l'Analyse de la doctrine de Babeuf ». L'aspect le plus visible de ce travail collectif était les réunions des membres du directoire secret qui se tenaient chaque soir dans le lieu où se cachait Babeuf. Ils y examinaient en commun les rapports des douze agents révolutionnaires d'arrondissement, les réponses à donner, les publications à propager, et tout ceci sans perdre de vue la mise au point du programme à court terme qui suivrait l'insurrection et le programme à long terme sur « l'organisation de la République ». Les documents insurrectionnels n'étaient jamais signés individuellement mais ils étaient authentifiés par un cachet où les mots « Salut public » étaient gravés autour d'un niveau. Les décisions étaient prises à la majorité et un double avec référence était gardé de tous les documents (ce qui perdra leurs auteurs au moment de la répression). Les ordres, instructions, appels, documents d'agitation étaient diffusés par Didier, seul agent de liaison entre les organismes intermédiaires bientôt mis en place et le comité directeur. Dans la méthode même suivie par les conspirateurs pour établir le plan de leur insurrection, on devine qu'il devait y avoir une rare communauté de pensée.

Cependant à cette adhésion collective des membres du directoire secret au communisme de Babeuf, on objecte quelquefois — et l'argument est assez inquiétant — qu'Antonelle, qui en était l'une des personnalités les plus dynamiques, devait être assez hésitant. Il avait mis en doute en effet à deux reprises l'efficacité, la valeur humaine et la possibilité même de la « communauté des biens et des travaux ». La première fois en frimaire (novembre 1795) dans *L'Orateur plébéien* et après une réponse de Babeuf dans le numéro 37 du *Tribun du peuple,* Antonelle était revenu à la charge dans le numéro 144 du *Journal des hommes libres* dont il était un des principaux rédacteurs et ceci qui est grave, au début de germinal an IV (mars 1796) quand s'organisait le comité insurrectionnel. En fait tout ce que l'on sait de l'attitude courageuse d'Antonelle par la suite et principalement au Procès de Vendôme, de l'estime dans laquelle Babeuf n'avait cessé de le tenir depuis l'amnistie, permet de repousser l'idée d'une lâcheté de sa part. Aussi bien, étant donnée la nature de la tactique de propagande des babouvistes qui cherchaient à utiliser toute la presse républicaine par un jeu

1. La démonstration d'A. Saitta est, sur ce point, décisive. (Cf. *Bibliographie*.)

de questions sceptiques suscitées par eux et de réponses nettement affirmées dans leur presse, démolit l'interprétation d'un détachement d'Antonelle à l'égard du communisme de Babeuf. A. Saitta estime que les doutes d'Antonelle étaient destinés en fait à permettre aux babouvistes d'agiter l'opinion autour de leur programme et de forcer les démocrates à prendre parti, même ceux qui n'étaient pas touchés ordinairement par eux. De toute façon, à partir de la mise en place de l'appareil insurrecteur, rien ne transparaît des éventuelles divergences de vue entre les membres du comité directeur. D'après A. Saita, tous en 1796, avaient vraiment adhéré au communisme de Babeuf non sans, peut-être, l'avoir quelque peu transformé. Il ne reste de doute qu'à propos de Darthé [1].

La direction insurrectionnelle établie, encore fallait-il lui donner les chaînes des transmission nécessaires pour communiquer les mots d'ordre aux masses populaires et donner aux agitateurs de quartier les thèmes principaux du mouvement. D'autre part, le corps de la Conspiration étant mis en place, il convenait de prévoir l'encadrement des insurgés. Il ne pouvait être question de recommencer l'erreur de prairial lorsque les sans-culottes, sans direction effective, avaient reflué en désordre dans les faubourgs, comme surpris de leur audace. Les relations entretenues pendant l'emprisonnement et les amitiés pré et post-thermidoriennes des babouvistes, permirent de recruter les douze agents révolutionnaires d'arrondissements dont il a été déjà parlé et les agents militaires. Ils furent choisis par le directoire secret sur proposition de ses membres. L'origine politique des agents révolutionnaires civils et des agents militaires pose le même problème de leur conviction communiste et de leur adhésion à la politique des Egaux que celui dont nous avons parlé en ce qui concerne les membres de l'organisme suprême. Il est cependant plus difficile de répondre par l'affirmative. Ainsi Bodson, à qui Babeuf avait écrit pour justifier l'attachement des Egaux au robespierrisme, répondait encore le 12 ventôse (2 mars) à Babeuf, peu avant la mise en place de l'appareil dirigeant, pour regretter « la célébrité monstrueuse de Robespierre » et encourager le tribun à préconiser le « bonheur de tous » sans pour autant suivre « les traces d'hommes que tu dois avoir le noble orgueil (quels que soient les services qu'ils ont pu rendre à la Patrie) de dépasser »... Cette

1. Cf. A. SAITTA : « Autour de la Conspiration de Babeuf. Discussion sur le communisme », *A.H.R.F.*, 1960, n° 4, p. 427.

profession de foi anti-robespierriste allait à l'encontre de la politique de fusion préconisée par les Egaux. Il semble bien que l'étroitesse d'esprit dont faisait preuve Bodson devait se retrouver chez d'autres militants même très responsables qui avaient eu maille à partir avec le Comité de Salut public en l'an II. Et on ne peut douter que de l'autre côté d'anciens robespierristes, et parmi eux les agents militaires attachés au souvenir de l'œuvre grandiose de la Convention montagnarde, fussent quelque peu inquiets de l'exclusivisme idéologique de certains Egaux qui refusaient, au moins au début, de faire place dans leur mouvement, à condition d'en atténuer un peu le caractère, aux anciens Conventionnels montagnards amnistiés (Lindet, Javogues, Ricord...). Ce fut d'ailleurs sous la pression des agents militaires que le Comité insurrecteur en floréal an IV (avril 1796) prit langue avec le Comité des Conventionnels. Ainsi, le communisme, fond de la doctrine des Egaux, était certainement de plus en plus diffus à mesure que l'on s'éloignait du bloc cohérent des dirigeants. Cette progressive atténuation de la vigueur de la prise de position ne peut nous étonner. Réalisant la synthèse de tous les thèmes classiques de la Révolution française et en un certain sens leur dépassement dialectique par l'espérance visionnaire d'une société communiste qui réglerait tous les problèmes sociaux en balance, les babouvistes subissaient néanmoins le contre-coup des rancœurs accumulées naguère. Or, la réaction thermidorienne n'avait pu les effacer totalement, et l'Histoire allait trop vite pour que tous aient pu sans difficulté sauter le pas et comprendre comme les chefs du mouvement la nécessité de suspendre les vieux conflits pour trouver des bases nouvelles à la réalisation du « bonheur commun » auquel tous vouaient un véritable culte.

Cet inégal développement de la conscience révolutionnaire reflétait en dernière analyse la composition sociale hétéroclite des masses sensibilisées par la propagande des Egaux. Il était normal que les agents révolutionnaires, choisis justement parce qu'ils étaient liés au peuple, fussent ceux qui suscitaient les problèmes les plus difficiles à résoudre. Ceci ne témoigne pas d'ailleurs contre l'affirmation de Buonarroti de la profonde pénétration des idées communistes parmi les masses au printemps de l'an IV. Au contraire le fait que ces questions aient été soulevées confirme la profondeur de l'agitation. Mais ce qu'il convient d'admettre, c'est que si les conditions politiques et sociales étaient favorables à leur propagande, leur

prise de position radicale se retrouvait progressivement atténuée à la base pour être finalement réduite à la réaffirmation des thèmes populaires traditionnels. Cette pulvérisation idéologique explique que le Directoire secret n'ait jamais eu l'idée d'un parti idéologiquement et politiquement monolithique. Pour lui la victoire armée, quel que fût le degré de conscience des insurgés, était la première chose à obtenir et la réalisation du programme viendrait de surcroît, après la dictature révolutionnaire nécessaire qui s'ensuivrait. On ne pouvait avoir l'idée d'un parti prolétarien avant que n'existât la conscience de classe prolétarienne et le prolétariat lui-même; tout au plus, pouvait-il s'agir d'une sorte de pressentiment de nécessités futures à peine entrevues. Cela faisait qu'en réalité il n'y avait pas de dialogue véritable entre les dirigeants suprêmes et les masses. Les agents révolutionnaires transmettaient au centre de direction des renseignements, faisaient état des questions posées, mais n'étant qu'agents de liaison, sans contact en principe jusqu'à la dernière minute avec des dirigeants qu'ils ignoraient en partie, ils étaient des conduits à sens unique. Il en était ainsi à Paris, mais plus encore en province et aux armées. Les difficultés de communications matérielles aidant, les militants dispersés ne pouvaient qu'enregistrer les décisions et accepter ou refuser le programme élaboré par les dirigeants. Ils s'arrangeaient d'ailleurs pour lui faire dire ce qu'ils voulaient entendre, gardant par devers soi ce qui leur paraissait trop audacieux. Les comités et les réunions n'étaient que des chambres d'enregistrement et le dernier mot, presque jusqu'à la fin resta au Comité insurrecteur. Les membres du directoire secret exigeaient des agents révolutionnaires des rapports quotidiens et y répondaient dans des circulaires ; ils précisaient leurs propres pensées, mais ne répondaient pas toujours aux problèmes soulevés par les gens du peuple. Bref, les conditions sociales et politiques en l'an IV ne leur permirent pas de trouver une solution. Au reste, c'est un danger permanent et souvent souligné dans les groupements révolutionnaires. Il y eut un mouvement babouviste, un courant de pensées communiste, une organisation insurrectionnelle, mais pas de véritable « parti » au sens actuel. Obsédé peut-être par l'exemple du Comité de salut public de l'an II les Egaux avaient institué un centralisme révolutionnaire efficace, mais le défaut de démocratie interne les exposait à se trouver seuls en cas d'échec. Une telle attitude leur était évidemment imposée autant par les conditions

politiques que plus généralement par la structure sociale du moment. De plus, il était dans la nature du complot, aussi largement connu qu'il ait pu être, d'être ainsi cohérent au seul niveau d'une élite. Mais alors on voit mieux comment les babouvistes, arrêtés au milieu de cette population de Paris que leur propagande avait touché profondément, ne bénéficièrent d'aucune action défensive de la part du peuple, alors qu'en 1793 on n'avait pas pu condamner Marat. Cette ambiguité tragique se retrouvera dans les mouvements révolutionnaires du type carbonariste et blanquiste au XIXe siècle, et ce sera la valeur éminente du léninisme d'imaginer un parti révolutionnaire à la fois démocratique dans l'élaboration du programme politique et de la tactique et centraliste dans l'exécution. Il était inconcevable que ces nécessités fussent ressenties en 1796 parce que le babouvisme n'était pas le reflet idéologique des aspirations d'une classe sociale qui en aurait fourni la clientèle de masse; il n'était que la prise de conscience agissante qu'à la base de toute émancipation humaine, il y avait à résoudre le problème social. De ce fait, il sollicitait l'intérêt de tous les démocrates convaincus et de tous les « pauvres », ce qui lui donnait quelque support de classe. Mais parmi tous ces hommes, il n'y avait, au vrai, aucun autre dénominateur commun qu'une solide conscience démocratique ou plébéienne et dans les faits le refus de la soumission économique plus ou moins également supportée des « pauvres » à la catégorie des « riches ». De sorte que si le communisme fut l'apanage de l'avant-garde des babouvistes, et ceci presque sans aucun doute, il n'en reste pas moins l'expression limitée des revendications sociales et politiques des sans-culottes. Pourtant, le grand mérite du babouvisme, c'est de s'être manifesté comme une doctrine supposant « la communauté des biens et des travaux » et en cela il annonçait l'avenir autant qu'il concluait sur le passé.

CHAPITRE IV

LE BABOUVISME

I. REALITE DU COMMUNISME DES EGAUX [1]

Le babouvisme de l'an IV est idéologiquement le fruit d'un double courant : celui des partisans de l'An II éclairés par l'échec, et celui qui exprime le bilan du mouvement populaire pendant toute la Révolution française et singulièrement pendant la période thermidorienne. Le programme des Egaux vise à résoudre le problème immédiat posé par la chute de Robespierre et ses suites, mais il essaie, au-delà, de répondre aux aspirations populaires de connaître enfin le « bonheur commun » tant espéré. Toute sa grandeur réside en ce que le babouvisme tient à résoudre le problème définitivement en réalisant la cité communiste où l'égalité assurerait aux hommes pour toujours le règne de la justice sociale. Cependant comme toutes les doctrines jaillies à la fois du feu de l'action et de la pensée des hommes, le babouvisme est imprimé de contingence et de transcendance. La contingence, on la voit dans le fait que les babouvistes étaient pressés d'agir. Leur doctrine s'exprima en même temps que prit corps la Conspiration et que l'on tentait de mobiliser les masses populaires : Babeuf publia le « Manifeste des plébéiens » et engagea ses grandes polémiques théoriques, en même temps que se tissaient les fils de la Conjuration et que *Le Tribun du peuple* lançait ses appels à l'insurrection populaire. C'est que la crise des subsistances persistait et le peuple était las. Il fallait agir vite. Mais en même temps cependant, les projets ébau-

1. On trouvera dans la bibliographie sommaire les éléments de base de cette discussion.

chés, le règne de « l'égalité réelle » que l'on projetait de réaliser, toute cette opération, mélange à la fois de rêves à peine formulés et d'articles de programme laborieusement rédigés, témoigne que les babouvistes regardaient l'avenir. Leur prétention était de pulvériser la vieille société où, selon l'expression de Babeuf en l'an III, s'opposaient le « patriciat et la plèbe » pour fonder une fois pour toutes une république assurant une égale condition pour tous.

Connaissant sa genèse par les faits et par les hommes, il peut paraître superflu d'indiquer que le babouvisme n'est pas une couverture jetée sur une tentative réitérée des Jacobins de l'an II. Il a été plus qu'une simple résurrection du jacobinisme, plus que le combat désespéré d'une arrière-garde. S'il convient néanmoins d'insister là-dessus, c'est que des esprits éminents ont défendu cette opinion — principalement Albert Mathiez — et qu'à partir de là, se pose la question de ce qu'était le babouvisme de la maturité et de son influence réelle.

Albert Mathiez ne voyait dans la conspiration de Babeuf qu'une résurgence du jacobinisme. Le communisme des Egaux n'était qu'un « oripeau » idéologique, tiré péniblement des propositions des philosophes, recouvrant la Conspiration, histoire de renouveler les thèmes. Au surplus, il n'aurait eu aucune influence et la plupart des soi-disant babouvistes non seulement n'auraient pas été convaincus, mais encore auraient manifesté leur désapprobation. « L'égalité de fait ne peut avoir lieu, renonce à ces idées chimériques [1]. » Le communisme de Babeuf en fin de compte n'aurait été, selon Mathiez, qu'un « couronnement rapporté sur une bâtisse de style tout différent ». L'accusation d'anarchisme, lancée par le Directoire, n'était qu'une exagération tactique visant à soulever l'hostilité des possédants contre les accusés du procès de Vendôme et leurs éventuels disciples.

Cette thèse est aujourd'hui largement abandonnée. La recherche se précisant au cours des années 30 sous l'influence même de Mathiez, et depuis la guerre, les historiens en sont venus à connaître assez exactement l'importance du communisme dans la Conspiration, au moins en ce qui concerne l'appareil dirigeant des membres du directoire secret exécutif. M. Dommanget, puis Georges Lefebvre, ont longuement démontré que le communisme de Babeuf trouvait

1. Lettre de Desplace à Babeuf, citée par A. MATHIEZ : *Le Directoire*, op. cit.

ses racines dans ses lectures et en même temps et surtout dans son expérience concrète de feudiste; de sorte que loin d'être en l'an IV un expédient idéologique formel, sa conviction était profonde et invétérée. Puis Georges Lefebvre, élargissant la recherche, a démontré que l'action militante de Babeuf en Picardie avait autant pour but d'abattre les vestiges du régime féodal que d'entreprendre la grande révolution sociale qui donnerait la terre aux paysans pauvres [1]. Au IXe congrès des sciences historiques (1950), le même savant, s'inspirant de travaux récents, formula nettement que le communisme de Babeuf tel qu'il s'exprimait en l'an IV résultait d'une longue expérience sociale et politique dans laquelle la connaissance que Babeuf avait du problème des subsistances à Paris et de la solution apportée par le gouvernement révolutionnaire tenaient une place éminente. L'économie dirigée de l'An II le conduisait à la notion de communisme de répartition, le communisme de la production étant inconcevable à la fin du XVIIIe siècle avant que ne se développât la grande industrie capitaliste. E. Labrousse insista sur l'aspect réaliste et adapté aux circonstances du communisme de Babeuf qui, exprimé en période de dépression économique, est un « communisme de la frugalité » et qui répondant à la conception populaire du problème social, se présente aussi comme une idéologie pourvue d'un « support de classe ».

Cependant, le pas décisif dans la réponse à ceux qui jugeaient superficiel le communisme des Egaux est venu des historiens italiens. Ceux-ci attirés par la riche personnalité de Buonarroti, par son rôle dans l'expression des doctrines nationales unitaires de leur pays, en sont venus tout naturellement à étudier son activité dans la Conspiration des Egaux. Successivement parurent *Buonarroti e Babeuf* d'A. Galante Garonne; *Filippo Buonarroti, contributi alla storia sua della sua vita et dello suo pensiero* d'A. Saitta et d'autres ouvrages, étudiant en détail l'action des compagnons de Babeuf avant, pendant et après la Conspiration. Avec des arguments qui forcent la conviction, une étude attentive du livre de Buonarroti et de nombreux documents, ces auteurs démontrent que le communisme des chefs de la Conspiration ne faisait pas de doute. Georges Lefebvre auquel ces historiens étaient très liés, souleva une question

1. G. Lefebvre : « Où il est question de Babeuf », *Etudes révolutionnaires*, op. cit. Voir aussi R. Legrand : « Babeuf en Picardie (1790-1792) », *A.H.R.F.*, 1960.

fondamentale : dans sa préface à l'édition de *Conspiration pour l'égalité* de Buonarroti, aux Editions sociales, il demandait « si sa pensée au moment où il rédigea son livre, se trouvait encore rigoureusement identique à celle des Egaux » [1]. Tout simplement parce qu'en trente-deux ans les souvenirs d'un homme peuvent se déformer au contact de la vie — surtout d'une vie comme celle de Buonarroti.

De tout cela ressort un double problème : dans une description du babouvisme, de quels documents peut-on faire usage pour éviter de prêter aux communistes de l'an IV des idées postérieures, peut-être glissées par Buonarroti dans son livre écrit en 1828 ? ensuite dans quelle mesure l'idéologie communiste fut-elle partagée par ceux qui trempèrent dans la Conspiration ?

A cette seconde question, nous l'avons vu, A. Saitta [2] répond avec des arguments solides que, pour six des sept membres du directoire secret (sauf Darthé peut-être), indépendamment du fait qu'il y a eu entre eux des nuances de pensée tenant à leurs origines, on ne peut douter de leur adhésion concrète au communisme en l'an IV; il aurait imprégné la pensée des conspirateurs. Qu'il ait été plus flou à mesure que l'on s'éloignait du cercle des dirigeants n'enlève rien au fait que le communisme a été proclamé à Paris en 1796. Mais quel communisme ?

A la question proprement documentaire, les mêmes historiens auxquels d'autres sont venus apporter des confirmations, ont permis de répondre en partie. Il semble que les textes cités par Buonarroti soient dans l'ensemble conformes aux idées de l'an IV. D'ailleurs les originaux qui ont été retrouvés sont fréquemment semblables aux « pièces justificatives » annexées à la seconde partie de *Conspiration pour l'égalité*. De sorte qu'en s'en tenant aux documents les plus connus et aux études des érudits, il est possible de donner une image à peu près fidèle du babouvisme de l'an IV qui fut une doctrine à la fois égalitariste et communiste.

1. *Conspiration pour l'égalité :* op. cit., préface, p. 15.

2. A. Saitta : « Autour de la conjuration de Babeuf », *A.H.R.F.*, 1960, p. 426.

II. L'ECONOMIE DANS LA CITE ET L'EGALITE SOCIALE

Au départ de la réflexion des *Egaux,* et le qualificatif qu'ils s'attribuèrent le prouve abondamment, il y a un point de vue social et non économique. Tout leur système est tourné vers la recherche, non de l'abondance économique — et dans les conditions de l'époque, ceci s'explique assez bien — mais de « l'égalité parfaite » principalement dans la consommation des biens. Que cette consommation fût médiocre importait peu, pourvu que sa médiocrité même fût également supportée par tous[1]; « Le bien commun », terme qui apparaît chez Babeuf en 1787 et dont il fait une sorte de leitmotiv de sa propagande écrite à toutes les époques, est moins à l'origine un mot d'ordre économique qu'un terme de morale sociale propre à assurer le « bonheur commun » réclamé à partir de 1792. Ce « bonheur commun », vers la réalisation duquel tendait, disaient les babouvistes en 1796, la Constitution de 1793, n'était rien d'autre en fin de compte dans l'esprit des sans-culottes, que « l'égalité des jouissances », base de leurs aspirations sociales; c'est-à-dire une sorte d'assurance sociale d'un minimum de consommation, un « minimum vital », dit J. Dautry. Mais du terme « bonheur commun » les babouvistes en sont venus en 1796 par une dialectique des mots, au terme de « communauté des biens », c'est-à-dire à une critique économique du régime de l'inégalité et à la proposition d'une économie communautaire, « sociétaire ». Cet accouchement n'a pas été seulement verbal. L'exemple des mesures d'économie dirigée de l'an II, et finalement leur abandon, avait conduit les Egaux, et parmi eux principalement Babeuf et Buonarroti, à une prise de conscience radicale de la nécessité et de la possibilité d'instituer la « communauté des biens », seul moyen d'assurer la « parfaite égalité » théorique de Mably, et de réaliser en pratique la revendication des masses populaires. De sorte qu'il ne faut pas chercher dans l'idéologie babouviste une réflexion économique très approfondie : « Babeuf n'est pas un économiste. Lui attribuer cette qualité serait déraisonnable, démesuré, au siècle de Turgot, d'Adam

1. Cf. l'article fondamental de J. Dautry : « Le Pessimisme économique de Babeuf et l'histoire des utopies », *A.H.R.F.*, 1961, p. 215.

Smith et de Malthus[1]. » Pourtant il faudrait nuancer cette appréciation, si l'on admet en effet qu'en 1786 Babeuf dans son écrit sur les « fermes collectives », analysé et critiqué par V.M. Daline[2], s'était prononcé sur la notion de productivité et de rentabilité de l'exploitation agricole et en fin de compte sur la croissance de la production et de la consommation. Mais on est bien forcé d'admettre également qu'en 1796 le tribun a oublié, car il n'en parle pas, ou gardé par devers lui, pour être utilisée plus tard, sa conception proprement économique de la « communauté des biens ». Il s'en tient d'abord à des solutions moyennes de pragmatisme social, poussé par une considération « plus forte que toutes les autres considérations : la faim, la sainte faim »[3]. On ne peut alors que déplorer davantage que Babeuf, pris par l'action, n'ait pas tenu la promesse faite en 1793 dans sa lettre à Chaumettre du 7 mai (et encore en 1795) d'écrire ce livre *De l'Egalité* qui aurait présenté son programme dans le détail. Peut-être faut-il considérer qu'au temps de la Conspiration, Babeuf a subi fortement, indépendamment de celle du milieu, l'influence de Buonarroti et de Maréchal, plus tournés vers la recherche morale et sociale que l'ancien feudiste l'était vers la réflexion économique.

Considérée avec les documents de l'an IV, « la communauté des biens » de la cité babouviste à quoi devait conduire le succès de la Conspiration, reposait sur l'abolition du droit de propriété et la participation égalitaire du corps social au travail et à la distribution des richesses.

L'abolition du droit de propriété privée était aux yeux des notables l'aspect le plus scandaleux du programme babouviste, non parce qu'ils n'en avaient jamais entendu parler, mais parce que les possédants avaient déjà été échaudés naguère par l'événement et qu'avec Babeuf, la menace se précisait. On était évidemment loin avec Babeuf et ses amis des propositions platoniques des philosophes du XVIIIe siècle. Pourtant dans la pensée des Egaux, ceci n'était qu'un simple postulat fondamental au départ de leur réflexion et qui allait de soi dans une large mesure. La réaction thermidorienne avait confirmé un sentiment déjà ancien chez la plupart. Pour le

1. J. DAUTRY : *ibid.*, p. 216.
2. Cf. plus haut, chapitre II : « Babeuf ».
3. *L'Eclaireur du Peuple*, manuscrit de germinal an IV. Cité par DAUTRY, article cité.

justifier, ils n'avaient qu'à puiser dans les propositions des philosophes et nuancer celles-ci en tenant compte de l'expérience même de la Révolution française. Le droit de propriété avait toujours paru contraire au droit naturel et Babeuf en 1786 déjà affirmait que « le droit de vivre prime le droit de propriété »[1]. Les philosophes y avaient vu, depuis Rousseau et même depuis l'antiquité, l'origine même des maux qui affligeaient l'humanité, et les patriotes avancés la cause de la « dérévolution » depuis le 9 thermidor[2].

Le Gouvernement révolutionnaire avait considéré l'intérêt de la Nation en guerre, plus estimable que l'intérêt des propriétaires. La Constitution de 1793, tout en consacrant le droit de propriété — ce que les Egaux lui reprochaient[3] — avait tenu néanmoins à marquer des limites à son exercice dans l'article 19 de la *Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen.*

Comme la Révolution avait émancipé les masses populaires, au « nom du peuple », il devenait légitime d'attenter au droit à la propriété privée. Cependant, si les paysans pauvres et les sans-culottes considéraient la grande propriété comme une usurpation, ils tenaient la parcelle ou l'échoppe pour un fruit naturel du travail, de l'épargne et de la prévoyance, qualités principales du « brave sans-culotte », bon père et bon époux. Il fallait donc ne pas choquer l'attachement des paysans et des petits patrons à leurs parcelles ou à leur boutique; à cette fin, on associa la notion de propriété collective à celle d'exploitation parcellaire. On pouvait s'en tenir aux principes des légistes de l'ancien régime qui distinguaient la propriété éminente du seigneur (donnant au roi, suzerain général, le droit d'intervenir dans les terres sans seigneur) de la possession utile du tenancier.

Le seigneur devenait la nation et le tenancier un citoyen exploitant un bien éminemment possédé par la communauté. Nous avons vu que c'était une réflexion facile pour un homme comme Babeuf qui avait exercé la profession de feudiste. En bonne logique, une fois le principe admis, rien n'empêchait la nation, propriétaire émi-

---

1. Dans le brouillon de la lettre de juin 1786 révélée par V.M. Daline.

2. « Quant à la cause de ces désordres, on la trouvait dans l'inégalité des fortunes et des conditions et, en dernière analyse, dans la propriété individuelle, par laquelle les plus adroits... dépouillèrent et dépouillent sans cesse la multitude. » (BUONARROTI, *Conspiration*, t. I, p. 79).

3. « On ne se dissimulait pas les défauts de cette Constitution, on les trouvait principalement dans les articles de la déclaration des droits qui, en définissant le droit de propriété, le consacrait dans toute son effrayante latitude. » (BUONARROTI, op. cit., t. I, p. 84.)

nent de la terre et des biens de redistribuer également les terres de culture entre tous les membres du corps social. Par ce biais on pouvait répondre à l'idéal individualiste et « petit bourgeois » des masses révolutionnaires à la fin du XVIIIe siècle en se donnant en même temps la possibilité d'abattre la grande propriété, surtout rurale, qui était l'obstacle majeur à « l'égalité parfaite »; et ceci était le vœu des pauvres. Cette redistribution aurait pu être la loi agraire, mais les critiques qu'elle avait suscitées demeuraient. Buonarroti, comme Babeuf, en avaient vu et mesuré les insuffisances, de sorte que le babouvisme devait trouver un moyen d'éviter après la distribution des biens, la reconstitution de l'inégalité dans la possession de ces biens. Pour cela il était prévu de maintenir, même après le partage, la propriété éminente de la nation sur la terre en interdisant au détenteur d'un lot le droit de le vendre ou d'en disposer par testament, en prévoyant à sa mort le retour de la parcelle à la collectivité pour une nouvelle redistribution.

> Législateurs et gouvernants, propriétaires riches et sans entrailles, vous essayez en vain de neutraliser notre sainte entreprise ; vous dites : « Ils veulent la loi agraire si souvent demandée avant eux. »
>
> Taisez-vous, calomniateurs ! La loi agraire ou le partage des campagnes fut le vœu instantané de quelques soldats sans principe, de quelques peuplades inspirées par l'instinct et non par la raison. Nous demandons quelque chose de plus sublime et de plus équitable, le bien commun ou la communauté des biens [1].

La communauté des biens sur le plan de l'appropriation des moyens de production, c'était entre autres le droit pour la communauté nationale de disposer de tout pour une redistribution permanente. La loi agraire était donc répudiée et Babeuf l'avait clairement dit dans le « Manifeste des plébéiens » du 9 frimaire an IV (n° 35 du *Tribun du peuple,* 30 novembre 1795) ; le 11 floréal (30 avril 1796), il l'avait encore affirmé à Rossignol dans une séance du directoire secret : son but n'était pas de faire de la

1. « Manifeste des Egaux » rédigé par Sylvain Maréchal. On remarquera la confusion absolue dorénavant entre la fin (bien commun) et les moyens (la communauté des biens).

France « une espèce d'échiquier », mais de « dépropriariser généralement » le pays.

Etablir la propriété éminente des biens tout en maintenant l'exploitation individuelle, ce n'était pas encore établir, en fait, le communisme. Il y avait deux solutions communistes possibles après la nationalisation : ou bien créer des exploitations collectives comme l'avait théoriquement envisagé Babeuf en 1786, ou bien organiser la mise en commun des ressources. Peut-être la première solution demeurait-elle cachée dans l'esprit de Babeuf, mais il n'en est absolument pas parlé en 1796, dix ans après qu'elle a été formulée; peut-être parce qu'elle était trop éloignée des vœux du peuple — surtout des masses urbaines — car la grande entreprise étant quasi inexistante, la notion de production socialement communautaire ne pouvait apparaître. De sorte que la mise en commun des ressources devint le cœur même de la doctrine :

> Plus de propriétés individuelles, la terre n'est à personne, les fruits sont à tout le monde. Il suit aussi de ces développements que là où la communauté serait établie le citoyen n'acquérait jamais sur aucune chose ce qu'on appelle droit de propriété ; il n'aurait que le droit d'usage ou d'usufruit sur les objets dont il serait mis en possession par la tradition du magistrat [1].

Si « les fruits sont à tout le monde », il s'agissait logiquement d'assurer à tout le monde sa part à la distribution des biens de consommation. Morelly avait proposé dans l'article 7 du « Modèle de législation » du *Code de la nature* [2] le collectage des produits par l'administration publique et leur distribution. L'exemple de l'économie dirigée de l'an II poussée jusqu'à ses limites pouvait inspirer une idée comparable : en réalisant la mise en commun totale des ressources, on ne risquait pas de connaître l'accaparement — puisque les exploitants auraient tous une production à peu près équivalente —, ni le sous-approvisionnement des villes et des régions

1. BUONARROTI : op. cit., tome I, p. 163.
2. MORELLY : *Code de la Nature*, introduction de V.P. Volguine. « Les Classiques du Peuple ». Editions sociales, 1953. On sait l'admiration des babouvistes pour l'auteur du *Code de la Nature* présenté par Babeuf, en frimaire an IV, comme « le plus déterminé, le plus intrépide, j'ai presque dit le plus fougueux athlète du système ». On attribuait d'ailleurs le *Code de la Nature* à Diderot.

de productions insuffisantes — car l'Etat y veillerait —, ni la sous-alimentation dans les foyers aux revenus non agricoles [1].

> Quand tous les agents de production et de fabrication travailleront pour le magasin commun et que chacun d'eux y enverra le produit en nature de sa tâche individuelle, et que des agents de distribution non plus établis pour leur propre compte, mais pour celui de la grande famille, feront refluer vers chaque citoyen sa part égale et variée de la masse entière des produits de toute l'association, en retour de ce qu'il aura pu faire soit pour les augmenter, soit pour les améliorer, j'entends, moi, que loin d'être anéanti, le commerce sera au contraire perfectionné, puisqu'il sera devenu profitable à tous [2].

Cette mise en commun des ressources de la communauté, finalement, ne détruisait pas l'échange de produits, mais la vente, l'achat et l'usage de la monnaie. « La République ne fabrique plus de monnaie », dit-on dans le *Projet de décret économique.* En maintenant le transport des produits, le babouvisme va moins loin que Morelly dont l'idéal était une semi-autarcie de la cellule de base dont la situation économique existant en France montrait en fait l'impossibilité. On mesure ici la différence entre l'utopie et le réalisme des babouvistes. Supprimer le commerce et la monnaie, c'était s'inspirer de l'état d'esprit des sans-culottes pour qui le profit commercial, en ce temps où le profit industriel ne se manifestait qu'épisodiquement et dans quelques régions seulement était la source essentielle de l'inégalité sociale. Babeuf, à plusieurs reprises, s'était exprimé de la même manière. Pour lui, le commerce — c'est-à-dire le capitalisme dans son optique d'homme du XVIIIe siècle — était un « abus monstrueux », responsable de l'opulence des uns et de la prolétarisation des autres ; ces derniers étant exploités à la fois comme producteurs par le marchand qui fixe les prix d'achat et comme consommateurs par le marchand qui distribue les produits. Il apparaît nettement que Babeuf n'a jamais pressenti la plus-value

1. Cf. article 2 du fragment d'un « Projet de décret économique » dans BUONARROTI : op. cit., tome II, pièces justificatives.
2. Lettre de Babeuf à Germain, Arras, le 10 thermidor an III (28 juillet 1795), *in* DOMMANGET : *Pages choisies*, pp. 210-211.

tirée du travailleur comme producteur par le propriétaire des moyens de production. Au surplus — et Babeuf l'a indiqué souvent avant 1789 — l'argent gagné dans le commerce s'investit souvent dans la campagne et prive ainsi les ruraux de la terre qui leur revient légitimement. Supprimer le profit commercial, cette « lèpre sociale », était un article de foi du babouvisme et la cheville ouvrière du système : chacun recevra « à son domicile » la part du produit commun qui lui revient, et ceci dans la mesure où il aura contribué par son travail, « sa mise », à l'approvisionnement du magasin commun. Le commerce extérieur, le plus profitable pour le capitalisme commercial, deviendra l'apanage exclusif de l'Etat et encore ne l'emploiera-t-on qu'en dernière mesure comme quelque pratique vicieuse à la base.

> Nous produisons tous et nous participons tous aux échanges, nous sommes tous livrés à une industrie soit agricole, soit manufacturière, soit gouvernementale, soit commerciale ; nous sommes pareillement tous marchands ou commerçants [1].

Le transport ou l'échange des produits, dégagé de tout profit, devient alors un service public à la charge des collectivités locales et de l'Etat. Le transport des produits est pratiqué par les corvées égalitairement supportées par tous sous le contrôle des magistrats, ainsi que l'indique le titre « des transports » dans le fragment d'un *Projet de décret économique.* Ce système économique a justement mérité d'être qualifié de communisme de distribution.

Pour les babouvistes, l'économie distributive était non seulement réalisable, mais déjà réalisée en partie pour « les un million deux cent mille soldats » de l'armée. On saisit combien le dirigisme du Comité de Salut public a influencé la doctrine de Babeuf et de ses compagnons. Peut-être, à la veille de la Conspiration, Babeuf se rendit-il compte du peu d'enthousiasme que pouvait susciter ce projet d'encasernement social, et il est possible qu'il ait envisagé de retoucher le tableau en promettant plus que ce que donnait l'administration des subsistances à l'armée ou que n'avait donné le régime du Maximum en l'an II. Il n'en eut pas le temps. D'ailleurs, on aurait tort de considérer que le service militaire à cette époque,

1. BABEUF : *Lettre à Germain*, citée précédemment.

indépendamment du fait qu'il supposait un danger pour la vie des soldats, ait représenté une baisse de niveau de vie. En ce temps et en cette conjoncture, être nourri, logé, recevoir une paire de chaussures et une couverture était presque un idéal inaccessible pour la masse. Mais le problème que l'armée n'avait pas à se poser était d'assurer une production égale à la masse des produits consommés. C'est pourquoi les babouvistes prévurent l'obligation du travail pour tous les « co-associés », les « sociétaires ».

> Notre égalité dans la distribution des fruits et produits de toutes les industries mises en commun est basée sur l'obligation rigoureuse d'une égalité de mise, du moins jusqu'à concurrence de la mesure dans laquelle chacun aura été doué par la nature des facultés soit intellectuelles, soit physiques [1].

Le code pénal, dans l'esprit de Babeuf, ne devait prévoir qu'un seul délit, « celui de non-travail ». Tout membre de la Communauté nationale lui doit « le travail de l'agriculture et des arts utiles dont il est capable », indique le titre « Travaux communs » du fragment d'un *Projet de décret économique.* Comme chez Morelly, ne seraient dispensés du travail que les infirmes et les hommes de plus de soixante ans (peu nombreux à cette époque où l'espérance de vie moyenne ne dépasse pas quarante ans) ; à ceux-là serait confié un rôle d'encadrement moral. Il devenait possible alors, connaissant le nombre des travailleurs et empiriquement la productivité moyenne du sol, d'établir la quantité nécessaire des produits consommés, donc, dans une certaine mesure, de « planifier » production et consommation.

La communauté des travaux n'était en somme que la nationalisation des produits du travail et aussi une certaine réglementation des activités. C'est par là que le communisme de la consommation de Babeuf touchait au communisme de la production. Les travailleurs de l'artisanat et de l'agriculture, comme chez Morelly, devaient être divisés en classes de travail de type corporatif, selon leur spécialité et dans la mesure seulement où le genre de travail en question pouvait être considéré comme utile. La mise en commun du produit du travail de tous les producteurs de chaque catégorie était réalisée par le groupement en nature dans le magasin collectif à fin de

1. BABEUF : *Lettre à Germain,* doc. cit.

distribution. La nature des travaux était ainsi nettement distinguée ; il y avait un partage des fonctions au niveau de la production. Les babouvistes n'envisagèrent pas la polytechnicité du travailleur. La division du travail était généralement maintenue, mais on veillait à ce que la spécificité de chaque métier soit préservée, car la méthode de production demeurant artisanale, il était fait appel au talent du producteur. Cependant, on veillait à ce que les fonctions politiques et civiques ne puissent être monopolisées par quelques-uns. Avant tout, pour beaucoup, le régime devait servir à permettre l'égal exercice des droits politiques par tous, et il eût été contraire aux principes d'isoler des professionnels de la politique.

Le travailleur qui devait contribuer aux charges communes pouvait limiter sa tâche à quelques heures par jour, car la production, pensait-on, couvrirait les besoins. Ainsi prit naissance la grande idée babouviste, puisée dans la philosophie des Lumières, que le travail, dégagé de tout esprit de profit et limité à une petite partie de la journée, deviendrait une sorte d'initiation active à la béatitude sociale et une sorte de besoin naturel, « parce que l'activité que le travail modéré occasionne est pour l'homme une source de santé et d'amusement » (« Analyse de la doctrine de Babeuf », rédigée sans doute par Buonarroti [1]). Cette idée que le travail dans le système communiste cesse d'être une source d'aliénation pour devenir une libération exaltante est passée tout entière dans les systèmes communistes postérieurs, avant d'être fondamentalement approfondie par Marx.

Ainsi, le communisme de 1796 n'était pas un collectivisme, puisque la communauté du travail sur la même exploitation n'était pas prévue. Seule, la participation égalitaire à la manne collective était systématiquement recherchée. Si bien que la consommation devait être exactement la même pour tous et dans tous les domaines. Les Egaux n'envisagèrent pas une quelconque supériorité d'un travail sur un autre ; ils n'envisagèrent même pas l'idée, en 1796, d'une émulation entre les sociétaires, ce qui aurait été contraire à leur conception morale de l'égalité sociale. « L'égalité de mise », c'était aussi l'égalité dans la distribution des produits du magasin collectif. « La supériorité des talents et des industries est une chimère », écrivait Babeuf dans « Le Manifeste des plébéiens ».

1. BUONARROTI : op. cit., t. II, « Pièces justificatives », n° 8, pp. 99 et suivantes.

> Qu'il ne soit plus d'autre différence parmi les hommes que l'âge et le sexe : tous ont les mêmes besoins et les mêmes facultés ; qu'il n'y ait donc plus pour eux qu'une même éducation et une même nourriture. Il n'y a qu'un soleil, un seul air pour tous [1].

> La différence de valeur et de mérite dans le produit du travail des hommes ne repose que sur l'opinion que chacun d'entre eux y ont attachée et qu'ils ont su faire prévaloir... Ce sont les intelligents qui ont donné un si haut prix aux conceptions de leur cerveau [2].

Puisque personne ne possède « deux bouches et quatre bras », chacun recevra donc la même part de produit. Cette façon de juger flattait l'idéal égalitariste des sans-culottes et des journaliers des campagnes; elle procédait d'ailleurs moins de la démagogie que d'une réflexion d'une rigueur absolue si l'on songe que les Egaux dans leur raisonnement ne partaient pas d'un approfondissement des conséquences sociales de l'appropriation privée des moyens de production qui les aurait conduits à des conclusions très différentes, mais de la volonté *a priori* de réaliser entre les hommes « l'égalité des jouissances ». D'autre part, en assurant à tous les membres de quelque « classe de travail » que ce fût un même niveau de vie, on pensait éliminer les antagonismes sociaux, puisque aussi bien c'était au niveau de l'achat des biens de consommation qu'on les voyait se manifester. Que prétendait assurer à chacun le système communiste de Babeuf ? L'article 2 du titre « De la distribution et de l'usage des biens de la Communauté » dans le fragment d'un *Projet de décret économique*, assure à chacun des membres de la Communauté

> un logement sain, commode et proprement meublé ; des habillements de travail et de repos de fil ou de laine conformes au costume national [réponse à la provocation des muscadins !] ; le blanchissage et le chauffage ; une quantité suffisante d'aliments en viande, pain, volaille, poisson, œufs, beurre ou huile ; vin et autres boissons usitées dans les autres régions ; légumes, fruits, assaisonnement et autres objets dont la réunion

1. S. MARÉCHAL : *Manifeste des Egaux.*
2. BABEUF : *Manifeste des Plébéiens.*

> constitue une *médiocre et frugale aisance* [souligné par nous] ; les secours de l'art de guérir.

A quelque chose près, c'était le programme de Morelly dans le *Code de la nature,* mais surtout c'était une sorte d'idéal matériel maximum pour les pauvres en l'an IV ; au-delà, le babouvisme eût paru presque un paradis irréel et l'image en aurait été démoralisante. Devant le spectacle d'une misère alimentaire, durement ressentie par les masses populaires, cette « honnête médiocrité » était assez alléchante. On la jugeait suffisante car on estimait que le nivellement de la consommation détruirait l'ambition du confort et du luxe en supprimant l'exemple d'une vie somptueuse, dont seuls bénéficieraient alors les « honnêtes gens ». Pourquoi cependant les babouvistes n'allèrent-ils pas jusqu'à proposer une large aisance ? Le spectacle économique du monde dans lequel s'est élaborée leur doctrine ne pouvait donner aliment à l'optimisme. Dans le manuscrit du numéro 5 de *L'Eclaireur du peuple,* organe d'agitation des Egaux, Babeuf a écrit :

> Point de doute qu'il serait préférable d'atteindre le *maximum* de la *félicité* sociale. Mais s'il était reconnu, démontré qu'on n'y pût arriver avec certitude qu'en passant par un état intermédiaire, sans doute il vaudrait mieux ajourner le *nec plus ultra* de la félicité plutôt que de courir le risque de ne le toucher jamais [1].

Babeuf pressentait donc l'éventualité d'un progrès des forces productives et d'une amélioration des conditions de vie, mais il ne le croyait pas réalisable. Par absence de démagogie, il refusa de promettre plus que ne le permettait en son temps l'état des forces productives. Cependant, le dire risquait de n'être pas assez enthousiasmant, aussi Babeuf tint-il secrète sa pensée et le numéro de *L'Eclaireur* ne parut pas. D'ailleurs, cette prise de conscience tardive d'une possibilité d'offrir plus aux hommes que n'avait promis jusqu'alors la doctrine, ne précédait que de quelques jours l'échec de la Conspiration. Malgré tout, si les babouvistes se montraient incapables d'envisager l'abondance en 1796, il y a à cela d'autres raisons plus profondes qu'une simple réflexion de leur part sur la conjoncture. Ils n'envisagèrent pas qu'il pût y avoir révolution dans

1. Cité par J. DAUTRY : « Le Pessimisme économique de Babeuf », op. cit.

le développement des forces productives, thème qui, au contraire, sera à la base du saint-simonisme et, à partir d'un support de classe, du marxisme. Certes, rien de visible à leur époque ne pouvait les y encourager. Pourtant Babeuf, en 1786, dans le manuscrit sur les fermes collectives, paraissait en avoir senti la possibilité. La raison de cette attitude pessimiste au temps de la Conspiration, il faut sans doute la chercher dans le fait que, portant tous leurs efforts vers la recherche d'un système assurant l'égalité stricte à la consommation, au nom d'un postulat socio-moral et sous l'influence d'une situation concrète, les babouvistes ignorèrent les fondements mêmes de l'économie. En cela, ils étaient en recul par rapport aux économistes comme Turgot ou Quesnay. Ils regardaient la production comme devant rester au niveau qu'on lui connaissait en l'an IV ou à un niveau à peine supérieur. Il est clair qu'ils étaient des « partageux » et non des économistes, pour lesquels d'ailleurs ils n'avaient que mépris. Ils avaient les yeux tournés vers le passé et ne cherchaient que des solutions mécaniques aux problèmes posés. Peut-être est-il vrai, comme le suppose Jean Dautry[1], qu'ils prirent conscience, dans les derniers jours de la Conspiration, de la médiocrité de leur idéal, mais ils n'en ont pas fait part directement à leurs affidés.

Rien ne témoigne mieux de cet idéal économique rétrograde que leur attitude à l'égard de l'industrie et du progrès technique. L'industrie, au sens général de production non agricole, est une activité secondaire par rapport à l'agriculture dans le système babouviste. Elle est regardée avec suspicion, mais on ne pouvait l'exclure du système car nombre de produits manufacturés étaient devenus des besoins élémentaires. Il n'était d'ailleurs pas dans le programme des Egaux de laisser les hommes tout nus. Babeuf, dans ses lettres à Germain, écrites d'Arras, est affirmatif ; les professions artisanales et manufacturières seront maintenues, mais leur production ne sera pas considérée comme d'une valeur supérieure aux produits de la terre et la qualité de travail de l'ouvrier ne doit pas lui valoir une rétribution supérieure à celle du travailleur de la terre le plus démuni de talent. Au surplus, la collectivité contrôlera la production pour qu'il n'y ait « ni trop ni trop peu » des mêmes objets et déterminera le nombre des hommes voués à l'artisanat. Les produits industriels comme les autres seront destinés au magasin collectif. La critique fut faite à cette époque aux babouvistes que leur système

1. « Le Pessimisme économique de Babeuf », op. cit., p. 220.

entraînerait la disparition de nombreux métiers créateurs. Certains l'admirent, comme Maréchal (« périssent s'il le faut tous les arts, pourvu qu'il nous reste l'égalité réelle »), mais sa position fut combattue au sein même du Comité insurrecteur, et pour cette raison le *Manifeste des Egaux* ne fut pas publié. Il n'empêche que ce texte traduisait assez bien l'opinion générale, au moins celle de Buonarroti qui s'exprime sensiblement de la même façon dans sa *Réponse à M. V...* du 28 germinal an IV (17 avril 1796). Les babouvistes ont eu conscience du danger d'une position aussi extrême, mais il reste que la Conspiration fut nouée autour d'un programme économique admettant le sous-développement et ignorant le caractère éminemment révolutionnaire de l'industrie. D'ailleurs, ils n'envisagèrent pas plus l'accroissement des besoins qu'ils n'avaient admis le développement impétueux des forces productives : les chapeliers, les tisserands, les cordonniers devaient continuer leur ouvrage, mais rien n'imposait dans leur esprit de multiplier les branches de l'industrie ou même de l'artisanat. Les recherches de produits nouveaux étaient ramenées à la recherche du luxe, or le luxe n'était pas une nécessité pour le peuple qui, d'ailleurs, au moins dans les campagnes, l'ignorait. Condamner le luxe qu'on ne définissait d'ailleurs pas, mais qu'on assimilait implicitement au progrès économique, était d'ailleurs un leit-motiv de nombreux philosophes, de Rousseau à Morelly. Dans les productions estimables, celles de l'artisan de campagne trouvaient grâce et leur rôle était même exalté, mais Babeuf et les Egaux n'ont jamais accordé la même faveur à la grande industrie naissante. Babeuf l'a même ignorée, semble-t-il, en Picardie où pourtant elle s'était déjà implantée. L'artisanat urbain, lorsqu'il était métier de luxe, n'était pas mieux jugé. Dans le fragment d'un *Projet de décret économique*, les grandes villes sont ignorées et dans la société d'égaux projetée, il était envisagé de les démembrer pour des raisons morales et sociales. On verrait

> les arts se placer par la sagesse des institutions là où ils pourraient être plus utiles et, se rapprochant des agriculteurs, faire disparaître les grandes villes, réceptacles de tous les vices et peupler la France de villages ornés d'une immensité d'habitants heureux, dont rien n'arrêterait la propagation [1].

1. BUONARROTI : *Réponse à M.V...*

Cette condamnation de tout ce qu'il y avait d'éminemment positif dans le progrès économique s'explique par le caractère profondément populaire à son époque de l'idéologie babouviste. En effet, au temps de l'accumulation primitive des capitaux, comme l'a montré Marx dans *Le Capital,* c'étaient les pauvres qui payaient les frais de la richesse des nations.

On ne s'étonnera pas dès lors de voir les Egaux afficher une opinion absolument rétrograde sur la question du progrès technique. Ils ne l'envisagent pas comme un moyen d'accroître les biens disponibles, pas plus que l'accroissement de la productivité du travail ne doit fournir l'abondance. Ils y voient, au contraire, un moyen d'alléger le travail et, en quelque sorte, de faire des économies.

> Irai-je m'alarmer, *écrit Babeuf à Germain,* à l'annonce d'une machine qui supprime dans une profession l'emploi d'un grand nombre de bras ? Non, mille fois non, car je sais que l'introduction de cette machine ne doit mener à rien de fâcheux : ce sera tout naturellement pour l'association une somme de temps gagné et, par conséquent, une diminution de fatigue. Les bras remplacés par la machine seront appelés à coopérer ailleurs et aucun estomac n'en pâtira.

La critique portait donc sur l'aspect social des conséquences du progrès technique et ne s'inscrivait pas dans une vision dynamique du progrès économique. Mésestimant les processus économiques nouveaux, l'on conçoit bien comment les Egaux, dans leur conception de la lutte des classes, n'ont pas vu de différence entre l'ouvrier de manufacture et l'artisan — l'un et l'autre « braves sans-culottes » —, car l'un comme l'autre, avant tout, sont victimes comme consommateurs du grand commerce et du régime de l'inégalité. Aussi leur programme s'adressait-il, en réalité, à tout un complexe de catégories sociales exploitées.

Une dernière question devait être soulevée est il est caractéristique qu'elle le fut au temps où Malthus affirmait ses thèses sur le surnombre de la population. Dans leur communisme de répartition, comment les babouvistes conciliaient-ils la stabilité de la productivité du travail et l'augmentation de la population qu'ils paraissaient envisager et même souhaiter ? De façon simple, comme l'avait fait

autrefois Babeuf quand, en 1794[1], il reprochait à Robespierre d'avoir voulu par la guillotine entraîner la dépopulation de la France pour ramener les subsistances à un niveau proportionnel au nombre des survivants. Au maximum, ils niaient que les ressources soient inférieures à la consommation moyenne qu'ils prévoyaient, même en tenant compte d'une possible augmentation de la population ; au minimum, ils envisageaient de diminuer également la part de chacun pour alimenter les autres. Partant de ce principe que le travail peut toujours assurer la subsistance, le seul problème était d'assurer du travail à tout le monde. Babeuf, qui connaissait le surpeuplement des campagnes à la fin du XVIIIe siècle et l'image atroce de la population pauvre de Paris entassée dans les mansardes n'avait jamais imaginé qu'il pût y avoir un marché du travail, quel que fût le régime économique, dans lequel l'offre d'emploi serait supérieure à la demande. Babeuf écrivait à Germain, en 1795 :

> Dans les pays de grande culture où la propriété s'est agglomérée dans peu de mains, il y aurait dix fois plus de mains qu'il n'en faut pour mettre les terres en valeur.

Dans une certaine mesure, mais sans en tirer les mêmes conclusions, cette vision des choses annonce le pessimisme malthusien. Elle témoigne en tout cas, une fois de plus, de l'ignorance quasi-totale chez les babouvistes d'une possible croissance économique assurant l'amélioration du niveau de vie et la diminution du travail pour une masse d'hommes toujours croissante.

Ainsi, dans l'organisation économique de la cité babouviste, convient-il de retenir avant tout un double aspect : révolutionnaire en ce sens qu'elle vise à assurer l'égalité sociale, rétrograde parce qu'elle ne cherche à établir cette égalité qu'en perpétuant les anciennes méthodes de la production économique. Reflet exagéré mais fidèle dans ses grandes lignes de l'idéal social des masses populaires pendant la Révolution française, l'idéologie babouviste traduit la même contradiction que celle signalée par Albert Soboul pour les sans-culottes parisiens en l'an II : fraction la plus avancée politiquement et socialement, les sans-culottes (et non moins les babouvistes) sont le plus attachés aux réalités dépassées. Contra-

1. Cf. *Du système de dépopulation ou la vie et les crimes de Carrier.*

diction dramatique dont le socialisme du XIXe siècle, né au temps du machinisme, opère le dépassement définitif. En puisant dans l'idéal démocratique de la Révolution française et dans l'égalitarisme traditionnel son humanisme généreux, dans le saint-simonisme sa croyance au progrès, il fut à même de promettre l'égalité sociale et l'abondance matérielle. Les vestiges du babouvisme servirent alors de support idéologique à l'anarchisme et aux théories égalitaristes de la petite bourgeoisie.

III. LA VIE SOCIALE ET L'ETAT DANS LA CITE BABOUVISTE

Toute l'organisation économique de la cité babouviste ne vise qu'à assurer la stricte égalité sociale et ce principe égalitaire devait se prolonger dans tous les aspects de la vie collective. L'égalité des jouissances matérielles se complète d'une égalité absolue dans l'exercice des droits politiques et d'un droit égal pour tous à bénéficier des bienfaits de l'existence. On peut même supposer que c'est pour assurer la plénitude des droits civiques et humains que quelques Egaux éminents ont accepté le principe de l'égalité matérielle et de la mise en commun des ressources.

L'égalité supposait que nul citoyen ne devait accaparer le pouvoir administratif et politique, car

> s'il se forme dans l'Etat une classe exclusivement au fait des principes de l'art social, des lois et de l'administration, elle trouverait bientôt dans la supériorité de son esprit et surtout dans l'ignorance de ses compatriotes, le secret de recréer des distinctions et des privilèges [1].

Tous les citoyens devaient donc contribuer à l'élaboration des lois ; mais les jeunes gens devaient auparavant avoir subi une formation civique. Ce rôle était dévolu à l'instruction distribuée dans les *maisons communes d'éducation.* Inscrits sur un registre civique, comme autrefois les Athéniens sur le registre du Dème,

1. BUONARROTI : op. cit., t. I, p. 171.

les citoyens participent à des assemblées populaires où s'exerce la souveraineté. Ils discutent, approuvent ou refusent les projets de loi. Il s'agit donc en partie d'un régime de démocratie directe, dont on sait que les sans-culottes faisaient un élément de base de toute démocratie véritable, suivant les préceptes de Rousseau et leur propre expérience dans les sections depuis 1792. Les lieux de réunion devaient être décorés majestueusement et on comptait sur la conscience civique d'hommes égaux entre eux pour y maintenir le règne de *l'égalité*. Aussi, conformément à l'esprit de la Constitution de 1793, qui inspirait les conceptions institutionnelles du Comité insurrecteur, la souveraineté populaire devait s'exercer dans tous les domaines de la vie collective.

La République sera divisée en arrondissements et, dans chacun d'eux, une assemblée comprenant tous les citoyens, un sénat de *vieillards,* des secrétaires de séances se réuniront pour exercer la souveraineté. Ces assemblées de souveraineté désigneront à leur tour des *législateurs*, comme dans la Constitution de 1793, pour surveiller le pouvoir et proposer des lois. Un *Sénat,* tiré des sénats d'arrondissement, veillera à contrôler les législateurs dont les babouvistes pensaient qu'il était légitime de se méfier. La Loi pouvait être proposée soit dans l'assemblée centrale par un législateur, soit dans les assemblées de souveraineté. L'important cependant était de veiller à ce que les députés détenteurs de la souveraineté n'empiètent pas sur la souveraineté réelle des assemblées de base, de sorte que furent imaginés divers moyens destinés non à limiter leurs prérogatives, mais à les empêcher d'en user trop largement : le sénat de vieillards, inspiré du communisme antérieur, surveillerait la bonne marche de l'ensemble, selon l'idéal morellien.

Le pouvoir exécutif devait être systématiquement morcelé, pour être épié, contrôlé de très près. On craignait que l'exercice de l'autorité ne conduisît à rétablir de nouvelles formes de l'inégalité sociale. Dans l'esprit de la Constitution de 1793, et ceci était conservé, le fonctionnaire n'avait qu'un rôle d'application de la loi, et il était responsable de sa non-application. Les fonctions politiques et administratives s'échelonnaient en pyramides depuis la base jusqu'au sommet, des *magistrats* au *Conseil exécutif*. Buonarroti précise qu'« au début » elles devaient être détenues par

les plus sages et les plus ardents instigateurs de la

> réforme qui, seuls, peuvent mener à bien [l'esprit] de la République.

Par la suite, tous les citoyens pouvaient y prétendre également ; de toute façon, à la différence de Morelly et s'inspirant de l'exemple de l'an II, l'armature de l'Etat devait être fortement centralisée. La tâche des magistrats serait lourde, mais simple. On pensait, en effet, qu'il y aurait nul besoin de beaucoup de lois parce que

> un peuple sans propriété et sans les vices qu'elle enfante... n'éprouverait pas le besoin du grand nombre de lois sous lesquelles gémissent les sociétés civilisées d'Europe.

Le rôle des « gouvernants », une fois stabilisée la révolution, devait être surtout économique. Ainsi prenait naissance l'idéal communiste d'une « administration des choses » prenant la place du « gouvernement des hommes ». La constitution de l'Etat babouviste n'était souvent qu'une projection de la Constitution de 1793 et des aspirations politiques des sans-culottes dans une société sans classes. Elle repose sur la conviction d'une antinomie entre pouvoir et souveraineté. Elle témoigne de méfiance à l'égard du « pouvoir », considéré comme un obstacle à l'exercice de la parcelle de souveraineté que détient chaque citoyen, élément essentiel de l'égalité entre les hommes. Pour être plus clair encore, Buonarroti précise que le magistrat ne coûtera pas plus cher à la collectivité que le simple citoyen, et il sera jugé (comme dans la démocratie athénienne) à sa sortie de charge. Comme tel, il est aisé de comprendre que le babouvisme va contribuer à alimenter la tradition anti-parlementariste du mouvement populaire dans la première moitié du XIX[e] siècle. Néanmoins, les babouvistes ont ressenti, peut-être à contre-cœur, la nécessité d'une dictature révolutionnaire provisoire précédant le fonctionnement paisible de leur système démocratique.

Les citoyens devaient être également des soldats. Ici encore, la révolution démocratique donnait des aliments à la pensée des Egaux. Il ne pouvait être question de dissocier l'armée de la Nation, de donner à certains le privilège de porter des armes, car tenir la pique avait été le signe de la dignité du sans-culotte. Babeuf, dans sa lettre à Germain du 9 thermidor an II (27 juillet 1795), avait dit que l'on pouvait, sans danger pour les récoltes, lever de nombreuses phalanges « dans les campagnes car le nombre

d'hommes est toujours plus considérable que la quantité de travail disponible ». De même, Buonarroti affirmait dans sa réponse à M. V... :

> La patrie en danger, [il est possible de] trouver dans l'augmentation d'une demi-heure de travail par jour, plus de soldats et de ressources que ne peuvent en fournir aujourd'hui tous les financiers de l'Europe.

Au reste, en s'en tenant à l'expérience même des armées victorieuses de l'an II, il apparaissait que la victoire était l'apanage du nombre et du civisme des soldats. L'élan révolutionnaire du soldat qui combat pour lui-même, seul un service militaire populaire, considéré comme un devoir civique, pouvait le susciter. L'armée, enfin, qui rassemblerait la jeunesse devait donner aux futurs citoyens une formation civique en complément de l'instruction distribuée dans les *maisons communes d'éducation* et leur inculquer en particulier « l'amour de la Patrie et de la gloire ». L'armée, en temps de guerre, devait être entraînée par des chefs munis de tous les pouvoirs pour un temps limité. Certains babouvistes proposèrent de nommer généraux des civils : en l'an IV, la crainte de ces généraux aux dents longues (Bonaparte, Moreau...) imposait ce choix. La guerre, de toute façon, est toujours considérée comme défensive, car une société d'Egaux ne viserait pas à la conquête en épousant « les querelles de ses marchands, espèce d'hommes qui lui serait inconnue » (Buonarroti).

Si telle devait être la société communiste, il va de soi qu'elle supposait un *homme nouveau* ignorant l'égoïsme, la duplicité, l'ambition, l'orgueil et autres sentiments calamiteux qui fleurissaient dans les sociétés basées sur l'inégalité sociale. Au point de départ de toute la réflexion sociale d'hommes comme Buonarroti, il y avait une constatation d'ordre moral qui expliquait la déchéance morale par les conditions de la vie sociale et par l'ignorance, comme l'avaient fait Rousseau, Mably et Helvétius. Cet aspect de la question déjà sensible en ce qui concerne Babeuf et Buonarroti est, au demeurant, fort connu. Par contre, il est intéressant de signaler que les babouvistes imaginèrent pratiquement dans leur système de créer l'homme nouveau. Pour eux, c'était, en dernière analyse, la seule garantie de la pérennité du système de l'égalité parfaite. A

cet homme nouveau, les conditions matérielles de la cité communiste devaient donner une âme nouvelle, des sentiments nouveaux.

> L'église et le presbytère appellent le prêtre, le palais le tyran, le château le seigneur, la cellule le moine, la caserne le soldat, le cachot le prisonnier, l'échafaud le bourreau, la victime [1].

Supprimer les instruments de l'oppression, c'était garantir l'émancipation des hommes tournés alors vers les sentiments nobles et la fraternité. Supprimer les grandes villes, c'était supprimer la débauche. Participer tous à la défense patriotique et à la dignité civique, c'était inspirer à chacun l'amour de la patrie et des autres. Abolir la propriété, c'était délivrer les hommes « des haines, des jalousies et de toutes les funestes suites de la propriété [2] ». A des hommes de cette trempe, toutes les libertés seraient accordées, car il ne pourrait que faire bon usage de cette liberté : c'est en ce sens qu'il faut interpréter la promesse future de la liberté de la presse qui, au moins au début, était soumise à la censure. En forgeant cet homme nouveau, les babouvistes pensaient dépasser la contradiction entre l'égalité sociale qui est contrainte, cela ils ne l'ignoraient pas, et la liberté individuelle qui répond aux espérances de l'humanisme. Leur conviction, issue de la réflexion philosophique matérialiste est presque intégralement passée, mais sous une forme théoriquement nouvelle, dans le socialisme postérieur. Dans les écrits de Buonarroti principalement, cet idéal de bonheur paisible à l'abri du vice, de la perversité morale et de la volonté de puissance revient si fréquemment qu'il dut apparaître aux Egaux comme un objectif facilement réalisable et en même temps primordial. De surcroît, étant un des thèmes typiques du matérialisme du XVIIIe siècle, cette idée qu'il suffit de transformer les conditions de la vie sociale pour libérer automatiquement les hommes de la méchanceté et de la superstition n'est pas caractéristique de l'originalité du babouvisme. Elle est, en fait, plus à l'origine du raisonnement qu'à son terme.

Le rôle accordé à l'instruction et à l'éducation de la jeunesse par les Egaux inspire des réflexions semblables à celles-là : c'était par l'éducation des jeunes que les Egaux pensaient assurer la forma-

1. BABEUF : *Lettre à Germain,* déjà citée.
2. BUONARROTI : *Réponse à M.V...*

tion d'un homme nouveau et ainsi préparer l'avenir. De tout temps, Babeuf avait été préoccupé par l'éducation de ses enfants et Buonarroti à Oneglia avait rendu un décret sur l'enseignement. Il suffisait pour eux de clarifier leur pensée qui avait déjà atteint son point de maturité. Ils étaient des disciples de Rousseau, mais sans suivre cependant le programme de l'*Emile* jusque dans ses conséquences extrêmes. Le fond de leur analyse, comme ce sera plus tard le cas pour Blanqui, était que l'ignorance expliquait la passivité populaire devant l'oppression. Instruire, c'était libérer les forces révolutionnaires profondément ancrées dans la conscience du peuple. Dans le même esprit, l'instruction serait à la base des mesures de sauvegarde du régime social égalitaire. Le plan d'éducation établi par le Comité insurrecteur dérivait directement de celui élaboré en 1793 par le montagnard Michel Lepeletier, dont le frère, ami de Babeuf, siégeait au directoire secret ; mais on y avait ajouté certains aspects plus radicaux imposés par l'existence de la société communiste que l'on projetait. L'*éducation nationale* était à la charge de l'Etat exclusivement. Elle devait être « nationale, commune et égale » : *nationale,* car dirigée par des magistrats et contrôlée par des inspecteurs dans toute l'étendue de la République ; *commune,* parce que distribuée à tous les enfants, retirés ainsi de la tutelle familiale; *égale,* parce que tous étant égaux sur le plan des ressources familiales avaient droit à une égale participation aux connaissances. L'enseignement serait distribué par des instituteurs formés dans des « séminaires » spécialisés. Les garçons subiraient dans les *maisons d'éducation* adaptées matériellement à cet usage une formation physique approfondie. Mais l'essentiel des leçons visait à former des citoyens et des Egaux :

> Rien dans ces lieux d'innocence et de paix ne pouvait éveiller la soif de l'or et du pouvoir ; l'amour brûlant de l'égalité et de la justice s'y serait uni aux premières sensations des jeunes citoyens [1]...

L'enseignement distribué par les instituteurs se limiterait à faire connaître les métiers produisant les objets de nécessité courante. L'on mesure une fois de plus la nature pessimiste et profondément soupçonneuse du babouvisme à l'égard du progrès. Il ne serait

1. BUONAROTTI : *Conspiration,* t. I, p. 206.

demandé aux enfants que de savoir lire, compter, s'exprimer avec clarté et brièveté ; quelques connaissances utilitaires sur l'histoire de leur pays, la législation, la statistique économique et les sciences naturelles compléteraient le bagage de l'écolier. Rien, en somme, qui prédisposât à la recherche, à la réflexion scientifique et encore moins à la création artistique. L'instruction primaire seule bénéficiait de la préoccupation des Egaux car, au-delà, la réflexion supérieure paraissait de nature à désorganiser l'harmonieux équilibre de la société égalitaire. Mais il convient de voir que dans l'état d'ignorance des masses à la fin du XVIIIe siècle, ce plan, indépendamment de son contenu civique et révolutionnaire — comme autrefois le plan d'éducation de Lepeletier — était apte à émanciper réellement le peuple en le faisant accéder à une certaine instruction. La méfiance à l'égard de connaissances plus complètes et surtout plus créatrices venait en partie de ce que jusqu'alors la culture, l'esprit scientifique étaient l'apanage exclusif des « ventres dorés » et des « gens d'esprit ». Tout ce qui venait d'eux, le progrès technique ou les Lumières, était suspect, quoique chaque babouviste eût subi l'influence dans les années antérieures de la méditation des « gens d'esprit ». L'on ne pouvait oublier, en effet, que des hommes comme le chimiste Lavoisier, ancien fermier général des impôts, guillotiné en 1794, et la plupart des encyclopédistes (les futurs « idéologues » du Consulat) étaient devenus partisans de la république des notables, effrayés qu'ils étaient de l'offensive populaire pendant la Révolution française. Cependant, cela n'atténue en rien, à nos yeux, cet aspect rétrograde de la pensée des Egaux.

L'heureuse médiocrité se retrouve dans tous les aspects de la vie sociale et collective. Comme à Sparte, il est prévu, dans le *Projet de décret économique,* des repas communs pour les membres de la communauté. Les distractions publiques ne devaient être que des démonstrations d'hommage aux grand hommes, des réunions symboliques, célébrant les grands événements de la nature ou la divinité par des jeux collectifs, des défilés costumés, des manifestations civiques et politiques. Il y a d'ailleurs à parier que Buonarroti a infléchi sa narration du programme des Egaux en cette matière selon ses tendances propres, son déisme philosophique et surtout en fonction de sa fidélité inaltérable à la mémoire de Robespierre. On se souvenait de la fête de l'Etre suprême à Paris le 8 juin 1794, qui fut une manifestation joyeuse à la gloire de la République de

l'an II autant qu'un culte en faveur de la divinité. De la même manière, le souvenir des cultes populaires de l'an II dédiés aux martyrs de la liberté (Marat, Chalier, Lepeletier) devaient inspirer tous les membres du Comité insurrecteur. Une telle vie sociale ne pouvait aller sans entraîner un dépérissement des « beaux-arts », et les détracteurs du babouvisme en son temps n'ont pas manqué de le lui reprocher. A leur critique les babouvistes ont répondu comme ils l'avaient fait pour les productions inutiles de l'artisanat et de l'industrie. De façon tranchante, comme Sylvain Maréchal (« périssent s'il le faut tous les arts...) [1], ou de façon plus nuancée comme Buonarroti dans sa réponse à M. V... déjà citée :

> Certes, si ce dépérissement devait avoir lieu, la masse du peuple qui est étrangère aux avantages des beaux-arts n'en éprouverait pas un changement désagréable.

En fait, pour les babouvistes, sans qu'il soit absolument nécessaire d'envisager qu'ils aient eu *in extremis* sur ce plan une vue moins limitée, les grandes manifestations publiques et civiques devaient suppléer la disparition des beaux-arts en faisant de chaque citoyen à la fois un spectateur et un acteur, ce qui était conforme à l'idéal recherché. Au surplus, les grandes fêtes populaires de la Révolution, dont on gardait le souvenir, avaient toujours été l'occasion pour le peuple et les élites révolutionnaires d'épancher leur sensibilité dans des manifestations collectives. Cette conception de la beauté se mettait à la portée des masses peu touchées par la culture esthétique à la fin du XVIIIe siècle, mais elle détruisait l'inaltérable message créateur de l'artiste qui s'adresse au peuple. D'ailleurs, Jean-Jacques Rousseau

> avait dit d'après l'histoire, que jamais les mœurs et la liberté n'avaient été réunis à l'éclat des arts et des sciences,

---

1. « Art » signifie ici production de l'artisanat et de l'industrie mais, par induction, la réflexion vise aussi les arts au sens actuel du terme. Nous savons que ce texte brutal n'a pas été diffusé et que les babouvistes ont condamné la formule de Maréchal, mais celle-ci représente néanmoins la limite de la pensée égalitariste des Egaux.

déclare Buonarroti qui tranche ainsi le débat. Il reste qu'on est encore loin de Marx qui promettra « le pain et les roses ».

Ainsi, que ce soit au niveau de la vie sociale, de l'administration de l'Etat ou de l'idéal humanitaire, les Egaux ne dépassaient pas les idées et cadres de pensée de la sans-culotterie. Les ambitions et les espérances du peuple des faubourgs de Paris et celles des journaliers des campagnes de l'Ancien Régime leur servaient de fil conducteur. C'est pourquoi les babouvistes ne doutèrent pas, au moins au début de la Conspiration, que si le peuple était mis en état de connaître le but de ce programme, il se rangerait immédiatement derrière la bannière de l'égalité. C'est pour cela qu'ils conspirèrent. Cependant s'ils étaient assez confiants, ils sentirent nettement que, de la victoire insurrectionnelle à l'exercice paisible de la vie en commun, il fallait une étape intermédiaire et c'est à préciser le contenu de cette période transitoire qu'ils consacrèrent leurs derniers instants de conjurés.

IV. LE PASSAGE AU COMMUNISME

Dans le cas d'une insurrection victorieuse, que faire pour instaurer la société communiste ? Telle était la question. Il fallait d'abord s'attacher le peuple par des mesures sociales immédiates dans le détail desquelles il n'est pas utile de pénétrer. Nourrir le peuple pendant l'insurrection, distribuer les biens des ennemis aux pauvres, restituer les objets déposés au Mont-de-piété, etc...; ensuite, détruire toute possibilité de résister à l'Etat vaincu : d'où dissolution de toutes les autorités existantes, mesures de réintégration des agents de l'an II à la place des fonctionnaires du Directoire, retour dans les prisons des suspects libérés après le 9 thermidor, abrogation de tous les décrets rendus depuis cette date...; en somme, les babouvistes considéraient comme essentielle la destruction de l'Etat bourgeois et non son utilisation par le peuple vainqueur.

Mais tout ceci n'était que mesures prises le jour même de l'insurrection; le régime transitoire qui devait progressivement laisser place à la société communiste était d'une durée indéterminée et il établissait une véritable *dictature révolutionnaire.* L'idée du Gouvernement révolutionnaire provisoire, les conditions de la lutte politique depuis le 9 thermidor l'avaient imposée même à ceux

qui avaient applaudi au 9 thermidor en espérant l'application de la Constitution de 1793. Il avait fallu l'échec de Prairial, l'emprisonnement et leur volonté commune de détruire le régime de « tyrannie » (ce qui n'irait pas sans résistance) pour que tous les conjurés aient senti la nécessité d'appliquer le vieux projet de Marat d'une dictature populaire, même de restaurer le Gouvernement révolutionnaire robespierriste dans toute sa rigueur. Mais à la différence des conceptions précédentes, les babouvistes entendaient que la leur fût une première étape vers la réalisation de la société communiste qui connaîtrait, elle, le dépérissement de l'Etat comme institution politique [1]. De telles institutions transitoires leur paraissaient nécessaires parce que le peuple qui a « gémi si longtemps sous les fers » n'est pas apte du jour au lendemain à comprendre toute l'étendue de la révolution qui s'opère et à mesurer l'avenir qui se prépare. Une dictature de ce type est autant une contrainte qu'un moyen de libération. D'autre part, le peuple étant ignorant dans sa masse, quoique partisan de la révolution, peut être victime de tous les chantages et de toutes les tromperies démagogiques. La dictature révolutionnaire doit le mettre à l'abri de la contagion et en même temps l'éduquer. Ces idées-là auront bonne fortune. C'est au nom de principes semblables que Blanqui, en mars 1848, fera campagne contre les élections à la Constituante, car le peuple n'ayant pas encore pris conscience des possibilités incluses dans la révolution de février 1848 risquait de voter lui-même le coup d'arrêt — ce qui, en fait, se réalisa en mai.

Enfin la dictature révolutionnaire avait pour but d'isoler et de mettre hors d'état de nuire les opposants au régime de l'égalité, par des mesures rigoureuses de police et de terreur, et aussi par des moyens d'ordre économique.

Dans le détail de leur organisation, les Egaux prévoyaient d'instituer un corps de *Commissaires généraux* préalablement formés et éduqués dans un « séminaire » révolutionnaire. Mis en place et munis de tous les pouvoirs, ils dirigeraient le pays avec le concours

1. Georges Lefebvre, dans sa préface à *Conspiration pour l'égalité* (op. cit., t. I, p. 14), insistait sur le caractère centraliste et dictatorial de l'Etat babouviste. Mais, à notre avis, il n'a pas assez distingué entre l'organisation de la dictature politique et sociale provisoire qui devait laisser la totalité du pouvoir à l'appareil insurrectionnel victorieux et la période ultérieure pour laquelle on prévoyait, nous dit Buonarroti, la participation progressive de tous les citoyens à la direction de l'Etat communiste.

des sociétés populaires, ce qui sauvegarderait certains éléments de l'idéal de la démocratie directe réservée pour plus tard. A la tête de l'Etat se trouverait une « autorité provisoire chargée de terminer la révolution et de gouverner jusqu'à la mise en activité des institutions populaires » (Buonarroti). Le Comité insurrecteur proposerait au peuple insurgé, le jour de la victoire, une liste de démocrates capables de pénétrer dans une telle assemblée. Après la discussion avec les ex-Conventionnels dont ils cherchèrent l'appui, les babouvistes acceptèrent d'adjoindre leurs amis à raison de un par département aux quelque soixante Conventionnels réunis en hâte. Il était prévu que Darthé, homme d'autorité, présiderait cette assemblée. Pour maintenir en respect les ennemis de la révolution, les citoyens seraient armés et des camps intérieurs de soldats-citoyens seraient répartis sur tout le territoire. Un service militaire obligatoire pour les hommes de vingt à vingt-cinq ans fournirait les contingents, qui éliraient leurs officiers. Pour éduquer les jeunes dans l'adhésion au régime de l'égalité un enseignement accéléré et confié à des cadres formés comme les Commissaires généraux serait systématiquement établi. Des fêtes nationales destinées à exalter la Révolution et à tenir en haleine les participants, viendraient périodiquement ranimer l'élan révolutionnaire du peuple. Telles étaient les mesures que l'on prévoyait de prendre au lendemain de la révolution : mesures politiques et idéologiques essentiellement pour se garantir de tout retour offensif des anciens hommes du pouvoir, mais qui ne différaient en rien dans l'organisation de ce que les montagnards et les Jacobins avaient institué.

L'originalité même de la théorie babouviste de la dictature révolutionnaire réside dans le fait que les Egaux prévoyaient de l'utiliser pour poser les bases économiques du régime communiste et égalitaire. Le fragment d'un *Projet de décret économique* permet de préciser la question. Le Projet établissait une « *Grande Communauté Nationale* » (article 1), premier exemple dans le temps de la future société communiste. Cette Communauté posséderait les biens nationaux non-vendus au 9 thermidor, les biens des ennemis de la Révolution, les biens communaux, les logements et les propriétés des pauvres entrant dans la Communauté et les biens des riches qui auraient émigré, les terres laissées en friche. A partir de cette prise de possession s'organiserait, sur une échelle réduite, le régime

communiste dont il a été question précédemment. En seraient à la fois opérateurs et bénéficiaires les pauvres, à qui des biens confisqués auraient été distribués au moment de l'insurrection — non par démagogie mais comme une première mesure à prendre dans le cadre d'un plan à réaliser — les vieillards et tous ceux qui abandonneraient leurs biens à la Communauté. Les travaux de la Communauté seraient communs en ce sens que ses membres seraient divisés en « classes de travail » sous l'autorité de magistrats élus par chaque catégorie. La Communauté distribue également les biens de consommation fournis par chaque classe ; le salaire et la monnaie disparaissent dans les rapports humains à l'intérieur de la grande Communauté Nationale. La République communautaire sera divisée en régions économiques et l'Etat devra veiller à la coordination du rapport entre les différents groupements. Le commerce étant aboli, le transport des produits se fera par corvée pesant à tour de rôle sur chaque membre de la Communauté. Le schèma de l'organisation de la Communauté Nationale est donc conforme à ce que les babouvistes voulaient réaliser pour l'ensemble de la République; mais le trait fondamental de leur projet c'est qu'ils aient envisagé de faire cohabiter cette Communauté Nationale avec des formes économiques et sociales héritées de la période pré-révolutionnaire; dans le régime provisoire les deux systèmes devaient coexister jusqu'au triomphe définitif du système communautaire. Aussi peut-on se demander comment étaient envisagés les rapports de la Communauté Nationale avec l'Etat, d'une part, et le secteur « non-communiste », d'autre part.

D'abord, il convient de retenir que la Grande Communauté Nationale est entièrement soumise à la direction politique de l'Etat. La centralisation révolutionnaire est maintenue sur le plan politique et la Communauté ne fait pas figure de corps étranger au milieu de la nation. Elle n'est pas un Etat dans l'Etat. Alors que Morelly soumettait l'Etat, organisme politique à l'administration économique, c'est tout le contraire dans le cas présent. Non par idéal de la part des babouvistes, mais tout simplement parce que la Communauté Nationale ne pouvait pas rester indifférente aux nécessités politiques de la victoire révolutionnaire pour l'instauration jusqu'à son terme d'un système communautaire généralisé. Chacun avait en mémoire les difficultés tragiques auxquelles la France avait dû faire face en 1793 et 1794. Après cette victoire, dans l'exercice paisible des institutions de la République égalitaire, l'administration des choses

deviendra le fondement même de l'appareil d'Etat. R.N.C. Coé[1] a laissé entendre que cette Communauté Nationale était une sorte de cellule motrice dans le régime, dont le rôle était d'établir les bases de la « communauté des biens et des travaux ». Sa fonction serait de développer une vaste activité à l'intérieur de la République pour entraîner l'ensemble des citoyens à pénétrer dans elle, de sorte que, par extension progressive, tout le territoire serait soumis au système communautaire. A cela, J. Dautry a répondu qu'il ne fallait pas y voir un parti « construisant le socialisme » mais une sorte de « cellule monacale » donnant un modèle à suivre. Cette communauté serait alors un groupe « voué à un communisme exemplaire » comme ce sera le cas vers 1840 dans les divers projets des communistes français (phalanstères, groupes sociétaires...). Jean Dautry justifie son argumentation en s'appuyant sur l'article 2 du fragment d'un *Projet de décret économique* et en détachant quelque peu le babouvisme de l'idéal morellien. A. Saitta a insisté sur le contrôle jamais en défaut exercé par l'Etat sur la Communauté Nationale, qui, loin de dominer l'Etat, serait au contraire le lieu d'élection de son activité de direction. Certes, il serait anachronique et contraire à tout le contexte social et historique de voir dans la Communauté une sorte de parti bolchévik avant la lettre. Pourtant il paraît bien que les babouvistes, en décrétant l'organisation de la Communauté Nationale, aient eu en vue de la favoriser systématiquement, et, progressivement, d'y faire pénétrer l'autre secteur de la vie économique et sociale. Les membres de la Communauté devaient manifester un esprit prosélytique et le secteur communiste, minoritaire au départ, devait être avantagé massivement par l'Etat : les contributions doublaient d'année en année et elles n'étaient payées que par les « individus non participants à la Communauté ». Ceux-ci en outre étaient tenus de verser leur « superflu » dans les magasins collectifs et c'était l'Etat qui évaluait ce superflu; les dettes des membres de la Communauté envers ceux qui n'en étaient pas membres, étaient abolies; les biens de ceux qui pratiquaient « l'incivisme, l'oisiveté, le luxe et les dérèglements » étaient acquis à la Communauté; enfin « à dater du... (la date est laissée en blanc) nul ne pourrait être fonctionnaire civil ou militaire, s'il n'est pas membre de ladite Communauté ». Cette dernière mesure devait sans doute être prise

1. « Théorie morellienne et pratique babouviste », discussion entre R.N.C. Coé, J. Dautry et A. Saitta, *A.H.R.F.*, 1958, n° 1, pp. 38-64.

au terme de la victoire insurrectionnelle. De la sorte, il semble bien que l'on ne doit pas considérer la grande Communauté Nationale comme un groupe plus ou moins détaché du reste de la Nation, mais comme l'instrument essentiel du passage au communisme sous le contrôle de l'Etat révolutionnaire qui encourage ses succès, y puise ses agents et indique la perspective finale. La Communauté Nationale était donc en quelque sorte non un moteur, mais un creuset dans lequel prenait corps la société communiste et se forgeait l'homme nouveau

Par leur théorie d'une nécessaire étape intermédiaire entre le système économique et politique ancien et la cité communiste à venir, les Egaux ont fourni aux révolutionnaires du XIX[e] des thèmes de pensée infiniment féconds. Il faudrait évaluer leur influence en ce domaine. Cependant, il serait erroné, à notre avis, d'assimiler la dictature du prolétariat et le gouvernement de parti tels que Lénine les définira, avec la grande Communauté Nationale prévue en 1796. Car ne partant pas d'un point de vue de critique économique, la notion des Egaux relevait en fin de compte d'une sorte d'idéal maratiste et jacobin orienté quelque peu différemment par les objectifs sociaux nouveaux qu'ils se donnaient. Rien ne l'indique mieux que la prépondérance politique accordée à l'Etat placé au-dessus de tout et arbitre en toute chose, et n'ayant comme support social véritable que la grande Communauté Nationale si hétéroclite de composition et d'origine. Cependant, l'idée des babouvistes pouvait donner à penser à ceux qui, comme Blanqui, Marx et peut-être Lénine, ont reçu leur message par l'intermédiaire de Buonarroti, et l'ont ensuite transmis aux générations futures.

CHAPITRE V

LE MOUVEMENT BABOUVISTE ET SON ECHEC

Les babouvistes espéraient que leur action serait décisive. Ils ne sondèrent peut-être pas toute l'étendue des difficultés, du moins essayèrent-ils d'étendre au maximum les rêts de leur conspiration. Ils jugeaient la méthode du complot comme la seule efficace, car c'était le seul moyen en cas de victoire de faire passer de la lutte clandestine au pouvoir politique, un appareil gouvernemental déjà constitué. De ce point de vue, le terme de *Directoire secret exécutif* est éloquent en lui-même. Le complot des Egaux s'affirmait comme la seule opposition sérieuse au pouvoir des notables (« ou eux, ou nous » pensaient-ils). Dans leur propagande il était assez efficace de montrer aux Jacobins survivants, aux anciens Conventionnels, aux démocrates en général qu'il était illogique de leur part de condamner le Directoire et de ne pas au moins se ranger aux côtés de la seule force conquérante et organisée qui ait déclenché un combat sans merci contre la « nouvelle aristocratie ». Le communisme de Babeuf pouvait offusquer nombre d'opposants moins radicaux que ses amis. Les babouvistes, qui le savaient, étouffaient quelquefois l'audace de leur propagande. Ils maniaient à l'occasion la formule équivoque, puisque l'essentiel était moins de convaincre que de vaincre. Certains membres du Comité insurrecteur eurent même cette idée curieuse, voire monstrueuse, d'utiliser le jour de l'insurrection l'opposition royaliste par une mystification insensée. La question tout entière à partir de germinal an IV (mars 1796) se ramenait à cette idée simple : la victoire à tout prix. De la sorte, le Comité

insurrecteur s'arrangea pour obtenir le concours le plus large et au besoin il savait forcer la main des hésitants. Recrutement d'un personnel babouviste, propagande publique, agitation dans les rues et devant les boutiques, on voit que si la Conspiration des Egaux fut bien un complot, c'était un complot assez largement étayé. Il était dans la nature des choses et conforme à la théorie insurrectionnelle de Babeuf qu'il en fût ainsi. En tout cas les Egaux, contrairement au titre d'un ouvrage célèbre [1] ne formaient pas une secte étroite travaillant dans l'ombre et à l'abri de l'opinion populaire, comme le seront les sociétés secrètes buonarrotistes du XIXe siècle. Seuls les membres du Comité insurrecteur demeuraient en principe inconnus. L'étaient-ils vraiment ? On nous permettra d'en douter si l'on songe qu'après leur action au Club du Panthéon et ailleurs, des hommes comme Darthé, Buonarroti, Lepeletier devaient avoir une certaine célébrité d'opposants. Sans même parler du proscrit Babeuf qui, lui, n'avait jamais caché son programme. Finalement seuls, le domicile, la cachette et surtout le projet exact de ces hommes devaient être réellement tenus dans l'ombre jusqu'au jour « J ». La Conspiration des Egaux apparaît ainsi beaucoup plus comme une tentative de mouvement populaire organisé par un groupe d'hommes contraints à l'action clandestine, que sous la forme d'une société secrète à niveaux concentriques d'initiation dans le genre de la Charbonnerie du premier tiers du XIXe siècle. Ceci expliquerait à la limite que la théorie babouviste soit si vague au niveau des simples exécutants. Il est possible que Buonarroti qui écrivit son livre en 1828 ait projeté sur le complot de Babeuf certains traits caractéristiques de sa façon d'agir après 1800, donnant ainsi à la conjuration de Babeuf une coloration sectaire qu'elle n'avait probablement pas. La *journée* insurrectionnelle des Egaux, si elle n'avait été une tentative avortée, nous paraîtrait sans doute très proche par ses caractères des grandes journées de la Révolution française et, toutes proportions gardées, plus proche des journées des 31 mai-2 juin 1793 que de la conspiration du général Malet en 1812. Aussi, peut-on poser deux questions pour cerner la nature du mouvement babouviste : celle des hommes qui y auraient participé et celle de la propagande entreprise pour capter l'énergie des masses populaires.

1. ROBIQUET : *Buonarroti et la secte des Egaux*, Paris, 1910.

I. PERSONNEL BABOUVISTE ET MASSES POPULAIRES

Les hommes que le Directoire secret comptait « employer dans le mouvement » nous sont assez bien connus. Babeuf avait dressé la liste des abonnés au *Tribun du peuple* et le Comité avait collationné les noms des « *patriotes propres à commander* ». Enfin, la répression qui suivit l'échec de la conspiration nous a laissé la liste des personnes arrêtées de floréal à messidor an IV (avril-juillet 1796); la tentative de coup de main sur le camp de Grenelle au moment du procès des babouvistes entraîna cent trente-deux arrestations dont nous connaissons les victimes. Ces listes, moins qu'un état des militants engagés, nous donnent les noms de sympathisants avérés ou supposés, pouvant être entraînés à un moment donné dans l'action, et susceptibles, en cas de victoire, de constituer l'encadrement du nouveau régime.

Tous sans doute n'étaient pas prévenus de leur présence sur les registres des Egaux — ainsi Varlet l'Enragé, qui avait abandonné tout engagement politique en 1796, était inscrit parmi les patriotes de la section des Droits de l'homme aptes au commandement [1]. D'autre part, il ne fait pas de doute que les abonnés du *Tribun du peuple* n'étaient pas nécessairement tous des militants possibles ; inversement tous les agents d'exécution éventuels ne lisaient pas *Le Tribun du peuple.* En vérité, il est intéressant surtout de connaître à qui s'adressaient les Egaux, sur qui ils estimaient pouvoir compter le moment venu lorsque les dirigeants révolutionnaires viendraient solliciter une aide, un concours.

Le premier trait caractéristique, c'est que le Comité insurrecteur recherchait des adhésions dans les couches sociales et les milieux politiques qui avaient fourni les cadres populaires de la République démocratique de l'an II et des journées populaires de l'an III [2]. On constate en province une permanence du recrutement des militants dans les milieux de la bourgeoisie jacobine et à Paris

1. J. ZACKER : J. Varlet vendant la réaction thermidorienne », *A.H.R.F.*, 1961, n° 1, p. 19.

2. A. SOBOUL : « Personnel sectionnaire et personnel babouviste », *A.H.R.F.*, 1960, pp. 456 et suivantes ; la substance de ce paragraphe est puisée dans cette étude fort précise.

à l'intérieur des limites vagues de la sans-culotterie qui s'étend du pauvre compagnon, de l'indigent à l'artisan aisé.

Sur 590 abonnements au *Tribun du peuple*, 238 (40,3 %) relèvent des départements. On connaît la situation sociale approximative de 163 abonnés et il est frappant de remarquer qu'en l'an IV comme en l'an II, la bourgeoisie possédante d'opinion avancée est l'élément le plus représenté : propriétaires fonciers, négociants, professions libérales et fonctionnaires du Directoire (53,2 % au total). Moins d'un tiers de l'ensemble est constitué par un groupe d'artisans et de boutiquiers, mais l'on devine aisément que ceux-ci devaient être les meilleurs agents de transmission et de propagande; surtout les libraires, cafetiers, limonadiers, aubergistes chez qui naturellement les discussions vont bon train. On ne voit pas, semble-t-il, d'éléments proprement prolétariens parmi ces abonnés provinciaux. Si bien qu'il faut en conclure que le mouvement babouviste avait ses assises dans les couches sociales qui étaient celles autrefois des Jacobins et du mouvement sans-culotte. Cela fait mieux comprendre pourquoi Babeuf disait à Bodson à quel point le robespierrisme constituait une excellente couverture politique dans les départements.

A Paris, il en allait différemment. Non que l'élément prolétarien fût nombreux, mais les couches socio-politiques de la sans-culotterie : boutiquiers, artisans liés à leurs compagnons et vivant avec eux, qui avaient peuplé naguère les sociétés populaires et les comités révolutionnaires sont massivement représentés tandis que la bourgeoisie aisée ne constitue qu'une petite fraction (72,3 % pour les premiers; 17,9 % pour la seconde). On constate donc une continuité profonde entre le mouvement révolutionnaire précédent et celui de l'an IV, nettement marquée par la présence parmi les abonnés des parents des « martyrs de la liberté » (veuve Marat, veuve Lepeletier, la mère de Goujon, conventionnel guillotiné après prairial an III).

La même constatation s'impose en étudiant les listes des « patriotes propres à commander » et des victimes de la répression qui suivit l'affaire du camp de Grenelle : l'artisanat et la boutique l'emportent.

A titre d'exemple, dans le septième arrondissement, sur 173 patriotes signalés, la profession de 157 d'entre eux est connue. 73,2 % sont artisans ou boutiquiers, les employés sont 14,6 % et il n'y a que sept représentants des couches prolétariennes, relevant

surtout du salariat de clientèle (quatre journaliers, un porteur d'eau, un commissionnaire) tandis qu'il n'y a qu'un ouvrier de fabrique. Après l'affaire du camp de Grenelle, l'accusation retient surtout les représentants des métiers traditionnels de la sans-culotterie parisienne. On peut donc retenir comme première hypothèse qu'il y a continuité sociale absolue entre le mouvement babouviste de l'an IV et ceux qui l'ont précédé. Et en même temps on peut nier absolument que le babouvisme ait exprimé la première mouture d'un mouvement révolutionnaire prolétarien de type moderne [1].

Mais s'il y a permanence sociale entre le personnel sectionnaire de l'an II et le personnel babouviste en l'an IV, il faut signaler que les individus, eux, s'étaient en grande partie renouvelés. Ainsi dans le septième arrondissement, les trois quarts des patriotes signalés ne sont pas connus pour une activité révolutionnaire antérieure; et dans le sixième arrondissement, sur cinquante et un patriotes il n'y a que vingt anciens membres du personnel sectionnaire de l'an II. Le cas de J. Varlet a déjà été signalé : quels qu'aient été les espoirs fondés sur sa personne par les babouvistes, il ne prit aucune part à la conjuration.

On peut se demander, en suivant Albert Soboul, si « le renouvellement des hommes s'est accompagné véritablement d'un renouvellement des idées ». En d'autres termes, le babouvisme aurait-il exprimé en l'an IV les conceptions nouvelles de la sans-culotterie traditionnelle ? Il est pratiquement impossible de répondre à la question puisque la conspiration a échoué et que le communisme de Babeuf n'a pas subi l'épreuve du feu. Tout au plus peut-on relever qu'en l'an IV la situation économique, ruineuse pour le petit peuple de l'artisanat et de la boutique, catastrophique pour les consommateurs pauvres, pouvait les conduire à une approbation du radicalisme révolutionnaire des babouvistes. D'autant que personne ne voyait vraiment d'amélioration possible dans le libre jeu de l'économie libérale, même soumise à un contrôle de l'Etat. Le babouvisme pouvait suppléer ce vide de la pensée économique dominante. Dans la mesure où la doctrine des Egaux s'inspirait, en la dépassant comme nous l'avons vu, de la pratique économique de l'an II relative à la taxation et à la réquisition des subsistances, une transformation

1. Contrairement à l'opinion défendue brillamment par D. GUÉRIN : *La Lutte des classes sous la Ire République — Bourgeois et « Bras » nus (1793-1797)*. 1946, tome II.

de la conscience sociale des pauvres par une sorte de dépassement idéologique n'est pas totalement improbable. En ce cas, des idées nouvelles auraient suscité des militants nouveaux mieux adaptés à la situation concrète de l'an IV. La permanence sociale du mouvement révolutionnaire pourrait s'être accompagnée d'une mutation idéologique.

Mais ce qui paraît le plus évident, c'est que les babouvistes, faisant figure d'ennemis du régime des notables, devaient attirer tous les mécontents. Comme tels, indépendamment presque de leur programme ultime — et ceci mériterait d'être vu de très près — les Egaux attiraient tous ceux qui regrettaient quelque chose de l'an II et se désespéraient de la victoire de la Réaction. Ainsi le babouvisme comme mouvement révolutionnaire serait le moyen *d'une grande revanche populaire* du 9 thermidor et du 1er prairial, quels que fussent, d'autre part, les objectifs de Babeuf et de ses compagnons [1]. L'on voit que l'opinion de Mathiez ne mérite pas d'être absolument rejetée, si l'on envisage la totalité du problème. D'ailleurs, ce n'est pas amoindrir la Conspiration des Egaux que de l'entrevoir ainsi; c'est au contraire exalter l'abnégation de ces précurseurs du communisme futur qui ont vu loin devant eux, tout en maintenant l'encadrement traditionnel que leur imposait la réalité des choses. C'est aussi pourquoi Babeuf et ses compagnons comptaient utiliser d'anciens membres de comités révolutionnaires, les canonniers, symboles de la force populaire, d'anciens soldats de l'an II, d'anciens administrateurs de la police de la Commune auxquels s'ajoutaient des réfugiés politiques de province et de l'étranger et les responsables des faits de justice expéditive de septembre 1792. D'ailleurs, nombreux seront ceux qui, encore en 1799, puis sous l'Empire lors des conspirations républicaines de 1808 et 1812 se retrouvèrent plus ou moins englobés dans ces diverses tentatives [2].

S'il est difficile de répondre positivement à la question de l'adhésion profonde des militants au communisme de Babeuf, cela devient impossible lorsqu'il s'agit de mesurer quelle fut la pro-

1. « Rendez-nous le gouvernement de Robespierre », écrit B..., capitaine de sapeurs à l'armée de l'Ouest, dans une lettre que Babeuf prétend avoir reçue et qu'il publie dans le n° 40 du *Tribun du Peuple*, en introduction à sa défense du robespierrisme. (Cf. MATHIEZ : *Babeuf et Robespierre...*, op. cit.)

2. COBB : « Notes sur la répression du personnel sans-culotte (1799-1801) », *A.H.R.F.*, 1954, p. 23.

fondeur de l'écho du babouvisme dans les masses populaires prises dans leur ensemble. Qu'ont pensé, qu'ont dit ces milliers d'anonymes qui furent touchés par la propagande publique des Egaux ? Ont-ils approuvé ? Sont-ils restés passifs devant ce programme qui prétendait réaliser leur vibrant espoir de 93, le « bonheur commun » ? Sans doute, devaient-ils apprécier que le Directoire fût dénoncé, sans doute beaucoup de ces hommes auraient suivi ou pour le moins approuvé le mouvement insurrectionnel, mais il y a loin de leur possible engagement dans l'action à une adhésion, même fugitive, à une théorie sociale et politique comme celle des Egaux.

Le directoire secret, sur la foi de ses agents révolutionnaires, en calculant l'état des forces supposées en sa faveur, ne manquait pas d'optimisme. Buonarroti dans son livre nous communique les estimations sur lesquelles comptait le Comité Insurrecteur :

4.500 révolutionnaires;
1.500 membres des anciennes autorités;
1.000 canonniers;
500 officiers destitués;
1.000 révolutionnaires des départements;
1.500 grenadiers du corps législatif;
500 militaires détenus;
6.000 membres de la légion de police;
1.000 invalides.

Soit au total « sans exagérer », dit Buonarroti : 17.000 hommes; en outre, on ne dénombrait pas ici, et cela est essentiel, le concours de la « classe très nombreuse des ouvriers dont le mécontentement et l'impatience éclataient de toute part [1] ». Cet état des forces paraît faible si l'on établit un rapport mathématique entre le nombre des insurgés prévus et la masse de la population parisienne, même en tenant compte de l'imprécision en ce qui concerne les « ouvriers ». C'est d'ailleurs ce que les juges du procès de Vendôme reprochèrent aux babouvistes lorsque ceux-ci prétendirent parler au nom du peuple tout entier. Cependant l'estimation paraît considérable si l'on songe que lors des journées populaires : 31 mai-2 juin 1793 (élimination des Girondins) ou 1er prairial an III, le mouvement n'avait pas entraîné beaucoup plus d'hommes qu'il n'en est envisagé ici; il est même probable que le Comité insurrecteur a estimé pouvoir

1. BUONARROTI : *Conspiration*, op. cit., tome I, p. 145.

compter sur nombre d'anciens soldats qui en fait se seraient abstenus le moment venu, et inversement peut-être y aurait-il eu plus de participants civils qu'il n'en était escompté. En outre, l'expérience avait démontré que les mouvements révolutionnaires étaient d'abord le fait d'une masse dirigeante, mais minoritaire, reflétant les aspirations de masses plus larges, sans le soutien desquelles l'échec venait en conclusion de l'action. Dans l'ensemble donc, les chiffres paraissent largement optimistes en ce qui concerne les anciens cadres révolutionnaires et les estimations très vagues quand il s'agit des autres. Il est probable, en effet, que compter sur l'intervention en bloc de la Légion de police aux côtés des insurgés sur la foi de Grisel, qui sera le traître de la tragédie, était utopique, quoiqu'il soit certain qu'un nombre indéterminé mais massif de soldats ait été hostile au Directoire. Les événements montreront, et Buonarroti l'a reconnu dans son livre, que la majeure partie de la Légion de police était surtout inquiète de quitter Paris pour les frontières. Le directoire secret exécutif ne devait pas manquer d'être conscient de sa surestimation puisqu'il prévoyait d'utiliser même les opposants au Directoire très hostiles à l'idéal babouviste. Enfin, s'il était possible d'imaginer un large concours populaire, il était utopique d'espérer une mobilisation massive des faubourgs. Depuis Prairial, les sans-culottes avaient été désarmés et certains avaient subi la propagande lénifiante du royalisme; chaque famille du faubourg Antoine avait ressenti, presque directement, la répression; et malgré les récriminations devant les boulangeries, il y avait trop de découragement pour que la propagande des babouvistes pût redonner cette foi, cet espoir qui seuls soutiennent l'enthousiasme révolutionnaire. La crise avait ruiné, appauvri nombre d'artisans et de boutiquiers et il est certain que la durée même de la crise suscitait chez ceux qui n'étaient pas des militants, plus d'abattement que d'esprit combatif. Certes en 1789, en 1793 et encore en 1795, la disette avait canalisé le mécontentement populaire et déclenché le sursaut révolutionnaire, mais on ne peut oublier que les espérances populaires à cette époque étaient encouragées par les groupes politiques les plus avancés de la bourgeoisie révolutionnaire. Ce qui n'était pas le cas en 1796 car « les pauvres », cette fois-ci, combattaient pour eux seuls. En 1793, par exemple, les montagnards faisaient appel à l'éminente dignité du peuple pour sauvegarder la Révolution et espéraient le concours de sa

force résolue et massive pour assurer la victoire. On avait laissé le peuple des sans-culottes s'armer et combattre et quelle que fût l'efficacité de l'arme, canon ou pique, c'était une promotion significative pour les « pauvres » que de porter une arme. Au surplus, les conventionnels, sincèrement ou par calcul, laissaient entrevoir une solution à la crise sociale et paraissaient garantir cette accession à l'instruction qui paraissait le comble de l'aisance. Au lieu qu'en 1796 le peuple de Paris était isolé, abandonné à ses propres forces, misérable et encore sous le coup de la brutale rupture de prairial an III. La politique de Robespierre en l'an II, qui avait fait des militants populaires des fonctionnaires du Gouvernement révolutionnaire réprimant le mouvement sans-culotte, avait détendu un ressort. La confiance irrésistible en la victoire qui avait animé le sursaut défensif des années antérieures était brisée. De sorte que les babouvistes surestimaient sans doute les forces susceptibles d'entrer dans leur sillage. Mais il n'étaient pas naïfs et s'ils comptaient sur des forces si nombreuses c'est qu'ils avaient assurément entendu les mots qui donnent confiance. On imagine sans peine les paroles d'encouragement que devait recueillir un homme comme Bodson, agent révolutionnaire du XI[e] arrondissement, militant populaire célèbre, animateur de sa section au temps de la marée populaire ascendante. On voit bien Cazin au faubourg Antoine dans l'ancienne section de Jacques Roux « l'enragé » renouer des liens d'amitié avec tous les anciens vainqueurs de la Bastille et tous ceux qui avaient « fait » la Révolution. Et les femmes ! Elles étaient les plus sensibles à l'extraordinaire souffrance physique des faubourgs, la leur avant tout, et les plus courageuses souvent. En prairial, elles avaient soutenu le moral des insurgés et quelquefois porté la pique ou braqué le canon. Groupées en file devant les boulangeries et récriminant contre cette monstrueuse inégalité devant la misère dont Paris donnait alors le spectacle, elles devaient approuver d'un sourire, d'un geste, l'action des agitateurs babouvistes. Cette présence populaire, dans cette ville aux ruelles étroites où le contact humain est facile, donnait quelquefois à croire aux militants qu'ils entendaient les mots qu'ils voulaient entendre et les militants devaient prendre pour engagement réel toute protestation même la plus désespérée. Ils projetaient sur le peuple leur propre soif d'action. Les mots de Babeuf sur la propriété, la communauté des biens et des ressources, l'évocation du « bonheur commun » auquel tous

avaient cru devaient susciter des approbations verbales. Mais combien étaient réellement prêts à s'insurger ? Question tragique à laquelle l'événement n'a pas donné de réponse. La force des choses a voulu que les générations futures ne puissent dire que le communisme a fait défiler des milliers d'hommes dans les rues de Paris à la fin du XVIIIe siècle. Le fait simple de l'absentéisme populaire lors de l'arrestation des Egaux, prouve que les babouvistes avaient surestimé, non leur autorité politique et morale mais leur capacité à entraîner les faubourgs populaires. Car on ne peut croire que personne n'eût connu ces jours-là dans Paris investi par les forces de répression, Babeuf, Darthé ou mieux encore le prestigieux conventionnel Drouet, l'homme de Varennes !

Malgré ces réserves il serait erroné de conclure que le mouvement babouviste, comme s'il s'était agi d'une secte étroite, est passé par-dessus les hommes et qu'il fût ignoré de la masse. Au contraire, parce qu'il s'était organisé au milieu de l'inquiétude populaire, il devait nécessairement répondre aux questions que se posaient les sans-culottes. Mais de là à l'action, il y avait un pas à franchir qui ne fut pas franchi. Hasard historique ? on ne peut s'empêcher de penser à ce qui serait advenu si l'insurrection prévue avait éclaté. Peut-être la « journée » aurait-elle été victorieuse à Paris, quelque temps, mais rien ne permet de croire que les départements et l'armée auraient laissé faire. Ainsi, plus tard, en 1830 et en 1848, l'insurrection victorieuse à Paris trouva devant elle le mur des notables s'appuyant sur la province plus conservatrice et sur les gardes nationaux des quartiers bourgeois. Alors apparaît le médiateur (Lafayette en 1830, Lamartine en 1848) qui freine le mouvement et amorce la réaction. Floréal an IV qui devait dans la pensée des Egaux inaugurer la première borne sur la voie d'une société communiste aurait été sans nul doute un « nouveau Prairial », selon le mot de Georges Lefebvre, peut-être plus solidement organisé mais à terme rien de plus. De fait, on n'imagine pas plus en 1796 qu'en 1795 la victoire des sans-culottes.

II. LA PROPAGANDE DES EGAUX

Les Egaux connaissaient la diversité des opinions démocratiques et la confusion des aspirations politiques et sociales en l'an IV. Dans leur propagande, ils poursuivirent un double but clairement défini

par Buonarroti dans son livre : redonner confiance au peuple et faire connaître l'objectif final du babouvisme. La propagande et l'agitation devaient se développer massivement et partout. A Paris, dans les faubourgs et dans l'armée, par l'intermédiaire des agents révolutionnaires, des agents militaires et des militants locaux; en province par l'intermédiaire des abonnés du *Tribun du peuple* et des correspondants ; enfin, mais plus difficilement, dans l'armée des frontières, et parmi les patriotes des républiques-sœurs et des pays voisins. Il va de soi que c'est à Paris où la Conspiration avait pris naissance que les Egaux voyaient le cœur du mouvement insurrectionnel. Les babouvistes pensaient que par capillarité autour de l'insurrection parisienne, la province à son tour réaliserait l'audacieuse opération. De l'idée de Babeuf d'une « Vendée plébéienne », on peut penser que fut retenue la notion d'un mouvement éclatant à Paris et donné par la suite en exemple au reste du territoire. Au surplus une « Vendée parisienne » ne pouvait pas vraiment rester une « Vendée ». C'est pourquoi la propagande babouviste fut si massive à Paris. La clandestinité imposait de limiter géographiquement l'action, et la notion d'un réseau national clandestin dans cette ancienne France qui paraissait si vaste eût été proprement un rêve irréalisable puisqu'il fallait agir vite. Du moins préparait-on la province à adhérer à la révolution prévue à Paris.

A Paris, la méthode de propagande était à la fois écrite et orale. Elle consistait à multiplier les placards, les tracts et les libelles et à tenir dans les quartiers, les cafés, les domiciles, de petites assemblées où la lecture des textes émanant du directoire secret devaient constituer l'essentiel de l'agitation politique. On poursuivait les hommes jusque dans leur domicle pour gagner leur adhésion. La base géographique de l'insurrection, donc de la propagande préparatoire n'était plus la section comme en l'an II, supprimée légalement, mais la rue et plus généralement l'arrondissement (douze à cette époque). Il n'empêche que le *quartier*, héritier de la section, demeurait la réalité humaine fondamentale dans le cadre de l'agitation révolutionnaire. Les babouvistes préféraient aborder les hommes presque individuellement chez eux ou sur leur lieu de travail. Le plus grand rôle était confié à la presse et principalement à la lecture du *Tribun du peuple*. Il y avait 345 abonnés dans la capitale soit autant que dans tout le reste de la France, et ceci indique à quel point le mouvement des Egaux était parisien. On imagine

aisément que le tirage du journal était plus considérable que le nombre des abonnés, et le tirage lui-même n'est pas toujours indicatif de l'audience d'un journal, surtout populaire, à la fin du XVIIIe siècle, car il était « écouté » beaucoup plus que lu. Dans la période précédente, on sait que les comités et les sociétés populaires écoutaient de véritables revues de presse et les journaux populaires destinés à une masse analphabète, tel *L'Ami du peuple*, étaient lus sur les grands chantiers comme celui du Panthéon. Les abonnés permettaient la vie économique du journal mais l'audience de celui-ci variait avec le succès des thèses qu'il défendait. Nul doute que le journal de Babeuf ne fut largement connu, sinon précisément par les masses populaires, du moins par les militants. De bouche à oreille, ses opinions étaient colportées : ce qui implique que l'auditoire était socialement plus large que ne l'indique la statistique des abonnés, forcément très rares dans les milieux populaires, trop pauvres pour s'offrir le luxe de s'abonner à une feuille imprimée. Dix cabaretiers figurent parmi les abonnés du *Tribun du peuple*, dont Nicolas Chrétien qui, dans l'ancienne section Lepeletier sur les boulevards, offrait sa salle aux professions de foi démocratiques. L'abonnement n° 492 fut souscrit par « les citoyens réunis, café des Amis de la Patrie, section des Quinze-Vingts » et rien n'interdit de penser que derrière l'abonnement individuel d'un bourgeois aisé il n'y ait eu un groupement de lecture. Babeuf, du moment où s'est nouée la Conspiration jusqu'à l'échec, publia les numéros 41, 42 et 43 de son journal. C'est peu en six semaines, mais c'est beaucoup, vu les conditions de son travail clandestin et les charges qu'il assumait au sein du Directoire secret exécutif. Dans le numéro 41, Babeuf appelait l'armée de l'intérieur aux côtés du peuple insurgé et, dans les numéros 42 et 43, il s'attaquait surtout à ceux qui prêchaient la modération (la gauche des conseils du Directoire : Barras, Tallien, etc... tous anciens Thermidoriens); il dénonçait les mesures de répression préventive prises en germinal an IV contre les démocrates. Ni le ton de ses derniers articles ni la manière indignée des numéros précédents ne sont abandonnés et Babeuf continue toujours son travail de démolition des thèses favorables au compromis. Il est certain d'autre part que les numéros précédents où la doctrine babouviste avait été exposée continuaient à circuler. De toute manière, le Comité insurrecteur avait fondé un nouveau journal : *L'Eclaireur du peuple*, petite

feuille imprimée et diffusée massivement dans les faubourgs. Pour ce journal, « toutes les plumes démocratiques furent mises à contribution », dit Buonarroti. Au besoin les Egaux ne manquaient pas d'utiliser les colonnes des journaux républicains : ainsi de *L'Orateur plébéien* et du *Journal des hommes libres* avec lequel Antonelle avait conservé des attaches solides. Par un jeu de questions et de réponses, le dialogue avec les autres journaux permettait d'atteindre ceux qui ne lisaient ni *Le Tribun du peuple* ni *L'Eclaireur*. La presse était donc utilisée comme une arme d'agitation, mais aussi comme un moyen d'engager le dialogue avec les démocrates non partisans de la doctrine. De la même manière, la correspondance épistolaire rendue publique permettait aux babouvistes de répondre aux questions que chacun se posait. Cette méthode de discussion largement ouverte n'avait rien d'occasionnel. Ainsi, le 30 pluviôse an IV (19 février 1796), M. V... dont on ne sait s'il s'agit d'un interlocuteur réel ou supposé (peut-être s'agissait-il de Vadier, ancien membre du Comité de sûreté générale en l'an II) écrivit à Babeuf : « Tribun, donne-nous un plan; prouve-nous bien clairement la possibilité de l'égalité réelle. » Buonarroti utilisa cette lettre pour y répondre publiquement le 28 germinal an IV (17 avril 1796) de façon très argumentée et fort pénétrante. Le contenu de cette lettre (déjà analysé) constitue l'une des bases de notre connaissance de la doctrine babouviste et, en tout cas, elle essaye de montrer que la « communauté des biens et des travaux » était possible et nécessaire et qu'elle venait nécessairement en conclusion de toute la Révolution française. Lorsque les questions n'étaient pas posées réellement, les babouvistes agissaient comme s'ils répondaient à un interlocuteur, car ils savaient le désarroi idéologique de beaucoup et, en répondant à des questions mal formulées dans l'esprit même du lecteur, ils implantaient solidement certains thèmes de leur doctrine. Ainsi le 24 germinal an IV (13 avril) à la question supposée : « Doit-on obéissance à la Constitution de 1795 ? » ils montraient l'illégitimité de celle-ci acceptée par une minorité d'électeurs, surtout en comparaison de la Constitution de 1793.

Ne refusant aucune méthode de propagande possible, les babouvistes utilisaient aussi les placards et les affiches. C'était dans la tradition révolutionnaire : cela permettait des attroupements aux coins des rues et des lectures commentées. Leurs affiches étaient

très longues et ressemblaient plus à des journaux muraux qu'aux affiches publicitaires de notre époque. C'est ainsi que furent diffusés massivement, malgré la chasse à l'affiche des policiers du Directoire, l'« *Analyse de la doctrine de Babeuf* » sans doute écrite par Buonarroti, dès le 20 germinal an IV (9 avril 1796), des tracts, des textes élaborés pendant les réunions nocturnes du Comité insurrecteur. Le colportage de ces textes était régulier et, au dire de Buonarroti, on diffusa :

> Le 23 germinal (12 avril) : *l'Opinion sur nos deux constitutions* [celle de 1793 et celle de 1795]; le 24 (13 avril), on publia la *Lettre de Franc-libre à son ami la Terreur* [lettre destinée aux soldats cantonnés à Paris]; le 25 (14 avril), fut mis en circulation l'écrit intitulé : *Doit-on obéissance à la Constitution de* 1795 ?; le 27 (16 avril), on distribua l'*Adresse du Tribun à l'armée* [numéro 41 du *Tribun du peuple*]; le 29 (18 avril), fut répandue la *Réponse à la lettre de M. V...* et le 1er floréal (20 avril), fut livré au public le *Cri du peuple français contre ses oppresseurs* [1].

On voit que chaque jour ou presque pendant la fin du mois de germinal les babouvistes lançaient leurs appels à l'action. Mais, à partir de floréal, cette propagande se fit moins massive.

Une forme originale d'agitation populaire et typiquement française celle-là, puisqu'elle fleurissait depuis le moyen-âge, était la chanson satirique faite de paroles nouvelles sur un air connu. Ainsi, cette chanson de Germain datant de fructidor an III et diffusée alors à Béthune et à Arras, et assurément plus tard à Paris :

> *Lorsque la Sainte Terreur*
> *La civique influence*
> *Du riche et du conspirateur*
> *Enchaînait l'arrogance*
> *Oh ! Peuple, tu vivais heureux; la liberté*
> *Brillait d'un culte respecté.*
> *Aujourd'hui, les tyrans dont parlera l'Histoire*
> *Ont fait de la Patrie une forêt noire* [2].

---

1. BUONARROTI : *Conspiration*, op. cit., tome I, p. 107.
2. Citée par Dommanget, *A.H.R.F.*, 1949, p. 68. La « Forêt noire » : allusion au quartier des agioteurs à Paris.

Sylvain Maréchal écrivit cette magnifique « *Chanson nouvelle à l'usage des faubourgs* » pour être fredonnée sur l'air de « *C'est ce qui me désole* » :

Mourant de faim, mourant de froid
Peuple dépouillé de tout droit,
Tout bas tu te désoles :
Cependant le riche effronté,
Qu'épargna jadis ta bonté
Tout haut, il se console.

. . . . . .

Certes un million d'opulents
Retient depuis assez longtemps
Le peuple à la glandée :
Nous ne voulons, dans le faubourg
Ni des chouans du Luxembourg
Ni ceux de la Vendée.

D'autres couplets parlaient du Tribun [Babeuf] de l'« égalité sainte », du « bonheur commun ». On constate que cette propagande directe, comme il se doit, était plus proche des soucis quotidiens du peuple que destinée à lui exposer un programme politique et social qui pouvait trouver place dans le journal, l'affiche ou le discours oral. Mais cette forme de propagande ne devait pas être la moins efficace. Les conjurés trouvèrent même une chanteuse d'opéra pour répandre leurs couplets dans les rues des faubourgs !

L'effort de propagande à Paris fut donc très sensible et surtout en germinal (mars-avril) à partir du 20 du mois. Il est certain que personne ne devait ignorer l'existence du complot, même si les noms de tous les conjurés n'étaient pas révélés. Cette agitation sur la place publique était à double tranchant : elle était mobilisatrice, mais aussi bien, elle inquiétait le gouvernement et exposait les dirigeants à la répression. Cette contradiction en réalité est nécessairement liée à la nature du complot, qui se veut secret mais ne peut réussir que s'il sollicite des adhésions nombreuses. Il s'agissait d'un véritable jeu de quitte ou double, et en germinal au moins, le succès à Paris de la propagande des Egaux autorisait quelque espoir.

En province et aux armées, la propagande fut plus limitée, souvent pour des raisons matérielles, mais aussi pour des raisons politiques car l'on ne savait si tous ceux auxquels on s'adressait étaient des hommes sûrs. Le plus souvent, l'on ne s'adressait qu'aux cadres politiques locaux soit encore en activité, soit révoqués après Thermidor. La forme d'agitation essentielle était la diffusion du *Tribun du peuple,* et les contacts verbaux entre connaissances complétaient l'information. Les 238 abonnés de province étaient répartis dans tout le territoire mais surtout dans le Sud-Est et l'Est où les babouvistes conservaient des intelligences. Ainsi, dans le département de la Moselle, l'ancien ministre sans-culotte de la Guerre Bouchotte, qui s'était retiré à Metz, était en tête de la liste des abonnés. A vrai dire la répartition géographique des abonnés en France ne signifie pas grand-chose, car elle relève le plus souvent de l'action d'une personnalité qui faisait connaître le journal (Germain à Narbonne, Antonelle à Arles, d'où ils étaient originaires). Au surplus, le nombre des abonnés montre bien que la province ne fut pas touchée massivement par le journal de Babeuf, car le colportage devait être difficilement réalisé en un laps de temps si court. Il en était de même aux armées où l'on sait cependant que les babouvistes avaient des sympathies dans l'armée du Rhin et dans l'armée d'Italie parmi quelques officiers, généraux ou commissaires aux armées. Ceci d'ailleurs confirme à quel point tout dépendait de Paris et il ne faut pas ajouter foi aux accusations d'anarchisme lancées après l'échec de la Conspiration contre les démocrates de province (à Toulouse singulièrement). Cela prouve que le Directoire, effrayé, en profitait pour se débarrasser de ses adversaires politiques.

Par contre, les babouvistes ont été liés très étroitement aux patriotes étrangers et le rôle de Buonarroti sur ce plan paraît considérable. La recherche érudite a permis d'en préciser l'importance. On peut penser que Buonarroti et, par son intermédiaire, les Egaux, avaient partie liée avec certains patriotes italiens et bataves (hollandais) déçus de la politique thermidorienne. Celle-ci, en effet, ne leur paraissait pas garantir l'unification politique de leur pays, son indépendance et sa démocratisation [1]. A Oneglia, Buonarroti avait groupé autour de lui de nombreux proscrits jacobins, piémontais, napolitains ou toscans qui, comme lui, pensaient que

1. Pour l'ensemble de ce problème, nous renvoyons le lecteur à la bibliographie sommaire à la fin du volume.

la réalisation de l'unité italienne passait par la victoire révolutionnaire en France. Après le 9 thermidor, déçus par la politique expansionniste des Thermidoriens puis du Directoire et hostiles à l'exploitation des pays conquis par les armées révolutionnaires, ces patriotes plaçaient tous leurs espoirs dans la renaissance de la République démocratique en France. Cependant ils n'imaginaient pas que l'unité de leur pays puisse être réalisée sans le secours des armées françaises, chassant de leur trône les souverains locaux. Des patriotes italiens devaient accompagner l'armée d'Italie en 1795 et Buonarroti, après sa libération en brumaire, devait être nommé à leur tête par le Directoire, sur leur demande, pour républicaniser les territoires conquis. Le 7 germinal (27 mars 1796), Buonarroti avait retenu sa place dans la malle-poste à destination de l'Italie. Mais au moment de partir il annula son voyage. Au procès de Vendôme il déclara qu'il était resté parce qu'il avait appris qu'un mandat d'arrêt était délivré contre lui. En fait, les études récentes ont montré que Buonarroti est resté à Paris non pas parce qu'il complotait en France, comme l'avait pensé A. Mathiez, car depuis la fermeture du Club du Panthéon, pour ne pas remonter plus haut, il avait déjà l'idée de conspirer ; non pas parce qu'il abandonnait ses objectifs italiens, puisqu'il n'avait jamais dissocié son action révolutionnaire en France de ses ambitions nationales; il ne partit pas tout simplement parce qu'il avait appris que les renseignements obtenus par le Directoire sur son compte venant du ministre français à Gênes risquaient de le rendre inutile en Italie, aussi bien pour le succès de son action nationale que pour la victoire de ses principes démocratiques en France et en Italie. Sa présence n'était plus nécessaire dans la péninsule. Il remit à plus tard son action patriotique et s'attacha à tenir sa place de révolutionnaire à Paris même car cela conditionnait tout le reste. D'ailleurs il avait des amis babouvistes en Italie et auprès de l'armée de Bonaparte qui pouvaient au besoin soutenir le mouvement déclenché à Paris.

Ceci explique, d'ailleurs, pourquoi le Directoire fut de plus en plus méfiant à l'égard des Jacobins italiens. Buonarroti considéra qu'en restant à Paris où prenait corps la Conspiration des Egaux, il préservait l'avenir. S'il ne l'a pas dit au procès de Vendôme, c'est tout naturellement parce que les babouvistes ayant décidé de nier la réalité du complot, il ne pouvait avouer la véritable raison de

sa présence à Paris. Il reste que cela prouve à quel point les Egaux étaient liés aux autres patriotes étrangers donnant ainsi avant la lettre une coloration internationaliste à leur cause. La Conspiration y gagne en ampleur et aussi en signification.

Dès le début de germinal an IV les dirigeants du mouvement échafaudaient des plans insurrectionnels concrets et multipliaient les contacts pour élargir le mouvement. Pourtant bientôt allaient poindre les désillusions.

III. L'ECHEC DE LA CONSPIRATION (germinal-floréal an IV - mars-avril 1796)

L'histoire de la Conspiration au sens littéral du terme se déroula vite et au surplus ce récit n'est pas le plus intéressant dans l'histoire des Egaux. On peut dégager deux phases : du 10 germinal (31 mars 1796), date de la mise en place du Directoire secret exécutif, à la fin du mois de germinal, les babouvistes paraissent avoir pris de vitesse le Directoire; puis à partir du début de floréal le Directoire se décide à l'épreuve de force tandis que les babouvistes connaissent des difficultés de plus en plus considérables. La découverte du complot et l'arrestation des chefs de la Conspiration terminent cette seconde phase du mouvement.

En germinal, quand prennent corps les premières mesures insurrectionnelles, la situation paraît favorable aux conjurés. La situation économique était grave; on sortait d'un hiver meurtrier. Malgré cela, le gouvernement avait augmenté le prix des rations de nourriture vendues à la taxe et le 15 germinal (4 avril) le Directoire décida que les loyers seraient exigibles en *mandats territoriaux,* ce qui, si la mesure avait été maintenue pour les loyers populaires passés oralement, aurait conduit à des expulsions massives. Le Directoire, en outre, n'était pas uni sur la tactique à suivre à l'égard de l'opposition; Reubell et Barras, particulièrement, craignaient qu'une attitude trop brutale à l'égard de l'opposition démocratique ne renforçât le royalisme. Barras et Tallien essayèrent par l'intermédiaire d'anciens Jacobins avec qui ils avaient été liés de calmer l'ardeur des babouvistes et de diriger la pointe offensive

de leurs attaques contre le royalisme exclusivement. Barras essaya de prendre mèche avec le restaurateur Chrétien, chez qui l'agitation babouviste atteignait son paroxysme avec le général sans-culotte Rossignol et même avec Charles Germain qui supervisait l'action dans l'armée. Cette tentative ultime de reconduire sur des bases assez confuses l'unité républicaine contre les royalistes inquiéta les Egaux. Elle venait, en effet, de ceux que Buonarroti appelle les « égoïstes conquérants » les « faux amis de l'égalité ». Si bien que Babeuf, le 24 germinal an IV (13 avril 1796), répondit dans le numéro 42 du *Tribun du peuple* avec hauteur, dénonçant les manœuvres et les ralliements intempestifs :

> Ne vous y trompez pas, ce sont toujours des animaux carnassiers ; ils n'ont point changé de nature et n'en changeront jamais. Ils vous font aujourd'hui patte de velours ; demain, ils vous dévoreront.

Il appelle le peuple à lutter seul avec ses seules forces contre ceux qui l'ont « prairialisé » :

> Loin de nous cette pusillanimité qui nous ferait croire que nous ne pouvons rien par nous-mêmes et qu'il nous faut toujours avec nous des gouvernants. Les gouvernants ne font des révolutions que pour gouverner [1]. Nous en voulons enfin une pour assurer à jamais le bonheur du peuple, par la vraie démocratie. Sans-culottes... c'est pour du pain, l'aisance et la liberté que nous nous échauffons. Ne nous laissons pas donner le change.

A la suite de cet article, qui coupait court à toute tentative de détourner la lutte de son sens profond, le Comité insurrecteur, le 26 germinal (15 avril), envoya une circulaire aux agents révolutionnaires pour les mettre en garde contre toute compromission — et aussi bien contre tout compromis — avec des alliés possibles. Si les Egaux se sentaient forts au point, non pas tant de refuser le concours d'un Barras, mais de répliquer avec tant de hauteur, c'est qu'ils avaient le vent en poupe. Dans cette période, qui

1. On notera une fois de plus le caractère élémentaire de la notion de lutte de classes chez Babeuf et aussi son aspect libertaire.

correspond sans doute à une propagande massive, leur programme connaissait des adhésions nombreuses. C'est le 20 germinal (9 avril) que l'affiche « *Analyse de la doctrine de Babeuf* » avait été répandue et le 13 avril commençait la propagande dans la rue. Cependant, le refus de collaboration avec Barras et ses amis ruinait l'autorité de ceux-ci au sein du Directoire. Ceux qui étaient partisans de réduire le mouvement populaire par la force gagnèrent en prestige. Ce furent La Revellière et Carnot qui prirent en mains l'opération répressive. Carnot fut aidé dans cette tâche par le nouveau ministre de la police : Cochon, créature à lui, nommé par lui à ce poste de responsabilité. Carnot, ce conservateur qui avait approuvé les mesures de terreur robespierristes pour assurer la victoire des armées, était devenu un ennemi irréconciliable des ex-Jacobins avec qui certains se plaisaient encore à le confondre. Cet ingénieur fort habile, persuadé que l'administration de l'Etat doit être l'exclusivité des élites dont il s'estimait, non sans raison, un représentant qualifié, devait être horrifié par la propagande égalitaire des babouvistes. Insensible à la misère populaire, Carnot vouait un culte à l'ordre (qualité éminente du temps qu'il était membre du Comité de salut public robespierriste !). Pour Carnot, l'agitation sociale avait toujours la forme spectrale de l'*anarchie*. La fermeté de ses principes conservateurs était aussi réelle que la conviction plébéienne d'un Babeuf qui s'enthousiasmait à l'idée du « bonheur commun ». Il ne semble pas que Carnot ait été sensible aux références sur le bonheur des hommes !

Le 25 germinal (14 avril), le Directoire avait affiché une proclamation aux habitants de Paris dénonçant la menace qui pesait sur la propriété et brandissant le spectre de l'anarchie sociale. Pour la symétrie, il agitait aussi la menace royaliste, mais personne ne s'y trompa. Sur proposition du Directoire, le 27 germinal (16 avril), le Corps législatif votait la peine de mort contre ceux qui, oralement ou par écrit, réclamaient le retour à la Constitution de 1793 (et, bien sûr, la royauté !) et qui proféraient des menaces contre la propriété.

C'était le moment que venaient de choisir les Egaux pour diffuser l'affiche : « *Doit-on obéissance à la Constitution de* 1795 ? » Babeuf répondit dans le numéro 43 du *Tribun du peuple* aux menaces du Directoire avec une violence accrue :

> ...J'annonce aux tyrans que je suis debout, que je ne me déclare pas vaincu. Plébéiens ! mes frères, vous êtes dans la même disposition. Nous foulerons aux pieds leurs rescrits impertinents, nous éluderons leurs menaces de pénalités atroces. Amis, il faut être fermes, persévérants, invincibles...

Mais en même temps, les babouvistes prêchaient la patience, la prudence et ils construisaient, pierre par pierre, leur programme insurrectionnel, en même temps qu'ils faisaient connaître les bases de la doctrine. L'armée circulait dans Paris, dispersant les attroupements. Les imprimés insurrectionnels étaient pourchassés. Cependant, l'activité des babouvistes se maintenait au même niveau. A la fin de germinal, le mouvement déclenché par eux atteignit son apogée et l'agitation gagnait la Légion de police qui, dans le projet insurrectionnel, devait fournir six mille hommes armés. La situation paraissait mûre pour *la journée* révolutionnaire. Des militants nombreux, selon Buonarroti, proposaient d'engager l'épreuve de force immédiatement : « Ils disaient tout haut que le moment était venu de tenir le serment de vivre libre ou mourir », si bien que le Comité insurrecteur tout en prêchant le calme, fut contraint, en partie sous la pression des militants, de rédiger l'*Acte insurrecteur*. Dans ce texte, il appelait le peuple à l'insurrection contre les oppresseurs dont il dénonçait les forfaits jusque dans le détail (abandon des principes démocratiques de 93, usurpation de souveraineté, accusation d'avoir ruiné la monnaie républicaine et de favoriser la chouannerie dans l'Ouest, et autres aspects de la politique du Directoire susceptibles d'irriter les démocrates de toute condition et de toute origine). L'*Acte insurrecteur* prévoyait la prise de possession de tous les services publics par les insurgés (poste, télégraphe optique, trésorerie); il proclamait la dissolution de tous les organismes de l'Etat, du Directoire et des Conseils, pour faire place nette au futur Gouvernement révolutionnaire. Il prévoyait enfin les premières mesures sociales pour gagner les pauvres à la révolution et semer quelques germes de la grande Communauté Nationale (restitution des objets déposés au Mont de Piété, comme le fera la Commune de 1871, et distribution des biens des « émigrés conspirateurs et ennemis du peuple » aux pauvres). Dans le texte, cependant, qui préparait matériellement l'insurrection, les babou-

vistes eurent soin de ne pas trop parler du communisme, s'en tenant au thème général du « bonheur commun ». Ceci doit être interprété de deux façons, qui d'ailleurs ne sont pas contradictoires : d'un côté, les babouvistes savaient que leur communisme n'avait pas encore suffisamment pénétré la conscience populaire et ils ne voulaient pas compromettre leurs chances par une attitude maximaliste ; d'autre part, dans leur esprit, le communisme était une affaire qui devait prendre racine à partir de la victoire démocratique et de la dictature révolutionnaire. Dans l'immédiat, les seules mesures nécessaires qui sauvegardaient le présent et l'avenir étaient de satisfaire les pauvres et de favoriser la constitution de la Communauté Nationale, point d'appui de la future cité communiste. C'est ainsi que la distribution des biens des émigrés allait dans le sens de leur action à long terme. L'*Acte insurrecteur* avait le mérite de placer la victoire insurrectionnelle au premier plan, comme condition *sine qua non* du reste.

Mais, vers le début de floréal (autour du 20 avril), les bons présages se firent plus rares. Des difficultés imprévues, ou sous-estimées, apparurent au point de solliciter toute l'attention des conjurés. Le 9 floréal (28 avril), le gouvernement se rendant compte des succès de la propagande des Egaux parmi les soldats de la Légion de police, décida d'en muter cinq bataillons aux armées des frontières, ce que l'avait autorisé à faire une loi exprès du 5 floréal (24 avril). La légion de police en fut toute agitée et la résistance passive de deux bataillons risquait de rendre caduque la décision des Directeurs. Les babouvistes, qui étaient au cœur de cette agitation, pensèrent que le moment était venu de publier l'*Acte insurrecteur*. Les agents révolutionnaires se répandaient parmi les troupes et ici le rôle de Germain paraît avoir été considérable. Germain était en relations notamment avec Poultier, chef d'une demi-brigade, ancien représentant du peuple et rédacteur à *L'Ami des lois*, mais peut-être aussi agent double. D'autres officiers et des soldats de la troupe étaient au fait des projets des babouvistes. Le gouvernement comprit le danger et, sous l'impulsion de Carnot, il n'hésita pas. Le Directoire décréta la dissolution de la Légion de police, l'arrestation des chefs de la mutinerie et le renvoi de tous les soldats dans leur corps d'origine. De la part du gouvernement, cette mesure était dangereuse, pouvant déclencher une insurrection qui, à cette date, aurait été massivement suivie. Mais

ce fut un rude coup pour les conjurés d'apprendre que la plupart des soldats de la Légion de police se soumettaient aux ordres de dissolution. C'étaient, environ, six mille hommes armés qui faisaient défaut à la veille du grand jour. Les Egaux en arrivèrent à estimer surfaits leur autorité, le républicanisme de l'armée et la volonté d'action des faubourgs. Il était nécessaire, à la suite de cet échec, de réfléchir et d'échafauder une nouvelle tactique.

Etant plus faible, le Comité insurrecteur, qui n'abandonnait pas son idée, sentit qu'il fallait chercher de nouveaux concours au besoin en abandonnant certains aspects trop exclusifs du programme communiste. En effet, l'essentiel était bien, à cette date, de préserver au moins les chances de la démocratie politique. Le 11 floréal (30 avril 1796), au lendemain de la dissolution de la Légion de police, se réunirent à une partie du Comité insurrectionnel les agents militaires et les spécialistes militaires de l'insurrection (les ex-généraux sans-culottes, Rossignol et Fyon, auxquels s'adjoignit Germain) ; Grisel, qui était chargé de la propagande dans le camp de Grenelle, y était également. Dans cette réunion et dans d'autres qui suivirent, des propositions furent faites qui montrent nettement combien les babouvistes avaient conscience de l'affaiblissement de leur mouvement et du désarroi que pouvait entraîner cette première défaite (c'est à ce moment que certains proposèrent de faire concourir les royalistes à l'insurrection : l'opportunisme politique prenait racine sur des difficultés réelles). D'autres envisagèrent l'assassinat des Directeurs. C'est aussi à cette époque — Buonarroti nous le révèle pour la première fois dans son livre — qu'apparaissent les difficultés financières du Directoire secret : était-ce parce que les bailleurs de fonds (il y avait des babouvistes aisés) commençaient à se détacher du mouvement ? Etait-ce parce que les souscriptions populaires ne rapportaient plus ? Toujours est-il que le Directoire secret était à bout de ressources, et de fait la propagande imprimée se raréfia dans le courant de floréal (avril-mai). L'inquiétude gagnait; il fallait adopter une solution rapide.

Du temps de sa force ascendante, le mouvement babouviste n'avait pas songé à laisser place dans le Comité insurrecteur aux Conventionnels amnistiés. Les Egaux tenaient à garder leur pureté révolutionnaire et, au moins au niveau de l'organisme suprême, leur pureté idéologique. Mais les nécessités de l'action les amenaient à vouloir à nouveau, comme en l'an II, une sorte de « front popu-

laire » (Georges Lefebvre), englobant dans le même mouvement insurrectionnel les vestiges de la Convention montagnarde, les Thermidoriens de gauche, même les plus décriés ; en somme, des « gouvernants », voire des « riches égoïstes ». Un Comité de Conventionnels se réunissait depuis plusieurs semaines autour d'Amar, qui fut lié à Buonarroti après l'amnistie de brumaire, de Drouet, qui n'avait jamais perdu contact avec les Egaux, Javogues, Laignelot, anciens amis de Buonarroti, Lindet, ancien membre du Comité de Salut public et opposant notoire aux Thermidoriens de droite. Ce furent, et ceci est symbolique en soi, Rossignol et Fyon, les généraux sans-culottes de l'an II, qui préconisèrent de s'entendre avec les Conventionnels. On pensait ainsi renouer avec la grande tradition révolutionnaire pré-thermidorienne et attirer à l'insurrection les anciens cadres révolutionnaires, les anciens montagnards dont nous avons signalé que le plus grand nombre n'était pas partie prenante dans la conjuration. Certains membres du Comité babouviste se refusaient à suivre cette politique d'union, y voyant une compromission intolérable. Debon gardait sur le cœur, et ne manqua pas de le dire, la participation de certains de ces montagnards (Lindet et Amar) au 9 thermidor. Pourtant, le concours des Conventionnels s'imposait si l'on ne voulait pas compromettre toutes les chances de réussite. La question était de mettre au point avec eux une sorte de programme d'action minimum, à mi-chemin entre les aspirations profondes des babouvistes et les mesures limitées sur le plan social préconisées par les anciens Conventionnels.

Ceci prit du temps et ce temps était précieux. Les Conventionnels acceptèrent de prêter leur concours à condition que l'insurrection remette en selle les quelque soixante Conventionnels proscrits. La condition était inacceptable pour les babouvistes qui avaient prévu dans l'*Acte insurrecteur* la nomination d'une Assemblée nationale par les insurgés, composée d'un démocrate par département choisi sur proposition du Comité insurrecteur chargé, lui, d'instaurer la dictature révolutionnaire. Pendant près d'une décade, du 11 floréal (30 avril) au 18 floréal (7 mai), les discussions furent très âpres. Les amis d'Amar n'acceptaient pas qu'à la soixantaine de Conventionnels proscrits fussent ajoutés des délégués élus directement sur la proposition des Egaux, et ceux-ci tenaient à conserver une totale mainmise sur leur assemblée. On voit bien que le fond

du conflit, au-delà des discussions tactiques, était idéologique et social. Les Conventionnels n'acceptaient pas de donner le pouvoir aux babouvistes, car ils refusaient leur communisme. Ils acceptaient bien des réformes audacieuses, comme la distribution aux pauvres des biens des émigrés, mais ils n'admettaient pas que ces mesures soient la première étape vers une société basée sur l'abolition de la propriété privée. Cette bourgeoisie jacobine restait fidèle à elle-même et toutes choses égales, à ses vindictes de 93 contre la loi agraire. La mutation idéologique d'un Buonarroti, d'un Lepeletier était étrangère à des hommes comme Amar ou Lindet. Pourtant, ex-Jacobins et babouvistes étaient convaincus de la nécessité de barrer la route à la réaction et de la nécessité de se faire des concessions mutuelles. Drouet, dont le prestige était grand et la réputation sans tache, car il était prisonnier des Autrichiens en thermidor an II, appuyé par Lindet, fit accepter aux Conventionnels la nomination d'un délégué par département pour compléter la Convention, et, sans se prononcer sur les perspectives d'avenir, il obtint leur accord pour agir aux côtés des babouvistes au moment de l'insurrection. Cet accord était équivoque. Chacun sentait bien qu'il portait en germe de nouveaux conflits plus graves et il est certain que la méfiance réciproque n'avait pas disparu. Au procès de Vendôme, cette méfiance éclatera quelquefois au grand jour. Le plus grave était que l'entente ne fut acquise que le 18 floréal au soir (7 avril 1796). Il fallait encore se concerter pour préparer dans le menu les mesures pratiques de l'insurrection et, pour cela, le Comité militaire établi au début de floréal s'était adjoint au Comité insurrecteur, auquel participaient quelques Conventionnels. Parmi eux, le plus en vue était évidemment Drouet.

Il était déjà bien tard. La passion à Paris retombait. Les militants ne pouvaient ignorer les laborieuses discussions de la deuxième semaine de floréal. Ceci nourrissait un désespoir qui avait déjà largement de quoi s'alimenter. D'ailleurs le printemps avait éclaté subitement, et, si l'on songe à l'effroyable hiver de glace de 96, ce simple changement de saison faisait espérer à la grande masse des Parisiens une atténuation prochaine des souffrances. Le Directoire, habilement, par tactique mais aussi parce que cela paraissait presque certain, laissa entrevoir une bonne récolte et la propagande faite autour de la suppression de l'assignat dévalué donnait quelque espoir de solution à la crise financière — espoirs vains d'ailleurs.

Mais surtout il faut bien admettre que le complot insurrectionnel, parce qu'il est brutal dans sa nature, s'expose aux *démissions* de cette sorte. Le complot insurrectionnel sollicite des masses non pas une profonde adhésion aux buts immédiats et lointains de l'action, mais surtout une fièvre mobilisatrice très passagère. C'est affaire de passion et non de réflexion. C'est d'ailleurs ce qu'avait cherché Babeuf avec sa véhémence et ses sous-entendus éloquents alternant avec des appels lancés sur le ton prophétique. Mais, comme toute fièvre, la fièvre révolutionnaire du peuple retombe si elle n'est pas le fruit d'un effort conscient pour comprendre la réalité des choses. Il y avait des semaines qu'on annonçait l'insurrection; le mot d'ordre n'était pas venu à la fin de floréal. Le peuple était las. Le gouvernement agissait, d'autre part, avec de plus en plus de précision et le ministre de la police Cochon cherchait le coup de filet qui le débarrasserait du centre de l'agitation conspiratrice. Ce fut Carnot cependant qui recueillit la dénonciation. Il fut renseigné par l'agent militaire Grisel qui avait été imprudemment initié aux réunions politico-militaires de la deuxième décade de floréal. Grisel s'était vendu à Carnot [1] le 15 floréal (4 mai) lorsqu'il sut la cachette de Babeuf et le lieu de réunion des conjurés. Grisel, certes, ne mérite pas qu'on s'y intéresse. Pourtant, la vérité historique oblige à signaler la date tardive de sa trahison. Constatant peut-être les maigres chances de succès des babouvistes, par lâcheté sûrement, par intérêt peut-être, celui qui avait inspiré confiance à l'intègre Darthé calcula alors de se mettre du côté du vainqueur.

La police intervint au moment où allait être publié le nouvel *Acte insurrecteur* qui tenait compte des desiderata du Comité des Conventionnels. Les policiers tentèrent une arrestation massive le 18 floréal (7 mai) au domicile de Drouet que venait d'occuper l'appareil dirigeant de la Conspiration. Les babouvistes s'interrogèrent mais, ne voyant pas de traîtres parmi eux malgré leurs soupçons à l'égard des Montagnards et même de Germain absent le 18 floréal, leurs craintes se dissipèrent et ils conclurent que la police avait agi par hasard. Barras, une dernière fois, le 20 floréal (9 mai), proposa de participer à la conjuration, mais c'était sans doute une provocation car le Directeur Barras ne pouvait pas tout ignorer de la trahison de Grisel qui datait du 15 et dont il ne

1. Grisel finira comme indicateur de police, mais au détriment des royalistes. Destin hautement significatif.

parla pas. Dans quel but cette provocation ? Enlever peut-être à Carnot, dont le glissement à droite vers le royalisme constitutionnel s'accentuait, le mérite d'avoir fait échouer le complot et réduit « l'anarchie » ?

Le 21 floréal an IV (10 mai 1796 au matin), la police arrêta les chefs de la Conspiration pour l'Egalité. Babeuf rédigeait le numéro 44 du *Tribun du peuple* et Buonarroti un manifeste glorifiant cette victoire populaire à laquelle ils avaient consacré toute leur énergie.

> Tant d'efforts auxquels on ne refusera pas le mérite de quelque vertu furent rendus vains par la trahison de Grisel ; aidés par les ruses de ce perfide, les oppresseurs de la France firent arrêter, le matin du 21 floréal an IV, la plupart des chefs de la Conspiration. Babeuf et Buonarroti saisis au milieu de quelques papiers, dans la chambre où ils avaient passé la nuit à méditer et à préparer l'insurrection et la réforme ; ...l'armée de l'intérieur sous les armes protégeait l'expédition contre la démocratie, et le peuple parisien, à qui l'on fit croire qu'on venait d'arrêter des voleurs, fut spectateur immobile de l'emprisonnement des conjurés dont il essaya inutilement, quelque temps après, de briser les fers [1].

IV. LA REPRESSION ET LE PROCES DE VENDOME
(floréal an IV (mai 1796) - prairial an V (mai 1797)

La découverte de la Conspiration redonna pour un temps un peu d'oxygène aux conflits politiques traditionnels. Ce fut son premier résultat. La droite des Conseils et le Directoire menés par Carnot essayèrent de profiter de l'émoi causé par la révélation de la conjuration pour menacer les démocrates de tous bords. C'est pourquoi il ne faut pas induire de l'étendue des recherches de la police que la Conspiration avait une si grande ampleur [2]. Le

1. BUONARROTI : *Conspiration*, op. cit., t. I, p. 225.

2. SURATTEAU : *Les Babouvistes, le péril rouge et la propagande du Directoire* (1795-1798) [à paraître chez Feltrinelli dans les *Actes du Colloque sur Babeuf*).

Directoire cherchait à renforcer son autorité en dénonçant le complot « anarchiste » découvert par ses soins et, au besoin, selon les régions, il affirmait la collusion des babouvistes avec la contre-révolution royaliste. Des poursuites furent donc engagées dans la France entière. On ouvrit des enquêtes un peu partout sur le territoire, mais principalement à Saint-Pol (pays de Darthé), dans la Manche et le Calvados, à Toulouse où l'ex-Conventionnel Vadier, ancien membre du Comité de sûreté générale de l'an II, fut arrêté sur la dénonciation des royalistes, en Côte-d'Or à Dijon et à Beaune, à Grenoble et dans l'Ain où un instituteur fut condamné à mort pour avoir proclamé son attachement à la Constitution de 1793, à Périgueux, dans la Haute-Loire, et occasionnellement dans l'armée. Mais, le plus souvent, ces poursuites réclamées par les réacteurs locaux avaient pour but de se débarrasser d'adversaires politiques assez éloignés des babouvistes, en utilisant le réflexe de peur sociale que déclencha la découverte d'un complot qui en voulait à la propriété.

L'essentiel de la répression s'abattit sur Paris, mais cette répression fut limitée et curieusement inégale puisque certains babouvistes notoires comme S. Maréchal et d'autres ne furent pas inquiétés. On voulait seulement qu'elle fût politiquement exemplaire. D'ailleurs, pour l'avenir, la police conservait les fiches signalétiques des républicains « exclusifs » que les documents saisis faisaient connaître. Ces fiches permirent plus tard encore, jusque sous le règne de Fouché au ministère de la police napoléonienne, de surveiller les républicains. Les documents saisis établissaient la réalité du complot et la police de Cochon chercha les personnes citées dans les pièces à conviction qui paraissaient les plus dangereuses, et surtout dont l'inculpation serait la plus démonstrative. Le filet de la répression s'abattit sur quelques dizaines de démocrates chez lesquels d'ailleurs la réputation de révolutionnaires l'emportait de beaucoup, le plus souvent, sur la participation effective à la Conspiration. Les plus compromis furent incarcérés dans les tours de la prison du Temple et les autres dans la prison de l'Abbaye.

Il y eut, bien sûr, un mouvement de stupeur chez les habitants des faubourgs et chez les républicains qui avaient sympathisé avec les babouvistes, mais on ne peut douter que, dans l'ensemble, l'opinion ne soit d'abord restée passive et les notables très satisfaits. C'est ce qui rend en apparence si inconséquente la lettre étonnante

que Babeuf adressa le 23 floréal (12 mai) au Directoire, deux jours après son arrestation. Sans le moindre sentiment apparent d'abattement, Babeuf proposa du fond de sa prison aux directeurs de « traiter » avec lui comme de puissance à puissance. Surestimant, sans doute volontairement, la solidité et la profondeur de la Conspiration, il essaya de semer l'effroi parmi les Directeurs sur les dangers qui les menaçaient du côté du peuple et des « patriotes » si la répression s'abattait sur ses compagnons et sur lui-même. Mais si souvent cet aspect de la lettre de Babeuf est signalé parce qu'elle étonna les commentateurs (quelle audace folle ! quelle inconscience !), on ne voit pas assez que Babeuf, avec un flair politique assez rare, suggérait aux dirigeants de la république bourgeoise de chercher dans leur propre intérêt un appui dans le peuple contre les royalistes qui ne manquaient pas de profiter du coup de barre à droite. « Je ne vois qu'un parti sage à prendre : déclarer qu'il n'y a point eu de conspiration sérieuse. » En outre, Babeuf niait que la Conspiration ait désiré l'élimination physique des Directeurs et le rétablissement de la politique de Robespierre. Il prétendait que son seul objectif était d'arrêter le cours réactionnaire de la vie politique en France depuis le 9 thermidor. Effet tactique, bien sûr, et peut-être aussi tentative de limiter l'étendue de la répression en passant sous silence le but réel des conjurés. Mais ce démarquage volontaire de la politique robespierriste, cette main tendue aux Directeurs visait sans doute à limiter les conséquences tragiques que Babeuf entrevoyait de l'échec de la Conspiration pour l'évolution même de cette république qui restait la République, quoiqu'elle fût aux mains des notables. C'était peut-être se faire beaucoup d'illusions, mais l'on ne peut oublier que le Directeur Barras lui-même, quelques jours avant l'arrestation des Egaux, leur avait proposé son concours. Quant à l'inconscience supposée de la lettre de Babeuf, il est injuste de lui en faire grief. Babeuf espérait, et avec quelque raison, toucher certains hommes du gouvernement qui haïssaient tout autant l'anarchie que la contre-révolution royaliste. Il nous paraît au contraire que cette lettre maladroite dans la forme témoigne dans une certaine mesure du réalisme politique de Babeuf, trop souvent remis en question.

Le Directoire, sous l'influence de Carnot, ne tint évidemment pas compte des propositions de Babeuf. Son ambition était d'accélérer la procédure en reconstituant au besoin, comme en prairial

an III, une commission militaire aux jugements expéditifs. Mais, parmi les accusés, il y avait Drouet qui était député au Conseil des Cinq Cents et qui ne pouvait être jugé conformément à la Constitution que par une Haute-Cour, si bien qu'on dut attendre pour juger en bloc tous les accusés la proclamation de cette instance judiciaire inhabituelle. Le Conseil des Cinq Cents était chargé de rédiger les actes d'accusation. Mais il entreprit immédiatement de désigner les membres de la Haute-Cour : cinq juges du tribunal de cassation élus parmi quinze autres tirés au sort, deux accusateurs nationaux élus par la cour de cassation et des jurés choisis par les assemblées du département. Pour se mettre dans son bon droit et donner plus de solennité au procès, le pouvoir s'astreignait à respecter très exactement la forme de la légalité constitutionnelle. Les accusés eurent le droit de récuser une partie des jurés proposés et de rédiger dans d'assez bonnes conditions leur défense, mais à partir de leur transfert à Vendôme seulement. Proclamer, convoquer et réunir la Haute-Cour demandait du temps ; cela laissa aux Egaux le temps de mettre au point leur système de défense. Le gouvernement décida, par mesure de sécurité, que la Haute-Cour siégerait à Vendôme à l'abri d'une éventuelle tentative des sans-culottes parisiens.

En attendant, les accusés étaient laissés au secret. Ce n'est que dans la nuit du 9 au 10 fructidor an IV (27 août 1796) que les accusés furent emmenés à Vendôme non sans qu'ils aient tenté de s'évader plusieurs fois; vainement d'ailleurs. Pendant leur transfert, les accusés étaient enfermés dans des cages grillées et le convoi était encadré de soldats armés, moins par crainte réelle d'une insurrection que par volonté de célébrer la victoire du gouvernement des notables contre les tenants de la révolution sociale. Toutes les villes sur le passage du convoi étaient investies militairement et des policiers gardaient les rues. Vendôme avait l'air d'une ville en état de siège. De grands travaux y avaient été entrepris pour aménager la prison et la salle d'audience. La ville connaissait une animation inhabituelle car la foule accourait, certains pour sonner l'hallali, d'autres pour montrer leur solidarité aux accusés. Ce fut un bien pitoyable cortège qui, en trois jours, parcourut la route de Paris à Vendôme : les prisonniers dans leur cellule, leurs compagnes, dont celle de Babeuf qui était enceinte, et celle de Buonarroti, leurs enfants, dont le fils aîné de Babeuf, et l'avocat qui n'avait pas

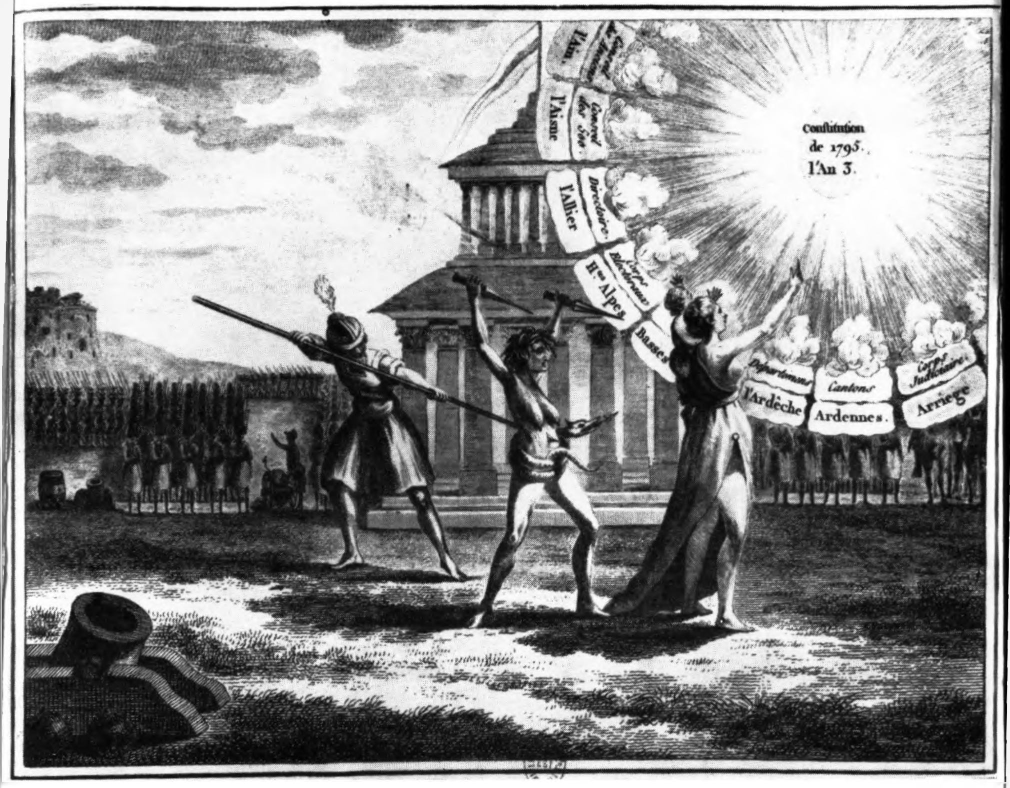


Photo B.N.

LA PROPAGANDE GOUVERNEMENTALE APRES L'ECHEC DE LA CONSPIRATION (1796)

Gravure allégorique célébrant les mérites du Directoire et la victoire des notables sur la Conspiration des Egaux.

La « Patrie », opulente et prospère, admire l'« harmonie » de sa Constitution ; « l'« Anarchie » la menace, mais un bon « Génie » la protège victorieusement. Au second plan on distingue l'armée qui devint peu à peu le principal soutien du régime issu du 9 Thermidor. La signification de ce document de propagande atteint, un siècle après l'événement, un but exactement contraire à celui qui était recherché à l'époque ; car, on a pu s'en rendre compte au cours du récit, ce gouvernement selon la raison n'incarnait en fait que la domination d'une classe oppressive.

encore communiqué avec les accusés, suivirent les charrettes. Tout le long du parcours, les accusés furent soumis aux insultes des bien-pensants et la bonne conscience des notables de province s'affichait à leur passage. Le chef de convoi multipliait les gestes brutaux. Il n'y eut d'attitudes humaines, voire pleines de sympathie, qu'à Chartres et à Châteaudun, nous dit Buonarroti.

L'audience ne pouvait commencer qu'une fois terminés les interrogatoires, l'élection des juges et des jurés ; ceci demanda jusqu'en octobre 96. Le procès ne s'ouvrit qu'en février 97 et l'intervalle fut utilisé par les accusés à préparer leur système de défense et à tenter d'obtenir des jurés les moins défavorables possibles. Les accusés récusèrent sur la foi de quelques renseignements la plupart des jurés proposés, mais ne purent en obtenir plus de trois sur treize favorables à leur cause. La tâche essentielle cependant consistait à adopter une ligne de conduite au procès qui ne reniât pas trop les principes et permît de sauver le plus grand nombre des accusés. Ce choix était d'autant plus fondamental qu'il suffisait de quatre jurés proclamant l'innocence pour prononcer l'acquittement. Or, trois étaient acquis. Babeuf, dans l'interrogatoire mené par la police, fidèle à son tempérament, reconnut sa participation à la Conspiration, mais nia être le chef unique des Egaux. Toutefois, il revendiqua une part essentielle dans l'action du « Conseil des Tyrannicides ». Au début, quelques autres accusés considéraient de leur devoir d'utiliser la tribune offerte par le procès pour ne rien retrancher de leur conviction et de leur participation au complot ; ceci sans doute avec d'autant plus de raisons qu'ils avaient maintenu des liaisons avec l'extérieur et qu'un journal imprimé à Vendôme entreprit de faire connaître leur attitude. Mais sur les quarante-sept accusés présents, dix-huit étant contumax, vingt-quatre seulement avaient en fait trempé dans la Conspiration ; vingt-trois n'y avaient eu aucune part et l'avaient vraisemblablement ignorée, venant de villes de province où l'on ne dénombre aucun abonné au *Tribun du peuple*[1]. Le Directoire pratiquait l'amalgame dans le même procès de ses opposants de gauche et des babouvistes, les qualifiant tous d' « anarchistes ». Les Egaux furent extrêmement gênés de cette situation et cela les conduisit, par respect pour les autres, à nier en bloc la matérialité

1. M. Dommanget : *Le Système de défense des babouvistes du procès de Vendôme* (à paraître chez Feltrinelli).

de la Conspiration. Ils prétendirent n'avoir manifesté qu'une opinion démocratique sans plus, et ils firent croire que « dans l'hypothèse la plus défavorable le but qu'on leur attribuait était légitime et fondé en droit » (Buonarroti). Du choix de ce système de défense très opportuniste, on peut penser qu'il reflétait certaines divisions politiques et idéologiques entre les hommes. Car, pour la plupart des accusés, le communisme qui était le moteur de l'action de Babeuf et de ses principaux compagnons n'était peut-être pas un objectif qui valût la peine de s'exposer à la peine maximum. A l'époque, des bruits, démentis quelquefois, circulèrent sur des conflits entre les accusés. L'attitude de Babeuf et des Egaux acceptant un tel système de défense était peut-être alors un moyen de conserver l'unanimité parmi les prisonniers et de maintenir la dignité de leur attitude devant le jury. Mais il est certain qu'une défense ainsi menée, si elle conduisait à l'acquittement de la plupart des accusés, assurait aux chefs une peine maximum puisque sur eux pesaient la dénonciation de Grisel, de nombreux documents à charge fort éloquents et indiscutables et les révélations qui allaient être faites par le secrétaire (copiste) du Comité insurrecteur, Pillé. Au demeurant, pour la cause, c'était en bien minimiser la grandeur et en détruire en partie la valeur d'exemple, puisqu'on ne parlerait jamais de la « communauté des biens et des travaux », mais du « bien commun », jamais de la « Conspiration des Egaux » mais de la « société de patriotes », jamais des projets d'avenir et toujours des regrets du passé. Ce n'est qu'en 1828, avec la publication du livre de Buonarroti, que les générations futures purent prendre connaissance de la véritable nature du complot et des conditions du procès du point de vue des accusés. Cette publication était en quelque sorte une revanche posthume des sacrifices que certains s'imposèrent en abandonnant leur foi, sans bénéfice pour eux-mêmes mais pour sauver quelques accusés. Seuls deux accusés, Darthé et l'ancienne militante des femmes révolutionnaires de Claire Lacombe, Sophie Lapierre, refusèrent de se plier à cette méthode. Ils ne reconnurent aucune compétence à la Haute-Cour, s'enfermèrent dans un complet mutisme, hautain et méprisant. Quelle insulte à la majesté des notables devait être le visage de glace de Darthé ! L'on conçoit assez bien que Babeuf, sur qui reposaient les charges les plus lourdes, ait été gêné par ce système de défense qui contredisait sa nature bouillante et héroïque, sa foi révolutionnaire en l'obligeant à des circonlocutions

verbales et à tomber dans le sophisme pour faire passer pour une virtualité une action à laquelle il avait consacré toute son énergie.

Il convient de signaler que ce procès, au-delà même de son caractère dramatique et des péripéties des audiences, ne se déroula pas au milieu du silence. Dès l'arrestation des Egaux, ceux qui, après coup, sentirent qu'ils avaient frisé le danger, dénoncèrent l'« anarchie » ; en France, à Paris et en province et à l'étranger. Les journaux en parlèrent ; même à Hambourg où le journal *Minerva* de Harchenholz tenta d'expliquer l'événement et à Leipzig [1]. Mais il n'y eut pas de feuille à Paris, si ce n'est *L'Ami du peuple* de Lebois, pour prendre directement la défense des babouvistes, mais quelques-unes essayèrent de les présenter comme des démocrates injustement accusés : vu les conditions du moment, c'était déjà beaucoup. Dans ce concert presque favorable, il faut signaler *Le Journal des hommes libres* de Duval avec lequel les Egaux avaient entretenu de courtoises relations jusqu'en germinal.

Si les notables utilisèrent massivement la révélation du complot, l'opinion populaire, elle, fut d'abord frappée de stupeur ; mais bientôt, voyant toutes les conséquences de l'échec du mouvement babouviste, certains militants s'inquiétèrent. Presque poussés par le désespoir, ils essayèrent de réaliser cette insurrection du peuple en liaison avec l'armée qui était l'aspect fondamental de l'action pratique des babouvistes. Le bruit ayant couru que les soldats du camp de Grenelle s'agitaient et qu'ils s'affirmaient prêts à prendre la défense des accusés, certains démocrates, babouvistes engagés ou patriotes inquiets, tentèrent de fraterniser avec la garnison de Grenelle pour l'entraîner à la révolte. Ils prévoyaient de proclamer la Constitution de 1793 et d'obtenir la libération des détenus. Ce fut un lamentable échec (23-24 fructidor, 9-10 septembre 1796). La cavalerie fusilla à bout portant les manifestants. 131 personnes furent arrêtées autour du camp de Grenelle. Cet échec prévisible accrédita l'idée d'une provocation organisée par le ministre de la Police pour se débarrasser sans jugement des cadres du mouvement démocratique. Peut-être Barras prit-il part à la provocation ; en tout cas, Carnot, prévenu à l'avance du projet de fraternisation avec les soldats de Grenelle, laissa faire pour réprimer plus sûrement. Il n'est pas sans intérêt de signaler que parmi les 130 personnes arrêtées autour du camp

1. W. MARKOW : « L'Affaire Babeuf vue de Hambourg », *A.H.R.F.*, 1960, n° 4, p. 507.

il n'y avait que six abonnés au *Tribun du peuple,* ce qui prouve, s'il en était encore besoin, que le mouvement révolutionnaire de l'an IV débordait assez largement le noyau acquis aux idées de Babeuf. La répression judiciaire fut brutale. Les accusés, quoique civils, furent jugés illégalement par une commission militaire, en vertu d'une loi qui visait expressément les Chouans et les Vendéens. Trente furent fusillés dont trois ex-Conventionnels. Les autres, après appel au tribunal de cassation qui déclara la procédure illégale, furent néanmoins condamnés à de lourdes peines de prison. Ce fut l'ultime tentative, très équivoque d'ailleurs, de journée révolutionnaire de toute la Révolution française et la dernière jusqu'à 1830.

Dans la prison de Vendôme, l'échec et la répression de l'affaire du camp de Grenelle renforcèrent dans l'esprit de ceux qui en avaient été les promoteurs leur volonté de présenter leur action et ses mobiles de façon quelque peu édulcorée. Du moins, presque tous gardèrent une attitude digne et courageuse face à leurs gardiens et face aux juges. Ils protestèrent énergiquement contre leur mise au secret et contre l'impossibilité dans laquelle on les tenait d'écrire librement et communiquer avec leur famille. Ce n'est que le 14 vendémiaire (6 octobre 1796), une fois officiellement instituée la Haute-Cour, que les accusés furent autorisés à correspondre légalement avec leur famille. Mais on ne peut douter qu'ils aient eu auparavant des intelligences au dehors.

Par personnes interposées, il est presque certain que les accusés de Vendôme ont disposé d'une tribune imprimée pendant toute la période de leur incarcération dans la ville de la Haute-Cour, mais, faute de preuves, il est difficile de l'affirmer absolument. En effet, à partir d'un prospectus publicitaire du 28 thermidor an IV (16 août 1796), ont paru assez régulièrement soixante-treize numéros, sans compter les suppléments, d'un journal vendômois favorable aux accusés. Son titre était *L'Echo des hommes vrais et sensibles, journal de la Haute-Cour de Justice,* dont il ne nous reste aujourd'hui que le prospectus et un seul exemplaire, celui du 14 brumaire an IV, et l'analyse de quelques autres [1]. L'auteur du journal était Pierre-Nicolas Hésine, personnage assez exceptionnel pour qu'il en soit dit quelques mots [2]. Né à Evreux, le 5 décembre 1762, Hésine

1. Il existe cependant une photocopie de la collection presque complète de ce périodique dans la bibliothèque de l'Institut Feltrinelli, à Milan.

2. R. BOUIS : « Pierre-Nicolas Hésine, rédacteur de *L'Echo des hommes vrais*

fit de bonnes études au collège Louis-le-Grand et on le trouve, en 1789, professeur de mathématiques au collège de Pontlevoy (Loir-et-Cher). Dès le début de la Révolution, il s'affirme partisan des mesures les plus révolutionnaires et il est l'un des plus actifs militants de la Terreur en l'an II dans le Loir-et-Cher. Il est accusé, mais à tort, après le 9 thermidor, d'avoir approuvé l'exécution sans jugement de suspects, à Blois, en frimaire an II (novembre 1793) et, pour cela, il est destitué de ses fonctions et incarcéré à Sainte-Pélagie jusqu'à l'amnistie d'octobre 1795. Peut-être dans cette prison a-t-il connu quelques hommes de la future Conspiration ? Revenu dans le Loir-et-Cher après le 13 vendémiaire, il accepte d'être commissaire du Directoire à Vendôme où il déploie une intense activité contre les Chouans et les modérés. Mais la loi qui proclamait la réunion de la Haute-Cour, après la révélation de la Conspiration des Egaux, décidait aussi l'éloignement de Vendôme de tous les fonctionnaires destitués et amnistiés : mesure de sécurité qui indique bien la nouvelle tournure de la politique directoriale. Hésine, révoqué le 21 prairial an IV (9 juillet 1796), se réfugie à Pontlevoy chez sa sœur. Il ne paraît pas avoir été tenu au courant de la Conspiration et n'est pas mentionné sur la liste des abonnés du *Tribun du peuple.* Cependant, par son passé, Hésine était aux yeux de la police suspect de sympathie envers les accusés. Avant son départ pour Pontlevoy, il avait assisté à l'arrivée des premiers accusés et c'est chez lui que s'établit la famille de Babeuf. Plus tard, Victoire Langlet, la compagne de Babeuf, donna naissance dans son domicile au troisième enfant de Babeuf. Accusé par toute la presse bien pensante de complicité avec les Egaux, Hésine n'a pas faibli. De Pontlevoy, il a commencé la publication de son journal qui prenait la défense des accusés en Haute-Cour. Peut-être est-il venu clandestinement à plusieurs reprises à Vendôme. De toute façon, son activité le conduisit en prison le 18 germinal an V (7 avril 1797) ; mais son journal continua de paraître jusqu'à la fin du procès des babouvistes sous la signature de sa femme. Babeuf, qui au début avait refusé un avocat, témoigna sa gratitude envers Hésine en le réclamant pour diriger sa défense. La question est de savoir si les accusés purent réellement se servir du journal de Hésine pour se justifier ; rien n'est plus vraisemblable car les parents des accusés et leur défenseur Réal ont tenté à plusieurs reprises de communiquer subrepticement des écrits et

et sensibles, journal de la Haute-Cour de Justice », *A.H.R.F.*, 1960, p. 471, et Documents sur Hésine, *A.H.R.F.*, 1961, p. 88.

des informations à l'extérieur. Quelques papiers furent interceptés, mais pour quelques écrits découverts, combien ne le furent pas ! Le commissaire-greffier rapporte, en effet, au ministre dans une lettre du 14 ventôse an V (4 mars 1797) que « la surveillance qu'on exerçait avec zèle s'avérait insuffisante ». On peut également supposer qu'Hésine fut au moins au courant d'une tentative d'évasion des accusés. La solidarité envers les Egaux dont il faisait preuve témoigne, au niveau d'un individu, que les démocrates, bien souvent, considéraient que le procès des babouvistes était dans une certaine mesure un procès engagé contre la pensée démocratique dans son ensemble. De la même façon, c'est un indice de l'énergie défensive dont faisaient preuve les emprisonnés malgré le choix d'un système de défense édulcoré [1].

Le 2 ventôse an V (20 février 1797), commença l'un des procès les plus extraordinaires de l'histoire. Les débats furent ouverts dans une atmosphère houleuse. Les juges et les accusateurs nationaux (Viellart et Bailly) étaient manifestement très hostiles aux principaux accusés, cherchant à obtenir la peine maximum. La foule, plutôt favorable à cette date, avait envahi la salle et, au milieu d'elle, on distinguait les amis, les familles des accusés. Chacun des inculpés était flanqué de deux gendarmes et la salle d'audience était gardée militairement. Les défenseurs, sauf parmi eux l'avocat Réal qui avait autrefois défendu le conventionnel Carrier (représentant en mission à Nantes en 1793), n'eurent pas une attitude très franche à l'égard des accusés dont ils « contrariaient quelquefois les vues » (Buonarroti). L'acte d'accusation, modifié illégalement par les juges, faisait état d'une conspiration tendant au renversement de la Constitution de 1795 et au rétablissement de celle de 1793, à la destruction du Corps législatif, du Directoire et des autorités et au « pillage de la propriété ». Les débats ont duré trois mois et, pour la première fois dans un procès, ils furent transcrits par des copistes-

1. Hésine resta déporté jusqu'en fructidor an V et revint à Vendôme où il demeura la bête noire des modérés. Sans emploi, il prit une charge d'avoué. En 1815, l'administration municipale le livra aux Prussiens. Libéré, il gagna Rouen où il se fixa en 1821. Hésine est un exemple magnifique de fidélité à ses opinions et à ses amitiés. Il conserva des rapports amicaux avec la famille de Babeuf et son influence locale fut certaine puisque le maire socialiste de Vendôme, P. Lantenant, mort en 1924, qui fut membre de la société secrète Marianne, puis milita dans la IIe et la IIIe Internationale successivement, fut un ami intime du fils de P.N. Hésine. (Cf. R. Bouis : op. cit., *A.H.R.F.* 1960 et *A.H.R.F.*, 1961, n° 1, p. 8; et M. Dommanget : *Pages choisies...*, note, p. 304.)

sténographes. Leur compte-rendu serait un document historique de la plus grande valeur si le système de défense des babouvistes avait été plus ferme et cohérent. Telle quelle, la copie des débats du procès éclaire néanmoins quelques aspects du mouvement babouviste. Le lecteur nous pardonnera de ne pas insister longuement sur le déroulement des débats puisque, aussi bien, l'argumentation des accusés n'éclaire pas très profondément la nature de leurs mobiles et le sens de leur action. Il n'y eut guère que Babeuf, Germain, Antonelle et Buonarroti parmi les 47 accusés pour essayer de justifier leur conduite, au moins au niveau des principes. Darthé se refusa à toute déclaration, Antonelle, plein d'audace, dénonça la réaction et Buonarroti fit état avec fierté de ses convictions philosophiques et patriotiques. Il entreprit l'« éloge du Gouvernement révolutionnaire, de la Constitution de 1793 », et dénonça la « tyrannie » du Directoire. Cependant, tous se refusaient à reconnaître la matérialité du complot. « Aucun accusé n'était plus gêné [que Babeuf] dans sa défense par la résolution qui avait été prise en commun de nier la Conspiration » (Buonarroti). L'accusation pouvait montrer des documents écrits de sa main, et le copiste Pillé avait reconnu comme venant de Babeuf la plupart des textes insurrectionnels qu'il avait transcrits. Babeuf fut contraint de préparer très attentivement une défense malhabile qu'il dut lire pendant cinq audiences. Le plus souvent, l'argumentation était fallacieuse et sophistiquée. On ne retrouve le tribun fidèle à lui-même que lorsqu'il faisait part de ses espoirs, de sa foi démocratique. Mais dans les faits il niait également l'existence du complot : selon lui, le directoire secret n'était qu'une « société patriotique » et les agents révolutionnaires les « correspondants » de cette société. Sa démonstration était maladroite ; elle ne pouvait convaincre personne et elle irritait le jury. Babeuf tentait de démontrer que le « système » qu'on lui reprochait d'avoir voulu établir n'était que « pure spéculation », qu'il n'avait jamais cherché à l'introduire dans les faits. Babeuf se présentait ainsi comme une sorte de philosophe détaché de l'action, ce que toute sa vie, bien connue du tribunal, infirmait. Il eut cependant quelques accents dignes de son tempérament, surtout lorsque se sachant condamné il s'offrit en exemple aux futures générations de révolutionnaires. Il affichait la plénitude de sa joie d'être resté fidèle à lui-même et que ses contemporains le sachent (était-ce allusion au journal d'Hésine ?) :

> J'aurais éprouvé avant ma mort des sensations qui ont accompagné rarement celles des hommes qui se sont ainsi sacrifiés pour l'humanité. Le pouvoir qui les persécuta est presque toujours parvenu à étouffer pour eux la voix de la vérité ; leurs contemporains, trompés ou terrifiés par la tyrannie, n'ont déversé sur leurs plaies que les caustiques brûlants de l'affreuse calomnie et du sanglant outrage; leur agonie a été, le plus souvent, abreuvée des plus fétides poisons; qui sait si même, à la vue des injustices de la foule égarée et de ses séducteurs pervers, ils n'ont pas été loin de cette prescience consolatrice, que le temps vengeur réhabiliterait leurs noms vénérables, appellerait sur eux le culte de tous les âges et garantirait leurs droits à l'immortalité ? Du moins, il leur fallut attendre la postérité. Pour nous, nous fûmes plus heureux !!!... la puissance, qui fut bien forte pour nous opprimer longtemps, ne le fut guère pour nous diffamer ; nous vîmes la vérité jaillir de tous les pinceaux pour buriner, dès notre vivant, les faits qui nous honorent et qui feront éternellement la honte de nos persécuteurs [1].

Les débats étaient souvent tumultueux ; les accusés regagnaient leur cachot en chantant des hymnes patriotiques. Le procès eut quelques rebondissements imprévus ou dramatiques. D'abord la Cour décida de faire citer Grisel, ce qui était illégal puisqu'il était le dénonciateur, mais on prit prétexte pour l'entendre de ce que Carnot et non la police avait reçu ses confidences. Sa déposition, d'autant plus hargneuse qu'il voulait glorifier son geste, dura deux jours et suscita de véhémentes apostrophes de Germain et de Babeuf. L'émotion atteignit un comble lorsque deux des soldats de la Légion de police, arrêtés en floréal an IV après sa dissolution, vinrent devant la barre rétracter des aveux qui leur avaient été extorqués sur la Conspiration. Ces deux soldats, Meunier et Barbier, saluèrent les accusés dans leur box. Leur attitude courageuse leur

1. Cité dans ADVIELLE : *Histoire de G. Babeuf et du babouvisme*, t. II, p. 320. La péroraison de la défense générale de Babeuf en Haute-Cour a été publiée, peu de temps après la sentance, par Lebois dans *L'Ami du Peuple*. Babeuf savait que le texte en serait connu.

valut vingt ans de fers devant le Tribunal criminel du Loir-et-Cher malgré la défense énergique que leur avait préparée Hésine qui avait été incarcéré avec eux à Blois après son arrestation d'avril 1797.

Le plus bouleversant dans l'attitude des babouvistes tout au long de ce procès interminable était peut-être ce constant regard qu'ils jetaient vers ceux qui avaient mérité leur affection. Ses enfants, sa compagne, ses amis, les humbles ont inspiré à Babeuf des accents réellement sublimes. Babeuf, que nous avons vu si attentif à l'éducation de ses enfants, père affectueux, autrefois si bouleversé par le décès de sa filette, éprouva dès qu'il fut emprisonné le remords de laisser sa famille dans l'abandon. Depuis 1790, il ne lui avait pas été aisé de remplir ses devoirs familiaux auxquels il attachait pourtant une importance fondamentale. Le seul reproche qu'il ait fait à Rousseau, c'est d'avoir à la fois écrit l'*Emile* et abandonné ses enfants à l'assistance, mais chez lui la critique partait d'un sentiment profond. Il ressentait comme une morsure le fait que les siens soient privés de leur père. En prison, il dirigea par lettre l'éducation de son fils et corrigeait ses exercices scolaires avec zèle. Jamais autant qu'à Vendôme, les lettres de Babeuf à sa famille n'ont été plus débordantes d'affection. Mais son affection pour ses proches, Babeuf ne l'avait jamais dissociée des vastes desseins collectifs qu'il nourrissait. A la veille de sa condamnation, il ne dissociait pas plus le drame de la séparation intime du tragique échec de la Conspiration.

En floréal (avril-mai 1797), le procès touchait à sa fin et, malgré les initiatives ultimes du défenseur Réal, il était certain que la condamnation serait d'autant plus lourde pour les plus compromis que les autres n'avaient eu aucun mal à nier leur participation réelle au complot. Il était clair que l'accusation allait concentrer toute son énergie contre Babeuf et Darthé ; Babeuf parce qu'il était incontestablement l'instigateur du mouvement et Darthé à cause de son attitude pleine de morgue face à la Cour. Il suffisait de quatre voix parmi les jurés pour écarter la menace ; trois étaient acquis aux accusés, le quatrième, chancelant, subit les derniers jours les plus énormes pressions politiques et morales. Le 5 prairial an V (24 mai 1797), la veille de la sentence, Babeuf, sûr de son destin, écrivit une lettre bouleversante à son ami Lepeletier qui n'était pas inculpé. Il ressentait une véritable angoisse devant le vide de la mort. Complètement athée, depuis longtemps, seul l'avenir de sa cause le soutenait. Il s'offrait au martyr, comme

autrefois Marat, comme Robespierre, et comme plus tard Blanqui et bien d'autres ensuite, parce que le martyr d'un seul enseigne des individus innombrables. Babeuf ne s'offrait pas à la mort comme un holocauste et c'est cela le message de son humanisme :

> Je ne sais, mais je ne croyais pas qu'il m'en coûterait autant pour voir la dissolution de mon être. On a beau dire, la nature est toujours forte. La philosophie prête quelques armes pour l'abattre, mais il faut toujours lui payer tribut. J'espère pourtant conserver assez de forces pour soutenir, comme je le dois, ma dernière heure ; mais il ne faut pas m'en demander davantage.

Son dernier message, il l'adresse à sa femme et à ses enfants ; sa dernière pensée, il l'envoie à ceux qui lui sont chers et aux hommes à qui il laisse l'exemple de sa propre vie. Dans la brûlante passion de sa dernière veille, il ne distingue pas, comme plus tard tant de héros de la Résistance, les amitiés de sa vie intime, les espérances grandioses qu'il nourrissait pour son peuple de ses craintes pour l'avenir proche :

> Votre amour pour moi vous a conduits ici à travers tous les obstacles de notre misère ; vous vous y êtes soutenus au milieu des peines et des privations ; votre constante sensibilité vous a fait suivre tous les instants de cette longue et cruelle procédure dont vous avez comme moi bu le calice amer ; mais j'ignore comment vous allez faire pour rejoindre le lieu d'où vous êtes partis, j'ignore si vous y retrouverez des amis ; j'ignore comment ma mémoire sera appréciée, malgré que je croie m'être conduit de la manière la plus irréprochable; j'ignore enfin ce que vont devenir tous les républicains, leur famille et jusqu'à leurs enfants à la mamelle, au milieu des fureurs royales que la contre-révolution va amener. Oh, mes amis ! Que ces réflexions sont déchirantes dans les derniers instants !... Mourir pour la patrie, quitter une famille, des enfants, une épouse chérie serait plus supportable si je ne voyais pas au bout la liberté perdue et tout ce qui appartient au sincère républicain enveloppé dans la plus horrible

> proscription... Mes amis, j'espère que vous vous souviendrez tous de moi et que vous en parlerez souvent. J'espère que vous croyez que je vous ai tous beaucoup aimés.
>
> Je ne concevais d'autre manière de vous rendre heureux que par le bonheur commun. J'ai échoué ; je me suis sacrifié ; c'est aussi pour vous que je meurs...
>
> Adieu, adieu, adieu, dix millions de fois adieu !...

Le 7 prairial an V (25 mai 1797), le jury de Vendôme prononçait son verdict. Il acquittait presque tous les accusés, mais Buonarroti, Germain ainsi que Moroy, Casin, Blondeau, Menessier, Bouin, qui furent des militants babouvistes, étaient condamnés à la déportation et, au milieu du silence qui suivit le roulement des tambours, fut prononcée la sentence qui condamnait Babeuf et Darthé à la peine capitale. Il y eut du tumulte dans la salle, une dernière protestation des condamnés. Babeuf et Darthé se plongèrent un poignard dans la poitrine. Le lendemain à l'aube, blessés, Darthé et Babeuf, contre lesquels s'était cristallisée toute la haine des notables et des bien-pensants, étaient conduits à l'échafaud, mourant ainsi pour « ces idées qui mènent au-delà de l'ancien ordre des choses » (Marx) [1].

Philosophie d'un échec.

Certains s'étonneront de la facilité avec laquelle le Directoire s'est débarrassé de la menace babouviste. On déplorera que le tribun et ses amis aient pu être arrêtés et condamnés sous les yeux du peuple sans qu'il n'y ait de véritable réaction populaire. Au contraire, à voir les choses en face, le vrai prodige aurait été un succès, même limité, de la révolution projetée par les Egaux. Or, en histoire, il n'y a de prodige qu'apparent.

A analyser précisément les faits, force est de constater que les risques d'échec étaient plus nombreux que n'étaient réunies les conditions pour réussir : la trahison de Grisel brisa l'état-major de la Conspiration et elle laissait sans direction effective militants et insurgés éventuels ; mais, au fond, le facteur essentiel de l'effon-

1. Karl MARX : *La Sainte Famille*, Œuvres philosophiques, t. II, p. 213.

drement de la Conspiration des Egaux réside dans la nature même du mouvement babouviste.

Le complot, parce qu'il suppose la confiance aveugle des hommes dans l'autorité de ceux qui sollicitent leur adhésion, n'est pas de nature à entraîner les plus larges masses. Dans une certaine mesure, l'idée de complot, imposée par les circonstances, révèle un aveu de faiblesse des conspirateurs eux-mêmes. Dans la pensée des babouvistes, indépendamment du fait qu'ils ne pouvaient agir autrement, l'idée de complot cependant était née moins d'une réflexion patiente sur les données objectives des circonstances que d'une volonté d'action brutale et d'une stratégie révolutionnaire consciemment choisie. C'est ainsi que, jusqu'en 1848, les héritiers de Babeuf comprirent l'action révolutionnaire.

Au début du Directoire, les Egaux conspiraient déjà ; ils considéraient tout refus de conspirer comme un acte de modération et de fait la « modération » devenait capitulation en l'an IV. On doit bien admettre d'ailleurs qu'en leur temps, et avec leur programme, la conspiration était la seule méthode imaginable; car, à vouloir faire jaillir la révolution des pauvres de la révolution bourgeoise à peine victorieuse, il y avait quelque incongruité historique. C'est cela qui fait du geste des Egaux un acte presque désespéré. Mais le complot insurrectionnel, c'était au maximum un nouveau Prairial, au minimum l'effondrement, car il est dans la nature du complot de ne reposer que sur une élite organisée et de supposer la bonne volonté révolutionnaire et le réflexe spontané des masses populaires. Le fond de la doctrine de Babeuf à l'égard de la capacité révolutionnaire des hommes, c'est une foi admirable mais illusoire dans la spontanéité de leur réaction défensive, foi fondée sur l'apparence historique depuis 1789 pouvait le donner à penser. En cela, lui, homme d'action, restait fidèle à certains éléments de l'optimisme philosophique du XVIIIe siècle qui jugeait l'homme naturellement bon et susceptible d'être « éclairé » par des révélations vraisemblables. Il suffisait pour réussir de parler aux hommes, de les instruire et Babeuf n'a jamais tenu précisément compte dans son jugement, quelque ait été son réalisme politique, de la conjoncture réelle et profonde et du niveau de conscience atteint par ses interlocuteurs. Le *peuple,* naturellement révolutionnaire, lui paraît toujours disponible ; aussi la première tâche, presque l'unique devoir du chef, c'est de « l'éclairer » pour le faire sortir de sa torpeur.

Lisons cette profession de foi de Babeuf dans le numéro 40 du *Tribun du peuple* (5 ventôse an IV, 24 février 1796), juste avant que ne se constitue le Comité insurrecteur :

> Je réponds qu'il est pourtant encore nécessaire de stimuler l'ire du peuple et de l'éclairer sur les horreurs masquées, que seul il n'apercevrait pas. D'abord, la sainte colère d'une nation écrasée et comprimée dans ses judicieux élans par l'apathie et l'espèce d'abrutissement dans lesquels l'excès des maux l'a plongée : il faut donc provoquer, réveiller ces mouvements de flamme qui, dans les premiers jours de la Révolution, nous firent si aisément abattre une tyrannie de quinze siècles. Ensuite, un reste de crainte plutôt que de pudeur porte nos dominateurs à envelopper constamment tous leurs complots des ombres des déguisements, de telle sorte que leurs attentats habituels ne sont point, au premier coup d'œil, ordinairement saisis et appréciés dans toute leur valeur et leurs conséquences par la plupart des esprits qui sont toujours confiants, simples et bons. Il est donc essentiel qu'un interprète populaire mette sans cesse à portée de juger dans toute leur vérité et leur étendue les crimes essentiels de nos oppresseurs.

Le rôle accordé aux élites, donc au travail d'un petit nombre conscient arrachant du peuple la colère qui est supposée être en lui, remplaçait l'expérience révolutionnaire des masses et leur prise de parti. Cela devait entraîner toutes les désillusions, car une telle théorie justifiait sans le dire une coupure entre le mouvement populaire et son avant-garde. Par l'intermédiaire de Buonarroti et des blanquistes qui furent de fidèles disciples du néo-babouvisme de 1840, une telle conception a peut-être pénétré dans quelques franges du mouvement ouvrier à la fin du XIXe siècle : conception idéaliste qui suppose qu'en fin de compte ce sont les minorités qui font l'histoire.

A juger les événements plus profondément encore, l'un des traits frappants du mouvement babouviste — et souvent l'on s'en est tenu là — c'est qu'il ne reflète pas les aspirations d'une classe sociale objectivement cohérente. Il a été montré, chemin faisant,

combien la notion de révolution égalitaire, « plébéienne », est confuse. Les sans-culottes, les pauvres auxquels s'adressait la propagande babouviste n'étaient rien moins qu'une classe sociale au sens le plus général du terme. Les processus économiques à la fin du XVIIIe siècle n'avaient pas encore donné naissance aux différenciations sociales apparues avec la grande industrie après la révolution bourgeoise elle-même : aspects nouveaux de la société qui formeront au XIXe siècle la trame des luttes de classes. Les travaux d'Albert Soboul ont démontré de façon quasi-définitive à quel point l'idée d'une révolution prolétarienne avant la lettre, prenant racine immédiatement sur la révolution bourgeoise elle-même, était fallacieuse. Il n'est nul besoin aujourd'hui d'y insister longuement [1] : les sans-culottes constituaient un groupe socio-politique attaché à la petite entreprise et à la démocratie politique. Partant de la revendication de « l'égalité des jouissances » entre les hommes, contre les « riches oppresseurs » et les « égoïstes », ils ont en vue, non de détruire l'exploitation sociale du travailleur, réalité qui ne leur apparaissait pas, mais de donner à chacun des moyens honnêtes de subsistance. Loin de regarder devant eux, vers la socialisation de la production, ils regardaient derrière eux vers le mythique *âge d'or* dans lequel chacun avait, pensait-on, le lopin de terre et l'outil. Propriétaire ou non des instruments de travail, compagnon ou maître artisan, leur aspiration à la justice sociale n'allait pas au-delà de cette relative égalité de consommation qu'assurait le travail libre du petit producteur. D'ailleurs, les cadres de la sans-culotterie, en l'an II aussi bien qu'en l'an IV, se sont recrutés parmi ces petits bourgeois attachés à la parcellisation de l'économie. Le prolétariat manufacturier, sans être inexistant, n'en était pas encore arrivé à une véritable conscience de classe autonome. La mentalité de l'ouvrier était celle d'un petit producteur déraciné et non celle de l'ouvrier socialiste contemporain. Le babouvisme pouvait donc répondre dans une certaine mesure à l'attente de ces hommes pour qui la réaction thermidorienne signifiait la victoire de l'opulence fainéante de la grande bourgeoisie, non parce qu'il proposait le communisme, mais parce qu'il prétendait donner les moyens de maintenir la petite exploitation individuelle et la distribution égalitaire des biens de consom-

1. Cf. D. Guérin : *La Lutte des classes pendant la Révolution*..., op. cit., et la critique du livre par A. Soboul, *A.H.R.F.*, 1952, p. 517 ; *La Pensée*, n° 53, p. 39, par G. Lefebvre, *A.H.R.F.*, 1947, p. 173.

mation[1]. Ainsi le babouvisme, s'il est confronté avec l'idéologie traditionnelle des sans-culottes, apparaît comme un dépassement radical des idées précédentes en refusant la légitimité de la propriété privée — et c'est sa grande originalité — mais il est marqué en même temps par ses origines. Il y a une filiation directe entre la revendication de « *l'égalité des jouissances* » et le projet d'un « *communisme de répartition* » qui est au cœur de la doctrine des Egaux. L'on comprend ainsi pourquoi la Conspiration était d'autant plus le fait d'une élite qu'elle n'exprimait pas les ambitions historiquement formulées d'une catégorie sociale nettement différenciée.

De sorte que si le mouvement des Egaux ne s'éclaire que par la compréhension qu'ils avaient d'une lutte de classes opposant pauvres et riches, la dernière erreur serait de projeter dans les faits des schémas idéologiques postérieurs. Au reste, Babeuf n'a jamais envisagé d'autre solution que celle qui mettait en mouvement « *le Peuple* », entendu au sens vague d'hommes mal nourris, mal logés, humiliés et ignorants, mais attachés à certaines pratiques politiques; ce sera encore ainsi que Michelet parlera du Peuple. Ces révolutionnaires n'étaient pas des devins, et toute leur grandeur réside justement dans le fait d'avoir élaboré à partir des conditions de leur époque, une doctrine et une pratique qui allaient au-delà de tout ce qu'on avait imaginé pour réaliser une cité humaine d'où serait bannie l'inhumanité de la misère. L'échec les grandit encore et leur exemple a inspiré les générations futures. La tentative des Egaux annonçait les révolutions à venir, et, ceci étant, leur souvenir n'est pas prêt de disparaître.

1. « Qu'il y ait eu contradiction entre l'idéologie babouviste et la mentalité sans-culotte, c'est souligner, en même temps que l'antagonisme qu'il peut y avoir entre les aspirations d'une avant-garde et l'état objectif des nécessités historiques, le caractère dramatique de la tentative révolutionnaire de la Conspiration des Egaux » (Albert SOBOUL : « Personnel sectionnaire et personnel babouviste », *A.H.R.F.*, 1960, n° 4, p. 457).

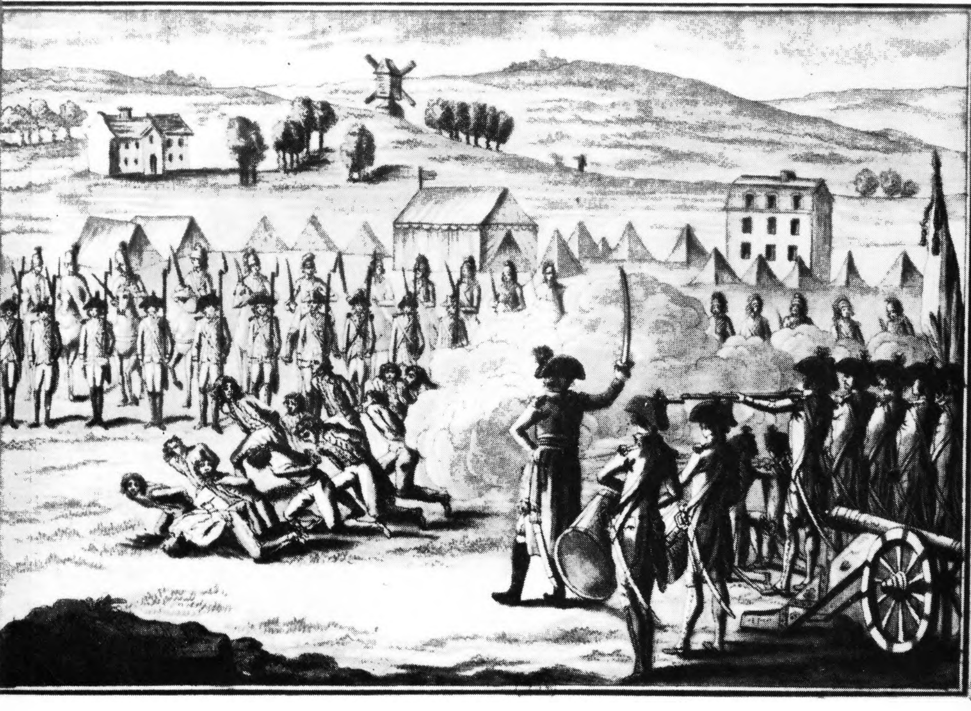


Photo B.N.

SUPPLICE DE DOUZE DES PREVENUS DANS L'AFFAIRE DE GRENELLE

Ces patriotes étaient impliqués dans la tentative de fraternisation entre les démocrates parisiens qui s'étaient inquiétés des conséquences de l'échec de Babeuf, et les soldats en garnison au camp de Grenelle. Ils furent exécutés illégalement le 20 septembre 1796 après un simulacre de jugement devant une commission militaire.

CONCLUSION

INFLUENCE ET PRESTIGE DE LA CONSPIRATION POUR L'EGALITE

L'influence de la Conspiration des Egaux sur la pensée communiste et la pratique révolutionnaire postérieure a été beaucoup plus considérable qu'on ne serait tenté de le croire ordinairement. Le babouvisme en effet a fourni nombre de thèmes égalitaristes et « sociétaires » qui se sont épanouis dans les systèmes utopistes des communistes de la première moitié du XIXe siècle. A la méthode révolutionnaire, il a apporté la notion de complot insurrectionnel et de société secrète organisatrice. En regardant les choses de plus près, on constate encore que le babouvisme, dans l'interprétation qu'en donne Buonarroti, a inspiré certaines conceptions de la lutte des peuples pour l'indépendance nationale et l'unité nationale au moins jusqu'en 1840.

Cette autorité du babouvisme, pris comme théorie et comme pratique, on la doit, bien entendu, à ce que fut la Conspiration elle-même : un signe avant-coureur, un messager de la révolution à venir. La tragédie de Vendôme magnifiait encore l'exemple. Loin d'être cet avertissement solennel que la bourgeoisie de l'an IV entendait en faire, la mort de Babeuf et de Darthé glorifiait l'exemple qu'ils avaient laissé en partage aux hommes. Leur nom s'inscrivait en tête du martyrologe prolétarien. Cependant l'influence directe du babouvisme a été transmise tout entière par les survivants de la Conspiration, et presque exclusivement par Buonarroti

qui dans les trente-sept premières années du siècle suivant fera figure de « patriarche de la Révolution ». Il a été l'intermédiaire essentiel entre les hommes de la Révolution française et ceux qui prenant à la lettre les promesses contenues dans le message de 89, tentèrent de la faire déboucher sur une démocratie populaire ou rêvèrent de fonder la société sans classes.

Par Buonarroti, la transmission des thèmes et des méthodes des Egaux pénétrèrent les mouvements populaires jusqu'à une date très avancée du siècle dernier, au moins jusqu'à Proudhon et jusqu'à Marx.

Buonarroti et ses compagnons restèrent emprisonnés malgré leurs continuelles récriminations de 1797 à 1800 dans une forteresse près de Cherbourg. Puis, par ordre du Premier Consul, inspiré sans doute par l'ancien souvenir de quelques liens amicaux, Buonarroti fut placé en résidence surveillée à l'île d'Oléron, puis dans les Alpes-Maritimes à Sospel. Là il eut à subir les vilenies des notables locaux qui n'oubliaient pas son action en 1794. En 1806 il obtint l'autorisation de se fixer à Genève, la patrie de Jean-Jacques, où il resta, sauf une courte interruption en 1813, jusqu'en 1827. Mais déjà il avait retrouvé toute son énergie de conspirateur. A Genève il devint vite suspect pour ses tentatives de regrouper dans diverses sociétés secrètes de nombreux révolutionnaires européens. En 1828, expulsé de Genève, il gagna Bruxelles, lieu d'exil principal de la plupart des révolutionnaires français de 1793. Ici, en contact avec d'anciens Conventionnels (comme Vadier), il se fit de nouvelles relations dans la nouvelle génération de révolutionnaires belges, hollandais, français, sans parler bien entendu des Italiens. Sa présence à Bruxelles a été capitale. Il y rédigea son ouvrage : *Conspiration pour l'Egalité, dite de Babeuf* qui fit connaître l'histoire des Egaux. Après la révolution de juillet 1830, il retourna à Paris, auréolé de gloire. Il mourut le 16 septembre 1837. A ses obsèques quinze cents de ses disciples suivaient le convoi funèbre. Un ouvrier plaça sur sa tombe une couronne avec ces mots : « Buonarroti, grand citoyen, ami de l'égalité, le peuple te décerne cette couronne; l'histoire et la postérité continueront cette ovation [1]. » Il n'entre pas dans notre propos de retracer l'action per-

1. WEILL : *Histoire du parti républicain en France, de 1814 à 1870*. Paris, 1928, p. 275.

sonnelle de Buonarroti, mais de sentir comment par lui et par ses amis, les conceptions de base des babouvistes ont pénétré dans les générations postérieures de révolutionnaires.

L'un des aspects les plus remarquables de la Conspiration des Egaux, c'est qu'elle a inspiré à de nombreux patriotes européens du début du XIXe siècle l'idée que la réussite de leurs aspirations nationales passait par la réalisation conjointe de la démocratie sociale en France et dans leur propre pays. Les conséquences s'en firent sentir longtemps. En 1796, la présence de Buonarroti dans le complot et la mission qu'il comptait remplir en Italie au profit de la République démocratique italienne, ses liens avec les patriotes hollandais, paraissaient témoigner que la revendication d'indépendance et d'unité des nationalités était associée aux mouvements les plus extrêmes de la Révolution française. Si Buonarroti n'est pas parti en Italie en 1796, c'est qu'il considérait sa participation au complot parisien comme plus importante pour l'Italie elle-même que son voyage outre-monts sous la tutelle des agents du Directoire. A sa suite, les patriotes des autres pays et principalement italiens, jusqu'à Mazzini, considèrent par une sorte d'élargissement de la théorie que le succès de leur lutte nationale supposait la victoire du mouvement démocratique en Europe et en France. Cependant, c'est dans leur pays même qu'ils menaient le combat patriotique. La personnalité de Buonarroti était telle que son autorité étouffait en quelque sorte la recherche de voies nouvelles. Buonarroti ne cessa dans les diverses sociétés secrètes auxquelles il apporta le fruit de son expérience d'établir un lien entre la revendication nationale et l'aspiration républicaine et communiste sur le modèle de ce qui s'était fait au temps du Directoire. Si bien que depuis 1796, à la suite du Directoire, tous les gouvernements regardèrent les « patriotes » comme de dangereux agitateurs, comme des Jacobins, des « anarchistes », et s'opposèrent à leur tentative de constituer des Etats nationaux. Dans la pensée de la réaction européenne, et ceci correspondait à une réalité, nationalisme et démocratie allaient de pair. En 1799 déjà, le Directoire réprima le complot fomenté par les patriotes italiens des « Rayons » (Raggi). C'était une conspiration sur le modèle babouviste et dirigée par deux anciens patriotes liés autrefois aux babouvistes. Parmi eux Cerise, qui avait été en correspondance avec Buonarroti en 1796. Le mouvement des « Rayons » était d'ailleurs en liaison avec Buonarroti exilé à

Sospel[1]. Par la suite, après 1806, dans les diverses sociétés secrètes auxquelles participa Buonarroti, à Genève puis à Bruxelles, cette rencontre des aspirations nationales, démocratiques et sociales s'exprima dans l'idée que la constitution d'une nation unie et indépendante passait en tout état de cause par une victoire républicaine et populaire. La révolution sociale, la dictature révolutionnaire et l'émancipation des nationalités devaient s'imposer en même temps à l'esprit des patriotes. Du même coup, ils trouvaient contre eux, non seulement les puissances réactionnaires d'Europe, mais aussi certaines couches sociales aisées de leur propre pays qui n'étaient pas pourtant hostiles au seul principe du combat national. Rien ne témoigne mieux de cette conception buonarrotiste de la lutte nationale et des conflits auxquels elle donna naissance que les rapports de Buonarroti et de Mazzini, vers 1830. Mazzini et Buonarroti se connurent après l'échec du mouvement national italien de 1830. Buonarroti et les « Vrais Italiens » groupés dans une société qu'il dirigeait, s'en tenaient à l'idée d'un complot insurrectionnel en Italie permettant d'instituer un gouvernement révolutionnaire assurant l'indépendance nationale et l'instauration d'une société nouvelle ; Mazzini et son organisation « La jeune Italie » refusaient au contraire de mettre au premier plan les problèmes sociaux que suscitait la lutte nationale elle-même; il préconisait une vaste alliance patriotique étouffant les oppositions de classes pour réaliser l'unité et l'indépendance de l'Italie, en constituant une armée de libération partant de l'extérieur. L'un voyait toujours dans la France un phare révolutionnaire, le second considérait la Révolution française comme une vieillerie incapable de donner des leçons vivantes aux patriotes européens. Le premier regardait, en somme, vers l'émancipation nationale et sociale des peuples, et sa vision était en quelque sorte internationaliste ; l'autre ne s'attachait qu'à l'aspect purement national de la future république italienne qu'il concevait presque de façon mystique. A partir de 1833, Buonarroti et Mazzini que tout séparait fondamentalement ne se fréquentèrent plus.

Les révolutions de 1830 avaient donné à Buonarroti l'occasion d'exprimer pratiquement son point de vue. C'est ainsi qu'au moment de la révolution belge de 1830, Buonarroti, qui, de Bruxelles, avait

---

1. Giorgio VACCARINO : *I patrioti « Anarchistes » e l'idea dell'Unità italiana.* Torino, 1956.

contribué à en inspirer certains traits, trouva un rôle à sa mesure. Il proposa à De Potter qui était le plus prestigieux des révolutionnaires belges, un programme à la fois national du point de vue des relations extérieures, démocratique du point de vue de l'organisation politique, et socialiste. Il lui conseilla de ne pas demander le rattachement de la Belgique à la France parce que la France redevenue monarchiste après l'escamotage de la révolution républicaine de juillet 1830, risquait de faire rétrograder politiquement et socialement cette révolution belge dont il espérait tant.

Un historien italien, A. Saitta, a pu développer cette idée que Buonarroti porte la responsabilité essentielle de la méfiance qu'inspirèrent les projets d'unité italienne. L'Europe craignait en effet une république italienne démocratique et populaire. Aussi fallut-il attendre le conservateur libéral Cavour, après 1850, pour que l'unité et l'indépendance de l'Italie cessassent de paraître suspectes. Sans doute, mais il convient de dire que Buonarroti, fidèle jusqu'à sa mort à l'esprit du babouvisme et à la Révolution française, ne concevait pas l'émancipation nationale des hommes autrement que débouchant sur leur émancipation sociale. Il n'avait peut-être pas distingué certaines étapes nécessaires de l'Histoire, du moins a-t-il perçu le fond du problème. Sur ce plan, le babouvisme a présenté le problème national d'une façon qui fait pressentir celle des bolchéviks après la révolution de 1917; l'émancipation nationale ne pouvait se faire sans que soit cimentée en même temps l'alliance fraternelle de peuples libérés de toutes les oppressions sociales.

Cependant, c'est l'influence de la doctrine des Egaux comme tentative de résoudre le problème social et comme programme politique qui préoccupe le plus les hommes d'aujourd'hui. Pour avoir voulu débarrasser la société de la misère et de l'opulence, le babouvisme a bénéficié d'un grand prestige dans la période postérieure, mais il convient de rechercher quelles réflexions l'égalitarisme foncier de Babeuf a pu éveiller dans la conscience des masses populaires et comment les doctrines socialistes suivantes s'en sont inspirées. On constate alors que jusqu'en 1820 l'influence du babouvisme a été limitée. Avant et après la révolution de 1830 au contraire, grâce à la diffusion des thèmes communistes contenus dans l'ouvrage de Buonarroti de 1828, un néo-babouvisme imprègne à nouveau la pensée sociale et pénètre dans la conscience ouvrière en voie de formation.

L'éclipse du babouvisme comme idéologie de masse commença à la fin de la période du Directoire et se confirma pendant le Consulat et le premier Empire. Ceci s'explique assez bien si l'on admet que le socialisme des Egaux, « socialisme de la frugalité » (E. Labrousse), était en grande partie une réponse à la crise économique de l'an III, une réponse à la sous-alimentation chronique des masses. Prétendant assurer un minimum vital de consommation, il pouvait attirer l'adhésion des pauvres et présenter son communisme comme une solution valable et concrète à l'inégalité sociale et aux tiraillements insupportables de la faim. C'est ce qu'on en retint dans l'immédiat et aussi que Babeuf attaquait de front la propriété privée. Or, depuis 1798, l'amélioration de la situation économique était sensible. S'il est exagéré de parler de prospérité, du moins est-il juste de signaler que le marché du travail allégé par le maintien à l'armée d'un million d'hommes, était moins tendu dans les villes et dans les campagnes. De même la politique continentale de Napoléon offrait d'assez larges débouchés aux produits français. Les forces productives, dans le cadre des nouveaux rapports de production libérés des entraves de l'Ancien Régime, progressaient sensiblement. Enfin, après la stabilisation financière du Consulat, la conjoncture est demeurée peu ou prou favorable jusqu'à l'agonie de l'Empire napoléonien. La pensée sociale, loin de voir la solution à la misère dans un mythique retour à l'âge d'or, à la frugalité des sociétés primitives, envisageait l'abondance et espérait, sans supprimer la propriété privée, accroître les ressources disponibles :

> L'âge d'or du genre humain n'est point derrière nous, il est au-devant, il est dans la perfection de l'ordre social; nos pères ne l'ont point vu, nos enfants y arriveront un jour : c'est à nous de leur frayer la route,

écrivait Saint-Simon qui prophétisait l'abondance que seul « l'âge industriel » pouvait assurer. Un monde sépare cette conception de celle des Egaux, de Buonarroti par exemple qui avait écrit dans l'*Analyse de la doctrine de Babeuf* : « Aurions-nous d'ailleurs besoin de l'éclat des arts et du clinquant du luxe si nous avions le bonheur de vivre sous les lois de l'égalité ? », concevant évidemment comme luxueuses les productions de l'industrie et estimant que les lois de l'égalité signifiaient pour les sociétés le retour aux règles de l'égalité primitive.

Le babouvisme n'inspira donc pas dans une première période la réflexion sociale et moins encore le mouvement populaire. En fait, la doctrine et l'expérience des Egaux se réfugièrent dans les mouvements d'opposition politique républicaine et jacobine. La doctrine des Egaux fournissait aux sociétés secrètes une panoplie de principes démocratiques, sociaux et moraux. Ces sociétés secrètes étaient souvent construites sur un modèle inspiré à la fois de la Conspiration de Babeuf (l'archétype), de la franc-maçonnerie et des fraternités diverses, nées au XVIIIe siècle comme celles des « *Illuminés* » de Bavière. A partir de 1806, Buonarroti devint la personnalité centrale dans ces sociétés et il leur inculqua des objectifs de révolution universelle et d'affranchissement du genre humain; il leur insuffla un point de vue national, social et politique. Un bon exemple de ces sociétés buonarrotistes pendant l'Empire nous est donné par la société des « *Philadelphes* » détruite après l'échec de la conspiration du général Malet en 1812 et reconstituée plus tard sous le nom de « *Charbonnerie Universelle* » et de « *Panadelphie* ». Dans cette société se retrouvaient d'anciens babouvistes comme Baudement, Antonelle, Ricord, et un ancien sympathisant du mouvement babouviste, Rigomer Bazin, en relation avec Saint-Simon [1] de 1804 à 1808. De même, la société des « *Sublimes Maîtres Parfaits* » dont le centre était à Paris peut-être, ou à Genève sans doute, avait des ramifications en France, en Italie (par l'intermédiaire des *Carbonari*) en Allemagne (elle inspirait certains membres du mouvement étudiant « *Tugendbund* ») et jusqu'en Russie. Buonarroti y jouait un rôle majeur depuis sa résidence de Genève. Cette société procédait par initiations successives et on atteignait de la sorte à une complète révélation au niveau du cercle suprême : le « Grand Firmament ». Il y avait quatre cercles initiatiques, mais c'est seulement au niveau du dernier que se précisait la doctrine sociale de l'ensemble, les adhérents des autres cercles étant soumis à l'obéissance aveugle. Seuls les dirigeants supérieurs étaient au courant du caractère égalitariste des projets sociaux de la Société. Les communications entre les divers cercles étaient assurées par des « Diacres » mobiles qui rappellent les agents révolutionnaires de la Conspiration des Egaux. Dans chaque pays, des « Eglises natio-

1. J. Dautry (« Saint-Simon et les anciens babouvistes », *A.H.R.F.*, n° 162, p. 514), démontre ainsi que Saint-Simon a connu les idées de Babeuf et que, s'il les a méprisées, c'est qu'il concevait d'autres moyens de résoudre le problème social.

nales » étaient dirigées par un « Sage » et supervisées par un « Diacre territorial ». Cette société, qui est le type classique de la société secrète buonarrotiste, fonctionna peut-être depuis 1809, en tout cas depuis 1811 et ceci jusqu'en 1823, date à laquelle une vaste répression menée par toutes les polices d'Europe lui infligea le coup d'arrêt. Par suite, sous d'autres formes, des sociétés semblables se multiplièrent dans lesquelles Buonarroti bientôt installé à Bruxelles continua à jouer un rôle essentiel. Son énergie, sa prestigieuse expérience et son dévouement jamais en défaut en faisaient la personnalité indispensable. Il transmit à ses compagnons la conception conspiratrice de la révolution qu'il avait héritée de son action en 1796. Dans les diverses sociétés « *Monde* » (1828-1830), puis dans les diverses formations de la « *Charbonnerie Rénovée* » et de la « *Panadelphie* » (1835) jusque vers les années 40, l'influence de Buonarroti est toujours visible. Il a connu dans ces réunions plusieurs des hommes qui ont été les chefs du mouvement révolutionnaire dans la première moitié du XIXe siècle et grâce à lui les idées babouvistes cheminèrent dans le projet ambitieux de ces précurseurs d'instituer une république démocratique et sociale. A Bruxelles, puis après 1832 à Paris, il connut et influença les républicains français C. Teste, Voyer d'Argençon, Godefroy-Cavaignac, le jeune Blanqui, et des radicaux anglais comme le dirigeant du mouvement chartiste, Bronterre O'Brien qui se fit l'éditeur en anglais de *Conspiration pour l'Egalité*. Enfin, les républicains italiens en exil et les révolutionnaires belges comme De Potter, déjà cité, étaient nourris des interprétations buonarrotistes de la Révolution. A tous, Buonarroti communiqua sa conception héritée de Babeuf d'une révolution conçue comme l'insurrection subite et victorieuse d'une minorité, sous la direction d'un groupe d'hommes gagnés à la cause. Ces hommes devaient après la victoire établir une dictature provisoire garantissant le succès de la « réforme » politique et sociale :

> La réforme sociale est une œuvre de sagesse et d'énergie qui ne peut s'accomplir que par le concours intime des plus vertueux. Ce concours ne peut s'établir au milieu de la corruption actuelle que par un lien invisible. Une bonne société secrète est donc juste et nécessaire [...]. Il est [...] du plus grand intérêt que ses directeurs ne soient connus de personne.

Tels étaient les principes proposés par Buonarroti pour la rénovation de la Charbonnerie et c'est bien là tout son programme pour la révolution.

Ainsi grâce aux derniers babouvistes et surtout grâce à Buonarroti, la conception babouviste de la révolution fut l'archétype dont s'inspirèrent les révolutionnaires pré-marxistes. Conception étroite qui faisait d'une minorité le centre nerveux de la révolution, et du coup de main victorieux, le *nec plus ultra* de la victoire révolutionnaire. Peut-être d'ailleurs Buonarroti plus que ne l'avait fait Babeuf, naguère plus sensible au contact des masses, donna-t-il une tournure de plus en plus sectaire à cette notion insurrectionnelle héritée du tribun du peuple [1]. Il n'en reste pas moins que cette conception témoignait de la faiblesse profonde des révolutionnaires dans cette période. La conspiration comme méthode était liée à une étape particulière du mouvement révolutionnaire. Cette étape fut dépassée, et la doctrine buonarrotiste périmée lorsque le mouvement ouvrier né de la grande industrie put offrir aux doctrines socialistes cet appui de masse dont témoigne par exemple le mouvement chartiste anglais avant 1850 et plus encore la Commune de 1871. Ajoutons d'ailleurs que les idées propagées par le groupement conspirateur, dans la mesure où il n'avait pas comme premier objectif l'indépendance nationale, se réduisaient le plus souvent à la revendication d'une politique démocratique qui ne pouvait susciter le même enthousiasme populaire que les doctrines socialistes postérieures. Du moins le mérite des idées de Buonarroti fut-il d'assurer la permanence de la pensée sociale révolutionnaire et de la rattacher aux grands principes affirmés au siècle des Lumières et en 1789.

C'est après 1830 que ressurgit sous une forme transformée une nouvelle mouture de la doctrine socialiste de Babeuf. Saint-Simon avait jugé périmées les doctrines égalitaires comme celles de Babeuf parce qu'elles ne faisaient pas confiance au progrès industriel pour assurer le bien-être des hommes. Or l'industrie en plein développement en France après 1830, loin d'améliorer le sort des pauvres, entraîna une accentuation de la misère sociale qui rappelait la situation de 1796. L'exemple de l'Angleterre depuis longtemps

1. Par projection du présent sur le passé, il a sans doute, ainsi que l'a pensé Georges Lefebvre, accentué dans son récit le caractère strictement conspirateur du mouvement babouviste.

engagée dans la révolution industrielle avait de quoi faire déchanter les tenants optimistes des bienfaits de cette industrie considérée par eux comme une catégorie philosophique détachée du problème social de la propriété privée des moyens de production. Le travail écrasant dans la fabrique, les journées de travail interminables, le chômage et le déracinement, le labeur des enfants parqués dans l'atelier, le spectacle de la misère physiologique et morale qu'offraient alors les faubourgs des villes en voie d'industrialisation rappelaient en pire, celui tout comparable des ans III et IV. De même la spéculation (sur les chemins de fer principalement), l'enrichissement soudain, le luxe et la multiplication des « jouissances » nouvelles dans les classes aisées opposaient de plus en plus nettement, aux deux pôles de la société, les riches et les déshérités : les *bourgeois* et les *prolétaires*. Alors la revendication populaire de l'égalité et du communisme réapparut et il se trouva des hommes de la petite bourgeoisie et des milieux intellectuels pour s'en faire l'écho. Le livre de Buonarroti publié à Bruxelles en 1828, rapidement diffusé et connu, fournit à tous des thèmes de réflexion. On pourrait cataloguer ce qui chez Blanqui, Fourier, Louis Blanc, et d'autres relevait de la pensée babouviste : retenons qu'ils en reprenaient l'idée d'une économie sociétaire excluant la propriété privée. D'autres, plus tournés vers le nihilisme libertaire en retenaient l'aspect désespéré et condamnaient en bloc la grande ville, le machinisme et l'Etat. Dans l'ensemble, le livre de Buonarroti remettait en pleine lumière le thème de l'égalité sociale au moment où s'appesantissait sur le monde la domination exclusive de la classe bourgeoise, dynamique, industrieuse, progressive si l'on veut bien s'en tenir à l'aspect économique des choses, mais tout aussi oppressive que l'ancienne noblesse. Aux premiers « fossoyeurs » de l'ordre bourgeois, le babouvisme a inspiré des pensées neuves qui se répandirent dans les journaux d'opposition tel *L'Humanitaire* de Victor Charavay en 1841 [1].

Ce fut le mérite historique considérable de Marx et d'Engels de mettre fin aux utopies et de donner au prolétariat un instrument scientifique de combat : le socialisme scientifique. Reprenant aux économistes classiques, à l'idéal progressif de Saint-Simon et à la tradition égalitaire et populaire de la Révolution française, des Egaux

1. Samuel BERNSTEIN : « Le Néo-babouvisme d'après la presse (1837-1848) », communication au colloque de Stockholm (à paraître chez Feltrinelli).

et de leurs disciples le meilleur de leur apport, Marx et Engels démontrèrent, ce qui aurait paru prodigieux à Babeuf, que l'on pouvait concilier l'égalité sociale et l'abondance économique, la suppression de l'appropriation privée des moyens de production et l'usage de toutes les découvertes de l'intelligence des hommes. De ce point de vue, les victoires du marxisme s'inscrivent en quelque sorte comme une réponse aux incertitudes du babouvisme.

Bientôt les ouvriers ne comprirent plus l'égalitarisme « grossier » de Babeuf. De la même façon qu'ils désertèrent les sectes révolutionnaires pour former des syndicats et des partis ouvriers, ils adhérèrent à des doctrines nouvelles. Rien n'en donne une image plus sensible que ce désarroi des anciens cadres ouvriers formés par la pensée révolutionnaire issue de Babeuf : ainsi Joseph Benoît qui était à Lyon en 1831 au moment de la révolte des Canuts put-il rappeler qu'avant 1848 le livre de Buonarroti était son évangile. Député en 1848, il mourut après le coup d'Etat du 2 décembre, mais les hommes comme lui, formés comme lui, ne comprirent plus rien après 1870 aux nouveaux aspects du mouvement ouvrier [1]. C'est qu'entre temps était née la première Association Internationale des travailleurs dont l'organisation et l'idéologie étaient sensiblement nouvelles.

L'héritage concret que le babouvisme a laissé au mouvement révolutionnaire contemporain est difficile à préciser, car des idées en apparence héritées de doctrines anciennes sont différentes, au fond, de ce qu'elles étaient dans la source d'inspiration. Un aspect négatif peut-être : une certaine tradition libertaire, anti-parlementaire et égalitariste qui se précisa dans le syndicalisme révolutionnaire de la fin du XIX[e] siècle (les agents babouvistes parlaient de la « députaille conventionnelle », de ceux qui ont « déjà tâté du pouvoir »); peut-être aussi une certaine tradition individualiste et anarchiste (« l'égalité... nous la voulons au milieu de nous, sous le toit de nos maisons » disait Sylvain Maréchal); sans doute aussi le nihilisme, cette forme de désespoir qui veut, de tout, faire table rase.

Mais l'aspect positif l'emporte largement. Le babouvisme prenant le relais des pratiques de l'an II a sans doute facilité en France l'attachement de nombreux révolutionnaires aux *principes,* leur don-

---

1. MOISSONIER : « Le Communisme à Lyon avant 1848 », *Cahiers internationaux,* n° 108.

nant la fermeté idéologique nécessaire pour refuser la tentation du réformisme. De ce point de vue, de Babeuf (songeons à sa polémique tactique avec Antonelle au sujet des palliatifs), à l'attitude de Blanqui refusant en 1848 tout marchandage, puis à celle de Jules Guesde qui reconnaissait Babeuf comme un précurseur et enfin à la conception du Parti communiste français, il y a une incontestable filiation. Mais l'influence majeure de Babeuf semble être d'avoir fourni à la révolution populaire l'idée d'instituer après la victoire une *dictature provisoire.* Le rôle de ce gouvernement de transition sera d'assurer définitivement les bases du nouveau régime social et de permettre de passer par étapes au règne de la société sans classes qui, elle, connaîtra le dépérissement de l'Etat.

Alors, *l'homme nouveau,* auquel rêvèrent les penseurs du XVIIIe siècle créé par ces conditions nouvelles dont il sera lui-même l'artisan, pourra jouir librement dans une discipline naturelle de tous les bienfaits de l'existence.

L'on ne sait si Lénine a lu *Conspiration pour l'Egalité,* mais ses nombreuses références aux Jacobins prestigieux de la Révolution française indiquent bien qu'il avait trouvé motif dans l'histoire française de 1789 à 1796, à réfléchir sur le problème de l'Etat. De plus, on sait dans quelle estime Lénine tenait Blanqui qui demeura un disciple fidèle de Buonarroti. Au surplus, par Marx et Engels, il avait hérité ce que le marxisme a retenu du babouvisme et de ses résurrections postérieures. Marx, en effet, a lu le livre de Buonarroti en 1842. Que le *Manifeste du Parti communiste* de 1847 ait considéré le babouvisme comme « grossier » et « inculte » était légitime au temps où, le marxisme apparaissant, ce qui s'opposait encore à lui pouvait passer pour rétrograde. Mais si l'on veut bien considérer, aujourd'hui, que la doctrine qui a inspiré la Conspiration des Egaux a ouvert la voie à une révolution qui « sera la dernière » et pressenti la *société sans classes,* alors il est juste de lui rendre le même hommage auquel ont droit les héros de 1796.

BIBLIOGRAPHIE SUCCINCTE

La meilleure introduction reste le livre de BUONARROTI : *Conspiration pour l'Egalité, dite de Babeuf*. Edition originale : Librairie romantique, Bruxelles, 1828. Edition la plus commode : deux tomes in-16 de 237 et 248 pages. Editions sociales, 1957. Edition préparée par A. Soboul et R. Brécy, préface de G. Lefebvre et bibliographie par J. Dautry. Collection « Les Classiques du peuple ».

D'excellentes notices bibliographiques ont été rédigées et commentées par des chercheurs éminents et des historiens qualifiés et auxquelles nous renvoyons le lecteur.

Les plus accessibles en français, sont celles de M. DOMMANGET : *Pages choisies de Babeuf*, Armand Colin, 1935, in 8°. Collection « Les Classiques de la Révolution française ». Bibliographie exhaustive jusqu'en 1935 (pp. 5-42) ;

J. DAUTRY : dans la *Conspiration pour l'Egalité dite de Babeuf*. Ouvrage cité, tome II, pp. 222-240, notice bibliographique critique très complète ;

J. GODECHOT : « Les travaux récents sur Babeuf et le babouvisme », *A.H.R.F.*, 1960, n° 4, pp. 369-388. Recensement critique des ouvrages récents.

★

Tout effort de réflexion sur les conditions dans lesquelles s'exprima la doctrine de Babeuf en l'an II et en l'an IV, suppose une prise de contact préalable avec les ouvrages généraux suivants :

A. MATHIEZ : *Le Directoire* (Revue des Cours et Conférences 1928-1929). Ouvrage posthume publié par J. Godechot, Armand Colin. Paris 1934. A. Mathiez pensait que le communisme de Babeuf était secondaire dans la Conspiration dont le fond était robespierriste.

Du même, voir également : « Babeuf et Robespierre » (*Ann. Révol.*, mai 1917.

G. LEFEBVRE : *Les Thermidoriens* et *Le Directoire*. A. Colin, 1946 et 1950. In-16. Bien que brefs, ces ouvrages sont indispensables pour situer le cadre historique des événements qui nous préoccupent.

K. TONNESSON : *La défaite des Sans-Culottes. Mouvement populaire et réaction bourgeoise en l'an II*. Thèse de doctorat Oslo-Paris, 1959. Ouvrage très attentif aux réactions sociales des faubourgs et aux positions idéologiques et politiques de la sans-culotterie.

E. TARLÉ : *Germinal et prairial*. Editions en langues étrangères. Moscou, 1959. L'auteur s'attache à étudier le mécanisme de la réaction populaire en l'an III; mais son livre, du point de vue de la méthode, va beaucoup plus loin par son analyse du caractère bourgeois de la réaction thermidorienne.

M. REINHARD : *La France du Directoire* C.D.U. Paris 1956. Cours professé à la Sorbonne, très richement documenté et très précis sur les conditions de la vie politique et sociale dans la France de l'an IV.

★

Sur Babeuf, le lecteur intéressé ne peut se dispenser de prendre contact avec les écrits de Babeuf lui-même.

La correspondance avec Dubois de Fosseux avant 1787 a été publiée en partie par ADVIELLE : *Histoire de Gracchus Babeuf et du babouvisme d'après de nombreux documents inédits*. Deux volumes dont le deuxième contient 38 lettres de Babeuf et 61 de Dubois de Fosseux. (A Paris chez l'auteur, 1884). On peut y trouver également la défense de Babeuf devant la Haute-Cour de Vendôme. Cet ouvrage rarissime est une mine documentaire, quoique incomplète. La correspondance de Babeuf avec Dubois de Fosseux d'après les archives du château de Fosseux (59 lettres de Babeuf et 65 lettres de Dubois de Fosseux) vient d'être publiée sous la direction de M. REINHARD : *Correspondance de Babeuf avec l'Académie d'Arras* (*1785-1788*). Publications de la Faculté des lettres et des sciences humaines de Paris, P.U.F. 1961. Cet ouvrage remplace définitivement le recueil d'Advielle. On trouvera l'essentiel des écrits de Babeuf dans l'ouvrage de M. DOMMANGET, déjà cité. Ce recueil critique, de très grande valeur, a été largement utilisé dans ce présent ouvrage.

De façon plus accessible, les Editions sociales ont publié dans la collection « Les Classiques du peuple », les extraits les plus caractéristiques de la pensée communiste du Tribun avec notes et commentaires de G. et C. Willard, 1951.

Sur la formation des idées de Babeuf et son évolution, la recherche est volumineuse et les publications abondantes. On se reportera aux index bibliographiques généraux cités précédemment. Il est légitime cependant de signaler les travaux et les articles de revue les plus fréquemment utilisés au cours de l'ouvrage ou nouvellement parus : M. Dommanget, outre la publication des pages choisies de Babeuf a écrit, en 1922, un petit livre excellent, quoique dépassé : *Babeuf et la Conjuration des Egaux.* Collection « Histoire des doctrines socialistes », Librairie de *l'Humanité.* Paris. 104 pages in-16°.

G. LEFEBVRE : « Où il est question de Babeuf ». Article réédité dans *Etudes sur la Révolution française.* Paris, P.U.F., 1954, pp. 298-304.

G. LEFEBVRE : « Les Origines du communisme de Babeuf », Rapport fondamental au XIX° Congrès des Sciences historiques en 1950, in *Etudes sur la Révolution française.* Op. cit, pp. 305-314. A propos de G. Lefebvre et du babouvisme, J. DAUTRY établit le bilan de l'apport du grand historien à la connaissance du babouvisme dans *A.H.R.F.* 1960 (numéro spécial dédié à la mémoire de Georges Lefebvre, pp. 47-56).

A. GALANTE GARRONE : *Buonarroti e Babeuf.* Torino, Da Silva, 1948. L'auteur a renouvelé l'interprétation donnée jusqu'alors des origines du communisme de Babeuf.

Les *Annales historiques de la Révolution française* nous offrent une documentation et des études de première importance. Parmi celles-ci, retenons comme très suggestives ou très récentes : en 1958 (n° 1) V. DALINE : « Babeuf et Marat » (traduction d'un article de *Voprossi Istorii*), pp. 16-37.

Le même auteur a publié la « Correspondance de Londres de Babeuf en octobre 1789 » (*A.H.R.F.*, 1958, n° 2; pp. 31-59).

En 1960 dans le n° 4 des *A.H.R.F.* consacré à Babeuf, citons : V. DALINE : « Robespierre et Danton vus par Babeuf ». (Les études de V.M. Daline ont été traduites en allemand et recueillies dans *Babeuf Studien,* Berlin, Akademie-Verlag, 1961.)

R. LEGRAND : « Babeuf en Picardie » (le point de l'action de Babeuf dans sa province de 1789 à 1792).

M. DOMMANGET : « Babeuf et l'éducation ». Article poursuivi dans le n° 1 de 1961.

Lors du congrès des Sciences historiques de Stockholm (21 août 1960), une rencontre entre chercheurs a permis un approfondissement de la connaissance. Les Actes en seront publiés en 1962

et à propos de Babeuf, V. DALINE y a fait une communication sur « Les idées sociales de Babeuf à la veille de la Révolution » d'après un manuscrit inédit de l'Institut du marxisme-léninisme de Moscou (Fonds 223, cote n° 654).

Les *Annales historiques de la Révolution française* publient les communications faites à l'Assemblée générale de la Société des Etudes robespierristes consacrée au bi-centenaire de Babeuf (novembre 1960). J. DAUTRY : « Le Pessimisme économique de Babeuf et l'histoire des utopies », *A.H.R.F.* 1961, n° 2, p. 215.

M. DOMMANGET : « Le Tempérament de Babeuf » (à paraître).



Le babouvisme a prêté à de nombreuses interprétations et la profondeur de la conviction communiste des Egaux a été soit sous-estimée, soit exagérée et tirée de l'avant vers le socialisme postérieur.

Indépendamment des travaux déjà cités, on trouvera un exposé clair, quoique trop détaché des réalités historiques sociales et économiques dans :

— A. ESPINAS : *La Philosophie sociale du XVIII*e *siècle et la Révolution.* Paris, Alcan, 1898, in-8°. « Bibliothèque de philosophie contemporaine. »

— Maxime LEROY : *Histoire des idées sociales en France,* tome II. « De Babeuf à Tocqueville. » Paris, Gallimard, 1950, pp. 55-91.

Cependant, plus près des faits et de la réalité vivante, sont les études de A. GALANTE GARRONE, op. cit. et J. DAUTRY : « Le pessimisme économique de Babeuf », op. cit. L'article de R.N.C. COE : « La théorie morellienne et la pratique babouviste » suivi d'une discussion entre R.N.C. COE, Jean DAUTRY et A. SAITTA, *A.H.R.F.,* 1958, n° 1, pp. 38-64, permet de saisir dans le détail la filiation entre le socialisme utopique du XVIIIe siècle et le babouvisme agissant de l'an IV.

K. TONNESSON replace le babouvisme dans la conjoncture sociale et politique (« L'an III dans la formation babouvisme », *A.H.R.F.,* 1960, n° 4; p. 455).



MARX a traité de la doctrine de Babeuf dans *La Sainte Famille,* « Etudes philosophiques », tome II, p. 213.

MARX-ENGELS y font une allusion dans le *Manifeste du Parti communiste* et ENGELS se réfère à Babeuf dans l'*Anti-Dühring,* pp. 50, 62, 371, 374, 387. Paris, Editions sociales, 1950.



Les discussions érudites portent aujourd'hui sur la question de la pénétration du babouvisme chez les dirigeants d'une part, parmi les militants et les masses populaires d'autre part. Tous les auteurs en parlent. Nous citerons particulièrement :

A. SAITTA : « Autour de la conjuration de Babeuf (discussion sur le communisme en 1796 » *A.H.R.F.* 1960, n° 4, p. 426) qui conclut à l'adhésion des chefs de la Conspiration à la doctrine de Babeuf (six d'entre eux sur sept à coup sûr).

Outre sa thèse de doctorat : *Les Sans-Culottes parisiens en l'an II,* Paris 1958, indispensable à l'appréhension des milieux socio-politiques pendant la Révolution démocratique, A. SOBOUL a esquissé de façon remarquable quelques traits en profondeur du mouvement babouviste : « Personnel sectionnaire et personnel babouviste », *A.H.R.F.* 1960, n° 4, p. 436.



La Conspiration et le procès de Vendôme ont été fréquemment racontés : on pourra se reporter aux ouvrages généraux déjà cités de DOMMANGET et ADVIELLE, ou indiqués dans les bibliographies générales.

On peut signaler comme très utiles :

M. DOMMANGET : « La Structure et les méthodes de la Conspiration des Egaux », *Annales révolutionnaires,* t. XIV, 1922, pp. 177-196 et 280-297 et du même auteur : « Le Système de défense des Babouvistes » à paraître dans les *Actes du Colloque de Stockholm.*

R. BOUIS : « Pierre-Nicolas Hésine, rédacteur de « L'Echo des Hommes vrais et sensibles, journal de la Haute-Cour de Justice », *A.H.R.F.*, n° 4 1960, p. 471. (Des documents touchant à la personne de Hésine sont publiés dans *A.H.R.F.,* n° 1, 1961, p. 88.)

W. MARKOV : « L'affaire Babeuf vue de Hambourg », *A.H.R.F.* 1960, n° 4, p. 507.

Il est juste de signaler que le livre de G. WALTER : *Babeuf* (1760-1797) *et la conjuration des Egaux,* Paris, Payot 1937 a mérité de sévères critiques et que les conclusions en sont aujourd'hui largement dépassées.

On peut souvent s'en tenir au texte de Buonarroti que la recherche n'a pas épuisé.

★

La saisissante personnalité de Buonarroti dont on célèbre le bicentenaire de la naissance en 1961 est liée directement à l'influence du babouvisme et au retentissement de la Conspiration des Egaux. Les travaux sur l'homme, sa vie et son rôle capital dans l'affirmation des doctrines sociales et nationales à partir de 1806, ont renouvelé la question depuis : P. ROBIQUET :*Buonarroti et la secte des Egaux d'après les documents inédits.* Paris, Hachette, 1910. Mais l'ouvrage de Samuel BERNSTEIN : *Buonarroti.* Paris, Editions Hier et Aujourd'hui, 1949, in-8° (traduit de l'anglais) est encore excellent. Cependant il convient de retenir, surtout en langue italienne, des livres fondamentaux qui ont fait progresser la recherche. Nous ne citerons que les plus importants :

Outre *Buonarroti e Babeuf,* op. cit, A. GALANTE GARRONE a publié *F. Buonarroti e i rivoluzionari del ottocente.* Einaudi, Torino 1951, qui montre justement les liens de Buonarroti avec les démocrates conspirateurs des quarante premières années du XIX° siècle.

A. SAITTA : *Filippo Buonarroti, contributi alla storia della sua vita e del suo pensiero,* Edizione di storia e letteratura, Roma, tome 1, 1950, tome 2 (documents) 1951.

L'auteur étudie la profondeur du communisme de Buonarroti et l'influence du révolutionnaire sur les luttes nationales et sociales du début du XIX° siècle.

Ces ouvrages sont complétés par des articles de revues recensés et critiqués par J. GODECHOT : op. cit.

Arthur LEHNING : « Buonarroti and his international secret societies », *International Review of social history,* 1956. Tome 1, p. 112 et « Buonarroti's ideas on communism et dictatorship », *id,* 1957, tome 2.

L'auteur montre comment par Buonarroti certains thèmes de la Conspiration et l'idée de la prise du pouvoir comme condition de l'instauration d'une dictature révolutionnaire ont été transmis au mouvement socialiste postérieur jusqu'à Marx et Lénine.

S. BERNSTEIN : « Le néo-babouvisme d'après la Presse (1837-48) » (à paraître dans *les Actes du colloque Babeuf de Stockholm*), montre comment les sociétés secrètes et la presse républicaine ont contribué à la renaissance de l'idéologie babouviste pendant la monarchie de Juillet.

J. KUYPERS : *Les Egalitaires en Belgique. Buonarroti et ses sociétés secrètes d'après des documents inédits* (1824-1836). Bruxelles, 1960, in-8°, insiste sur l'activité conspiratrice de Buonarroti pendant son exil à Bruxelles, et l'étudie à l'aide de documents inédits.

Sur le rôle immense de Buonarroti au temps de la Conspiration des Egaux, on prend grand intérêt à lire : Pia ONNIS ROSA : « F. Buonarroti e i patrioti italiali del 1794 al 1796 », *Rivista storica italiana,* 1937 et surtout « F. Buonarroti, commissario rivoluzionario a Oneglia ». *Nuova rivista storica,* 1939, J. GODECHOT : « Le Babouvisme et l'unité italienne », *Revue des études italiennes,* 1939, pp. 259-283. Le point de vue de J. Godechot sur le départ manqué de Buonarroti en Italie a été repris et précisé par A. SAITTA : op. cit. et A. LEHNING : « L'Arrestation de Buonarroti (21 floréal an IV) et sa mission à l'armée d'Italie », à paraître en 1962 dans les *Actes du colloque Babeuf de Stockholm.*

Pour l'ensemble des questions touchant à Buonarroti, une bibliographie exhaustive jusqu'en 1959 est incluse dans Elisabeth L. EISENSTEIN : *Filippo Michele Buonarroti.* Cambridge (Massachussets) Harvard University Press, 1959 dont les références valent mieux que le récit qui fait anachroniquement de Buonarroti le premier « révolutionnaire professionnel ».



Les communications essentielles du *Colloque sur Babeuf et les problèmes du babouvisme* (Stockholm, 21 août 1960) doivent être publiées en 1962 par les soins de l'Institut G. Feltrinelli à Milan, à qui nous devons d'avoir pu prendre connaissance des manuscrits. Nous tenons à l'en remercier et à signaler la prochaine publication de l'ouvrage.

TABLE DES MATIÈRES

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE
10 MARS 1962 PAR
L'IMPRIMERIE CENTRALE
COMMERCIALE (JACQUES
LONDON, IMPRIMEUR),
13, RUE DE LA GRANGE-
BATELIÈRE - PARIS (IXe)

N° d'édition : 800
Dépôt légal : 1er trimestre 1962

★ BABEUF ET LA CONSPIRATION POUR L'ÉGALITÉ

La Conjuration des Egaux constitua une des dernières tentatives démocratiques de la Révolution française ; elle s'affirma en même temps comme une tentative résolument nouvelle.

C'est son histoire que retrace dans ce livre Claude Mazauric, agrégé de l'Université. Il faut dire que l'histoire de la Conspiration pour l'Egalité, dite de Babeuf, n'a jamais cessé de solliciter l'attention des militants ouvriers et de nombreux historiens s'y sont également intéressés.

Plus précisément, on peut constater qu'elle est revenue au premier plan de la recherche historique et l'étude de Claude Mazauric tient compte des travaux les plus récents tout en apportant sur certains points des appréciations originales.

Après avoir analysé le contexte politique, économique et social dans lequel allait naître la Conspiration, l'auteur l'étudie dans son déroulement, son organisation, ses buts, son programme et aussi dans son échec.

Il reconstitue la biographie de Babeuf et celle des principaux dirigeants de la Conspiration. Son récit attachant et documenté éclaire la conjuration babouviste et témoigne de la grandeur de ces hommes.

Prix :

8 NF